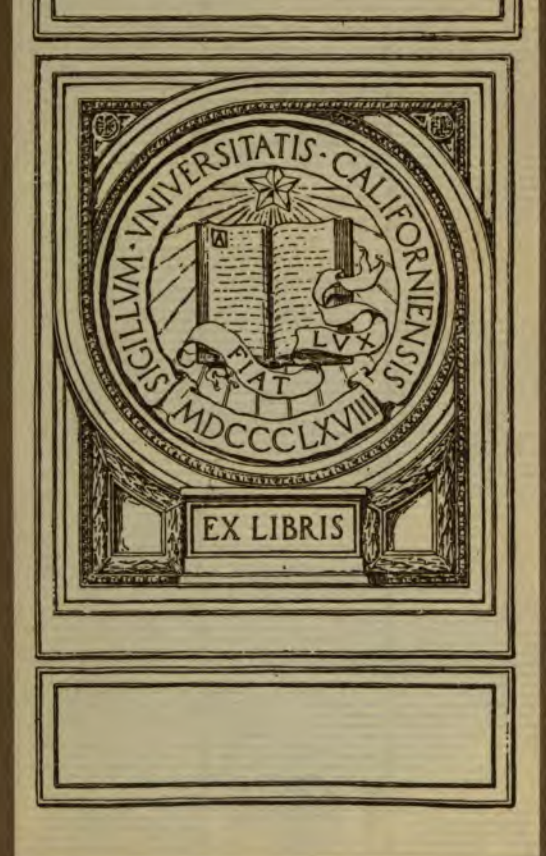
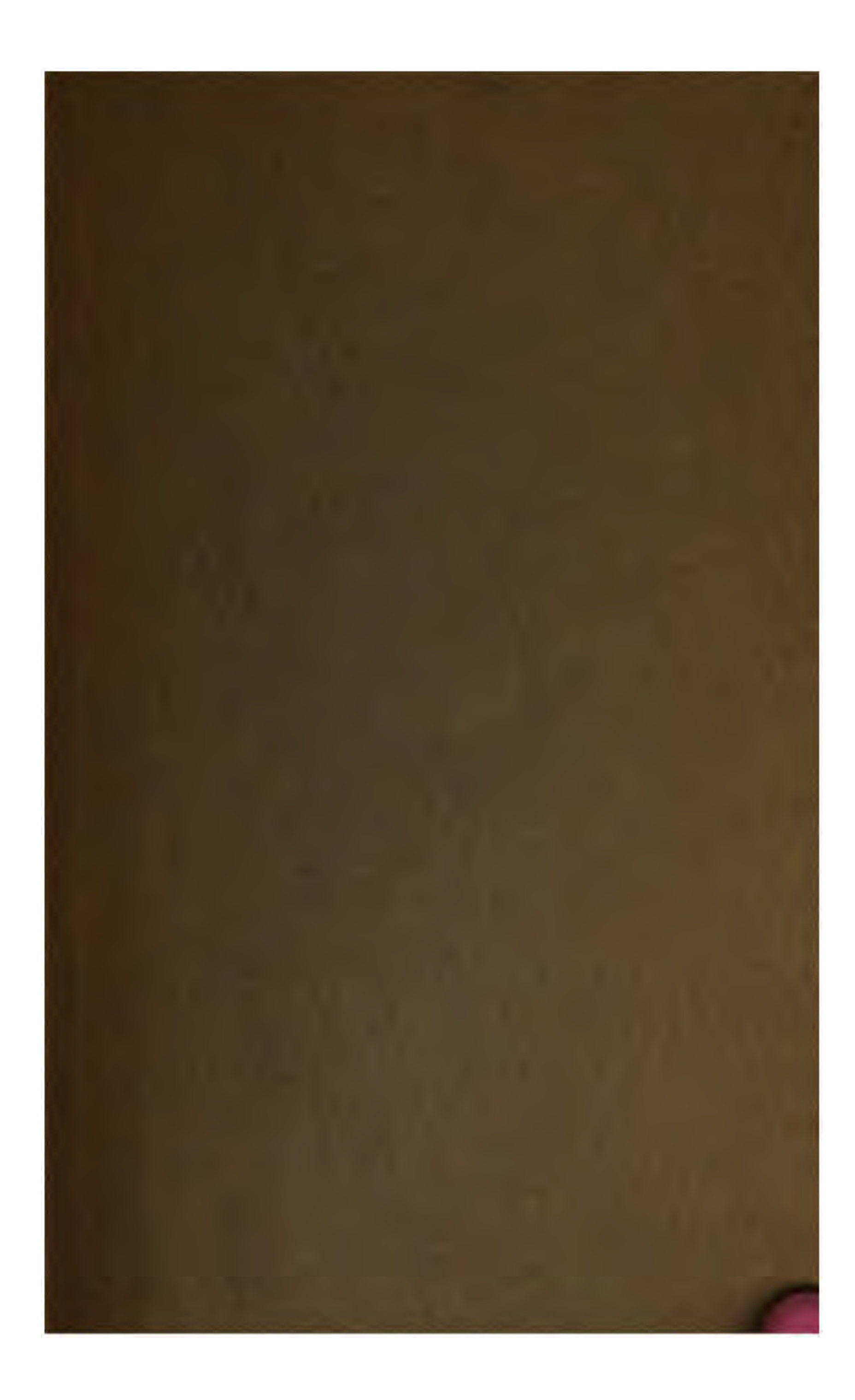

UC-NRLF
$B 181 651


ALVMNVS BOOK FVND
SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS





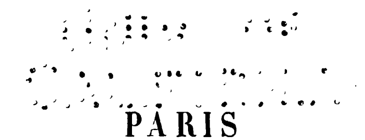

Discipline

PARIS LIVRÉ

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET Cᵉ, RUE D'ERFURTH, 1.

GUSTAVE FLOURENS

PARIS LIVRÉ



PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C[ie], ÉDITEURS

13, FAUBOURG MONTMARTRE, ET 15, BOULEVARD MONTMARTRE

Même maison à Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1871

History - Alumnus

PARIS LIVRÉ

Cinq cent mille hommes armés, renfermés dans une place forte, viennent de se rendre à deux cent mille assiégeants.

L'histoire aura peine à comprendre un pareil fait, unique dans ses annales. Elle se demandera avec stupeur comment un peuple a pu tomber à ce degré d'avilissement, consentir à sa ruine avec une lâcheté pareille.

Elle rougira d'avouer que ce forfait fut commis par les Parisiens, petits-fils des héros de 93.

Elle n'excusera même pas leur infamie, quand elle saura de quelle épouvantable manière ils ont été trompés par leurs chefs.

« Nous ne livrerons à l'ennemi ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses, » disait Jules Favre.

« Je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux, » disait Ducrot.

« Le gouverneur de Paris ne capitulera pas, » disait Trochu. . . . .

Racontons la vérité tout entière, afin que le crime retombe sur ceux qui l'ont commis, afin que le parti républicain soit justifié, afin que tous sachent bien ceci :

Nous, républicains, nous n'avons rien de commun avec les hommes du 4 septembre, qui se disent si impudemment républicains, avec ces jésuites politiques, les plus odieux imposteurs qui aient jamais trompé l'humanité.

Nous continuons d'espérer plus fermement que jamais le triomphe de nos sublimes principes d'égalité sociale, de fraternité entre tous les peuples, entre tous les hommes ; nous sommes sûrs de l'avenir.

Paris, 28 janvier 1871.

PREMIÈRE PARTIE

FIN DE L'EMPIRE

I

La Lanterne de Rochefort. — Les réunions publiques. — Victor Noir assassiné, ses funérailles. — Autorisation de poursuites contre Rochefort.

Ce drame lugubre de l'envahissement de la France du Nord, et de la reddition de Paris, ne se peut expliquer sans revenir un peu en arrière.

Bonaparte vieillissait. Presque tombé en enfance, ce tyran caduc se trouvait isolé au milieu d'une génération nouvelle, qui le haïssait pour ses crimes et pour son infamie.

La splendide *Lanterne* de Rochefort rayonnait, de ses rayons éveillait la conscience publique si longtemps engourdie.

Les périodes compassées des avocats qui nous gouvernent aujourd'hui, et vivaient alors si grassement de l'Empire comme ils vivent aujourd'hui de la République, ne suffisaient plus à l'indignation des Français.

On s'arrachait *la Lanterne*, et on ne lisait plus guère les discours de Jules Favre, de l'opposition constitutionnelle, ardente ennemie en apparence des institutions impériales,

mais en réalité leur meilleur soutien, puisqu'elle les consacrait, les faisait entrer dans la légalité en les discutant.

En même temps que Rochefort, suivant son tempérament spirituel et caustique, harcelait Bonaparte par des attaques personnelles incessantes et terribles, d'autres, voués à l'action, essayaient de le renverser par la lutte ouverte.

Agir, constamment agir, telle était leur politique.

Le tyran, s'imaginant stupidement que son peuple l'adorait, et voulant couronner l'édifice impérial, préparer l'avénement de son fils, octroyait des libertés, rendait en partie la liberté de la presse et le droit de réunion.

Transformer chaque réunion publique, malgré l'interdiction formelle édictée par la loi, en une tribune d'attaques violentes, passionnées contre l'Empire; condamnés à la prison, à l'amende, revenir à la charge avec plus d'ardeur encore; habituer le peuple parisien, rendu si docile par vingt ans d'esclavage, à relever la tête, à voir mettre en fuite les commissaires de police et les sbires bonapartistes; provoquer en duel les spadassins de l'Empire, au risque de se faire tuer par eux; parler à l'armée par la presse, et lui raconter son opprobre, son abjection, lui faire comprendre qu'elle était plus esclave que nous, enlever ainsi aux assassins du Deux décembre leur principal soutien; porter Rochefort au Corps législatif, afin d'appliquer sur la joue de Bonaparte un soufflet sanglant; émouvoir, agiter les esprits sans cesse, en parlant, en écrivant, en se battant, en dressant des barricades même incomplètes, insuffisamment défendues, et bientôt prises, en ébauchant chaque jour quelque nouveau complot parmi les citoyens ou parmi les soldats, dût chacun de ces complots avorter successivement; faire trembler le tyran pour sa vie, et l'affoler ainsi, et le rendre chaque jour plus impuissant, plus stupide, car tout tyran est lâche: telle devait être, telle fut la tactique de tous les hommes d'action, de cœur, de la génération nouvelle, de tous ceux qui avaient vécu leur première jeunesse sous le honteux écrasement de l'Empire.

Nommer Rochefort député de Paris, c'était déclarer la guerre à mort à l'Empire. Nous le fîmes nommer, et cette guerre commença.

Notre pauvre Victor Noir tomba, première victime de cette lutte, traîtreusement assassiné par Pierre Bonaparte.

Combien fut grand notre espoir alors ! Pas un soldat de la garnison de Paris qui ne sympathisât avec les vengeurs du pauvre assassiné.

Après avoir essuyé une fois le feu de l'armée, si nous avions eu le courage de marcher tous en avant, portant notre mort dans nos bras, elle aurait fraternisé avec nous.

Venger Victor Noir, c'était venger la France entière, l'affranchir de l'esclavage le plus odieux, c'était empêcher à tout jamais l'invasion étrangère, par laquelle a fini le premier Bonaparte, et devait finir inévitablement le second, si nous n'étions pas capables de nous délivrer nous-mêmes.

Les tyrans de Rome ancienne ont pu impunément attenter à toutes les libertés publiques, mais le jour où ils ont violé le droit individuel d'un seul, ils ont péri.

De pareils accidents ne se présentent qu'une fois dans la vie d'un peuple; et le peuple qui n'en profite pas pour s'affranchir, le peuple qui ne venge pas un de ses fils assassiné, une de ses filles violée par ses maîtres, mérite tous les châtiments, toutes les invasions possibles.

Rochefort avait consenti la veille au mouvement. Dans *la Marseillaise*, il avait fait un appel aux armes formel. Mais le jour de la bataille, dissuadé par Delescluze, il défendit de toute son autorité de député, qu'on en vînt aux mains, il montra à la foule étonnée, venue pour la lutte, le chemin de la retraite, le chemin du cimetière de Neuilly.

Delescluze, ennemi systématique de l'action, combat hardiment avec la plume. Nous estimons son noble caractère; mais, à côté de lui, il faut d'autres combattants, aussi dévoués que lui et plus agissants, pour que le peuple triomphe.

Jugeons-nous tous sévèrement, les uns les autres, mais sans amertume. Au peuple seul il appartient de condamner ceux qui ne servent pas bien ses intérêts sacrés.

D'autres cherchaient, avec une énergie désespérée, à entraîner le funèbre convoi vers Paris, vers la lutte. Mais, celui qui avait donné le signal de la bataille, le représentant du peuple, Rochefort, ayant commandé la retraite, ils ne réussirent point.

En toute entreprise dangereuse, audacieuse, il suffit qu'un conseil de prudence se fasse entendre avec quelque autorité, pour que l'instinct du salut individuel domine chez la plupart, étouffe le courage, la toute-puissante audace.

Donc, Victor Noir fut inutilement assassiné par Pierre Bonaparte, ne fut pas vengé, ne vengea point la France par son trépas.

L'orgie bonapartiste, un moment interrompue par cette heure de cruelle inquiétude, reprit avec un nouvel entrain. Les valets promirent au maître que le peuple lâche, dégénéré, qui avait subi patiemment une aussi terrible provocation, obéirait toujours, et que le fils de la courtisane espagnole régnerait sur la France.

L'assassin, mendiant éhonté, qui avait assassiné afin de recevoir de son cousin satisfait, vengé de Rochefort et « des manœuvres de Rochefort, » une pension plus forte, reçut le prix du sang. Dans un procès, hideusement scandaleux, il fut acquitté par la magistrature bonapartiste, la plus vile qui ait jamais existé.

Ollivier, aussi imbécile que scélérat, crut fortifier l'Empire en châtiant Rochefort. Le Corps législatif, luttant de servilité avec la magistrature, se décima lui-même, consentit à abandonner Rochefort.

Celui-ci, quoique très-innocent, beaucoup trop innocent, fut condamné à la prison pour avoir fait un appel aux armes, non suivi d'exécution, frappé de stérilité par lui-même.

Ollivier avait eu soin de déclarer que, pour lui, les délits

de la pensée n'existaient point. C'est pourquoi il fit condamner Rochefort.

II

Arrestation de Rochefort. — Barricades de Belleville. — Plan d'invasion des Tuileries.

Cependant, ceux qui avaient élu Rochefort étaient bien décidés, quelle que fût son attitude, à ne point laisser passer impunie cette nouvelle provocation, cet outrage à la majesté du suffrage universel.

La provocation fut complète, Ollivier, l'homme au cœur léger, ne voulant point être au-dessous de Morny, laisser échapper l'occasion d'un bon massacre du peuple, d'un Deux décembre au petit pied. On vint arrêter Rochefort au milieu de ses électeurs, à la réunion de la Villette.

Saisi par les argousins à l'entrée de la salle, rapidement emmené à Pélagie dans une voiture, Rochefort disparut au moment où s'ouvrait la séance.

A peine Flourens, président de la réunion, apprend-il que l'attentat est consommé, il déclare le gouvernement déchu, la Révolution en permanence, tire du fourreau un revolver de combat et de sa gaîne une longue épée qu'il portait avec lui, invite les citoyens présents à s'armer tous, à marcher contre l'Empire pour la défense des lois et du suffrage universel violé en Rochefort.

Le commissaire de police qui représentait l'autorité à cette réunion, s'appelait Barlet. Cet homme avait arrêté, pour le compte des insurgés bonapartistes du Deux décembre, le nommé Daru, ministre des affaires étrangères dans le cabinet Ollivier!

Cette fois, Barlet est mis en arrestation par le président de la réunion, défenseur de la loi, de l'inviolabilité législative, que Barlet avait toujours violée, tantôt dans la personne de Daru, tantôt par les ordres de Daru.

« Marchez à côté de moi, dit Flourens, le revolver au poing, à Barlet. Conduisez-vous bien, ou vous êtes mort. Un geste douteux à vos agents vous perdrait. Faites-leur signe de ne pas bouger, votre vie en dépend.

— Hélas ! s'écria Barlet, je voudrais bien revoir ma femme et mes enfants !

— Vous les reverrez. Soyez calme. Les républicains n'assassinent point, comme le font vos maîtres, leurs adversaires désarmés.

« Et maintenant, camarades, en avant ! s'écria Flourens, en se tournant vers la salle. Chantez *la Marseillaise*, et vive la bataille ! Vive la République universelle et la délivrance de l'humanité ! »

Entraînant avec lui le commissaire de police, et suivi d'une soixantaine de braves jeunes gens, sans armes presque tous, mais qui se donnaient du cœur en chantant, Flourens sortit de la salle, traversa une haie de deux cents agents de police, rangés dans la rue.

Ceux-ci, habitués à assassiner le peuple désarmé à coups d'épées dans les rues, allaient s'élancer sur ce petit groupe. Mais, quand ils virent le commissaire de police, dominé par Flourens, leur montrer son écharpe et leur faire signe de s'arrêter, ils demeurèrent là stupides et immobiles, ils laissèrent passer les républicains.

En prévision de cette lutte, Flourens avait prié quelques-uns de ses courageux et bien chers amis, ouvriers de Belleville, d'avertir les groupes. On devait se tenir prêt, l'attendre pour hérisser, à son retour de la Villette, tout le faubourg de barricades.

L'espoir de Flourens était de résister toute la nuit dans ce faubourg, d'y avoir des armes, grâce à l'heureuse connivence de quelques sous-officiers républicains des casernes du Prince-Eugène et de la Courtille, dont il s'était fait des amis en défendant leurs intérêts dans *la Marseillaise*, braves jeunes gens qui ont tous voté *non* au plébiscite de Bona-

parte et que l'Empire a punis de ce crime en les faisant écharper les premiers par les Prussiens.

Si Belleville pouvait tenir toute la nuit, au matin les autres faubourgs se soulèveraient sans doute.

Par malheur, on n'avait pas eu le temps suffisant pour bien prévenir les groupes. Une centaine d'hommes seulement, presque pas armés, attendaient Flourens à Belleville.

Quant à la caserne, elle demeurait obstinément fermée. Les sous-officiers amis en étaient absents. Plus d'espoir d'avoir des armes à la caserne de la Courtille.

Flourens envoya un groupe tâcher de s'en procurer à celle du Prince-Eugène. Puis, il se mit à barricader le faubourg, depuis la rue Puebla jusqu'au canal. Des omnibus et des voitures renversés furent accumulés les uns sur les autres, des matériaux de maisons en construction ou en démolition servirent également, des pavés furent soulevés.

Au dépôt d'omnibus, on en trouva plusieurs qui furent employés à barricader les rues latérales. Des attaques d'agents de police furent repoussées sur plusieurs points par des jeunes gens armés seulement de bâtons, et la Révolution demeura maîtresse de ce vaste faubourg.

Ainsi, après dix-huit ans de paisible domination sur un peuple qui semblait engourdi, l'empire, pour la première fois, se retrouvait, comme à son début, en présence de la résistance populaire ouverte.

Mais les armes manquaient toujours. Beaucoup, parmi les meilleurs, se décourageaient, quittaient la défense des barricades.

Vers les deux heures du matin, tandis qu'un fort détachement d'agents de police, épées nues en mains, attaquait par devant les barricades, celles-ci étaient tournées par un escadron de gendarmes à cheval, sabreurs ordinaires du peuple, aux ordres de quiconque est au pouvoir.

Flourens travaillait en ce moment à consolider la grande et importante barricade du canal. Il resta tranquille à son ouvrage, cela le sauva.

Tandis qu'une dizaine de jeunes gens, occupés à côté de lui à la même œuvre, se sauvaient, vivement attaqués par les agents de police, et laissaient deux des leurs, grièvement blessés, sur le terrain, Flourens restait là. Appuyé contre une porte, il repoussa une épée d'agent qui allait le percer. Quand il se vit tout à fait seul, il comprit que pour cette nuit il n'y avait plus rien à faire, et se retira bien à regret chez un ami.

Le lendemain, malgré les efforts de quelques indomptables, le mouvement ne se propagea point. L'émotion continua aux mêmes endroits, on y éleva quelques barricades; le reste de Paris demeura tranquille.

Ainsi se hâtaient les événements au commencement de l'année 1870. Sans doute, aucun de ces événements n'était décisif, et ceux qui ne veulent point engager de lutte sans être sûrs de triompher ont raison de blâmer ces tentatives de révolution.

Mais, en révolution, il faut surtout de la patience, de la persévérance. Agiter toujours. Vaincu d'un côté, recommencer d'un autre. Sinon, si l'on ne veut engager de lutte qu'à forces égales, on restera toujours chez soi, et l'on passera sa vie entière sans jamais trouver d'occasion favorable pour se battre.

Le peuple, qui a l'intelligence infiniment plus juste et plus saine que tous ses chefs, comprend parfaitement ces vérités. Quand il saura se passer de chefs, quand il sera assez instruit, assez maître de soi pour se diriger lui-même, il les mettra en application, et triomphera vivement de toute tyrannie.

Si l'empire avait plus tôt été attaqué de cette manière, il n'aurait pas duré vingt ans, et pourri notre pauvre France, et rendu nécessaire pour extirper le chancre de cette pourriture l'invasion prussienne.

Puisqu'on n'était pas encore en mesure de réussir par les barricades, par la lutte ouverte, il fallait faire des complots.

S'emparer des Tuileries en une nuit, grâce à quelques intelligences au dedans, et en y terrassant les bonapartistes, s'ils essayaient de résister, au moyen des formidables engins de destruction mis par la science au service des peuples opprimés; paralyser à force d'audace tous les souteneurs, si terriblement armés, du tyran, et avec quelques hommes d'une immense énergie affranchir de ses chaînes un grand peuple énervé : tel était le complot qui devait séduire alors tout cœur généreux et brave.

Et ce complot libérateur aurait pu parfaitement réussir. Nous n'aurions pas à pleurer la fleur de notre jeunesse, les plus braves soldats de notre armée si inutilement moissonnés dans cette guerre dynastique, impie, contre la Prusse ; tant de mères et tant de pères, en Allemagne comme en France, tant de jeunes veuves et de pauvres petits enfants ne regretteraient pas d'un inconsolable désespoir leurs fils, leurs maris, leurs pères, tués par ces deux assassins couronnés, Bonaparte et Guillaume ; il n'y aurait pas tant de larmes, tant de gémissements, tant de misère et de désolation sur la rive gauche comme sur la rive droite du Rhin ;

Et, pour ne parler qu'aux intérêts matériels, aux hommes d'État et de finances qui nous ont toujours jeté la pierre, et ne comptent pour rien les larmes d'autrui, les souffrances des veuves et des orphelins, il n'y aurait pas tant de milliards perdus dans l'œuvre stérile de la guerre, tant de milliards ravagés en France, tant de milliards non produits en Allemagne comme en France, tant de milliards que la sueur des pauvres peuples devra péniblement regagner ; si, dans quelque nuit noire, une soixantaine d'hommes résolus, maîtres des Tuileries, avaient réussi à y écraser le bandit couronné dans son antre, à en ouvrir les portes au peuple et à y installer la République.

Un faux ami, qui avait pourtant combattu très-bravement avec Flourens en Crète, pendant une année entière, pour l'indépendance d'un peuple héroïque, qui avait toujours veillé fraternellement sur le salut de son camarade, un faux ami,

séduit par l'appât de quinze mille francs de rente, livra le complot au parquet bonapartiste et la France aux Prussiens.

Car, il était absolument venu le temps d'en finir avec la dynastie impériale. La logique des événements, l'opinion publique de la nation entière, si différente du suffrage universel encore aveugle et dominé par le tyran, voulaient impérieusement qu'on en finît.

Si ce n'était par un complot, salut de la France, l'Empire devait succomber par l'invasion et la défaite.

Tuer le complot par la trahison, c'était tuer la France!

III

Tibaldi à Londres. — Nécessité du régicide. — Le citoyen Bradlaugh. — Le parti républicain anglais.

Réfugié à Paris chez son ami, mais obligé de se tenir caché, Flourens ne pouvait qu'ébaucher ce complot. Pour en activer la mise à exécution, il lui fallait sa liberté d'action.

C'est pourquoi, une nuit, il partit secrètement pour Londres. Arrivé là, il fit parvenir à ses amis les fonds nécessaires, et organisa tous les moyens de succès.

En ce moment, revenait à Londres d'une déportation de douze ans à Cayenne, héroïquement supportée, le généreux Tibaldi.

Ce brave citoyen, dont la vie tout entière est consacrée au service de l'humanité, comprenant bien la solidarité de l'Europe entière, sentant qu'à Paris était le pivot de la réaction et du mal, qu'il fallait pour affranchir l'Italie sa patrie, aussi bien que la France, trancher ce pivot, avait osé seul à seul s'attaquer au tyran, l'affronter à travers trois cent mille baïonnettes menaçantes.

Comme Harmodius et Aristogiton, ses glorieux modèles, il avait caché le glaive de la justice sous les rameaux de

myrte. Dans un rendez-vous de volupté, l'assassin du peuple français devait trouver le châtiment dû à ses crimes.

Ah! certes, la vie humaine est pour nous sacrée; nous nous exposerions volontiers aux plus grands dangers pour sauver le plus vil des hommes, à condition qu'il ne fût pas roi.

Mais, commettre ce crime de s'introniser roi, de se mettre hors de l'humanité, cela vous met hors la loi. Au premier venu de courir sus à cette bête fauve, comme on court sus aux lions et aux tigres.

Qu'un homme ait le pouvoir, comme cela vient d'arriver en France à l'heure qu'il est, de ruiner soixante millions d'hommes tant Français qu'Allemands, d'en faire tuer deux cent mille, réduire en esclavage un million, blesser trois cent mille, de faire pleurer, souffrir de la faim, de la misère, quatre millions de femmes et d'enfants, français ou allemands, de répandre partout deuil, désolation, souffrance, poitrines crevées, têtes fendues, membres coupés, entrailles jetées à travers champs, jeunes gens tués, ces jeunes gens dont chacun a coûté à sa mère quinze ans de soins assidus, de veilles constantes, d'éducation dévouée pour en faire un homme digne de servir l'humanité, que tout cela soit possible en notre dix-neuvième siècle de science universelle et d'universel espoir, après six mille ans d'esclavage des nations, d'épreuves et de luttes si pénibles, d'aspirations incessantes vers un avenir meilleur, de marche continue de la pensée humaine vers la justice, la vérité, le bien, que tout cela soit possible pour assurer le trône de France au rejeton d'un bâtard hollandais et d'une aventurière espagnole; que pour attaquer et détruire le monstre, auteur de ces épouvantables attentats contre l'humanité, il faille engager une lutte fratricide; qu'il faille dans les rues d'une ville où l'on se promenait la veille en frères, cœurs ouverts et la main dans la main, jeter à terre, baignés dans leur sang et râlant misérablement, douze cents braves jeunes gens, esclaves d'une disci-

pline aveugle et féroce, assassinés par leurs pères, leurs cousins, leurs frères, livrer aux balles de ces jeunes soldats douze cents de leurs chers parents, livrer à l'épouvante, au deuil, aux regrets éternels, les familles, ces asiles bénis de la justice,de la probité, des pures et bienfaisantes affections ;

Ou bien qu'il faille, afin de supprimer la cause de tous ces maux, afin que l'humanité, dégagée de ce cauchemar et de cette oppression, respire librement, mettre hardiment la main sur le bandit au nom duquel les juges rendent la justice, lui planter dans le cœur le poignard que chaque jour il plonge dans le cœur de milliers de familles : certes, le régicide devient alors un devoir sacré.

Ainsi, les sociétés antiques élevaient à la sainteté, célébraient dans toutes leurs fêtes, bénissaient dans toutes leurs cérémonies publiques, les citoyens dévoués qui avaient osé faire bonne et prompte justice des tyrans.

Comme le jeune Romain brûlait sa main droite pour la punir d'avoir manqué le tyran, Tibaldi, pour avoir manqué le coup de notre délivrance, dut expier son erreur par douze années d'expiation dans la fiévreuse Cayenne.

Il en revenait plus jeune, plus ardent, plus dévoué que jamais à la lutte implacable contre la tyrannie; il en revenait, non pas aigri, comme le serait une nature vulgaire, contre l'humanité qui semblait pendant ces douze longues années l'avoir entièrement oublié et abandonné sans merci à sa torture, mais s'accusant lui-même de n'avoir pas encore accompli son saint devoir de rédemption des peuples, et promettant tout le sang de ses veines à cette tâche sacrée.

Son arrivée fit grande impression à Londres. Elle ranima l'ardeur des nobles proscrits français, inflexibles champions du droit, que vingt ans de proscription, d'incessantes souffrances, n'ont pu abattre.

A Tibaldi et à Flourens les proscrits offrirent un banquet. Louis Blanc y prononça d'éloquentes paroles. On se sentit

renaître à la vie des premiers mois de 1848, où il y avait tant de fraternité, tant de confiance dans l'avenir, tant de bonté, tant d'amour de l'humanité souffrante!

Un républicain anglais, éloquent, convaincu, ennemi ardent de cette féodalité, de cette monarchie du moyen âge et de ce jésuitisme protestant qui font la honte de l'Angleterre et l'admiration des partisans du système monarchique constitutionnel, le citoyen Bradlaugh voulut bien dans les *meetings* traduire à ses concitoyens la parole de Tibaldi et de Flourens.

Il fallait voir de quels élans d'enthousiasme ces généreux citoyens anglais accueillaient les champions de la République universelle, Bradlaugh, Tibaldi, Flourens.

Quand ces deux derniers racontaient l'infamie de l'Empire, la haine de tout cœur généreux français contre ces exécrables institutions d'opprobre et de servitude, quand Bradlaugh les traduisait, l'assemblée entière, saisie d'un tout-puissant élan vers l'avenir européen, acclamait passionnément la grande République universelle!

La haine contre la France s'évanouissait.

Ah! si les peuples étrangers pouvaient nous connaître; s'ils pouvaient savoir de quel amour profond, sincère, ardent, nous les aimons; s'ils pouvaient savoir que jamais nous ne songeons à nous seuls, à faire prédominer la patrie française sur la patrie allemande ou anglaise, mais toujours à l'espèce humaine entière, au salut de tous les peuples; ils ne nous abandonneraient point comme ils le font aujourd'hui. L'Empire nous a fait détester du monde entier par son injustice, son despotisme, son arrogance et sa sottise. Il n'a commis que des crimes; en tout pays il a soutenu l'infamie, l'assassinat et le vol, contre le droit.

Quels trésors de haine nous récoltons de toutes parts, depuis que ce forban nous gouverne!

Les nations, d'après ce principe que chaque peuple a le gouvernement dont il est digne, nous confondent avec les

sauveurs de l'ordre, de la famille et de la propriété, qui nous volent et nous démoralisent depuis vingt ans, avec ce ramassis de forçats bonapartistes qui, dans une sombre nuit de décembre, nous a ravi notre liberté.

IV

Conspirations militaires à Paris. — Souffrances de l'armée sous l'empire. Les soldats régicides. — La logique des événements.

Dire la République en Angleterre ne suffisait point aux proscrits français. Il fallait la fonder en France.

Flourens y travaillait ardemment. En relations constantes avec ses amis de Paris, malgré la surveillance de la police bonapartiste, malgré les décachetages de lettres, les embûches et les dangers de tout genre, il surveillait et activait leurs travaux.

Sachant combien était lâche l'ennemi cruel qu'à tout prix il voulait renverser, se rappelant que la menace d'un danger personnel, adressée au tyran par le brave Orsini, avait, seule, pu décider ce Bonaparte à tenir les engagements sacrés de la France envers l'Italie, il songea à décupler l'effroi de cette menace, en la faisant venir de l'armée elle-même.

L'armée française, vaste tombeau, condamnée au silence éternel par une discipline effroyable et stupide, était réputée bonapartiste. En effet, l'état-major était bonapartiste; il l'a montré, en fusillant des Parisiens désarmés sur le boulevard Montmartre, et en fuyant lâchement devant les Prussiens.

Mais le pauvre soldat, le sous-officier, même l'officier jusqu'au grade de capitaine, n'était que patriote, et plutôt républicain que monarchiste.

Les enfants des grandes villes, de Paris, de Lyon, de Lille, de Bordeaux, de Marseille, fils d'ouvriers instruits et

intelligents, étaient tous républicains. Jamais ils n'auraient consenti à tirer sur le peuple, ce que fait si volontiers le mobile breton, habitué par ses prêtres et ses nobles à la haine de Paris, du grand foyer d'amour de l'humanité, d'ardentes convictions égalitaires, de rénovation sociale universelle.

De ces Parisiens, appelés dans les régiments *les fortes têtes,* la plupart allaient misérablement périr en Afrique. Rebelles au militarisme odieux, qui fait de l'homme une machine au service de tous les forfaits des despotes, ils allaient expier ce crime irrémissible dans les tortures de l'enfer de feu algérien.

Enfermés dans des *silos*, puits creusés au milieu d'un sol brûlant, où ils passaient des mois sans mouvement et sans air, condamnés au *quart de pain*, au supplice de la famine, mis aux fers, estrapadés, frappés de verges comme les esclaves, liés à *la crapaudine*, qui ploie violemment les bras et les jambes derrière le dos, ils expiraient par milliers, ces malheureux, en pensant douloureusement à leurs mères, à leurs fiancées, à leurs sœurs, qu'ils ne reverraient plus.

Combien ces deux grands bagnes homicides, l'Algérie pour l'armée de terre, le Sénégal pour l'armée de mer, en vingt ans d'empire, ont dévoré de cœurs généreux, d'intelligences d'élite, d'hommes qui auraient fait avancer la société dans les nobles et fécondes voies du progrès !

A ces infortunés nulle réclamation permise. Personne ne voulait s'occuper d'eux. Si la presse d'opposition disait un mot de l'armée, c'était pour rappeler les assassinats du Deux décembre, comme si des générations toutes nouvelles de soldats étaient coupables de l'ivresse des prétoriens de 1852, des ordres sanguinaires donnés à ces prétoriens par un état-major d'assassins.

Ainsi repoussée de toute part, souffrait cruellement l'armée; pour la ramener à la République, il suffisait de lui montrer un peu de compassion, de lui donner un peu d'amour.

C'est ce que le peuple parisien avait si admirablement compris en souscrivant, à la fin de 1869, pour le rachat de deux soldats, envoyés en Afrique parce qu'ils avaient osé assister à une de nos réunions publiques.

C'est ce que Flourens avait essayé de faire, en créant dans *la Marseillaise* la Tribune militaire, où il défendait, sous sa responsabilité personnelle et sans jamais compromettre ceux qui lui confiaient leurs griefs, les intérêts jusqu'alors si abandonnés de l'armée française.

Cette tâche lui avait valu beaucoup de sympathies parmi les soldats, et les officiers jusqu'au grade de capitaine. Quant aux menaces des colonels et des états-majors, de tous ces traîneurs de sabres, ignorants de la guerre, abêtis par la triste oisiveté des casernes, bons tout au plus à massacrer des ouvriers désarmés dans les rues d'Aubin ou des Arabes armés de fusils à pierre dans la Kabylie et à fuir ignoblement devant les Prussiens; quant aux colères de toute cette fine fleur du jésuitisme militaire et du bonapartisme, qui a coûté pendant vingt ans si cher à la France et l'a si bien trahie à l'heure du danger, il avait profondément méprisé menaces et colères.

Ainsi avait commencé à se moraliser l'armée. Comprenant l'abjection de leurs chefs, l'infamie du despotisme qu'ils étaient chargés de défendre contre la nation, les meilleurs soldats ne voulaient plus du service, désertaient en foule.

Plusieurs de ces braves gens étaient aidés à l'étranger par Flourens. L'un d'eux vint de Bruxelles à Londres. Plus tard, celui-ci fut traître à la cause sacrée qu'il avait promis sur son honneur de venger, se laissa entraîner dans la voie du mal par le faux ami qui trahissait Flourens avec l'espoir de gagner quinze mille francs de rente. Mais alors il était honnête, et paraissait bien décidé.

Ce jeune homme était intelligent, instruit; il semblait avoir en lui le cœur viril d'un Agésilas Milano, de ce soldat qui fit siffler aux oreilles du tyran de Naples sa balle régicide.

Pendant quatre jours, Flourens le mit à l'épreuve, l'entretenant de la grandeur, de la sainteté, de la nécessité de l'œuvre de salut et de rédemption qu'il s'offrait à tenter. Il s'assura que quatre autres sous-officiers, nouveaux sergents de la Rochelle, étaient d'accord avec lui.

Quand il vit que sa résolution était ferme et ne s'ébranlait point, il le laissa partir avec les instructions et les moyens de succès nécessaires.

Faire frapper ce moderne César de pacotille par son armée, au milieu d'une revue solennelle et d'un état-major de complices du Deux décembre, entre Canrobert le lâche et Bazaine le traître, donner aux soldats ce noble moyen d'expier leur participation au forfait, de laver cette tache de déshonneur qui souillait l'armée française; puis, accourir avec le peuple armé de bombes pour fraterniser avec les vengeurs, et marcher à leur tête à la conquête de la délivrance commune, que pouvait-il y avoir de plus beau ?

Et si même ne réussissait point ce complot, quel admirable effet moral ne devait-il pas produire! Le peuple, assuré par un fait aussi brillant qu'il existait d'ardentes sympathies pour sa cause dans l'armée, était puissamment encouragé à briser le joug.

Le tyran, lâche et féroce, complétement isolé au milieu d'un peuple qui le détestait, n'ayant pour lui que son armée, se voyait abandonné, menacé de mort même par celle-ci. A chaque geste d'un garde de son palais, il pouvait croire que celui-ci allait le châtier de ses crimes.

Cette crainte devait l'affoler, le rendre plus stupide, plus incapable de prendre aucune résolution sensée que jamais, le précipiter dans les insanités finales, dans l'abîme.

Même découvert par la police, même fournissant à celle-ci qui n'est guère clairvoyante un sujet de triomphe, ce complot militaire était donc utile et salutaire. Il devait hâter la catastrophe suprême; c'était un devoir de bon citoyen pour Flourens de le tenter.

Permis aux burgraves du parti républicain qui, n'ayant

jamais rien fait, n'ont jamais commis aucune faute, qui nous ont laissés pendant vingt ans sous le régime corrupteur de l'empire, et nous y auraient laissés éternellement malgré leurs beaux discours et leurs beaux articles de journaux, si le peuple n'avait trouvé des serviteurs plus actifs et plus pratiques, permis à ces vénérables perruques, à ces pères conscrits de la démocratie, de faire ici la moue.

Vous avez donné à la police impériale, diront-ils à Flourens, les moyens de faire le plébiscite, en terrifiant les imaginations provinciales par une fantasmagorie épouvantable de poignards, d'épées et de bombes.

Eh! oui, bonnes gens. C'est précisément ce qu'il fallait. De l'action, de l'action, toujours de l'action et toujours de l'audace.

Sans le plébiscite, ne serions-nous pas encore en empire; et l'empire ne se transmettrait-il pas tranquillement, peut-être à l'heure qu'il est, au petit scrofuleux, à travers les dithyrambes de Belmontet et les joyeuses illuminations de la France entière?

Les Olliviers, esprits mesquins et bornés, ne voient jamais que les résultats immédiats et directs des faits. Ils ne comprennent pas la logique des événements qui gouverne le monde de l'activité humaine, que les ignorants appellent providence, destinée, fatalité, qui, d'un événement capital et décisif, en fait dériver une série d'autres, inévitables, à plus ou moins courte échéance, qui, d'un mensonge plébiscitaire triomphant, fait sortir la ruine de l'Empire.

V

Le plébiscite de Bonaparte. — Procès de Blois. — Crime de Bonaparte en Orient, une insurrection trahie.

Bonaparte, harcelé par l'opposition à l'intérieur, sentant qu'il a perdu toute puissance morale et n'a plus d'appui que

les baïonnettes, veut une guerre victorieuse pour relever le prestige impérial, pour avoir la force de faire un second coup d'État contre l'hydre républicaine renaissante, pour fonder sa dynastie en couronnant le petit Louis au milieu de flots de sang et de gloire.

Il fait venir Ollivier. « Dites au peuple que les démagogues menacent le repos de l'Europe; qu'il vote oui, et nous les exterminerons, et nous aurons une longue période de paix. »

Ollivier fait voter oui. Cela n'est pas bien difficile. D'abord, cela ne signifie rien, parce que le vote contraire qui condamne l'Empire n'a pas de sanction, n'a pas en soi la force de contraindre l'Empire à se démettre. Ce vote n'est ni sincère, ni libre, ni éclairé.

La masse, grâce à l'éducation donnée par les ignorantins, professeurs acharnés de l'obéissance passive, est profondément ignorante et indifférente; elle votera toujours oui aux ordres de quiconque tiendra en main le pouvoir.

Les Arabes nous appellent les Oui-oui. Ce mot, en effet, forme le fond de notre langue. Peuple essentiellement poli et doux, bien élevé et docile, nous ne savons rien refuser à qui sait nous bien demander.

Surtout à qui demande avec la grâce charmante d'Ollivier, de ses préfets, sous-préfets, gardes champêtres et autres menus agents de terrorisation électorale.

Donc, Ollivier apporte à son maître le plébiscite demandé. Aussitôt, l'omnipotence impériale étant consacrée à nouveau, la nation ayant abdiqué pour la seconde fois, dans les mains du maître, tous ses pouvoirs, toutes ses libertés, toutes ses garanties de salut, le maître déclare la guerre à propos de bottes, à propos d'un Hohenzollern.

Il a promis la paix, mais on lui a donné le droit de tout faire. Donc, la guerre convenant mieux, d'après lui, à ses intérêts dynastiques, il fait la guerre.

Et la guerre le tue, et sauvera la France, et fondera la République universelle, les États-Unis d'Europe.

De l'action, toujours de l'action. Vingt fois vous échouerez, la vingt et unième vous réussirez.

Et ne vous défiez point tant de ceux qui viennent vous offrir leurs services pour agir. La manie de voir partout des traîtres, payés par la police, est désastreuse pour qui veut conspirer. Elle réduit à l'inaction, à l'impuissance.

Tous vos auxiliaires ne seront peut-être pas également bons, également honnêtes. Qu'importe? Soyez confiant, et allez de l'avant: Même un espion, « un mouchard, » un agent provocateur, peut rendre à la bonne cause de très-grands services.

Car la police est essentiellement maladroite. Les honnêtes gens sont toujours en définitive les plus fins; la suprême adresse, c'est la probité, c'est la droiture d'intentions, c'est le dévouement ardent et inébranlable à la cause sacrée de l'humanité.

Que nous importe d'être espionnés? Aucun espion ne sera jamais assez éloquent pour dire à ses maîtres, aux assassins des peuples, avec quelle force nos cœurs généreux les méprisent et les détestent.

Et si les espions parviennent à découvrir un de nos complots, ils peuvent tout au plus nous faire condamner à mort. Comme nos sublimes principes sont essentiellement justes et vrais, ces principes triompheront même par notre mort.

Ceux qui ont crucifié Jésus ont fondé le christianisme, si beau à son aurore, malgré sa tache théocratique originelle, si odieusement dégénéré depuis.

Les amis de Flourens qui avaient comploté avec lui furent arrêtés à Paris sur la délation de son faux ami. Réfugié à Londres, Flourens regretta amèrement de ne point partager leurs souffrances; il les croyait encore tous fidèles. Mais, il se jura à lui-même de les venger bientôt.

Afin de produire plus d'impression sur les esprits des badauds de province, Ollivier réunit plusieurs séries d'accusés entièrement distinctes, d'accusés qui n'avaient jamais

connu les projets de Flourens, et de cette vaste macédoine composa le procès de Blois.

Lequel procès fut jugé par Zangiacomi et les autres bourreaux à hermine de l'empire, avec leur impartialité habituelle. Les condamnations oscillèrent entre vingt-cinq et cinquante ans de déportation. Mégy, pour avoir défendu la loi, les armes à la main, comme tout bon citoyen devrait le faire, fut condamné aux travaux forcés.

Flourens, pour sa part, eut, avec quelques autres, la déportation à perpétuité; plus six années d'emprisonnement auxquelles il avait été condamné antérieurement pour menus délits de presse et de réunions publiques. La perpétuité, plus six ans ! Décidément les juges bonapartistes faisaient trop de zèle, mettaient Flourens dans le cruel embarras de ne pouvoir jamais expier ses forfaits contre l'empire, les limites de sa vie n'y suffisant plus.

Mais, déjà l'attention publique, un moment occupée par la mise en scène formidable du procès de Blois, n'y faisait plus attention.

Car, elle était distraite par d'autres événements pleins de menaces terribles. Et avant même que les juges bonapartistes eussent achevé leur tâche, chacun put prévoir que les condamnés seraient bientôt délivrés.

Le plébiscite avait été voté, non sans lutte et sans résistance énergique de l'intelligente et courageuse population parisienne. Des barricades avaient surgi aux points mêmes où Flourens avait donné l'exemple d'en élever; le sang de jeunes gens héroïques avait coulé sur ces barricades.

Enthousiasmé par ces nouvelles qui lui donnaient l'espérance de pouvoir encore peut-être sauver sa patrie de l'invasion étrangère, de la ruine et de l'opprobre, Flourens quitte Londres secrètement une nuit, se déguise à Liége, et, sa trace étant bien perdue par les agents bonapartistes qui le surveillaient à Londres, arrive au pont de Kehl.

Il allait le franchir, quand il rencontre un enfant qui rapportait de Strasbourg des journaux français. Il achète ces

journaux qui arrivaient à l'instant de Paris, et annonçaient que l'ordre y régnait.

Flourens réfléchit alors qu'il vaut mieux attendre une occasion, sérieuse et décisive, d'aller verser son sang pour la République à Paris. Ollivier avait mis sa tête à prix. A quoi bon aller se faire prendre inutilement, quand on a l'espoir d'être utile à une cause sacrée?

D'ailleurs, l'impulsion est donnée; le mouvement de chute de l'édifice impérial est visible. Il n'y a qu'à patienter un peu et laisser faire au temps. La logique des événements donne tout au plus quelques mois encore d'existence à l'empire.

Afin de s'ôter à lui-même la tentation de retourner prématurément à Paris, Flourens part pour la Grèce. Des lettres, qu'il avait reçues à Londres de ses amis d'Athènes, le prévenaient qu'un mouvement révolutionnaire se préparait en ce pays, que la population hellène, si indignement trahie par son gouvernement lâche et faux dans la question crétoise, ne demandait qu'à jeter bas le misérable roitelet, ennemi de son peuple, agent de la politique étrangère contre ses propres sujets.

Flourens avait laissé la noble insurrection crétoise écrasée, mais non finie. Il s'était profondément attaché à cette brave population si courageuse et si opprimée.

Là encore il avait retrouvé la main froide et malfaisante de Bonaparte, qui partout s'opposait à l'émancipation des peuples. Plus que jamais il s'était convaincu que la révolution européenne devait concentrer tout son effort à Paris :

Je n'ai jamais chargé qu'un être de ma haine,
Sois maudit, ô Napoléon !

Pendant une année entière, il avait lutté, souffert, espéré avec les Crétois. Il avait combattu avec eux dans les mille escarmouches de la montagne, vécu avec eux de racines sauvages, d'herbes bouillies, sans viande et sans pain. Il était devenu Crétois de cœur.

Quand la politique de Bonaparte eut réussi, à force de trahisons, à faire succomber les insurgés crétois, Flourens n'oublia point ses amis de la grande île et les devoirs que l'affection réciproque lui avait créés envers eux.

Il retourna donc à Athènes pour remplir ces devoirs, et y fut aussitôt traqué par l'ambassade française, qui demanda son extradition au gouvernement grec. Celui-ci, hébété par la peur de Bonaparte, se couvrit de honte en accordant cette extradition. Mais le peuple soutint le proscrit, l'entoura de son affection, empêcha par son énergique attitude l'opprobre de l'extradition.

VI

Ineptie des diplomates de l'empire. — Candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. — Antagonisme nécessaire entre la Prusse et la France impériale.

Cependant, la catastrophe bonapartiste se précipitait avec une rapidité foudroyante.

Ce Borgia, égaré au milieu de notre siècle, ce personnage hétéroclite, bâtardé de Hollandais et de Corse, qui n'a même jamais pu parler correctement et sans accent étranger la langue française, qui comprend bien moins encore le noble génie français, tout antipathique à sa nature louche, fausse et perverse, ce Bonaparte était parti en guerre.

Parti sans savoir ni ce qu'il allait faire, ni comment il le ferait. Parti comme partaient au seizième siècle routiers et condottières, à la tête de troupes de malandrins, pour conquérir du pays, forcer des villes, piller des maisons, violer des femmes et voler des bourgeois.

Tête baissée, il avait donné dans un piége grossier.

La diplomatie française du Bas-Empire, devenue la risée du monde entier par son incapacité, sa sottise et son infa-

tuation grotesque d'elle-même, avait rempli les deux hémisphères de l'éclat de ses fautes.

En tout pays, elle n'avait commis que des erreurs. Et chacune de ces erreurs avait coûté à la France la vie de plusieurs milliers de ses fils, la subsistance de nos populations, gaspillée en expéditions insensées, désastreuses, au Mexique, en Crimée, en Chine, en Cochinchine, à Rome, un peu partout, afin de jouer au soldat, ou plutôt au gendarme de la réaction universelle.

L'unique résultat de toutes ces courses extravagantes à travers le monde avait été de nous faire détester partout. Les peuples qui, depuis 1789, avaient cru et espéré en nous, qui nous avaient aimés à cause de notre révolution aux principes vrais, féconds et bienfaisants, s'étaient pris à nous détester.

Car, ils nous voyaient, aux ordres d'un policier couronné, aller partout démentir nos principes, restaurer le droit divin, égorger lâchement les républiques, les patriotes du Mexique comme ceux de Mentana.

Et ils nous entendaient, sans cesse, au milieu de notre triste décadence sénile, faire retentir à leurs oreilles nos sottes fanfaronnades chauvines. La grande nation ! le grand peuple ! le peuple initiateur qui a vaincu, soumis à son joug toute l'Europe, qui est gouverné par ce soleil de bravoure, d'intelligence, de toutes perfections, appelé Napoléon III.

Oh ! combien cela était agaçant ! Nous comprenons la rage des Prussiens qui pillent, ravagent et tuent avec tant de satisfaction nos provinces, qui veulent exterminer Paris, anéantir ce nom français, devenu insupportable à toute la terre.

Si nous étions Prussiens, nous en ferions tout autant, et nous aurions grandement raison de le faire. Cette vanité si bête, cet orgueil si peu justifié des Français du Bas-Empire méritent un châtiment sévère.

L'ambassadeur français à Berlin, que l'on a si injustement accusé, n'était ni plus sot, ni plus incapable qu'un autre.

Tout représentant de la diplomatie impériale aurait agi de même à sa place.

Ces diplomates, fils de familles arrogants et nuls, grands noms de l'ancienne monarchie tombés sur de petites têtes, ne savaient rien du monde moderne, n'y comprenaient rien. Ils avaient daigné mettre leurs noms et leurs titres brillants au service de l'Empire, afin que l'Empire les dotât de plusieurs centaines de mille francs. Ils tenaient à bien boire, bien manger, à avoir de belles maîtresses, de beaux chevaux et de beaux équipages. Du reste, ni les intérêts de la France, ni ceux de l'humanité ne les inquiétaient guère.

Étrangers au milieu des peuples chez qui ils représentaient la France, ignorant même souvent la langue de ces peuples, et toujours leur vie, leurs progrès militaires et civils, leurs aspirations, leurs amours et leurs haines, ils passaient le temps à ceci :

A regretter les nuits de la Maison dorée, où ils avaient fait leurs cours d'histoire et de géographie moderne, le ventre à table avec de gais soupeurs ; à regretter les déjeuners du café Anglais, où l'on s'inquiétait si peu de l'ethnographie, de l'avenir des différentes races européennes, des agrandissements de telle ou telle puissance, mais où l'on parlait si agréablement sport, filles et truffes.

Du reste, ces aimables viveurs ne faisaient que suivre le torrent; l'Empire ayant systématiquement corrompu la jeunesse, rendu la vie charmante pour quiconque possédait par héritage, ou acquérait, soit en se vendant, soit en agiotant, vingt mille livres de rente.

Et les diplomates ne valaient pas moins que tous les autres fonctionnaires civils et militaires de l'Empire. Ils étaient tous également ineptes, incapables, corrompus et ignares. On conçoit aisément qu'ainsi servie la France ait dû chavirer.

La candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne n'était évidemment qu'une feinte, destinée à tromper l'im-

bécile Bonaparte. Ni les Espagnols ne voulaient de l'Allemand, ni l'Allemand ne pouvait sérieusement prétendre au trône de Charles-Quint. Il n'y avait qu'à laisser tomber de soi cette bourde monarchique, aussi irréalisable que le mariage proposé par Théodoros, empereur d'Abyssinie, à Victoria, reine d'Angleterre.

Surtout, il ne fallait pas s'en mêler, Napoléon ayant la main très-malheureuse. Le meilleur moyen de ne pas faire prendre le Hohenzollern par les Espagnols était de ne rien dire.

Il aurait suffi, en effet, que Bonaparte témoignât à un peuple, avec sa morgue habituelle, le désir de ne pas lui voir prendre un roi, pour que ce peuple s'empressât de prendre ce roi, fût-il réputé détestable.

Et cela, dans le seul but de montrer clairement la haine et le mépris, que chacun ressentait en tout pays pour l'empereur des Français.

Quant à la Prusse, elle ressentait plus vivement encore que personne cette haine et ce mépris. Aussi le cœur lui tressaillit-il de joie, quand elle vit Bonaparte tomber dans le panneau.

Humiliée sans pitié, foulée aux pieds, mutilée par le premier Bonaparte qui ne sut ni la tuer entièrement, ni la laisser vivre et s'en faire une amie, la Prusse avait de cruelles injures bonapartistes à venger, et 1815 ne lui avait pas suffi.

Perfectionnant encore la pitoyable tactique de son oncle vis-à-vis de cet ambitieux voisin, supérieur en cela à Napoléon Ier comme le désastre de Sedan a été supérieur à celui de Waterloo, Napoléon III avait trouvé le moyen de favoriser tous les agrandissements de la Prusse et cependant de l'irriter de plus en plus contre la France.

Et d'ailleurs, une guerre d'extermination entre la Prusse et la France était commandée par la logique des événements, depuis le jour funeste où la France se donna pour maître Bonaparte-Verhuel.

Aux traités de 1815, la Sainte Alliance avait proscrit du trône de France la famille Bonaparte, réputée dangereuse au repos de l'Europe.

Quand la réaction européenne eut vaincu en 1848 à Paris, aux journées de juin, et à Rome, à Berlin, à Vienne, effrayée pour le maintien de ses priviléges et de son despotisme, elle laissa volontiers museler le peuple parisien par un Bonaparte.

Elle crut ou feignit de croire à cette déclaration : « L'empire, c'est la paix ; » même elle rampa platement devant le vainqueur de l'hydre révolutionnaire ; tous les journaux conservateurs de Londres et de l'Allemagne chantèrent hautement les louanges du sauveur de la religion, de la famille, de la propriété et de l'ordre.

Mais cette belle alliance entre despotes ne pouvait longtemps durer. Bien vite les réactionnaires étrangers s'aperçurent que, fidèle à ses origines, l'Empire français devenait menaçant pour la conservation de cet équilibre européen, composé de l'esclavage de tous les peuples, qui leur est si cher.

Monarchie militaire, fondée par une usurpation violente, l'Empire ne pouvait, en effet, se maintenir que par une guerre dynastique. On ne vit pas uniquement de coups d'État ; il faut bien les assaisonner d'un peu de gloire, et, quand la force de terreur et de compression du premier est épuisée, conquérir du territoire étranger et quelques lauriers avant d'en essayer un second.

VII

La Prusse examine les forces de sa rivale. — Décadence militaire du Bas-Empire français. — Décadence civile — La cour des Tuileries.

Dès que la France se donnait à un Bonaparte, il devenait donc nécessaire que l'Europe vînt un jour la terrasser.

L'exécuteur naturel de cette haute œuvre était la Prusse.
Celle-ci de longue main s'y prépara; elle commença par jeter un regard curieux et intelligent sur sa rivale, et fut rassurée par cet examen. Les succès de l'armée française en Italie contre les Autrichiens ne firent que la rassurer davantage.

L'empereur, général en chef, avait montré dans cette campagne une incapacité militaire complète : ni plan, ni stratégie aucune; quand on s'était trouvé en nombre suffisant, on avait marché de l'avant, heurté l'ennemi, combattu au hasard; même, ce général en chef avait failli, à force d'ineptie, perdre son armée, qui fut sauvée par un de ses lieutenants.

On vainquit, parce que les soldats français sont braves, parce que les Autrichiens n'avaient pas un seul bon général, parce que les Hongrois ne se battaient pour l'esclavage de l'Italie qu'à contre-cœur et fort mal; mais l'état-major, sauf quelques rares exceptions, ne valait guère mieux du côté des Français vainqueurs que du côté des Autrichiens vaincus.

Quant aux autres campagnes de l'Empire, elles ne valaient même point la peine de préoccuper un seul instant la Prusse. Battus par les Mexicains, empoisonnés par le vomito negro, mourant par milliers sur la plage homicide de la Véra-Cruz, assassinant pour la satisfaction de l'aventurière espagnole les braves garibaldiens à Mentana, pillant ignoblement les infortunés Chinois afin de leur faire connaître les bienfaits de la civilisation bonapartiste et d'enrichir Palikao-Montauban, les soldats français humiliés, vaincus, inutilement courageux, champions fidèles, bien malgré eux, de l'injustice et du mal, semblaient plus dignes d'être pris en compassion que d'être redoutés ou sérieusement étudiés.

A l'intérieur, le spectacle était plus navrant encore et facilement observé par les Prussiens; volontiers on ouvrait à leurs espions, couverts de titres et de décorations, nos arsenaux, nos parcs d'artillerie, nos forts, et on les guidait,

avec une superbe confiance et une charmante politesse, à travers un bric-à-brac pitoyable; on leur faisait admirer des canons dignes du temps où fut inventée la poudre; ils admiraient complaisamment avec cette fausse et jésuitique bonhomie allemande, mais se détournaient pour rire.

On leur expliquait, avec force détails, la supériorité, au point de vue de la justesse du tir et de la solidité de l'arme, des canons anciens sur ceux qui se chargent par la culasse. Ils approuvaient tout, louaient tout, et s'amusaient fort de l'imbécillité d'un peuple jadis grand, tombé maintenant en pleine décadence, en pleine infatuation sénile de ses défauts et de ses ignorances.

Dans toutes les armes savantes, ils trouvaient même routine aveugle, même stupidité systématique. Au génie, ils voyaient des généraux couverts de crachats, constellés de croix et d'étoiles, mais ignorants comme des carpes, entêtés comme des mulets. Avec quelques phrases inintelligibles sur les fronts de Cormontaigne et les fortifications à la Vauban, ces ânes galonnés, qui n'avaient jamais rien étudié, ni rien compris, répondaient à tout.

Et leurs fortifications, il fallait les voir, construites au pied même des murs de la ville, plus qu'inutiles, dangereuses même dans un siècle d'artillerie à longue portée.

Quant aux inventions récentes de la grande guerre américaine, à toutes ces applications de la science, de l'industrie, aux engins de guerre, que les Prussiens se sont si bien appropriées, il ne fallait même point leur en parler. Ces culottes de peau, fidèles aux saines traditions, n'admettaient que ce qu'ils avaient appris à l'école et ne concevaient point de progrès par delà ce qui se répète servilement aux inspections.

A toute idée d'innovation, ils souriaient dédaigneusement. Les canons rayés et les fusils de M. Chassepot leur paraissaient de très-fortes nouveautés, qu'il n'était point permis aux esprits sages de dépasser.

Ainsi, les Prussiens connaissaient beaucoup mieux les

ressources militaires de la France, qu'elle-même ne les connaît. Quant à l'armée de ligne, réduite à l'office d'armée d'occupation des grandes villes, de renfort de la police, elle leur faisait pitié. Ils la voyaient commandée par des généraux d'antichambres, par des officiers danseurs de cotillon chez l'impératrice ou buveurs d'absinthe dans tous les estaminets des villes de garnison. Ils savaient que tous les esprits indépendants, généreux, hardis, en étaient systématiquement exclus, que pas un jeune homme intelligent n'y pouvait arriver à l'épaulette, récompense ordinaire de la servilité, du bonapartisme et de la lâcheté devant le pouvoir.

Dans le civil, ils observaient la même décadence. Rien qui pût faire vibrer la fibre nationale, éveiller les grands sentiments, susciter les grandes hardiesses et les grands dévouements. Plus d'éloquence, les périodes ampoulées de quelques avocats sans cœur, sans intelligence du vrai et du bien, des Jules Favre et des Rouher. Plus de beaux-arts, des bustes et des portraits de l'empereur, de ses complices, seule inspiration permise, ou bien des tableaux insipides et froids de bataille, avec Bonaparte au centre. Une musique efféminée, malsaine, célébrant toujours la jouissance, jamais le devoir et le dévouement. Une littérature de prostitution, ne parlant qu'aux sens, affadissant l'esprit par de sottes inventions d'aventures impossibles et d'amours absurdes. L'agiotage, la spéculation sur la rente ou sur les maisons, le brocantage des titres de chemins de fer, de mines, de ports et d'usines, devenus l'unique passion de la jeunesse. La courtisane éclipsant la femme honnête; celle-ci hébétée par les jésuites et leur confiant l'éducation des générations nouvelles.

Ces espions prussiens visitaient aussi la cour, dînaient au château, chassaient à Compiègne. Là ils étaient plus rassurés encore sur l'affaissement et l'incurable décrépitude de la France. Ils voyaient l'héritier du trône de France, un pauvre enfant scrofuleux, accablé d'une hideuse hérédité

de vices moraux et physiques, élevé par des prêtres hypocrites et méchants dans la haine du dix-neuvième siècle de lumières, de fraternité universelle, où nous vivons, instruit au mépris des hommes par de vils laquais vêtus en généraux, façonné à toutes les superstitions par une mère sotte, ignorante et bigote, cherchant avec elle des trèfles à quatre feuilles pour conjurer le danger des balles, n'apprenant rien de bon, de sensé ni d'utile.

Ils voyaient cette méchante femme entourée d'aventurières comme elle, de scélérats comme son mari, discuter hardiment toute question, se mêler de politique, protéger le pape pour le repos de son âme, interdire le cours de tel professeur, le livre de tel savant, parce que son confesseur y trouvait du danger pour le catholicisme. Ils la voyaient présider le conseil des ministres, et décider en suprême ressort des plus graves intérêts de la France, auxquels elle ne comprenait absolument rien.

Ils voyaient chaque jour s'affaisser davantage le mari de cette femme. A peine les excitations de la débauche pouvaient-elles l'éveiller d'une torpeur sans cesse croissante. Penser, vouloir, comprendre, lui était devenu complétement impossible. Il laissait gouverner son empire par des ministres incapables, tels qu'Ollivier, et ne songeait plus qu'à jouir des derniers restes d'une vie criminelle et à transmettre la couronne à son fils.

Ni la risée universelle de l'Europe, ni les terribles dédains de la diplomatie étrangère, ni les continuels échecs de sa politique réactionnaire et catholique, ni l'indignation croissante de tous les citoyens honnêtes et éclairés de la France, ni l'éclat de rire sarcastique de *la Lanterne* répété par deux millions de bouches, n'avaient le don d'émouvoir ce tyran hébété. Il se sentait choir chaque jour davantage, et ne savait plus, dans cette boue liquide où s'effondrait l'empire, comment trouver un point d'appui solide.

Son regard, toujours vague, inconscient, terne, même aux meilleurs jours de la jeunesse et du succès, s'abîmait main-

tenant dans une atonie complète. Bien boire et bien manger en compagnie de quelques vieux complices, derniers débris de la bande du Deux décembre, était son unique plaisir. Ces courtisans abjects lui persuadaient que jamais la France ne lui échapperait, que son fils en hériterait paisiblement, « comme hérite le pauvre paysan de la chaumière paternelle. » Et il s'efforçait de les croire.

Jugeant de la France d'après ce monde officiel, au retour de leur campagne d'observation sur les bords de la Seine, les espions prussiens disaient : « C'est une nation finie. »

VIII

Progrès civils des Prussiens. — Origines de la Prusse. — Le grand Frédéric. — Waterloo. — Découragement universel de l'Europe en 1815. — Les doctrinaires. — Sublime élan de 1848.

Entre la Prusse et la France quel saisissant contraste ! Sans bruit, sans vanteries, sans fatiguer les échos du monde entier de cris d'admiration niaise d'eux-mêmes, de perpétuels éloges de leurs mérites, les Prussiens travaillaient patiemment, obstinément à devenir un grand peuple.

Chaque citoyen recevait l'instruction, non pas celle des frères ignorantins comme en France, mais celle des écoles pratiques où s'enseignent les sciences, l'histoire, la littérature. Ainsi se trouvait élevé l'état intellectuel de la nation entière à un niveau, où n'atteignent en France que les fils de bourgeois aisés, instruits dans les écoles préparatoires.

Tandis que les trois quarts des Français, malheureux campagnards livrés à l'influence exclusive des curés et des maires, voteurs obstinés de plébiscites, électeurs fidèles de tous les candidats officiels imaginables, ne savaient ni lire ni écrire, les Prussiens lisaient et pensaient, vivaient de la vie savante du dix-neuvième siècle et non de la vie catholique du moyen âge, comprenaient Hegel et Kant, discutaient

Büchner, savaient la chimie, la physiologie, tous les ressorts du corps humain, toutes les activités du monde inorganique.

Tandis que la France avait les chansons de Térésa, *l'Œil crevé*, le *Jésus* de M. Renan, les missions scientifiques patronées par la sœur de lait de l'empereur, les homélies langoureuses de M. Jules Simon en faveur de l'instruction gratuite et obligatoire, et les lamentations du même sur les cours d'adultes, les Prussiens apprenaient l'histoire des peuples, jugeaient l'Europe contemporaine, savaient les ressources de chaque pays, les aptitudes, le caractère de chaque nation, la géographie du monde entier, la situation, les moyens de défense naturels et artificiels de chaque ville importante du continent.

Adonnée à la routine, entravée par les liens de l'administration, la France ignorante continuait à cultiver son riche sol d'après les méthodes les plus surannées, tandis que la Prusse savante faisait rendre à son sol ingrat dix fois plus, en adoptant de suite et en appliquant les meilleures méthodes nouvelles.

Ainsi augmentait la richesse publique de la Prusse, richesse consacrée à l'enseignement civil et militaire de tous, au progrès de la nation. Tandis qu'en France la production était frappée à l'avance, la richesse publique tarie dans sa source par des impôts iniques et absurdes sans cesse croissants; tandis que le produit de ces impôts servait presque uniquement à repaître une bande innombrable de parasites impériaux mâles et femelles, à emplir de vins fins les caves et de chevaux de sang les écuries du Louvre; à payer les incessantes toilettes de l'aventurière espagnole, et les Granier de Cassagnac, forbans littéraires, stipendiés pour insulter les honnêtes gens et démoraliser la nation.

Ce qui fit la fortune des marquis de Brandebourg, ce qui, de leur petit marquisat, situé dans un pays triste, sombre et humide, voilé par les brumes de la Baltique, peu riche, médiocrement peuplé, et peu agréable à habiter, fit sortir

la grande Prusse, ce fut la liberté de pensée relative qu'y introduisit le protestantisme.

Contre l'Autriche, bras séculier du catholicisme, contre ces empereurs éduqués par les jésuites, bourreaux de la science et du droit, du vrai et du bien, élever sur le continent une puissance protestante, c'était une idée grande, et qui devait réussir. Richelieu le comprit, y aida. Quand la peur de l'enfer et la domination de la Maintenon firent de Louis XIV l'assassin de ses sujets protestants, ceux-ci passèrent en Prusse et en Angleterre avec leurs industries, leur science. Dès lors la fortune des pays protestants devint florissante. L'Académie de Berlin dut son éclat à des réfugiés français.

Le grand Frédéric fit une révolution dans la tactique militaire. Avec une armée bien organisée, il agrandit son royaume. Voltaire le flatta, afin de se ménager un point d'appui contre les persécutions de l'Église. Ainsi servit à l'émancipation de la pensée française la puissance prussienne.

Mais, quand celle-ci voulut détruire la révolution née de cette émancipation, elle fut vaincue. A la tactique, toujours victorieuse du grand Frédéric, les républicains français en opposèrent une autre, toute spontanée, qui vainquit à Valmy.

Ces défilés de montagnes, ces pays boisés, si faciles à défendre, qui viennent de livrer Paris aux Prussiens, nous sauvèrent alors. L'état-major tout entier trahissait à cette époque, comme il trahit aujourd'hui. Mais les républicains de 1789, qui n'étaient point gouvernés par des Jules Favre, prirent pour généraux les Hoche et les Marceau, sous-officiers que l'ancien régime aurait toujours laissés dans le rang, et avec ces chefs excellents ils furent sans cesse victorieux.

L'élan révolutionnaire soutint et fit vaincre encore les armées françaises sous le tyran Bonaparte, assassin de la République. Mais, ce misérable rendit odieuses à tous les

peuples, par ses victoires insensées et par son despotisme, la France libératrice de l'humanité, la Révolution française, salut des peuples.

Waterloo vengea tant d'infamies, affranchit l'Europe et la France elle-même, comme Sedan vient de nous affranchir. Mais, au prix de quels désastres et de quelle honte!

Blücher aurait voulu châtier Paris si sévèrement de sa lâche complicité dans les attentats de Bonaparte contre l'indépendance de tous les peuples européens, que la Russie elle-même intervint, calma le général prussien.

Quand la Sainte-Alliance, croyant avoir définitivement vaincu la révolution européenne, l'avoir enterrée avec Bonaparte dans le tombeau de Sainte-Hélène, eut achevé son œuvre de dépècement des peuples, quand tous ces larrons couronnés furent rentrés dans leurs tanières, emportant chacun quelque lambeau d'une nation mutilée, celui-ci un morceau de la Pologne, celui-là un morceau de l'Italie, il se fit un grand vide et un grand désespoir dans l'humanité.

Toutes les injustices se donnèrent carrière librement, car la France révolutionnaire n'existait plus. Quiconque était jeune, intelligent, et se sentait un cœur d'homme, et voulait la liberté de sa patrie, fut persécuté. L'Europe devint un vaste bagne, où l'on ne pouvait faire un pas, dire une parole, écrire une pensée, sans l'autorisation d'un garde-chiourme.

Beaucoup parmi les meilleurs désespérèrent, dirent un éternel adieu à cette vieille terre de l'injustice, possédée par la féodalité, abâtardie par le catholicisme, ensanglantée par la monarchie. Ils émigrèrent en Amérique, et s'y firent un monde nouveau de liberté égoïste, tâchant d'oublier la terre où ils étaient nés.

D'autres chantèrent le doute, la jouissance, ne crurent plus à l'humanité, comme Musset, semèrent le désespoir parmi les jeunes. Une secte odieuse prit naissance, ils s'appelaient les doctrinaires.

Ces doctrinaires gagnaient honneurs et fortune, gloire et

pensions, en ensevelissant avec plus ou moins de talent la Révolution française. Ils s'en disaient les fils, c'était pour mieux la tuer, pour mettre fin à son cours fécond et bienfaisant, pour arrêter son évolution sociale.

Tu n'iras pas plus loin, lui disaient-ils. Tu as affranchi la bourgeoisie du joug de la noblesse. Nous ne te permettrons pas d'affranchir le peuple du joug de la bourgeoisie. Sophistes-gendarmes aux gages de la bourgeoisie réactionnaire, ils inventaient les plus odieux mensonges afin de pouvoir condamner à mort la vérité et le droit. A les en croire, il n'y a pas de progrès dans l'humanité ; comme ces chevaux aux yeux bandés qu'on attache à la meule, elle tourne éternellement dans le même cercle. Sa pensée oscille entre ces quatre pôles : idéalisme, sensualisme, scepticisme, mysticisme. Son action est bornée toute entière à ces quatres modes : théocratie, monarchie, aristocratie, démocratie. Par delà ces limites, il n'y a plus rien pour elle.

En économie sociale, le laissez-faire, laissez-passer, qui consacre la misère du plus grand nombre au profit de quelques-uns, était pour eux la suprême et unique loi. Ils se bornaient à constater la misère, ils traitaient l'inégale répartition des richesses de base fondamentale des sociétés humaines.

Ces apôtres salariés de l'injustice et du mal gouvernèrent la France une vingtaine d'années. Puis ils tombèrent. L'Europe tressaillit, tous les trônes furent ébranlés ; Berlin, Vienne, toutes les grandes cités de l'Italie s'émurent, prirent les armes. Il semblait que la révolution française allait reprendre sa voie.

Mais, l'acclamation populaire n'avait salué à Paris que des hommes faibles, mous, incapables, conservateurs. Pas un Danton. Lamartine fit des phrases éloquentes, et tua la Révolution. Sa déclaration à l'Europe rassura tous les rois et désespéra tous les peuples. Bientôt l'expédition de Rome vint donner à la réaction des gages plus puissants encore.

Aux journées de juin, le peuple indigné prit les armes, lutta héroïquement, fut massacré par ses propres fils dont la discipline fit d'odieux parricides. Bonaparte n'avait plus qu'à venir, à compléter juin par décembre. Il régna, la France cessa de vivre moralement et intellectuellement, tomba dans une léthargie profonde.

IX

Progrès militaires des Prussiens. — Passion du roi Guillaume pour les choses de la guerre. — État-major, de Moltke.

Cependant, la Prusse, doublement intéressée à tuer la France, pour éteindre le foyer de la révolution universelle, au nom de la Sainte-Alliance, et pour châtier les Bonapartes, complétait ses progrès civils par d'immenses progrès militaires.

Elle envoyait des officiers jeunes et intelligents prendre part à la lutte gigantesque des États-Unis d'Amérique, y étudier par la pratique tout ce que l'esprit positif des Américains avait apporté de perfectionnements à l'art de la guerre.

Elle accueillait tous les inventeurs d'armes nouvelles, d'artillerie nouvelle, que Bonaparte, tout entier à ses invitations de Compiègne et aux rapports de sa police contre les républicains, ne daignait même pas recevoir[1]. Elle expérimentait de suite ces inventions, et, si elles étaient bonnes, s'en emparait.

Elle imposait à tous les citoyens le service militaire, faisant ainsi de l'armée une garde nationale. C'est avec les gardes nationales que les plus grandes et les plus utiles victoires ont été remportées. Avec les gardes nationales

[1] Les canons Krupp avaient été offerts à Bonaparte d'abord. « Rien à faire, » répondit-il.

d'Athènes, la civilisation européenne a vaincu le despotisme asiatique à Marathon. Avec les gardes nationales de quelques cantons perdus dans les montagnes, les Suisses ont tenu tête à toutes les forces de l'empire d'Allemagne, brisé les chaînes du despotisme, fondé la confédération helvétique, et se sont toujours maintenus libres. Avec les gardes nationales des villes hollandaises, par leur indomptable patriotisme et leur invincible courage, a été constituée la République des Provinces-unies de Hollande.

Avec les gardes nationales américaines, Washington a affranchi le nouveau monde, vaincu les armées anglaises, fondé la grande République moderne.

Bonaparte, au contraire, craignant l'esprit indépendant de la garde nationale la réduisait au plus abject ilotisme. Ne voulant d'armée que pour défendre son trône et sa dynastie contre les républicains, il démoralisait, il hébétait cette armée le plus possible. Le remplacement permettait à quiconque était riche de s'exempter du devoir de défendre sa patrie; la traite des blancs avait repris et florissait à Paris. N'étaient soldats que les pauvres, une discipline de fer les régissait, en faisait des automates, des bêtes féroces, prêtes à égorger leurs frères. Un abîme les séparait des officiers, fils de familles plus ou moins riches, qui constituaient une sorte de bureaucratie militaire, qui se faisaient officiers comme d'autres se font commis de magasin, sans aucune vocation, sans aucune instruction militaire sérieuse, uniquement pour avoir une position sociale. Ces officiers, parfois très-lâches et n'aimant de l'état militaire que l'oisiveté, élèves des jésuites d'abord et de Saint-Cyr ensuite, méprisaient le soldat, n'aimaient que l'avancement, s'inquiétaient peu de l'amour de la patrie, ou de défendre un principe, une conviction, une idée. Quant aux officiers généraux, ce n'étaient que des misérables, assassins du peuple au deux décembre, dignes acolytes d'un bandit couronné.

La Prusse faisait sans cesse des inspections très-sérieuses et très-savantes de l'instruction de ses troupes. En France,

les inspections n'avaient d'autre objet que de faire avancer au choix tous les bâtards des apothicaires de sénateurs, et les protégés des femmes de chambre de l'impératrice. Quand l'homme providentiel allait à Châlons, cela était purement grotesque. Le camp n'était formé que pour bonapartiser l'armée, les manœuvres y étaient l'accessoire. On y exhibait avec pompe le produit rachitique et douteux de César-Verhuel et de sa digne épouse, le Césarion, héritier du trône, perché sur un poney. On grisait les troupiers d'eau-de-vie et on les faisait crier Vive l'Empereur ! puis le camp était levé.

Le roi Guillaume, despote mystique, infatué de son droit divin, croyant fermement à la providence, et à l'avenir de sa race royale, mais intelligent des choses de la guerre, actif, infatigable, dirigeait lui-même avec ardeur les progrès militaires de ses sujets.

Il avait le commandement supérieur direct de son armée. A ce titre, il inspectait les troupes en été comme en hiver, allait à Spandau, en plein janvier, s'assurer des progrès que faisaient les nouveaux régiments de la garde dans les manœuvres et les exercices, dans les divers maniements du fusil, visitait soldats et officiers dans leurs casernements, engageait chacun à bien faire son devoir.

En voyant combien le roi prenait à cœur les choses de la guerre, les princes et les officiers généraux, afin de lui plaire, s'occupaient très-sérieusement et très-activement de leurs troupes. Surtout, Frédéric-Charles se faisait aimer de ses soldats par les soins qu'il prenait d'eux, et leur inspirait confiance par ses talents militaires très-réels.

Les bons officiers seuls recevaient de l'avancement ; ceux qui faisaient mal leur devoir, ou n'avaient pas le goût de la guerre, rentraient dans le civil et y trouvaient à vivre, chose facile avec l'instruction qu'ils avaient reçue, bien plus complète et plus pratique que celle des saint-cyriens français. D'ailleurs, l'armée ne formant point, comme en France, un monde entièrement distinct de la vie civile, on ne cessait

point d'être citoyen tout en étant soldat, et nul n'était condamné au militarisme à perpétuité pour gagner son pain.

Les écoles spéciales du génie et de l'artillerie formaient des savants véritables, curieux de tout progrès, enseignaient à leurs élèves tous les perfectionnements introduits dans la construction des armes, dans le tir des pièces, dans la disposition des batteries, dans la fortification des places, par l'industrie et la science moderne. Pendant ce temps, des généraux ignares, les Guiod et les Chabaud-Latour, dirigeaient en France des comités où tout progrès était nié effrontément, où le chargement du canon par la culasse était déclaré contraire à la saine tradition et aux bons principes, où l'emploi de la vapeur, de l'électricité, des chemins de fer comme auxiliaires de la poudre et des jarrets du cheval, était obstinément refusé.

L'armée, n'étant point séparée du civil comme en France par un superbe dédain du pékin et de tout ce qu'il sait faire, se fournissait en Prusse d'armes et de munitions dans l'industrie privée, quand le gouvernement en manquait. Elle avait des armes à bien meilleur compte, et dans de bien meilleures conditions, que nous ne pouvons en trouver dans nos ateliers spéciaux militaires, dirigés par de vieilles culottes de peau ineptes et incapables. Étant pékin lui-même, le général prussien savait mieux apprécier ses concitoyens; tandis que le général français les méprise profondément et les trahit lâchement.

Aux écoles d'état-major prussiennes on étudiait sérieusement. La première condition pour bien faire la guerre étant d'avoir un bon état-major, on s'appliquait à choisir des jeunes gens intelligents et à bien diriger leurs études. On leur faisait comprendre le pourquoi de toutes les grandes victoires modernes, la stratégie de l'Américain Grant, la tactique des généraux sudistes si difficiles à vaincre, apprendre la topographie, le relief des champs de bataille futurs, les accidents de terrain favorables à l'attaque ou à la défense, les rivières, les bois et les montagnes qui peu-

vent arrêter ou protéger une armée envahissante, discuter des plans de campagne tout différents des plans de trahison de Trochu et de Bazaine.

De Moltke, esprit patient, investigateur, précis, tête admirablement organisée pour la synthèse, tacticien géomètre, dirigeait ces travaux.

Et cependant, nos charmants freluquets d'état-major français, toujours bien peignés, continuaient leurs interminables parties de billard, leurs visites aux jeunes dames, leurs succès à la valse et au cotillon.

X

Campagne des duchés. — Campagne de Bohême. — L'Allemagne soumise à la Prusse par la politique de Bismark. — Résistances.

Ainsi dirigée, la Prusse ne tarda pas à sentir ses forces, à éprouver l'ardent désir d'en faire usage. Comme l'arbre fait craquer son écorce devenue trop étroite, elle se mit à déplacer ses frontières, où elle étouffait, au nord, au midi et à l'occident. Elle avait besoin de la mer occidentale pour avoir une flotte à elle, devenir puissance maritime; elle avait besoin de s'étendre et de dominer vers le couchant pour conquérir place parmi les nations civilisées, réellement influentes sur les destinées du monde.

Son premier élan fut vers la mer. Avoir une flotte, marcher un jour l'égale de l'orgueilleuse Angleterre, quel rêve de bonheur! Un seul obstacle s'opposait à la réalisation de ce rêve: le droit d'un peuple, d'un peuple petit et faible; puis, cette défense surannée, muraille de Chine au petit pied, le Danevirke, une muraille qui protégeait le Danois contre l'invasion slave et tudesque. La muraille fut aisément franchie, de très-braves Danois se firent tuer, vaincre complétement, les duchés furent conquis. Les hommes intelligents du Holstein, du Schleswig et du Luxembourg,

professeurs, pasteurs, journalistes, hommes d'État, prouvèrent clairement par de savantes recherches historiques, ethnographiques, par d'éloquents sermons et de lumineux articles, que ces provinces avaient toujours brûlé d'une ardente envie d'être annexées à la Prusse. Ils obtinrent des places du gouvernement nouveau, des pensions et des décorations. Le peuple courba la tête, et subit, en gémissant, le joug abhorré du Prussien superbe.

La Prusse eut le bon sens de ne pas trop s'enorgueillir de cette facile conquête. Malgré le courage des Danois, ce ne fut pour son armée qu'une promenade militaire. Elle avait besoin d'expérimenter la valeur de ses troupes, de connaître à l'épreuve ce qu'il y avait de défectueux dons son organisation militaire. Elle corrigea ses défauts d'armement, de tir et de manœuvres, réforma plusieurs abus de l'intendance, améliora le service médical. Elle tira parti de sa victoire pour s'améliorer, se rendre capable de vaincre dans de plus sérieuses luttes, ce que la France n'a point su faire après les victoires d'Italie, qui ont pourtant si bien montré tous les vices de notre militarisme.

L'occasion ne tarda point à s'offrir d'essayer les forces prussiennes sur un terrain plus noble et plus périlleux. Créée pour lutter contre l'Autriche, la Prusse devait d'abord écraser cette rivale, avant de pouvoir s'élancer sur la France. En huit jours fut vaincue une des plus puissantes monarchies d'Europe. Les généraux d'antichambre autrichiens, les Frossard de Schœnbrunn, firent battre à plates coutures leurs braves soldats.

On vit, dans cette campagne de Bohême, toute la supériorité du nouveau système mathématique de guerre, à la prussienne, sur l'ancienne tactique imitée de Napoléon I[er]. Autant Napoléon était supérieur aux généraux du grand Frédéric, autant de Moltke valait mieux maintenant que l'école napoléonienne.

La rapidité des mouvements, la précision de l'attaque, la constante supériorité numérique sur l'ennemi, obtenue

par des concentrations subites de troupes grâce à l'électricité et à la locomotion à vapeur, l'emploi de l'artillerie à longue portée en grande force, du fusil à tir rapide qui décime l'ennemi et le réduit à la déroute avant qu'il ait même pu voir ceux qui l'attaquent, la marche continue en avant sans trêve ni arrêt jusqu'à ce que soit entièrement terrassé l'adversaire, tels furent les moyens de vaincre employés par les Prussiens dans cette belle campagne.

Vaincue par les Français, vaincue par les Prussiens, l'aigle à deux têtes autrichienne perdit de sa morgue, devint moins inhumaine pour ses malheureux sujets. Des lois plus sages et plus douces remplacèrent en partie l'odieux code inspiré par le féroce catholicisme. Le pape fut abandonné à son malheureux sort, et la vie civile des Autrichiens fut protégée contre la tyrannie des évêques, suppôts du jésuitisme romain. La Hongrie respira un peu, se vit même flattée, et d'esclave du dernier ordre, donnant les meilleurs de ses fils à la hache des bourreaux de Vienne, devint tout à coup l'associée du pouvoir impérial et royal. L'Italie, jusqu'alors si étroitement enchaînée, fut laissée libre arbitre de ses destinées ; les canons autrichiens cessèrent d'être braqués sur les places de Venise.

Ah ! si nous pouvons tirer même parti de nos défaites, comprendre la terrible mais peut-être salutaire leçon qui vient de nous être donnée par les armes prussiennes, corriger nos défauts comme l'Autriche vaincue a corrigé les siens, nous devrons remercier de ses folies, de ses trahisons, de ses lâchetés, le maniaque imbécile de Sedan !

L'Autriche étant vaincue, mutilée, refoulée vers l'Orient, que restait-il en Allemagne? Une masse bizarre de petites principautés, de petits duchés, débris vermoulus du moyen âge, nids de hobereaux fossiles, aussi effarés devant la grande lumière du dix-neuvième siècle que le sont les hiboux devant celle du soleil. Pour prendre leur héritage à tous ces petits larrons, il n'y avait qu'à tendre la main. — Voulez-vous mes peuples, payez-moi. Je cesserai de faire leur bon-

heur et vous en confierai le soin, à condition que vous m'assuriez une bonne rente chez un banquier de Londres. — Ce hideux trafic de peuples, vendus comme des moutons par leurs propriétaires légitimes, se fit entre Bismark et tous les hobereaux qu'il ne voulut point déposséder par les armes.

Ceux-ci étaient enchantés. Vendre leurs sujets à beaux deniers comptants; quitter leurs petites cours ennuyeuses et moroses, leurs chambellans guindés, leurs conseillers auliques graves et stupides, leurs fatigantes réceptions princières de vieilles femelles titrées, de vieilles baronnes du saint-empire et de leurs sots maris; s'envoler à Paris, à ce joyeux paradis créé par Haussmann, vaste lupanar international, plus beau mille fois que le paradis de Mahomet, y acheter un hôtel aux Champs-Élysées; au lieu de cette maigre jouissance d'une seule Lola Montès, entretenir un sérail de ces braves filles de portières parisiennes, promues divas d'opéras, qui émerveillent la candeur germanique par la gentillesse de leurs manières et surpassent de toute façon la lourde femme rousse d'Allemagne, c'était le comble du bonheur.

A côté de ces principautés ridicules, si faciles à annexer, existaient d'autres pays plus grands et plus sérieux, Bavière, Wurtemberg, Saxe, Bade, qu'il fallait également se soumettre, afin de régner seul en Allemagne. C'est ce que fit adroitement Bismark. La bassesse, la lâcheté des souverains de ces pays et de leurs ministres, lui rendit singulièrement facile la tâche de les réduire au vasselage de la Prusse.

Politique d'un machiavélisme profond, Bismark, comme jadis Cavour, se joue de tous les souverains et de tous les hommes d'État d'Europe, surtout de l'imbécile Bonaparte. L'astuce, la perfidie, les déclarations fausses, sont les moyens ordinaires de cet homme pour arriver à son but. Il n'a aucun amour de l'humanité, aucune idée élevée, généreuse. C'est un hobereau allemand, il a tous les préjugés et toutes les haines de l'aristocratie la plus rétrograde. Il exècre « la

populace de Paris, » ainsi il appelle ce grand peuple. Il abhorre la Révolution française. S'il tient tant à prendre Paris, s'il a dépensé tant d'efforts, persévéré si longtemps pour parvenir à ce but, c'est afin d'éteindre, dans son foyer même, l'idée révolutionnaire.

Bismark est l'Esprit de la malfaisante trinité prussienne. A la science géométrique et à l'action militaire de de Moltke, au droit divin de Guillaume, il joint l'intelligence dirigeante. Il conçoit très-bien ses plans jusque dans leurs moindres détails, prépare de point en point la destruction de la France, fait le vide autour d'elle, désarme à l'avance tous ceux qui pourraient lui porter secours, en donnant Constantinople à la Russie, l'Égypte à l'Angleterre. Il veut l'empire d'Allemagne pour son maître, et il l'a. L'empire d'Allemagne, ou plutôt l'empire d'Europe; car « il n'y a plus en Europe que la Prusse qui existe. » Il dit ceci, qui est infâme : « la force prime le droit, » et il le réalise ; le canon Krupp et le fusil Dreyss sont la seule loi européenne aujourd'hui. Il est très-adroit, et il réussit toujours.

Mais tout cela n'empêche pas son œuvre d'être pitoyable, et déjà prête à tomber, avant même d'être achevée. Édifier un empire d'Allemagne au dix-neuvième siècle, couronner un Charlemagne après la Révolution française et la chute de Napoléon Ier, qui, comme conquérant, valait bien Guillaume, quelle singulière aberration! Et, comme il faut bien être hobereau allemand pour tomber dans une erreur pareille! Quoi! les peuples, jadis immobiles et végétant, aujourd'hui, grâce à la science, vivent, marchent, se communiquent leurs idées, leurs inventions, leurs aspirations vers la République universelle! et vous prétendez, parce que vous les avez un moment surpris, assujettis à s'entre-détruire dans une guerre fratricide, les enchaîner à un de ces monstrueux édifices d'oppression construit au moyen âge et restauré par vous!

Regardez donc votre œuvre. Voyez comme déjà elle chancelle par la base. Vos vassaux, indignement trompés par

vous, Badois, Saxons, Wurtembergeois, Bavarois, comprennent qu'ils n'ont point travaillé, comme vous le leur assuriez, « pour la grandeur de la patrie allemande. » Et ils ne veulent déjà plus du despotisme prussien, de ce tyran qui leur a fait quitter par milliers leurs femmes, leurs enfants, leurs foyers et leurs champs, pour venir ravager le pays des Français. Que la France continue la guerre, après la chute de Paris, et les assemblées de ces pays, si dociles jusqu'ici, seront obligées par l'opinion publique à vous refuser tout subside. Et vous serez réduit aux seules ressources de la Prusse épuisée.

Quant aux esclaves polonais, la révolte gronde sourdement chez eux ; pour la faire éclater, il ne faudrait qu'un succès brillant des Français. Ils s'indignent de combattre leurs amis et fidèles compagnons d'armes, de tuer leur défenseur Rochebrune, pour le compte des bourreaux de la Pologne.

En Prusse, le bon sens public, un moment ébloui par des succès inouïs et inespérés, proteste déjà hautement, malgré les menaces de la police et des tribunaux, contre cette œuvre impie de destruction de l'Allemagne aussi bien que de la France. Cent mille veuves pleurent en Allemagne leurs maris moissonnés dans cette guerre infâme, deux cent mille orphelins n'ont plus de pères. La science, l'industrie, la culture des champs, tous les métiers et tous les arts sont abandonnés. Désolation et ruine partout. Un abîme de misère que ne pourraient combler tous les milliards demandés en rançon à la France captive, milliards que d'ailleurs la France ne consentira jamais à payer. Tout citoyen prussien éclairé comprend que jamais l'Alsace et la Lorraine n'obéiront à la Prusse, que ces provinces, quand même elles auraient le cœur aussi allemand que français, quand même elles parleraient plus allemand que français, quand même elles seraient d'origine plus allemande que française, ne sont pas et ne veulent pas être prussiennes ; que, pour les soumettre au joug de la Prusse, il faudrait y maintenir

une armée d'occupation perpétuelle, comme le fait la Russie en Pologne.

En vain, le docteur Jacobi est arrêté, emprisonné, condamné à l'amende; en vain les journaux républicains de Berlin qui flétrissent cette guerre insensée sont suspendus et persécutés, l'opinion publique condamne les sanglantes et funestes victoires de Bismark. Le brave député Liebknecht se fait l'interprète de l'opinion; il est presque seul au parlement prussien aujourd'hui, demain il aura tout le monde avec lui.

Ah! M. le comte de Bismark, vous qui poursuivez si froidement à travers la ruine de l'humanité la réalisation de vos plans, vous qui osez de lourdes et féroces plaisanteries germaniques sur le désespoir des populations affamées par vos ordres, vous qui faites couler en Allemagne et en France des torrents de larmes amères, vous serez cruellement châtié de vos crimes. Cet édifice de despotisme que vous bâtissez avec tant de peine et de soins, tant d'astuce et de cruauté, vous le verrez s'effondrer dans la boue sanglante où baignent ses fondements.

XI

Déclaration de guerre. — Les Prussiens de Paris. — Incurie de Bonaparte. — Défaites des Français.

Quoique la Prusse fût admirablement prête à vaincre la France impériale, quoiqu'elle eût mis à profit ses succès contre l'Autriche pour se corriger encore dans ce qui restait de défectueux à son organisation militaire, elle se garda bien de déclarer sans motif la guerre à la France. Il fallait que Bonaparte eût tous les torts, envahit le sol sacré germanique, menaçât de conquérir la rive droite du Rhin, pour que la guerre devînt nationale et que landwehr et landsturm consentissent à marcher volontiers pour la défense du pays.

Transformer la garde nationale d'un pays, uniquement vouée à la défense des foyers, en armée de conquête et d'envahissement, ce n'était qu'un jeu pour l'adresse de Bismark.

Jouer Bonaparte était encore bien plus facile. Il était si bête. Lui faire déclarer la guerre injustement, lui faire croire qu'on voulait éviter cette guerre, qu'on n'y avait même pas songé, tandis qu'on ne faisait, depuis des années, que s'y préparer, en vérité ce n'était rien pour Bismark. Celui-ci inventa la machine Hohenzollern, fit défiler devant l'ambassadeur de France une série de députations d'hidalgos espagnols chargés d'offrir au bienheureux sous-lieutenant la couronne de toutes les Espagnes. L'ambassadeur, trop occupé de ses maîtresses, de ses chevaux et de ses dîners, selon les traditions de la diplomatie bonapartiste, ne vit absolument rien.

Il fallait pourtant bien que la bombe incendiaire éclatât. Puisque l'ambassadeur français était sourd et aveugle, Bismark fit prévenir Bonaparte par ses propres journaux de cette fabuleuse candidature Hohenzollern. Bonaparte, qui cherchait dans sa féconde cervelle un moyen plausible de faire la guerre à la Prusse, de conquérir de la gloire, des provinces, tout le prestige qui lui manquait pour détruire les républicains et associer son petit garçon à l'empire, Bonaparte, toujours adroit, saisit avidement la balle au bond. Il se sentit offensé. Lui qui avait la joue toute chaude et toute rouge des nombreux soufflets qu'y avaient successivement appliqué l'Angleterre, l'Amérique, la Russie, toutes les Républiques et tous les rois, il se sentit offensé !

L'honneur de la France réclamait vengeance, crièrent à tue-tête tous les journaux salariés. Bismark se frotta les mains, le poisson frétillait au bout du hameçon. La police paya un nombre respectable d'honnêtes figurants, chargés de représenter l'opinion publique à raison de quatre francs par jour, en criant sur les boulevards de Paris : A Berlin ! à Berlin ! M. Prudhomme acheta de belles cartes enluminées du théâtre de la guerre, où Strasbourg se montrait à peine,

et où l'Allemagne entière apparaissait comme champ de nos futurs exploits. Il expliqua à son jeune fils émerveillé, que l'armée prussienne se composait toute de pékins, de bourgeois sachant à peine manier leurs fusils, n'aspirant qu'à rejoindre les jupons de leurs femmes, incapables de tenir tête aux braves soldats français, aux zouaves invincibles; il lui montra chacune des étapes qui devait nous conduire à Berlin, et lui fit calculer, à une journée près, le nombre de jours nécessaire à cette marche triomphale.

Quant aux Prussiens de Paris, soudoyés par l'or de Bismark, qui se permettaient de recommander la paix, de douter de tant de gloire, la police leur fit un très-mauvais parti. Ils furent battus, emprisonnés, condamnés à l'amende. Même il y en eut, aux derniers jours de l'Empire, de condamnés à mort, que la République heureusement est venue à temps sauver. La presse républicaine, ayant déconseillé la guerre, fut vouée à l'indignation de tous les honnêtes gens. Enlevé par l'éloquence patriotique d'Ollivier, comme il l'était jadis par celle de Rouher, quand il s'agissait de faire l'expédition du Mexique, le Corps législatif vota d'enthousiasme la conquête du Rhin et les fonds nécessaires à cette opération. L'armée, qui s'ennuyait énormément dans les casernes, partit avec joie pour cette partie de plaisir. Beaucoup d'officiers supérieurs ignoraient les noms des étapes de Paris à Berlin; mais à quoi bon s'ennuyer à les apprendre, leur sabre n'était-il pas invincible, leur bravoure ne devait-elle pas suppléer largement à leur peu de savoir. Des fourriers, secrètement envoyés à Berlin, y retenaient déjà les meilleurs logements pour les fêtes du 15 août, qui devaient se célébrer cette année dans la capitale de la Prusse, vaincue par Napoléon III.

A Berlin, on était plus calme. On feignait de ne pas vouloir de la guerre On retirait cette pomme de discorde, la candidature Hohenzollern. On faisait de très-humbles excuses à Bonaparte, afin qu'il en prît d'autant plus d'arrogance et voulût obstinément la guerre. Sous cape, Bismark

riait; il savait très-bien que Bonaparte n'était pas prêt, qu'il se précipitait à l'aveugle dans une aventure effroyable, qu'il serait infailliblement battu. De Moltke avait ses armées toutes prêtes, nombreuses, bien équipées d'armes, de munitions, de vivres, de fourrages, animées d'un ardent désir de châtier l'insolent envahisseur du sol de la patrie, confiantes en elles-mêmes sans jactance et sans folle présomption. Avant même d'entrer en ligne, et quelle que pût être la bravoure des Français, Bonaparte était vaincu.

En concentrant rapidement toutes les troupes dont il disposait, quoique leur nombre fût insuffisant pour affronter la Prusse, il aurait pu cependant disputer l'avantage à l'ennemi, lui faire même beaucoup de mal par des mouvements énergiques bien combinés, suppléer au nombre par l'audace et l'intelligence. Mais, il n'en était nullement capable, et n'y songea même pas. Il laissa son armée avancer au hasard, en corps peu nombreux, mal commandés, comme s'il eût voulu faciliter aux généraux prussiens leurs victoires. Il n'avait rien de prêt, ni munitions, ni armes, ni vivres de campagne. Le maréchal Lebœuf avait affirmé que rien ne manquait; aussi incapable que le maréchal Vaillant au début de la campagne d'Italie, il n'avait su faire pourtant aucun préparatif sérieux.

Quant à l'empereur, penser à ses troupes était bien le moindre de ses soucis. Il ne s'occupa qu'à régler le nombre des bouteilles de vin fin qu'il emporterait, l'ordre et la tenue des cantines impériales, l'étiquette du voyage et le cérémonial des victoires qu'il allait remporter. A quoi bon s'inquiéter des soldats, ne criaient-ils pas Vive l'empereur! n'étaient-ils pas commandés par des officiers bonapartistes, n'avaient-ils pas vaincu à Mentana, à Aubin, à la Ricamarie? Entièrement hébété par l'âge, par les excès de tout genre, de crimes et de voluptés, et par une très-forte prédisposition naturelle, cet homme s'achemina avec une imperturbable confiance à sa perte.

Ayant fait voter par son Corps législatif, en prévision de

la lutte avec quelque ennemi plus redoutable que les ouvriers désarmés d'Aubin, la mobilisation du ban le plus jeune des gardes nationales, il aurait pu trouver dans cet élément un puissant renfort pour sa trop faible armée. Mais, les gardes mobiles n'existaient que sur le papier. On s'était bien gardé de les équiper, de les instruire aux manœuvres et à l'exercice, surtout de les armer. Car, elles avaient fait preuve d'un déplorable esprit. Au lieu de crier Vive l'empereur! de chanter l'air de famille de la reine Hortense, elles avaient crié vive la République, chanté la *Marseillaise*. Quelle amère désillusion pour ce pauvre empereur qui, sur la foi des préfets et des élections, s'imaginait être si populaire en France! Aussi avait-il dissous ces révolutionnaires dangereux, afin de les punir énergiquement de leur manque de bonapartisme.

Un coup d'éclat était pourtant nécessaire, afin d'inaugurer brillamment cette campagne que l'empereur daignait commander en chef. Ne fallait-il pas aussi illustrer le jeune rejeton, faire entendre le bruit de la poudre et gagner ses éperons au petit Louis. C'est pourquoi on se précipita sur une ville allemande qui n'en pouvait mais. On la bombarda, on l'écrasa d'obus, on l'incendia. De pauvres femmes furent tuées, de pauvres petits enfants hachés, de pauvres vieillards, dont l'asile avait été détruit, moururent de froid, de faim, de misère. Le jeune Louis, digne fils d'un héros, assista splendide, impassible à cette scène de tuerie lâche et hideuse. « Il semblait, écrivit à sa femme le père de cet enfant, bon connaisseur en férocité, il semblait, à le voir si tranquille qu'il se promenait en calèche au bois de Boulogne. » Charmante famille, charmante éducation! L'enfant chassait de race. Même il ramassa une balle morte, ce qui fut immédiatement télégraphié à la France entière. De tous ceux qui se faisaient bravement et inutilement tuer pour l'honneur du drapeau dans cette odieuse guerre dynastique, pas un mot. Mais, la balle que Louis a ramassée, plusieurs en illuminèrent, les douairières bonapartistes en

pleurèrent de joie, tout le monde prévit un grand règne.

Exaspérés de cette férocité stupide, de ce carnage froidement accompli pour amuser un enfant, les Allemands se sentirent pleins de haine contre les Français, complices dociles de ces infamies. Ils entendirent la grande voix de la patrie leur crier : Si vous n'êtes pas les derniers et les plus lâches des hommes, si vous voulez que vos femmes n'aient point le droit de vous mépriser, défendez courageusement vos foyers, défendez contre les attaques d'un fou furieux la vie de vos petits enfants et de vos vieux pères. Ce n'est pas une guerre de conquête, c'est une guerre nationale de défense du territoire; le devoir de chaque homme est de vaincre ou de mourir!

Alors, ils marchèrent en avant, Prussiens, Bavarois Saxons, Wurtembergeois, oubliant leurs discordes, oubliant l'odieuse hégémonie prussienne, tous unis par le sentiment du grand devoir patriotique à remplir, aussi unis, aussi invincibles que l'étaient les Français de 1793. Ils marchèrent droit aux envahisseurs et les vainquirent aisément. D'abord, les généraux bonapartistes se firent toujours surprendre; celui-là faisait la soupe, et celui-ci la sieste, tandis que l'ennemi écrasait déjà ses avant-postes. Des prodiges de valeur furent inutilement accomplis par tout ce qu'il y avait d'honnête dans l'armée. A de braves gens ainsi commandés, il ne restait plus qu'à se faire tuer. Pourquoi raconter cette navrante campagne? L'histoire n'a jamais vu tant de lâchetés, tant d'infamies, tant de trahisons. Elle n'a jamais vu quatre cent mille hommes mettre bas les armes, se rendre à discrétion comme un troupeau de bétail, sans même essayer de lutter.

XII

Le plan de Bonaparte. — Sa déchéance militaire prononcée par le Corps législatif. — Il cherche à se venger. — Paris renie l'Empire.

Paris, frémissant d'inquiétude, et se doutant vaguement qu'on lui cachait de grands désastres, demandait des nouvelles. L'impératrice régente, son Palikao et son Trochu, se jouant indignement de la crédulité publique, inventaient les plus pitoyables mensonges. Un jour, c'étaient de vastes carrières qui avaient englouti l'armée prussienne toute entière. Le lendemain, cette armée, sortie des carrières, mais complétement battue, s'enfuyait en désespérée, marchait par un mouvement de retraite rapide vers le sud, c'est-à-dire vers Paris. Tantôt, c'était le plan de Bonaparte qui livrait la France ouverte aux Allemands, afin de mieux les vaincre, quand ils seraient bien entrés dans la souricière. Le premier moyen de succès de ce plan entièrement neuf était de se faire toujours battre, c'est à quoi ne manquait pas Bonaparte. Tantôt, c'était le plan de Bazaine, plus audacieux encore que son maître, qui livrait le chemin de la capitale aux Allemands, afin de leur tomber mieux sur le dos et ensuite de les écraser jusqu'au dernier sous ses murs.

Cet art stratégique, tout nouveau et d'une profondeur étonnante, faisait l'extase des badauds parisiens. Qui n'admirait pas était prussien. L'or de Bismark pouvait seul faire nier la grandeur de ces plans. Les Prussiens tuaient les Français, faisaient capituler des armées entières, prenaient et pillaient les villes, ravageaient les villages. Tant mieux, cela faisait partie du plan; ils n'en seraient que plus étonnés de se voir battre ensuite, ils n'en seraient que mieux battus. Eudes, aussi intrépide que calme, ayant essayé de galvaniser, par un coup d'audace, cette population énervée de vingt ans d'Empire, fut condamné à mort. Heureusement,

ce vieux bourreau, Montauban de Palikao, tomba avant d'avoir eu le temps de le faire exécuter.

En ce suprême et terrible péril, puisque l'armée faisait défection, puisque le foyer de chacun était menacé par l'invasion, il fallait immédiatement réunir, armer, exercer, mettre en ligne toutes les gardes nationales de France. C'est ce dont le gouvernement impérial se garda bien. Avant tout la dynastie; qu'importaient les villes brûlées, saccagées, les populations ruinées, tout cela valait mieux que d'armer des républicains. Cependant, pour satisfaire l'impatience des populations qui ne voulaient point s'abandonner elles-mêmes, on consentit à la formation de corps francs, plus faciles à maîtriser, à dissoudre.

Quoique admirable, le plan Bonaparte n'aboutissait qu'à de cruelles et constantes défaites. L'opinion publique soupçonna timidement que le César moderne pourrait bien n'être qu'un pauvre guerrier. Le temps pressait, la catastrophe devenait chaque jour plus formidable, il fallait prendre un parti; on fit un grand effort d'audace. Ce Corps législatif, peuplé des laquais et des chambellans de César, si docile jusqu'alors à l'auguste main qui le nourrissait; ce Corps législatif créé, mis au monde par César et ses préfets, devint tout à coup rebelle, ingrat, osa retirer le commandement en chef de l'armée à Bonaparte.

Rien ne pouvait se faire de plus maladroit ni de plus dangereux. Bonaparte, restant au camp, restait empereur. Jusqu'alors il n'avait été que bête, il devenait méchant furieux; il avait à venger une injure mortelle faite à son monstrueux orgueil, et on lui laissait en mains le pouvoir de venger cette injure, en trahissant de parti pris la France. Jusqu'alors il n'avait trahi que par sottise, il devait à présent trahir par méchanceté. Il fallait, ou le laisser continuer librement ses folies, ou bien proclamer la République, le faire arrêter et juger.

Cet homme, qui auparavant avait agi pendant toute cette campagne en hébété, sans savoir ce qu'il faisait, trouva alors



dans sa haine une inspiration, un plan sérieux, un plan de vengeance. Comme il s'était servi d'une armée française au deux décembre pour égorger Paris qui avait osé lui résister, il se servit d'une armée allemande pour égorger la France qui osait le renier. Privé du commandement de l'armée, dégradé, humilié, il ne pouvait plus rien être en France, dans une monarchie militaire. Abdiquer même, assurer la couronne à son fils lui devenait impossible. Il ne pouvait se relever que par l'entière défaite de la France. Livrer toute notre armée, toutes nos places fortes, se livrer lui-même à la Prusse, était le seul moyen qu'il eût de régner encore. Avec l'armée rendue par lui au roi Guillaume, il rentrait triomphalement, espérait-il, dans la France désolée par l'anarchie.

Il y apparaissait de nouveau en sauveur, écrasait les anciens partis un moment déchaînés, se vengeait des rebelles, et couronnait son fils.

Pour accomplir ce plan de guet-apens contre une nation entière, plan vraiment impérial, il fallait trois actes. Au premier acte, Bonaparte devait livrer tout ce qu'il avait d'armée sous la main et se livrer lui-même. Ce fut Sedan. Au deuxième acte, le boulevard de la France à l'orient, Metz l'imprenable, devait être livré. Ce fut le rôle de Bazaine. Au troisième acte, la capitale, ville fortifiée, défendue par cinq cent mille hommes, devait être livrée. Ce fut le rôle de Trochu. La complicité de ces deux généraux, dans les mains de qui allait se trouver, après Sedan, le sort de la France, était toute acquise à l'avance. Bazaine, ex-prétendant au trône du Mexique, leurré peut-être de l'espoir de devenir régent, ne demandait qu'à trahir. N'ayant, on le sait assez, aucune sorte de sympathie pour « la canaille républicaine », il était prêt à servir fidèlement son empereur, à assassiner la France pour le compte de Bonaparte. Trochu est Breton et dévot. Il a juré fidélité à l'empereur, un bon chrétien, un bon Breton ne manque pas à son serment.

Les Thermopyles de la France étaient livrées. Ces pas-

sages infranchissables où la France de 1789 avait été sauvée, ces forêts où une poignée d'hommes résolus peut arrêter une armée, tout cela, traversé au pas de course par les Allemands, ne protégeait plus la capitale. Sedan avait mis le comble à l'opprobre national. Le lâche coquin avait désarmé la France de quatre-vingt mille hommes, envoyé au vainqueur son épée du deux décembre. Paris s'émouvait; ce grand enfant, rendu raisonnable par le danger, demandait la République; cette pauvre proscrite, la République, mère toujours indulgente et bonne, que Paris a fusillée allègrement aux journées de juin, vendue pour de l'argent et du champagne au Deux décembre, et que Paris sait pourtant toujours invoquer aux heures de péril extrême.

DEUXIÈME PARTIE

INACTION DE TROCHU

I

Les assermentés. — Déchéance de l'Empire. — Dissolution du Corps législatif. — La force morale et les Bretons de Trochu.

Voyant l'animation des esprits à Paris, les jésuites de la politique sentirent qu'il y avait là un bon coup à faire. Jules Favre, Trochu, s'entendirent, devinrent tout à coup républicains, pour mieux tuer la République. Comme Trochu commandait dans Paris au nom de Bonaparte, il fut facile, par la feinte trahison de cet homme, d'acclamer la République, ou plutôt le nom de la République, sans verser une goutte de sang. Comédie révoltante. Trochu, le chouan, catholique « pratiquant, » fils du pape et de Notre-Dame d'Auray, étroite cervelle fermée à toute idée moderne, à tout sentiment républicain. Jules Favre, ce richard égoïste, qui lui aussi « pratique, » va à confesse, communie, plaide pour tous les jésuites de France et de Navarre; ce Judas qui a fait durer l'Empire dix-huit ans, en ayant l'air de le combattre, et qui, tout meurtri de ses récents échecs élec-

toraux, ne rêve que restrictions du suffrage universel, que monarchie constitutionnelle dont il veut être le Guizot. Ces ennemis de la République s'unirent pour crier : Vive la République !

Ils s'associèrent à quelques autres consciences non moins pures : tous assermentés ; tous violant leur serment de fidélité à l'Empire pour proclamer la République. Emmanuel Arago, qui n'a jamais brillé que par sa nullité. Kératry, orléaniste avoué. Picard, que les finances attirent avec une invincible séduction, le fondateur de « la gauche ouverte, » qui, sous l'Empire, serait devenu ministre après Ollivier ; qui n'a rien négligé pour en finir vite avec la République et livrer Paris au plus tôt à ses chers Prussiens. Garnier-Pagès, qui n'est point satisfait d'avoir tué en 1848 une république, et veut absolument avant de mourir en tuer une seconde, cheveux blancs peu respectables. Jules Ferry, avocat de dix-huitième ordre, remarquable seulement par sa morgue et son insuffisance, inventeur des queues de boucherie et de boulangerie, qui, se prolongeant pendant les froides nuits de cet hiver, ont tué ou affaibli tant de nos pauvres femmes. Quelques autres fruits secs du barreau, doublures et secrétaires de ces grands hommes, qui ne méritent point l'honneur d'être nommés. Crémieux, Glais-Bizoin, deux vieilles inutilités. Gambetta, un révolutionnaire manqué, un Danton, un Hoche et un Washington tout ensemble ; en résumé une bruyante incapacité, un avocat qui ne doute de rien, se mêle de tout, et ne sait rien faire. De vieux débris qui, pour être respectés, devraient toujours garder les pantoufles et le coin du feu ; des Étienne Arago, des Le Flô, restes fossiles d'un autre âge. Jules Simon, philosophe grotesque, orateur larmoyant, aussi étranger du reste à la défense de Paris que le concierge de son ministère. Pelletan, l'ogre épouvantable qui troublait les nuits de Bonaparte, l'échafaud de 1793 en permanence, au demeurant le meilleur fils du monde, et surtout le plus incapable des hommes. Tous ennemis du

peuple, ennemis de la démocratie dont ils se font un piédestal et que chaque jour ils trahissent effrontément.

Le peuple fut cependant représenté, ou plutôt crucifié, parmi ces misérables hypocrites, en la personne de Rochefort. Craignant que « la populace » ne troublât ses digestions par des clameurs de révolte, Jules Favre consentit dédaigneusement à admettre son collègue Rochefort dans les rangs de cette dictature. « Il sera très-sage, dit-il, et vaudra mieux dedans que dehors. » En effet, rien ne fut négligé pour annuler Rochefort, pour le dépopulariser, jusqu'au jour où on put sans danger le laisser sortir de cette caverne d'assassins du peuple qu'il n'aurait jamais dû hanter.

Ces messieurs, sans aucun mandat, sans aucun droit, sur une simple et fugitive acclamation, n'ayant d'autre titre à gouverner la République que d'être assermentés à l'Empire, s'emparèrent du pouvoir et prononcèrent la dissolution du Corps législatif, qu'ils se gardèrent bien de remplacer par aucun autre pouvoir légitime. Ils eurent soin de laisser fuir librement, sans lui demander aucun compte, toute la bande des sénateurs, des escrocs, des mouchards et des prostituées de l'Empire, afin de les encourager par cette éclatante impunité à recommencer leurs crimes à la prochaine occasion.

La journée du 4 septembre, si incomplète et par là si dangereuse, où la République fut seulement acclamée, mais non point fondée, fut l'œuvre de quelques imposteurs et d'un peuple abusé qui prit le nom pour la chose. Au nom de République le peuple se crut sauvé, et confia naïvement sa défense à Trochu, à l'honnête Trochu, inventeur de la force morale. Imaginez l'Empire demandant à Charras de le défendre; mais l'Empire ne serait pas assez niais pour demander et Charras serait trop honnête homme pour accepter.

Trochu accepta, déposa son plan chez son notaire, ne fit absolument rien, sinon de convoquer aussitôt à Paris les mobiles bretons. A toute éventualité, cet honnête homme, ce

bon apôtre, était bien aise d'avoir sous la main une garde impériale à lui. Si l'on se sentait le cœur de faire un coup d'État, d'usurper la dictature, cette force aveugle pouvait décider le succès. Si l'on devait simplement livrer Paris aux Prussiens, les Bretons fusilleraient tout Parisien rétif à cette trahison. Que leur importe, à ces fils de la lande bretonne, élevés par des prêtres dans la haine féroce de la Révolution, commandés par des nobles chouans, de fusiller les Parisiens, dont ils ne comprennent même pas la langue! « Ils ne sont pas Français, ils sont Bretons, » surtout catholiques. Pauvres enfants égarés, que Paris aurait voulu convertir à la fraternité républicaine, et que l'on a traîtreusement excités contre lui, dont on a armé la main parricide pour lui déchirer le sein! Pauvre Paris, dont la noble et intelligente population, si pleine d'un généreux amour de l'humanité, est assassinée tour à tour par les tribus les plus arriérées de la France : par les Corses de Bonaparte et par les Bretons de Trochu!

Pendant tout le siége, Trochu n'a fait absolument qu'une seule chose, flatter, bien payer et bien nourrir ses Bretons, afin de s'assurer leur fidélité. Il a déclaré avoir rendu « Paris imprenable, » odieux mensonge; car il n'a fait exécuter par le génie que des travaux mesquins et dérisoires, nous laissant exposés de toute part au feu des Prussiens, leur permettant de s'établir sur toutes les hauteurs environnantes d'où l'on peut bombarder la ville, au plateau de Châtillon, à celui d'Avron, à Montretout. Même l'infâme Palikao a bien plus fait que Trochu pour la défense de Paris. Les deux seules mesures bonnes et utiles, qui ont permis de faire quelque résistance, ont été prises par Palikao : d'une part, le transport des canons de la marine dans les forts; d'autre part, l'emmagasinement dans Paris des blés et farines des départements voisins.

Cependant Flourens, songeant toujours ardemment à délivrer ses amis de Paris, prisonniers du procès de Blois, s'occupait d'insurger Athènes. Ses anciens camarades de

l'insurrection crétoise, les meilleurs sous-officiers de l'armée hellénique, étaient pleins d'enthousiasme pour la République. Il espérait, après avoir renversé le gouvernement bâtard et débile de la Grèce, trouver là assez de forces pour revenir insurger Marseille, et marcher sur Paris si la chute de l'Empire tardait trop. Mais les événements se précipitèrent à ce point, qu'à peine avait-il monté le complot, il apprit les grands et décisifs revers de l'armée française.

Plein de douleur d'une part, et de l'autre plein d'espoir qu'après ces terribles leçons, la France, guérie du militarisme, de la gloire des armes et du culte des sauveurs, deviendrait plus sage et embrasserait sincèrement la République, il partit de suite. Débarqué à Trieste, il traverse le Simplon, arrive à Genève. Sans même consulter les journaux, s'imaginant trouver la France déjà républicaine, pleine de comités de salut public, de levées en masse et d'élan révolutionnaire, il lui semble ne pouvoir assez tôt fouler le sol de la patrie délivrée. Avisant la voiture de Ferney sur une place de Genève, il y monte, arrive à Gex, où sa figure, inconnue dans la localité, est prise pour celle d'un espion prussien. Mieux valait, puisqu'on était encore en empire, ne pas révéler son nom, s'exposer à être condamné comme espion prussien à quelques mois de prison que d'être envoyé à Cayenne en ce moment.

Il attend donc dix jours en prison ; le 4 septembre arrive, il télégraphie à Rochefort pour être délivré. Grâce à l'activité du sous-préfet, jeune homme poli et aimable, il sort enfin de cachot sur ordre venu de Crémieux. Le commissaire de police qui l'avait arrêté se recommande à lui pour obtenir de l'avancement, et le prend à témoin de son zèle et de sa sagacité ; les geôliers qui l'avaient gardé et tous les gardes champêtres des pays voisins emplissent sa cellule avant son départ, le suppliant de demander pour leurs cousins des bureaux de tabac au gouvernement nouveau.

II

Le plan du bon sens opposé à celui de Trochu.

A Paris, Flourens court à l'Hôtel de Ville. C'était le 8 septembre. Il demande Rochefort. Voici ce qu'il comptait, à force d'enthousiasme, obtenir, par l'intermédiaire de celui-ci, du gouvernement de la défense nationale.

A l'étranger, l'appel immédiat à la révolution, des barricades à Berlin et à Vienne, l'Espagne arrachée à la trahison de Prim et lancée hardiment dans les voies républicaines, Garibaldi, aidé de vingt mille hommes, de fusils et d'argent, proclamant à Rome la république italienne, des agents envoyés à Londres pour y dire au peuple esclave des travailleurs les principes nouveaux, la solidarité des peuples, l'égalité entre tous les hommes et jeter bas l'édifice vermoulu de la féodalité normande. Puisque la Sainte-Alliance marchait sur Paris pour y écraser le foyer de la révolution universelle, il fallait que Paris, à force d'audace, fit reculer la Sainte-Alliance, l'obligeât, par une diversion puissante, à retourner chez soi garder ses foyers.

A l'intérieur, la destitution immédiate et la mise en arrestation de tous les états-majors bonapartistes, militaires et civils, des Trochu, des Bazaine, des Ducrot, des Schmitz et des Vinoy. Ces gens-là devant toujours être fidèles à leurs origines, à leurs intérêts, à leurs relations, et ne pouvant que trahir la République, celle-ci devait les mettre de suite hors d'état de lui nuire. La rentrée dans le rang de tous les officiers; quelle confiance pouvaient inspirer à leurs soldats et à la République les favoris de l'empire, les colonels du Deux décembre, les collègues des vaincus de Sedan. Les Hoche et les Marceau, sous-officiers connus, estimés de leurs camarades, mais absolument ignorés de la promotion au choix

et à l'ancienneté, sortant du rang par l'élection. Les soldats sont très-capables de s'élire de bons chefs; ils savent que leur salut dépend de celui qui les commande, et devinent, par un instinct très-juste, les capacités réelles. Saint-Cyr n'est qu'une école jésuitique de cadets de l'ancien régime, ennemis de la révolution et peu estimés du soldat qu'ils commandent de par la toute-puissance de l'argent. Quelle immense émulation aurait donné à toute l'armée le principe de l'élection appliqué au commandement.

Fusiller tout traître qui parle de reddition, fusiller tout lâche qui prend la fuite devant l'ennemi, non pas seulement à la manière de Trochu, les pauvres soldats, mais surtout les officiers et les généraux dont la trahison, toujours impunie, est bien plus coupable que celle des soldats.

Comme mesures stratégiques immédiates, faire sortir de Metz et de Paris toutes les forces déjà organisées et disponibles. Ne laisser dans Metz que la garnison nécessaire pour soutenir le siége. A quoi bon affamer cette ville en y maintenant une armée inutile, puisque avec un petit nombre de défenseurs, grâce à ses puissantes fortifications, elle est imprenable. Avec les troupes sorties de Metz, faire une armée de secours que l'on dirigerait de suite sur Strasbourg, non pour livrer de grandes batailles, puisqu'elles nous réussissent si mal, mais pour harceler chaque jour l'ennemi par derrière, tandis que les assiégés détruiraient ses travaux par devant, et obliger ainsi les Allemands à lever ce siége.

Avec les troupes sorties de Paris fortifier Versailles, construire un camp retranché à l'orient, sur la route de l'ennemi, jeter vingt-cinq mille hommes dans chacun de ces deux camps, mettre ainsi un temps d'arrêt à la marche victorieuse des Allemands, ce qui permettrait de soulever la province et de ravitailler largement Paris. Autour de la capitale, remuer puissamment la terre, toutes nos fortifications étant devenues insuffisantes depuis l'emploi de l'artillerie à longue portée; couper tous les bois de nos environs si dangereux pour la défense de la place, les emma-

gasiner dans la ville et les faire sécher pour le chauffage pendant l'hiver; s'emparer de tous les accidents de terrain favorables à la défense, de toutes les collines qui commandent les approches du cirque parisien ; y élever en terre des retranchements formidables, garnir ces retranchements de nombreuses bouches à feu se chargeant par la culasse, demandées activement à l'industrie privée et fondues avec tout le bronze, tout le métal que possède Paris ; créer ainsi une nouvelle ligne de défense, supérieure à celle de nos forts, éloignant davantage l'ennemi de nos murailles, prévenant tout danger de bombardement ; confier cette artillerie à nos canonniers de la marine, ces excellents pointeurs, rapidement appelés tous à Paris.

Ainsi défendu, Paris devenait réellement imprenable ; car, si l'assiégé n'est pas traître ou imbécile et veut faire autre chose que dormir au Louvre, investir réellement, efficacement, un si vaste périmètre qu'un million d'hommes à peine pourrait embrasser, est impossible.

Ni argent, ni hommes, ni bonne volonté de la population, ne manquaient pour accomplir tous ces travaux, et il aurait mieux valu y dépenser plusieurs milliards que les donner aux Prussiens. C'était Paris, comme capitale, qui devait défendre la province en se défendant lui-même énergiquement, au lieu d'attendre lâchement le secours de celle-ci, au lieu de trahir la France, de livrer ses villes non fortifiées et ses villages aux fureurs de l'invasion.

En travaillant ainsi courageusement, sans perdre une seule de ces minutes précieuses d'où dépendait le salut de la République et l'honneur de la France, on pouvait retarder d'un mois l'investissement de Paris, l'empêcher même de devenir jamais complet. Que n'aurait-il pas été possible de faire en un mois ! Si, au lieu d'être séparé de la province et du monde à partir du 18 septembre, Paris avait conservé un mois encore ses communications libres avec le reste de la France, il pouvait soulever celle-ci tout entière, s'approvisionner par de vastes commandes dans le Midi, dans l'Ouest,

et en Angleterre, de deux millions de rations de vivres pour un an, acheter à Londres ou à New-York huit cent mille bons fusils à tir rapide, des mitrailleuses américaines, des canons anglais, chose facile, malgré la neutralité officielle de cette puissance dont les marchands ont bien vendu des canons aux Russes pour la guerre de Crimée.

Ordonner en province la levée en masse, et la faire exécuter sérieusement. Quand les toits brûlent, quand les femmes sont violées, les enfants écrasés par les obus, il n'est plus permis à personne de n'aimer point la guerre et de rester chez soi. Envoyer à tout homme en âge de porter les armes sa feuille de route. Mettre les gendarmes à la poursuite des retardataires, fusiller les récalcitrants. La vie de l'homme cesse d'être sacrée quand, par sa lâcheté, il compromet le salut public, l'existence de la société qui l'élève et le nourrit. D'ailleurs, peu d'exemples de cette sévérité martiale bien appliquée suffiraient à rendre du cœur aux masses, à changer en héros les esclaves les plus abâtardis par l'empire. Transformer la France entière en un vaste camp, où l'on ne s'éveillerait plus qu'au chant de la diane, jusqu'à l'entière délivrance du sol national.

Créer dans chaque département un camp d'instruction où les recrues seraient de suite armées, équipées, aisément exercées pendant que le temps était beau encore et qu'un splendide automne facilitait tant les manœuvres en plein air. Profiter, pour instruire ces conscrits, du savoir technique et de la bonne volonté de tant de sous-officiers rejetés dans la vie civile par l'inique et absurde loi Niel, qui, sous prétexte de rajeunir le cadre des officiers, avait eu pour seul but de fermer le chemin de l'épaulette aux sous-officiers républicains, de bonapartiser l'armée en y admettant à commander uniquement de petits jésuites de Saint-Cyr, futurs héros de Sedan.

Faire coudre à toutes les femmes des vêtements solides et chauds pour les soldats de la République, chemises et caleçons de flanelle, tuniques, pantalons et manteaux, de

nos meilleurs draps ; faire de chaque ville, de chaque maison, un atelier de vêtements et d'équipements militaires.

Dans Paris, où abonde l'élément guerrièr, où presque dans chaque maison il y a un homme qui a été au service militaire, où les femmes même sont braves, et dans les guerres civiles soutiennent de leur courage fils, amants et maris ; dans Paris, constituer une garde nationale invincible. Puisqu'il s'agissait de défendre Paris, nul ne devait aussi bien se battre que les Parisiens. Ils l'ont fait voir à Montretout. « Les gandins » des boulevards intérieurs et « les titis » des boulevards extérieurs, tous ces fruits de la corruption impériale, bien enrégimentés, bien commandés, nous en ferions des héros.

Au bataillon, institution impériale qui a pour but d'annihiler la garde nationale, en morcelant, en divisant ses forces, comme dans le civil les mairies multiples substituées à la commune de Paris tuent la vie municipale de la cité, l'asservissent aux plus odieux despotismes, au bataillon substituer le régiment, unité sérieuse de combat. Grouper les régiments par divisions confiées à des hommes jeunes, énergiques, républicains, simples soldats ou simples sous-officiers la veille. Réunir ces divisions en une armée indépendante, marchant sous le commandement d'un chef élu par elle, et il y aurait eu assez de combattants dans la garde nationale seule pour reconduire victorieusement les Prussiens jusqu'au Rhin.

Changer entièrement de tactique. Autant Sedan éclipse Waterloo, autant la tactique du troisième Bonaparte, inaugurée en Italie, où heureusement Mac-Mahon vint à temps tout sauver, surpasse celle du premier. Elle consiste à n'opposer jamais à son ennemi que des forces très-inférieures en nombre à celles dont celui-ci dispose. Ainsi, malgré tout leur héroïsme, furent constamment battus les Français, luttant un contre dix. Cette tactique, d'un genre tout nouveau, a été constamment suivie par Trochu dans toutes ses rencontres avec les Prussiens. Mettre au contraire trois

Français contre un Prussien, afin de nous aguerrir et de nous relever le moral abattu par tant de défaites, afin de vaincre, à coup sûr, en attendant que nous puissions, fortifiés par la victoire, lutter hardiment à un Français contre trois Prussiens.

Au lieu d'aller à l'aventure, selon la tactique de Trochu et de Bonaparte, se heurter contre des forces inconnues, se faire toujours bien éclairer, chose facile avec les réfugiés de la banlieue parisienne qui connaissent très-bien le pays, qui savent tous les accidents de terrain, qui peuvent servir d'excellents espions. Au lieu de se laisser surprendre à la Frossard, organiser contre l'ennemi de constantes surprises, le harceler sans cesse, détruire ses travaux chaque nuit, lui rendre le siége de Paris aussi insupportable et aussi long que l'a été pour nous celui de Sébastopol.

Faire de suite les élections municipales de Paris. Rien ne pouvait mieux établir la confiance dans la grande cité, y fonder l'union fraternelle entre tous les citoyens, que cette mesure réparatrice d'une odieuse violation du droit. L'Empire avait mis Paris et Lyon hors la loi; ce que la dernière commune de France, la plus petite ville, le plus humble village possédait : le choix des magistrats chargés de gérer les intérêts communs, il l'avait obstinément refusé aux deux capitales de la France. Le gouvernement provisoire de la République, composé de députés assermentés à l'Empire, simplement acclamés au 4 septembre, mais non élus régulièrement, n'avait aucun droit à continuer cette usurpation, à refuser à Paris sa commune, l'élection de ses magistrats. La défense devait au contraire puiser dans cette élection, dans cette constitution de la commune la force la plus invincible.

Qui pouvait mieux que les élus du peuple, magistrats populaires, tirés de son sein, ayant toute sa confiance, travailleurs connus, estimés dans leurs quartiers; qui pouvait mieux faire accepter les souffrances du rationnement, si elles devenaient nécessaires, les adoucir par des ménage-

ments et des égards infinis; opérer, sans blesser personne, tout réquisitionnement exigé par le salut public; prévenir, au besoin châtier, toute tentative d'accaparement, d'agiotage sur les subsistances, toute spéculation odieuse sur la misère commune; répartir équitablement, selon les ressources de chacun, la somme de maux à souffrir, en allégeant la part des pauvres; et introduire enfin, grâce au siége, doucement et tout naturellement, l'égalité dans les mœurs, la justice dans les relations sociales.

III

Impossibilité de sauver la République avec de tels dictateurs. — Confiance que Paris accorde à Trochu. — Son incapacité complète.

A peine Flourens avait-il commencé, Rochefort l'interrompit : « Mon cher ami, inutile d'aller plus loin. Vous n'obtiendrez absolument rien de tout cela. Trochu vient de déclarer en plein Conseil que si les Prussiens le veulent, ils prendront un de nos forts en deux heures, et entreront à Paris dans les vingt-quatre heures. Du reste, Trochu est le meilleur de tous nos généraux. »

Déjà Trochu avait commencé vis-à-vis de Rochefort à user de flatterie. Vieille tactique de jésuite qui presque toujours réussit. Il s'efforçait à le séduire en faisant grand éloge de cette popularité qu'il voulait peu à peu lui enlever toute. « Nous deux seuls dans ce gouvernement, s'écriait souvent ce Basile à képi galonné d'étoiles dorées, nous deux seuls sommes puissants, moi par l'armée, vous par le peuple, que d'un signe vous pouvez soulever. » Ainsi espérait le vieux chouan, mortel ennemi de la Révolution, soumettre à sa domination, et peu à peu annihiler le seul homme du gouvernement qui pût gêner ses plans. Représentant la volonté populaire de vaincre ou de mourir, Rochefort devait s'opposer, au nom du peuple, à la reddition de Paris

que, dès cette époque, soit incapacité complète, soit trahison, Trochu osait méditer. C'est pourquoi il flatta Rochefort, le réduisit par adresse à l'impuissance complète.

Que devait faire Flourens en présence d'une aussi triste révélation. L'appel à l'émeute ? personne ne l'aurait suivi. Excepté deux mille ouvriers peut-être, jeunes gens, pleins de cœur et d'intelligence ; excepté les citoyens Félix Pyat, Blanqui, Delescluze et leurs amis ; excepté Cluseret, républicain éprouvé, général d'avant-garde de la grande guerre américaine qui aurait de grand cœur traversé vingt fois les lignes prussiennes, personne ne comprenait alors ou ne voulait comprendre la situation à Paris. Cette minorité d'hommes clairvoyants n'aurait pu entraîner le peuple, habitué par l'Empire à se défier de lui-même et de ses vrais amis, à croire aux dieux sauveurs, et regardant Trochu comme le sauveur du moment. En supposant même que les autres proscrits de l'empire, Victor Hugo, Louis Blanc, Ledru-Rollin, ces hommes qui par leur tout-puissant talent, par leurs admirables ouvrages, ont toujours glorifié la République ; ces hommes, que la bourgeoisie pusillanime ne voit pas de mauvais œil, eussent voulu prendre part à la destruction de la dictature Trochu, l'opinion publique ne les aurait pas suivis alors.

On aurait cru voir en eux des ambitieux avides de pouvoir, ne sachant pas s'effacer quand il le fallait, et sacrifiant à leur désir de commander l'union si nécessaire au salut de la République. On les aurait laissés seuls, ils auraient échoué, ou n'auraient triomphé que par la violence et n'auraient eu aucune force morale. On leur aurait dit : nous reconnaissons vos services, mettez-y le comble en ne troublant pas cette admirable entente de tous les citoyens qui règne depuis la naissance de la République. Si vous voulez être utiles, demandez à ceux qui gouvernent, à ceux qui ont pu, sans effusion de sang, renverser l'empire, remettre le peuple en possession de ses droits, demandez à Jules Favre et à Trochu de vous associer à leur pouvoir.

Cette dernière proposition, insensée sans doute, puisque d'honnêtes gens, voulant la défaite des Prussiens et la République, ne peuvent être associés avec des misérables, voulant la défaite des Français et la restauration monarchique, cette dernière proposition à cette époque séduisait pourtant beaucoup de bons esprits.

Car, le peuple, essentiellement honnête et généreux, ne veut pas croire à la trahison. Elle répugne tellement à sa noble nature qu'il lui faut la voir consommée, qu'il lui faut se sentir livré pieds et poings liés, pour qu'il consente à se dire trahi. Ces hommes qui le commandaient ne les avait-il pas tout récemment élus avec enthousiasme sous l'Empire; ce vénérable Garnier-Pagès, dont les longs cheveux blancs et les vastes faux-cols blancs symbolisent si bien la pureté d'âme et l'antique candeur, pouvait-il trahir? Jules Simon, le philosophe du devoir, le vertueux philanthrope toujours logé sous les toits; Pelletan, l'austère buveur d'eau, le bon père de famille; Trochu, l'inventeur de la force morale, l'ennemi juré du luxe et des prostitutions de l'empire, le tartufe le mieux réussi qui ait jamais été vu; tous ces braves gens pouvaient-ils trahir?

Il y avait bien Gambetta, qui, comme le caméléon, change de couleur selon qu'il passe d'un sol à un autre sol, du milieu bourgeois au milieu ouvrier. Il y avait bien Jules Favre, ce visage de traître. Il y avait bien le gros petit Picard, dont le ventre est le seul dieu, et qui a toujours inspiré médiocre confiance. Mais, la probité inattaquable des autres ne répondait-elle pas de la probité de ceux-ci? Se défier d'un gouvernement si honnête, l'attaquer, c'était travailler pour les Prussiens.

Donc, il fallait se résigner, il fallait ronger patiemment son frein, laisser se perdre tant d'heures précieuses pour le salut de la République, assister impuissant et la rage au cœur à la trahison de ces gens-là, jusqu'à ce qu'il vînt au peuple un éclair de bon sens et d'énergie. Il fallait hâter ce moment, en reproduisant chaque jour les réclamations qui

précèdent dans les journaux républicains *le Combat, la Patrie en danger, le Rappel*. C'est ce que fit Flourens. Mais la presse n'agit qu'à la longue, dans les situations pressantes elle est l'impuissance personnifiée. Elle ne peut que constater, à chacun des moyens de salut perdu par les traîtres et les incapables, qu'il en reste encore d'autres; elle ne peut qu'adjurer l'opinion publique de contraindre à marcher en avant ceux qui demeurent obstinément immobiles.

Il fallait, pour éviter le découragement, se retremper parmi le peuple. Ah! qu'il était beau à voir alors, si plein d'ardeur, d'enthousiasme, de confiance dans la victoire! Il allait à travers les rues, chantant fièrement *la Marseillaise* ou *le Chant du Départ*, souriant à la menace de l'invasion prussienne, prêt à la refouler au pas de course jusqu'au Rhin. Il ne croyait pas qu'on pût le tromper, usurper le nom de République pour le conduire à travers l'opprobre et la défaite à la monarchie. Il saluait une ère nouvelle de régénération, d'égalité sociale, de justice et de paix universelle. Pour conquérir ces grandes et belles choses, il était prêt à verser tout son sang. Il s'enrôlait en foule dans les rangs de la garde nationale, qui devenait une admirable armée. Il ne calculait pas s'il aurait un morceau de pain à manger, à donner à sa femme et à ses enfants; le salut de la patrie l'appelait, il quittait son gagne-pain, son atelier, son salaire quotidien. A cette époque, M. Jules Favre n'avait pas encore dédaigneusement fixé à trente sous par jour le prix du sang d'un citoyen parisien. Il n'avait pas encore accordé aux « nécessiteux » ces trente sous qu'il reprend d'ailleurs si dextrement dans nos poches, aussitôt donnés, en nous vendant tout ce qui ne lui appartient pas, la farine de nos magasins, les chevaux de notre armée, le bois de nos forêts. En attendant l'aumône si dérisoirement insuffisante de Jules Favre, on allait gaiement, le ventre creux, apprendre l'exercice du fusil et monter la garde aux remparts.

La bourgeoisie, crédule, à laquelle on peut prendre, comme l'a fait Napoléon III, milliards sur milliards, en lui

faisant peur du peuple, avec qui l'égalité lui coûterait infiniment moins cher et lui rapporterait beaucoup plus de bonheur, la bourgeoisie n'est point méchante naturellement. Elle ne le devient que si un imposteur, cherchant à diviser pour régner, lui montre le spectre rouge. Alors, rendue furieuse, comme le taureau, elle se précipite sur ses frères, les massacre aux journées de juin. Mais, le 4 septembre, elle était au contraire pleine d'amour de la concorde, dont elle sentait le pressant besoin vis-à-vis de l'ennemi commun, pleine de désir d'union intime et sincère avec le peuple. Ces sentiments ont été changés ensuite par l'intrigue machiavélique de MM. Favre et Trochu, qui avaient besoin, pour pouvoir nous livrer aux Prussiens, de nous désunir. Aux premiers jours du siége, ils étaient très-réels et très-puissants.

Ainsi, la situation morale était magnifique. Confiance absolue de tous les citoyens les uns dans les autres et dans leurs chefs. On ne demandait qu'à être sauvé de la défaite, du déshonneur, qu'à défendre énergiquement Paris, et l'on était prêt à tous les sacrifices pour atteindre à ce but sacré. Jamais pouvoir aussi complet, dictature aussi absolue, ne fut accordée d'aussi bon cœur à aucun chef de peuple. Le gouvernement de la défense nationale pouvait tout demander, tout prendre, tout ordonner pour le salut public, on ne lui refusait rien. Si ces gens-là avaient eu seulement une lueur d'intelligence et de probité, ils sauvaient la France et fondaient la République à tout jamais, rien qu'en laissant libre essor au peuple.

Mais ils n'ont jamais eu qu'une seule idée : la défense est impossible, qu'une seule préoccupation : traiter avec l'ennemi au plus vite. Le reste, tout ce qu'ils ont fait pour contenter l'opinion publique : escarmouches avec l'ennemi, travaux du génie aux remparts, commandes de canons à tir rapide, armement, puis mobilisation en partie, de la garde nationale, n'a été que mensonge et comédie. Ils n'ont pas eu un seul moment la volonté sérieuse de faire usage de ces

immenses ressources pour chasser l'ennemi. Ils ont permis au Parisien de jouer au soldat; mais, jésuitiquement, ils ont tout fait en même temps pour le décourager de la résistance, en le fatiguant de gardes inutiles aux remparts, en l'ennuyant par une inaction prolongée, en l'énervant par une famine préméditée et factice.

Si Paris n'avait pas été doté par Thiers de forts et de remparts, cela aurait sans doute mieux valu. Le plan de Trochu aurait pu s'exécuter plus vite et plus aisément. Ce guerrier serait allé, dès l'apparition du premier hulan dans le département de la Seine, porter à Guillaume sur un plat d'argent les clefs de Paris. Il n'aurait pas été obligé de jouer la comédie lugubre de la défense, de la lutte à outrance jusqu'au dernier morceau de pain ; il n'aurait pas fait mourir de faim tant de braves gens, fait écraser par les obus prussiens tant de pauvres femmes et de petits enfants !

L'entêtement et l'incapacité de cette étroite cervelle bretonne, de ce Trochu à qui l'aveuglement des Parisiens confiait la décision suprême de leurs destinées, ne le cèdent qu'à son infatuation de lui-même. Cet homme veut être adoré. Il ne consulte personne : ni conseil de guerre, ni délibération, ni examen sérieux des forces de l'ennemi, des positions que celui-ci occupe, des meilleurs moyens de le vaincre. Rien, absolument rien, le plan de Trochu, à lui seul, opère tout cela. Ce plan a une vertu magique, c'est un charme, un talisman. — Général, nous sommes battus, le pain manque, nous allons être forcés à nous rendre. — J'ai mon plan. Ne vous inquiétez de rien. Mon plan sauvera infailliblement Paris. Vous le trouverez déposé chez mon notaire, Me Ducloux.

IV

Les collaborateurs de Trochu. — État-major de la défense : Schmitz, Ducrot, Vinoy.

Les collaborateurs de ce plan merveilleux furent à la hauteur du chef d'emploi. Certes, la France aura bien à rougir de toute cette guerre, de toutes ces trahisons, de toutes ces lâchetés, de toutes ces fuites, de toutes ces capitulations et de toutes ces captivités d'armées entières. Mais, le plus honteux de tout, ce sera d'avoir confié à de pareils ânes la défense de sa capitale. Une population brave et intelligente, comme on l'est à Paris, commandée par de tels lâches qui reculent toujours et ne savent même pas, comme a au moins tenté de le faire Bourbaki, terminer leur opprobre d'un coup de revolver, commandée par de tels imbéciles qui n'ont pas su livrer un seul combat heureux, tandis que l'héroïque Garibaldi, avec de très-faibles forces, gagnait d'incessantes victoires !

Ah ! ces généraux bonapartistes, ils ont tous aux mains le sang du peuple, une tache qui ne s'efface point ; toutes les étoiles d'or, tous les crachats d'argent, toutes les croix scintillantes de diamant, n'y font rien, elle ne s'efface point. Les années s'écoulent ; pendant vingt ans, leur victime râlait au loin dans les faubourgs, ils ont joui en paix de l'argent du crime. Ils se croyaient sauvés, ils disaient : Cette paix durera autant que nous. Nous devancerons la justice du peuple. Mais, la tache de sang ne s'est pas effacée à leurs mains. La voyez-vous ! Le Deux décembre, Aubin, Ricamarie, Mentana, les égorgés du Creuzot crient vengeance. Le pauvre ouvrier désarmé, fusillé à bout portant, la jeune fille qui lançait des pierres aux assassins de son fiancé, et reçoit une balle en pleine poitrine, tombent et de leur sang généreux rougissent le pavé, tandis que Canrobert le triomphant, et Palikao le

superbe et Vinoy l'invincible passent fièrement à cheval, entourés de leurs états-majors resplendissant de dorures.

Voici venir les vengeurs. Du Nord, ils descendent par bataillons serrés. Les malédictions des assassinés de l'Empire portent fruit. Le châtiment marche à grands pas, moissonne ces infâmes, ne s'arrêtera que quand ils seront tous tombés, tombés, non pas noblement, dans leur sang, sur le champ de bataille, la face encore menaçante tournée vers le ciel bleu, la droite crispée sur le sabre. Comme est tombé hier le héros de la Pologne, Rochebrune. Ils en sont tous incapables. Mais, tombés dans la boue, genoux en terre, face suppliante tournée vers le vainqueur prussien. Traîneurs de sabres dont les dents grincent de peur, dès qu'ils ne sont plus à dix mille, bien armés, contre les enfants de la rue Tiquetonne. Ah ! pauvre France, toi qui avais eu des Du Guesclin et des Bayard, des Turenne, des Hoche et des Marceau, toi qui as encore sous la tunique du soldat et du sous-officier, sous la vareuse du marin, tant de braves cœurs intrépides, se peut-il bien que tu sois tombée dans cet abject militarisme de lâches coquins échappés au bagne!

M. le général Schmitz, fidèle secrétaire de M. Trochu, homme qui n'écrit, n'agit et ne pense que « par ordre, » rédige en français douteux les bulletins des victoires de son patron. Si quelque chose peut encourager la défense, si des marins, des gardes nationaux, des gardes mobiles ou des soldats de la ligne ont fait preuve quelque part de réelle bravoure et d'ardeur de vaincre, soyez sûr que M. Schmitz n'en dira rien. Mais, s'il y a des désastres à signaler, des blessés ou des tués en nombre satisfaisant, quelque bonne reculade, « quelque retraite opérée en bon ordre après une forte reconnaissance, dont le but a été entièrement atteint[1], » M. Schmitz s'étend complaisamment sur tout ce

[1] Phrase stéréotypée, reproduite dans les bulletins Schmitz après chaque menue défaite de M. Trochu.

que les Prussiens ont gagné, sur tout ce que les Français ont perdu.

Paris a la fièvre, cherche avidement des nouvelles; les journaux n'ont pas le droit de parler des opérations militaires. La seule bouche autorisée est celle de M. Schmitz. Et il emploie huit jours à lasser la patience de tout le monde, en racontant chaque matin les exploits fantastiques d'un personnage douteux, nommé le sergent Hoff, qui a tué huit Prussiens!

M. Schmitz ne trahit pas. C'est la faute de sa femme de chambre, si les Prussiens savent très-bien le mot d'ordre, à peine est-il donné, s'ils connaissent à l'avance chaque fois qu'on se propose de les attaquer, l'heure exacte et le lieu précis de l'attaque. Sans doute, cette femme a un mari prussien, qui se fait de bonnes petites rentes, grâce à ce trafic conjugal d'espionnage domestique. Dès lors, tout s'explique; l'honorabilité du digne chef d'état-major général est entièrement à couvert. Et quand, après cinq mois de ce manége, la presse ose timidement réclamer, M. Trochu, indigné, prend lui-même la plume pour défendre son collaborateur en trahison. « On se permet, dit-il éloquemment, d'attaquer le général Schmitz. C'est une trame odieuse, dont les fils sont entre les mains de la justice. » La justice n'a jamais vu ces fils; mais, nous avons vu tomber sous les balles prussiennes beaucoup de nos frères et de nos amis, envoyés aux plus odieux guet-apens.

Afin d'étouffer le scandale, M. Schmitz, néanmoins, est rentré dignement « dans la vie privée. » Il n'a point daigné s'expliquer davantage, l'opinion publique doit être satisfaite. Qu'elle hésite, d'ailleurs, pour trouver le traître entre Schmitz, Trochu, Ducrot et Vinoy; qu'elle se fixe sur l'un ou l'autre de ces quatre messieurs, elle ne se trompera guère. Celui d'entre eux qui ne trahit point de parti pris et pour gagner de l'argent, trahit par ineptie et lâcheté.

A la paix, M. Schmitz ira se fixer à l'étranger, dans quelque aimable résidence, et y jouir du fruit des services

qu'il a rendus à la France et à la Prusse. Ingrate patrie, tu n'auras point ses os!... à moins qu'il n'y ait encore assez de sang dans nos veines, pour que nous mettions tous ces compères en jugement.

D'après les lois de la guerre, le commandant de place, qui n'a pas épuisé tous les moyens de défense, doit être condamné à mort.

Le général Ducrot, « le plus grand stratégiste des temps modernes, » atteint dans ses proclamations, en fait de rodomontade, le sublime du genre. « Il ne veut rentrer dans Paris que mort ou victorieux. » Et il va se faire battre stupidement par les Prussiens; et après sa désastreuse bataille, au lieu de se brûler la cervelle, il rentre chez lui dîner. Il a donné un moment d'émoi et d'espoir à cette population nerveuse de Paris; on a cru trouver en lui un homme, il se montre poule mouillée. Du reste, il avait bien le droit de violer ses promesses aux Parisiens, l'homme qui a violé celles faites par lui aux Prussiens, et qui a souillé ainsi l'honneur national. Oui ou non, était-il prisonnier sur parole? Si oui, c'est un infâme qu'il fallait arrêter de suite, et rendre aux Prussiens. Si non, si les Prussiens l'ont laissé fuir, il est leur complice, c'est un espion et un traître, venu à Paris pour nous perdre; il faut le fusiller.

Vinoy, général du Deux décembre, accepte avec résignation la tâche de dégager le gouverneur de Paris, « qui ne capitulera pas, » d'une promesse gênante. L'Escobar breton, nourri dans la pratique des restrictions mentales, n'avait point dit que Paris ne capitulerait pas. Il supprime le poste de gouverneur, met Vinoy à sa place, celui-ci capitule, le tour est fait. O peuples, combien l'on vous croit bêtes, combien impudemment on se joue de vous!

N'ayant qu'un honneur de bonapartiste, Vinoy trouve très-naturel et très-simple d'attacher son nom à une infamie. Là où un Beaurepaire se brûlerait la cervelle, lui triomphe, lui caracole fièrement à cheval sur les boulevards. Jamais

aussi honteuse capitulation n'a été faite: livrer à l'ennemi une garnison trois fois plus nombreuse que l'armée assiégeante, et cela sans avoir même tenté une seule sortie sérieuse, sans avoir même essayé de ravitailler la place, livrer à l'ennemi des forts qu'il n'aurait jamais pris et qui devaient se faire sauter plutôt que de se rendre, des remparts qui n'ont servi à rien, un matériel de guerre immense, c'est la plus grande infamie qui ait jamais été commise.

« Le moment critique est arrivé, dit négligemment Vinoy. Je ne suis qu'un soldat. J'exécute les ordres qui me sont donnés. » Vous vous trompez, monsieur Vinoy, ce n'est pas soldat, c'est bourreau qu'il fallait dire. Vous n'êtes qu'un bourreau et un lâche. Ne prostituez pas ce nom de soldat qui peut redevenir glorieux en France. Vous avez tremblé devant les Prussiens, vous avez mieux aimé leur livrer Paris que les combattre. Mais vous avez tué des hommes désarmés, des passants inoffensifs, blessé des vieillards, des femmes et des enfants sur la place de l'Hôtel-de-Ville, le 22 janvier. C'est votre seul exploit, votre seule victoire dans cette guerre, et cet exploit est vraiment digne de vous, digne du Deux décembre, digne de vos deux patrons, Bonaparte et Trochu. Il y avait quelques courageux citoyens qui voulaient protester contre l'opprobre et la reddition de Paris, une poignée à peine d'hommes, puis des curieux, puis des femmes dont les enfants mouraient de faim et qui demandaient à manger, vous avez tiré en plein dans cette malheureuse foule. Ah! comme ils étaient braves et beaux vos officiers de mobiles bretons commandant les feux de pelotons sur le peuple parisien! Vous devez être fier d'eux, général d'assassins; vous les décorerez, n'est-ce pas?... à moins que nous ne vous mettions tous en jugement, comme vous le méritez.

Pourquoi ne vous êtes-vous pas rendu prisonnier à Sedan, en même temps que vos camarades de promotion et de déshonneur? pourquoi êtes-vous venu dans notre ville, souiller nos pavés de notre sang? Le dernier caporal nous aurait ramené vos soldats mieux que vous, ne les aurait pas

découragés, démoralisés comme vous l'avez fait chaque jour en leur assurant que la défense était impossible, ne les aurait pas laissés souffrir de la faim et du froid, mourir gelés, faute de surveiller l'intendance, faute de leur procurer des chaussures chaudes et de la flanelle, surtout ne les aurait pas conduits à l'assassinat des Parisiens, mais à la bataille contre les Prussiens!

V.

Les généraux qui commandent en sous-ordre. — Leur sénilité. — Leur inertie et leur mauvais vouloir.

Derrière ces quatre personnages brillants et illustres se pressait la foule des illustrations militaires de deuxième ordre. En général, jésuites de ton et de sentiments, ne servant la République que pour la trahir et avec l'ardent espoir de l'enterrer au plus vite, gens qui figureraient mieux dans un couvent de révérends pères que dans un camp. Les plus jeunes, ceux que leur âge rendait presque impatients et téméraires plus que ne le comportait le plan Trochu, avaient au moins soixante ans. Car Trochu, voyant le cadre des officiers français prisonniers de guerre tout entier en Allemagne, s'était bien gardé de le remplacer en donnant de l'avancement à des officiers jeunes et intelligents, hardis, capables.

Ne croyant qu'à l'expérience, à la routine, et aux cheveux blancs, il était allé convoquer, pour défendre la jeune République, des vieux qui avaient déjà un pied dans la tombe. Collection de gouttes et de rhumatismes, très-respectable quand elle garde la chambre et n'entrave point l'élan d'un peuple vers sa liberté. Ban et arrière-ban des culottes de peau retraités, rappelés à l'activité, « pour aider de leurs lumières et de leur énergique concours » le sauveur Trochu. Vieillards glacés par l'âge, fatigués par leurs campagnes

contre les Kabyles et leurs longues années de garnison, qui n'avaient aucune envie de se faire tuer pour défendre la République, qui regrettaient amèrement leurs gouvernantes, leurs pantoufles, leurs robes de chambre et leurs coins du feu, qui n'aspiraient qu'à la paix, qui excitaient sans cesse leurs soldats à la demander, afin de rentrer chez eux au plus vite, et ne tarissaient point de plaisanteries sur l'ardeur des gardes nationaux, « des guerre à outrance, des soldats de trente sous. »

Ces vieillards, égoïstes et stupides, est-il besoin de le dire, ne savaient rien de la guerre contemporaine. Leur parler des manœuvres de Grant, de la campagne de Bohême, eût été peine absolument perdue. Tout au plus avaient-ils bu l'absinthe dans les tranchées de Sébastopol, fui devant les Mexicains, pris part aux deux ou trois grandes tueries d'Italie. La vraie école militaire pour eux, c'étaient les razzias sur les pauvres diables d'Arabes. On conçoit aisément qu'ils aient eu depuis le commencement de la campagne actuelle une sainte peur du Prussien. Rien qu'à l'idée d'entrer en lutte avec lui, on les voyait tout ahuris. Et cependant, ils méprisaient d'un profond mépris « le pékin », le civil, cette bonne bête, dont ils vivent grassement depuis vingt ans, et qu'ils fusillent si volontiers, sur les ordres du prince. Le pékin prend sa revanche en Amérique, en Prusse, où il devient général, où il apprend à battre si bien tous les héros moustachus des estaminets français.

Ils disaient, ces vieillards insensés : Les gardes mobiles ne se battront pas. Folie que d'aller au-devant de l'ennemi avec des gens qui s'enfuiront à la vue du premier casque prussien. Menés à l'ennemi, les mobiles se sont très-bien battus, même mieux que la ligne, dont les cadres, essentiellement bonapartistes, perdent tout. Quand on a proposé de faire avec la garde nationale de Paris autre chose que des patrouilles et des gardes aux remparts, ils ont été pris d'un rire inextinguible. Ils prétendaient voir déjà la course furibonde, échevelée, de tous ces boutiquiers, se sauvant à

la première décharge des Prussiens pour venir s'abriter derrière les jupons de leurs femmes. Ils faisaient insulter par l'un d'eux, le général-gendarme Clément Thomas, préposé au commandement de la garde nationale, les citoyens placés sous ses ordres. A en croire ce misérable, nous n'étions qu'un ramassis d'ivrognes, de malfaiteurs et de filous. M. Clément Thomas en venait même à se demander « si la garde nationale ne serait pas plutôt un obstacle qu'un secours pour la défense. »

Placée sous le feu le plus terrible de l'ennemi, à Montretout, mal commandée, fractionnée en petits corps isolés auxquels les généraux de l'armée de ligne ne daignaient même pas envoyer d'ordres, la garde nationale de Paris s'est mieux battue que les mobiles. Elle a forcé, par sa fière et indomptable attitude, ses ennemis des états-majors qui déjà ricanaient, qui espéraient la voir plier très-vite et se dégoûter à tout jamais de la guerre, elle a forcé tout le monde, même Trochu, à la respecter, à l'admirer.

Constituant une sorte de mandarinat, ennemi de toute innovation, de tout mouvement, de toute défense civile, républicaine, ces vieillards formaient deux comités, le comité d'artillerie et celui du génie. Le premier devoir d'un gouvernement, voulant réellement sauver Paris, aurait dû être de dissoudre ces deux comités, de donner essor au bon vouloir et à l'activité d'une foule de jeunes gens qui étouffaient, obscurs et inutiles, sous l'éteignoir des Guiod et des Chabaud-Latour, et qui auraient pu rendre, dans ces armes savantes, d'immenses services. Mais cela ne convenait pas au plan de Trochu ; d'ailleurs, n'était-il pas trop bon camarade de promotion et trop bon chrétien pour toucher à des « positions acquises, » pour inquiéter des généraux dont l'unique tort était de ne pas vouloir défendre Paris ? Même il finit par les décorer.

Et cependant, le génie n'a su rien faire qu'amuser les badauds de Paris par d'inutiles travaux aux remparts. La position de Châtillon, que nous avons occupée, puis laissée

reprendre aux Prussiens, et qui nous est devenue si funeste dans le bombardement de la rive gauche, n'était-il pas bien facile de la fortifier, de s'y rendre inexpugnable? Mais, Picard, ministre des finances, qui avait à payer son traitement de cent mille francs à l'archevêque de Paris, qui, au lieu de créer à la République, par des mesures révolutionnaires, les ressources indispensables pour sauver Paris, pour épargner à la France la honte et les dix milliards à donner aux Prussiens, n'a jamais su que tripoter avec la Banque, Picard refusa l'argent nécessaire. Et le génie n'insista pas. Puisque Paris devait être livré aux Prussiens, il était bien inutile en effet d'entreprendre de pareils travaux. Mieux valait économiser l'argent pour payer notre rançon, que de l'employer à des travaux de terrassement.

Au plateau d'Avron, que nous avons eu pendant trois semaines, il était bien facile, avec de la terre et des troncs d'arbres, de créer une forteresse imprenable, d'où nous aurions pu inquiéter au loin nos ennemis. Cette position, très-importante pour nous, ne devait être abandonnée à aucun prix. Le génie n'a voulu y exécuter aucun travail, et si les Prussiens ne nous ont pas fait cruellement expier la faute de l'avoir abandonnée, c'est qu'en nous rendant, nous leur en avons épargné la peine.

Le ministère de la guerre, systématiquement hostile à tout progrès, voué aux traditions bureaucratiques les plus absurdes, peuplé de ces employés mollusques, chefs de divisions, chefs et sous-chefs de bureaux, excellents pour émarger en temps de paix et pour enterrer dans leurs cartons tout projet utile, braves gens qui continuaient à paperasser consciencieusement, tandis que les Prussiens étaient aux portes, dirigé par le vieux bonhomme Le Flô, qui a eu peut-être de l'énergie il y a vingt ans, cerveau des plus ramollis aujourd'hui, gardé avec un soin jaloux par les mêmes huissiers impertinents à cravates blanches que sous l'empire, n'était qu'une nécropole.

Le Flô a eu pourtant une idée neuve et remarquable pour

la défense de Paris. Ç'a été de constituer un bataillon avec tous les commis, tous « les grattoirs » de son ministère, de donner à ce bataillon les meilleures armes qu'il put trouver, des carabines américaines remington, armes de précision et à longue portée, excellentes pour les tirailleurs d'avant-postes, et de charger ce bataillon de héros de monter nuit et jour la garde autour du ministère !

L'arme qui avait le plus besoin d'être activement perfectionnée, l'artillerie, ne pouvait d'un pareil ministère recevoir aucun élan. Comme les médecins dont s'est joué Molière n'entendaient point parler de la circulation du sang qu'ils n'eussent envie de se moquer, le général Guiod, à la seule pensée de canons se chargeant par la culasse et fabriqués par l'industrie civile, éclatait de rire. Même avec la grossièreté de paroles, habituelle aux vieilles culottes de peau, il flétrissait énergiquement cette insanité. Un homme qui est seul resté honnête parmi les membres du gouvernement, qui seul a pris au sérieux son devoir, au moins dans la partie restreinte dont il était chargé, Dorian, ministre des travaux publics, dut batailler un mois entier avant d'avoir l'autorisation de fabriquer d'excellents canons. Il est vrai qu'il a travaillé pour les Prussiens, que ces canons viennent de leur être livrés, qu'ils s'en serviront contre les Français non encore soumis, comme ils viennent de se servir contre nous des canons de Metz que le prévoyant Bazaine recommandait tant à ses soldats de ne pas gâter.

VI

Thiers mendie le secours des monarques et ne l'obtient pas. — Trochu refuse l'alliance des républicains.

Ne voulant point défendre la France, les hommes qui régnaient à l'Hôtel de Ville n'eurent qu'une idée pour terminer la guerre : mendier l'intervention des monarchies

étrangères. Aussitôt maîtres du pouvoir, ils envoyèrent le meilleur politique qu'ils purent trouver, M. Thiers, en voyage diplomatique. Puis, ils attendirent dans une criminelle inaction, le résultat de ce voyage.

Thiers crut-il vraiment à sa mission? ou bien, jugeant de suite qu'elle n'aboutirait pas, ne fit-il cette inutile démarche que pour mieux tuer la République, que pour mieux montrer à la France la nécessité de la monarchie constitutionnelle, seule capable de traiter avec l'Europe monarchique, et de réparer les désastres causés par l'Empire?

Un homme intelligent ne pouvait même admettre que la sainte alliance des rois, que la Russie, étroite parente de la Prusse, que l'Angleterre dont la reine pleure un Cobourg et qui a toujours voulu l'abaissement.de la France, que l'Autriche toute saignante de ses nombreuses défaites, consentissent à sauver la République des menaces prussiennes. D'ailleurs, au cas où la protection mendiée serait accordée par un de ces rois, que ferait la Prusse? Elle n'en tiendrait aucun compte. Et le monarque compatissant ne ferait pas, à coup sûr, la guerre pour le salut de la République française, mortelle ennemie de tous les trônes européens. Mieux valait demander à ces rois de se suicider que d'implorer leur secours en faveur de notre République. Celle-ci n'a d'autres alliés que les peuples; elle s'affranchira elle-même, elle les affranchira par la propagande toute-puissante de l'idée révolutionnaire et avec leur aide renversera tous les rois.

N'était-il pas évident d'ailleurs que le comte de Bismark n'avait pas engagé l'Allemagne dans une lutte aussi grave, sans avoir à l'avance préparé le terrain diplomatique? Pénétrer en France, marcher sur Paris, dicter dans cette capitale vaincue le démembrement du territoire français, tout cela n'était possible qu'à condition d'avoir la complicité des autres grandes puissances. Comment leur faire accepter ce changement si complet de l'équilibre européen, cet immense agrandissement de la Prusse, sans leur donner en échange

de sérieuses compensations? Puisque la Prusse prenait l'occident, ne fallait-il point partager l'Orient entre la Russie et l'Angleterre? A la Russie, Constantinople, clef de son empire; à l'Angleterre, l'Égypte, passage de l'Inde. Vaste plan de monarchie universelle, où il ne restait plus debout que quatre puissances maîtresses du monde entier : en Europe la Prusse, en Amérique les États-Unis, en Asie et en Europe la Russie et l'Angleterre. La France disparaissait, s'en allait prendre place au dernier rang des nations serves, de ces pauvres nations mortes, Italie, Espagne, Irlande, Pologne, qui se sont attardées au catholicisme, à la croyance aux miracles, à la vie stérile des couvents, tandis que le reste de l'humanité marchait dans les voies fécondes de la science !

Comme il apparut bientôt après par la dénonciation du traité de Paris, ce vaste plan de partage du monde était déjà tout préparé. Que pouvait en échange de ces projets si brillants, si séduisants, offrir à la Russie, à l'Angleterre, la République bâtarde représentée par M. Thiers et défendue par le plan de M. Trochu? Rien, absolument rien. Et quelle sympathie pouvait-elle rencontrer chez les peuples pour forcer la main aux gouvernements, les contraindre à nous porter secours ? Aucune, absolument aucune. Toutes les nations justement irritées des forfanteries insupportables « du grand peuple, » nous haïssaient même à cause de l'infamie de Bonaparte, bras séculier des jésuites et du pape, champion assidu de la réaction et du catholicisme dans le monde entier, au Mexique, en Chine et en Cochinchine, en Syrie et à Mentana, souteneur universel de toute politique d'oppression et de retour au moyen âge.

Ah ! si Paris n'avait pas eu les menottes aux mains, si ce grand foyer révolutionnaire avait brûlé, si nous avions pu fonder la République véritable, démocratique et sociale, universelle, les rois, au lieu de rire de nous, auraient tous tremblé! Sentant à l'ébranlement profond de leurs trônes que les peuples, plus instruits et plus mûrs, ne veulent plus d'eux et ne combattront plus, comme ils le faisaient en

1793, contre le droit, le vrai et le bien, contre la Révolution, ils se seraient empressés d'intervenir. Et, afin de détourner la terrible menace, ils nous auraient offert, ils se seraient chargés de faire accepter à la Prusse une paix immédiate, la meilleure possible.

M. Thiers fut reçu par la cour de Pétersbourg avec une politesse exquise. Cette politesse était évidemment de très-bon augure ; elle signifiait que la Russie, pour complaire à notre ambassadeur, était prête à envoyer trois cent mille hommes à notre secours. Pauvres grands enfants que nous sommes, tombés en décrépitude sénile par l'effet du Bas-Empire et du catholicisme, nous croyons niaisement les plus absurdes mensonges, pourvu que notre vanité en soit flattée! Il a suffi, aux derniers jours de l'Empire, lorsque nous étions partout vaincus, de publier que le czar, empereur de toutes les Russies, avait invité M. Fleury, ce personnage peu recommandable, notre ambassadeur, à s'asseoir « sur une seule fesse, » dans le traîneau impérial, à une chasse à l'ours, pour que cette galanterie impériale fît palpiter d'espoir tous les cœurs vraiment français. Qui refusait de croire à l'alliance russe était justement traité d'ennemi de la patrie.

Malgré toute l'eau bénite de cour dont il fut comblé, M. Thiers n'obtint d'autre résultat que d'avilir le nom de la République française, et de faire perdre à notre défense un temps très-précieux. C'est assurément ce qu'il avait dû prévoir. Trop expérimenté pour s'être aveuglé un instant sur l'inutilité des efforts qu'il s'était chargé de tenter.

Enhardie par ces échecs diplomatiques, la réaction monarchiste, s'en vint, sans aucun respect pour le nom français, intriguailler chez l'ennemi à Versailles, espionner à Paris, monter des trames orléanistes à Tours et à Bordeaux, faire partout le mal.

Malgré la sage doctrine de Monroë, qui réserve l'Amérique aux Américains et leur interdit l'immixtion dans les affaires du vieux monde, malgré le vaste développement des

intérêts germaniques aux États-Unis et l'augmentation constante de la prolifique émigration allemande dans ce pays, malgré la politique anglaise de démembrement et d'affaiblissement des États-Unis, suivie pendant leur guerre de sécession par l'imbécile Bonaparte, contrairement à tous les intérêts français et dans le seul espoir de tuer une République, malgré l'odieux et stupide égorgement d'une autre République par le même despote aux portes des Américains, outragés, menacés dans leur indépendance par la fondation en pleine Amérique républicaine de ce trône pitoyable d'un archiduc autrichien destiné « à régénérer les races latines, » malgré cette attitude toujours hostile de la politique bonapartiste qui avait forcé les Américains à chercher ailleurs des sympathies, à se tourner vers la Russie et la Prusse, malgré tant de légitimes motifs de répulsion, la République américaine était disposée à nous secourir.

Non certes qu'elle se crût obligée, comme nous le prétendons avec notre vanité habituelle, à nous témoigner une bien grande reconnaissance pour le service que nous lui avons rendu lors de sa fondation. Ah! si l'Amérique n'avait pas eu de meilleurs républicains que la Fayette, cet ami de Louis-Philippe, qui voyait en ce roi « la meilleure des républiques, » elle n'aurait pas établi les institutions sensées et bienfaisantes dont elle jouit. Non certes qu'elle se sentît bien sympathique à cette singulière République française d'avocats bavards, ignorants et brouillons, de journalistes déclamateurs, de généraux jésuites, d'hommes d'État intrigants, avides et incapables, si différents de ses hommes politiques toujours raisonnables, toujours pratiques. Mais elle nous aurait aidés par amour des principes, par intelligence politique, pour empêcher l'Allemagne de tomber dans le même abîme que la France, de tomber en Bas-Empire, et de venir peut-être un jour renouveler dans le nouveau monde les folies mexicaines de Bonaparte. Elle n'aurait pas envoyé, à la façon monarchique, une expédition pour nous secourir, puisque ses institutions s'y opposent sagement.

Mais, l'initiative individuelle étant libre chez elle et toute-puissante, elle aurait laissé l'opinion publique soulever le pays en notre faveur, organiser d'abondantes souscriptions, créer des armées de volontaires commandées par ses meilleurs généraux pour voler à notre secours.

Le plan de M. Trochu ne pouvait permettre de pareilles excentricités. Comment lui, bon catholique, aurait-il pu, sans perdre son âme, s'entendre avec des huguenots réprouvés par notre saint-père le pape! comment lui, fils de cette vieille entêtée royaliste, la Bretagne, aurait-il pu, sans répugnance insurmontable, s'allier avec des républicains autres que M. Thiers et que M. Jules Favre? Il repoussa avec une sainte indignation les avances diaboliques de ces Américains réprouvés. Des ouvertures lui furent faites, il n'y répondit même pas. Il eut soin de s'entourer de personnages esclavagistes, particulièrement désagréables aux Américains, afin de leur ôter toute tentation de revenir à la charge.

Prim, ce misérable traître, Trochu espagnol, aujourd'hui châtié, l'un des auteurs de l'épouvantable guerre qui ravage et désole l'Europe, tourmentait en ce moment sa patrie par ses intrigues monarchistes. Le Hohenzollern ayant manqué, il intriguait pour la maison de Savoie. De généreux citoyens espagnols étant venus demander au ministre des affaires étrangères de la République française son appui, afin de triompher promptement du parti royaliste et de consacrer ensuite toutes les forces de l'Espagne délivrée à sauver la France, M. Jules Favre les remercia pompeusement de leur bon vouloir, et ne conclut aucune alliance avec eux.

L'Italie, à peine affranchie du joug étranger, était tombée sous un autre joug, non moins dur et pesant, celui des jésuites de robe courte, tout-puissants depuis Mentana, grâce à l'alliance de Bonaparte. Sa flotte vaincue à Lissa, son armée battue à Custozza, ne servaient plus qu'à garder Garibaldi prisonnier dans l'île de Caprera, ou à le blesser au guet-apens d'Aspromonte. Ces défaites, ce rôle ignoble de

gendarmes pour ses braves soldats, tout cela lui était imposé par son protecteur Bonaparte. Il lui prenait encore sa capitale Rome, y dépensait les millions de la France à voler, à humilier, à trahir l'Italie. Elle frémissait de rage, regardait vers Caprera si le libérateur ne lèverait point l'étendard de la révolte contre une si infâme royauté. Au bruit de la chute du tyran dont Victor-Emmanuel n'était qu'un satellite, elle fut tout entière transportée d'un élan immense. Elle ne demandait qu'un signal pour briser ses chaînes, marcher, sous les ordres de Garibaldi, au secours du peuple français. Le signal ne fut pas donné. Garibaldi seul, entraîné par son grand cœur, accourut en France. Le gouvernement lui fit de grands éloges et une belle réception, mais entrava constamment son action. On espérait l'étouffer sous les fleurs, l'empêcher de rien faire. S'il avait obtenu le commandement qu'il méritait, au lieu d'être réduit à batailler obscurément dans l'Est, si au lieu de ses vingt mille soldats avec lesquels il est d'ailleurs toujours victorieux, on lui en avait donné deux cent mille, Paris serait sauvé depuis longtemps, Paris n'aurait connu ni les horreurs du bombardement, ni celles de la famine, ni l'horreur suprême de la capitulation.

Telle a donc été à l'extérieur la politique des hommes du 4 septembre. Demander du secours là où il était impossible d'en obtenir ; refuser le secours de tous nos alliés naturels. S'ils ne sont point traîtres, ils sont les plus ineptes personnages auxquels peuple ait jamais confié ses destinées.

VII

Les Allemands sous les murs de Paris. — Siége fictif des premiers temps. Trochu reste immobile, ou ne fait rien qui vaille.

Cependant, tandis que Trochu attendait dans la plus complète inaction le résultat des négociations de Thiers, tandis

que les ministères étaient encombrés de hideux solliciteurs, s'arrachant les lambeaux de la patrie mutilée, tandis que les ministres casaient bien tous leurs parents, cousins et protégés, l'ennemi avançait toujours. Nul obstacle. Si les Prussiens avaient eu quelque général d'avant-garde audacieux, ils auraient pu entrer à Paris dès le 18 septembre, Trochu ne les en aurait pas empêchés. Bien qu'ayant deux cent mille hommes sous la main, en garde mobile, marins, troupe de ligne, bien qu'en pouvant trouver de suite quatre cent mille autres, prêts à se battre, dans la garde nationale, il affirmait n'avoir aucun moyen de résistance. Nos forts étaient à peine gardés, l'élan du peuple parisien n'était pas utilisé, on ne voulait lui donner que de vieux fusils à piston, armes dérisoires, et quand Cluseret offrait d'importer de suite d'Angleterre cent mille fusils à tir rapide, on lui refusait obstinément. Trochu espérait pouvoir dès lors mettre son plan à exécution, « livrer nos forts en deux heures, et Paris en vingt-quatre heures, » comme il l'avouait naïvement au Conseil.

Ce qui sauva Paris alors, ce fut l'erreur complète des Allemands sur son état moral. Bismark et Guillaume, quand ils eurent pris Bonaparte à Sedan, s'imaginèrent que c'en était fait de la France, qu'avec son empereur elle avait perdu toute sa force morale. Ils comblèrent de soin leur prisonnier, l'envoyèrent à Wilhemshœhe engraisser dans un palais, afin de pouvoir, après la prise de Paris, traiter avec lui, avec « le seul pouvoir régulier qui fût en France. » Puis ils marchèrent sur la capitale, espérant qu'il suffirait de se montrer sous ses murs pour que « la nouvelle Sodome, » comme l'appelaient dans leurs sermons les pasteurs protestants de Berlin, pour que « la Gomorrhe de l'Occident » se rendît à merci. Quand ils aperçurent du haut des collines qui l'environnent la grande cité, ils s'arrêtèrent un moment avec stupeur, se demandant s'il serait bien possible d'investir une aussi vaste circonférence.

Mais, quoi! cette ville n'était-elle pas peuplée de Français



méprisables, de ces lâches qui se laissaient assommer par les agents de police de l'Empire, et qui, depuis l'ouverture de la campagne, ont constamment fui devant les courageux Allemands et se sont laissé désarmer par centaines de mille? n'y avait-il pas dans les faubourgs de Paris « une populace » ignoble de pillards et d'ivrognes, plèbe de Bas-Empire, qui, saisie de peur à l'approche des Prussiens, se jetterait sur ses chefs pour les contraindre à capituler? Quand ils virent qu'on n'apportait pas les clefs de la ville à Guillaume, dès l'apparition du premier casque prussien à l'horizon, ils imaginèrent que parmi les républicains « rebelles à l'empereur Napoléon » se trouvait un général très-brave, nommé Trochu, lequel contraignait les Parisiens à ne pas capituler. Juste le contraire de la vérité, Paris ne demandait qu'à devenir un vaste camp, qu'à faire de chacun de ses fils un soldat; pour être victorieux, il ne lui a manqué que de remplacer par un bon chef un chef détestable.

Afin de contre-balancer les effets de la bravoure supposée et de la force morale de Trochu, afin de terrifier les Parisiens couards, les Allemands jugèrent suffisant de faire un simulacre de siége. Ils n'avaient pas encore de grosses pièces d'artillerie, de canons de siége; ils braquèrent sur les hauteurs, qu'on leur laissa très-paisiblement occuper, leur artillerie de campagne, laquelle faisait au moins menaçante figure. Quand ils n'eurent plus assez de canons, ils braquèrent des tuyaux de poêles! des factionnaires, en bois peint et en carton, veillaient nuit et jour, à côté de ces batteries. Ils tendirent des fils de fer tout autour de la ville, persuadés que ces fils de fer suffiraient à emprisonner deux millions de Parisiens et à les affamer pourvu que, par delà les fils, il y eût quelques sentinelles prussiennes. Puis, ils s'établirent tranquillement dans les riches villas des bourgeois de Paris, mangeant bien, buvant bien. Quelques corps de cavalerie, quelques troupes d'infanterie, furent chargés de se promener à l'entour des fils de fer, afin de simuler l'armée assiégeante. Même, pour la commodité de ces

troupes, et afin de leur épargner la fatigue, un chemin de fer de ceinture fut établi. Ainsi, l'on voit au théâtre dix figurants tourner autour d'un paravent, et représenter une grande armée.

Ils nous méprisaient bien ces Allemands! Et certes ils en avaient le droit. Ce qui les confirma le plus dans ce mépris, ce qui les engagea puissamment à persévérer dans le siége, ce fut la visite honteuse que M. Jules Favre se permit de leur faire au château de Ferrières. Ce vil personnage alla gémir aux pieds de l'impertinent Bismark sur les malheurs de la patrie. Il larmoya, il fit du pathos prétentieux et vide. L'Allemand, plein de morgue et de légitime dédain, fut inflexible: « Donnez-moi la clef de Paris, le mont Valérien, cinq milliards, l'Alsace et la Lorraine, sinon point de paix. »

Trochu se laissa enfermer dans Paris, ne bougea point, perdit dans l'inaction tout ce beau mois de septembre, où avec un peu d'activité, de cœur et d'intelligence, il aurait pu si aisément sauver la France. Il feignit l'inspiration mystérieuse, posa en dieu sauveur, parla plus que jamais de son plan qui avait déjà fait l'admiration de l'impératrice. Les badauds tombèrent en extase. Les journaux de la bourgeoisie, qui avaient soutenu l'opposition constitutionnelle sous l'Empire et qui étaient parvenus avec cette opposition au pouvoir, aux emplois lucratifs, aux places de toute sorte, n'admirent point que l'on pût critiquer le plan de Trochu « sans avoir de l'or prussien dans les poches. » Les journaux de l'ancienne police impériale, tels que *le Figaro*, un moment effrayés par le mot de République du 4 septembre, puis complétement rassurés par la bonhomie de Trochu, firent chorus. Quant aux journaux du peuple, il fut à peu près prouvé que leurs rédacteurs, Delescluze, Blanqui, Félix Pyat émargeaient chez M. de Bismark. Ainsi se forme l'opinion publique dans cette ville spirituelle de Paris!

Ce courageux et noble vieillard, Raspail, a bien raison de s'en prendre toujours de nos malheurs aux jésuites. S'ils ne sont pas la cause directe de tous nos maux, ils sont

au moins les ennemis perpétuels de notre salut. C'est par eux que nous avons été gouvernés, sous le nom de République, depuis le 4 septembre. Favre et Trochu, étant deux jésuites de robe courte, ont été soutenus par leur tout-puissant parti. Ces jésuites sont les maîtres de toutes nos administrations civiles et militaires, de presque toute la fortune publique, de la plupart de nos journaux. Ils dominent l'opinion publique en calomniant sans cesse leurs adversaires, en exaltant aux nues leurs partisans, quelque incapables et funestes au pays que soient ces partisans. Il faudra une révolution radicale à la France pour se débarrasser de cette lèpre, si elle ne veut périr.

Dès le 19 septembre, Trochu eut le plaisir de voir les effets de son plan : la déroute des Français. Enfermé d'ordinaire au Louvre et ne sachant rien des mouvements de l'ennemi, laissant en présence de forces prussiennes considérables, des troupes françaises trop peu nombreuses ou inexpérimentées, il amena une panique qui aurait pu effrayer Paris. Le combat de Châtillon montra aux Parisiens la fuite honteuse d'hommes vêtus en zouaves. Ce n'était qu'un travestissement de recrues, de soldats tout nouveaux, pris dans les dépôts. Mais, ils n'en avaient pas moins l'uniforme de zouaves, et sans doute M. Trochu comptait beaucoup sur « l'effet moral » de cette révoltante exhibition pour encourager Paris à la résistance.

Comme on s'étonnait pourtant de ne le voir rien faire, il partit en guerre le 23 du même mois et vint à bout de prendre Villejuif, que du reste les Prussiens ne défendaient pas. Non content de ce succès de son plan, il se fit battre le 30 à Chevilly et à l'Hay. Puis il se reposa.

VIII

Tactique de Trochu. — Rapports du fidèle Schmitz. — Le fameux plan à l'œuvre. — Pigeons et ballons. — La Commission des barricades.

Aussi bien que l'histoire politique, l'histoire militaire de ce siége est lamentable et navrante. Tant de bon vouloir de tous, armée et garde nationale, tant d'ardent désir de se sauver, de sauver la France, tout cela entravé, perdu, gaspillé! Nous avons entendu au mois de septembre des soldats, au visage brillant de colère, s'écrier : « Oui, nous vengerons nos braves camarades tués par les Prussiens. Qu'on nous laisse marcher en avant et nous vaincrons. » Deux mois après, ces mêmes soldats, fatigués par une longue et insupportable inaction, systématiquement découragés par leurs généraux, et démoralisés par une série de défaites, épuisés par le manque de nourriture réconfortante et de vin, glacés dans les tranchées, privés de vêtements chauds de dessous en flanelle, tandis qu'il y en avait tant à réquisitionner dans Paris, pieds nus dans des souliers froids et humides, criaient : « La paix! la paix! » et en voyant passer les bataillons de gardes nationaux ricanaient : « Ah! les voilà ces guerre-à-outrance! »

Chaque fois que le général Trochu sortait en guerre, il faisait canonner par les forts, pendant toute la nuit, l'endroit où il devait se battre. Cela ne faisait aucun mal aux Prussiens, mais avait l'avantage de les avertir à temps du point où ils devaient concentrer leurs troupes. Cela émouvait les Parisiens et, à force de bruit, leur faisait croire à la réalité de la guerre. Cela rassurait le général, comme si cette canonnade, qui ne portait point, avait dû, à elle seule, faire une trouée, lui ouvrir une large voie où il n'aurait plus eu qu'à passer ensuite triomphalement et sans aucun danger. Chaque fois qu'il rentrait vaincu, le fidèle Schmitz prenait sa

bonne plume et recopiait son éternel rapport militaire aux Parisiens : « Bonne et solide reconnaissance bien conduite, et qui a entièrement atteint son but. Engagement sérieux où se sont révélées les brillantes qualités militaires qui font la gloire et la force de notre armée. Nous avons conquis plusieurs positions importantes, mais devant le retour de forces ennemies très-supérieures, nous avons dû les abandonner. La retraite s'est effectuée en bon ordre. Le moral des troupes est excellent. Le gouverneur de Paris est satisfait de l'élan, de la fermeté, de la bravoure de l'armée. »

Ah! misérables hypocrites, charlatans sans cœur, tout galonnés d'or, c'était donc pour jouer le peuple de Paris, pour satisfaire son ardent désir de lutte, mais sans avoir vous-même aucune foi dans la possibilité d'un succès, que vous faisiez massacrer inutilement tant de braves gens! tant de braves gens qui allaient au combat de tout cœur, qui s'exposaient gaiement à la mort, aux plus atroces blessures, croyant qu'ils aidaient à la délivrance de la patrie et non pas qu'ils servaient de comparses à une atroce comédie! tant de marins héroïques qui attaquaient l'ennemi avec le sabre et la hache, et voulaient se faire sauter plutôt que de rendre les forts, tant de jeunes soldats, braves fils de nos campagnes, arrachés à leurs mères qui ne les reverront plus, tant de gardes nationaux dont vous avez rendu les petits enfants orphelins!

Ces sorties insensées de Trochu, faites sans aucun plan, sans aucun but, sans aucune idée, uniquement pour obéir à la pression de l'opinion publique, quand Paris s'impatientait trop de le voir inactif, n'auraient-elles coûté la vie qu'à un seul homme, sont un crime. Il aurait fallu, dès le premier jour du siége, harceler chaque nuit l'ennemi sur tous les points de la circonférence protégée par nos forts, ne lui laisser établir aucun travail, bâtir aucun terrassement, installer aucune batterie, employer à ces sorties nocturnes tantôt une moitié, tantôt l'autre moitié de la garnison, qui aurait ainsi été tenue toujours en éveil, et jamais fatiguée,

puis quand on aurait eu une armée bien aguerrie, bien relevée au moral par de continuels succès, la lancer une nuit, d'un élan irrésistible, par trois ou quatre points différents, tout entière sur l'ennemi, et le terrasser, sans autre tactique que d'aller toujours de l'avant par colonnes serrées à la baïonnette, et de perdre six mille hommes, s'il le fallait, pour sauver notre République et notre honneur.

Trochu prétendait bien aguerrir ses soldats en les conduisant à ces rencontres, où il laissait en réserves les deux tiers de son effectif, ne lançait sur l'ennemi qu'une force très-insuffisante. Cette force, néanmoins, pleine d'élan et de courage, s'emparait, en versant beaucoup de sang, des positions ennemies, mais, n'étant pas soutenue, devait bientôt se replier. Quelle singulière tactique! quel singulier moyen d'encourager les soldats à marcher en avant! On ne s'aguerrit pas en reculant toujours.

Nous connaissons aujourd'hui le plan de Bazaine pour la reddition de Metz, qui fut concerté à Londres entre l'impératrice Eugénie et Bourbaki. Garder une armée entière dans la place, afin d'en épuiser plus vite les provisions de bouche, fatiguer cette armée par des sorties inutiles, décourager ainsi la population civile, l'affaiblir par une famine calculée, la faire passer lentement par une série de souffrances voulues, longues attentes aux portes des boulangeries et des boucheries, pain immangeable, nouvelles désastreuses du dehors; puis, le dernier morceau de pain venu, déclarer qu'on a tout fait pour sauver la ville, qu'une mauvaise fortune s'attache à nos armes, qu'il est impossible de vaincre, et livrer tout aux Prussiens, armes, canons, munitions et forteresses. Le plan de Trochu pour la capitulation de Paris n'est-il pas une seconde édition de celui de Bazaine? N'a-t-il pas été conçu par les mêmes têtes? C'est ce que nous apprendra bientôt l'histoire des intrigues bonapartistes de Londres et de Wilhemshœe.

Pour bien exécuter ce plan machiavélique de trahison, il fallait non-seulement affamer Paris il fallait encore le sé-

parer du monde entier, le maintenir dans la plus complète ignorance de tout ce qui se passait au dehors, feindre que nous étions entourés d'une muraille de fer infranchissable, de lignes prussiennes tellement épaisses qu'aucun espoir ne pouvait rester de les percer, inventer, tandis que de braves gens arrivaient bonnement à Paris sans rencontrer aucun Prussien, quelque moyen mystérieux, qui frappât l'imagination des badauds, de communiquer à travers les airs au moyen de ballons et de pigeons, déchiffrer pompeusement les dépêches des pigeons à l'aide de la lumière électrique, monopoliser ainsi toute nouvelle dans les mains du gouvernement, confisquer la pensée, la volonté, l'action de deux millions d'hommes, diviser de plus en plus à l'intérieur de la ville, par des défiances réciproques, le peuple et la bourgeoisie, faire craindre aux Parisiens du centre les Parisiens des faubourgs plus que les Prussiens, ne pas savoir soi-même ni où était l'ennemi, ni ce qu'il faisait, ni combien il était, et ne pas le laisser savoir aux autres, entourer de ténèbres et de trahison l'esprit d'un peuple tout entier.

Bien venue était parmi les traîtres toute nouvelle de désastre. D'abord, ils devenaient inquiets; comment annoncer au peuple la nouvelle sans trop l'irriter? Puis ils espéraient qu'elle hâterait l'heure de la capitulation en produisant sur les esprits « l'effet psychologique » désiré par Bismark et par eux. « Strasbourg a capitulé. » Cela voulait dire dans leurs bouches que Paris devrait bien se hâter d'en faire autant. Ils décrétèrent une statue de bronze à la malheureuse ville qu'ils avaient si lâchement abandonnée, afin de couler en bronze leur ignominie. Ils s'imaginaient imiter ainsi les grandes inspirations patriotiques de la Convention, et ils n'étaient qu'odieux et ridicules. Plus tard, M. Jules Simon, se rappelant que la Convention, tandis que l'ennemi menaçait la France, n'avait pas cessé, tout en décrétant la victoire, de veiller au progrès de la science, fut encore plus grotesque. Il fit gonfler et partir un ballon, envoya en Afrique un astronome de choix observer une éclipse de soleil,

que sans doute le monde savant aurait laissé passer inaperçue sans le ballon de M. Jules Simon.

Autant ce gouvernement était hostile à tout ce qui pouvait réellement défendre et sauver Paris, autant il favorisait tous les étalages inutiles d'une lutte à outrance. Le moindre travail défensif exécuté sur l'un des plateaux qui dominent Paris, au plateau de Châtillon ou d'Avron, à Montretout, l'aurait évidemment beaucoup mieux protégé que toutes les barricades faites dans ses rues.

Les barricades sont bonnes dans une ville aux rues étroites comme Saragosse, dans une ville petite où l'on ne risque pas d'être tourné derrière chaque barricade. Paris, sur plusieurs points, renferme des espaces vides, assez grands pour que l'on y puisse faire manœuvrer des armées entières; à quoi peuvent servir des barricades d'un côté si l'on est tout ouvert de l'autre? D'ailleurs les barricades s'improvisent d'elles-mêmes tout à coup; faites à l'avance, elles ne peuvent que gêner la circulation, nuire à la défense en retardant les mouvements des troupes. Quand un peuple, fanatisé par le patriotisme ou la religion, veut se battre à outrance, il sait bien se créer subitement des remparts imprenables : il abat les maisons, il dépave les rues en un clin d'œil. Enfin, le plan des Prussiens étant de bloquer Paris, de le réduire à la capitulation soit par famine, soit par bombardement, il était clair qu'on n'aurait pas à les combattre dans nos rues, que notre défense était en avant et non en arrière de nos lignes, qu'il fallait les contraindre à débloquer Paris, marcher en avant, au lieu d'attendre que la famine nous fît capituler, nous obligeât à abattre nous-mêmes nos barricades.

Mais, les badauds parisiens n'auraient point vu les travaux exécutés à Montretout. Les Prussiens seuls en auraient connu l'existence et apprécié l'utilité. Au contraire, barricader les rues, cela frappait les esprits. « Vous voyez bien, disaient aux sceptiques les bonnes gens, que le gouvernement ne trahit pas; qu'il ne veut pas, comme le prétendent ces ca-

nailles de rouges, livrer Paris aux Prussiens, puisque, non content des forts et des remparts, il établit une troisième ligne de bonnes et solides barricades. Vive Trochu! C'est celui-là qui est un brave homme. Nous le soutiendrons quand même, et nous nous ensevelirons avec lui sous les ruines de nos maisons plutôt que de capituler! »

Les barricades étaient dônc une excellente spéculation sur la crédulité publique. Élevées dans les faubourgs, elles s'adressaient surtout au peuple, le ralliaient par sa bonne foi, indignement jouée, au gouvernement. Le membre le plus populaire de ce gouvernement, Henri Rochefort, trompé, lui aussi, par ces jésuites, fut nommé président de la commission des barricades. Flourens en fut nommé membre sans avoir été consulté. A cette commission affluèrent bientôt tous les inventeurs de moyens infaillibles d'exterminer les Prussiens, jusqu'au dernier, par l'eau, par le feu, par l'électricité, par les gaz et par les ballons. Triste signe de décadence quand on croit suppléer par des moyens matériels de destruction au courage, à ce courage qui faisait prendre les batteries prussiennes au pas de charge par les soldats de Valmy!

IX

Ardeur de la garde nationale. — Trochu la méprise. — Entretien avec ce sauveur.

Persuadé que les meilleures barricades étaient des poitrines humaines, animées du souffle invincible de la Révolution, Flourens ne vint qu'une fois à cette commission, et s'occupa tout entier de l'organisation de la garde nationale. En sortant, attristé et malheureux de son entretien du 8 septembre avec Rochefort, il avait rencontré son cher camarade Greffier. Il avait appris de cet excellent ami qu'un ba-

taillon, en voie de formation à Belleville, le 63e, venait de l'élire commandant, et qu'on l'attendait.

Dans le peuple il se retrempa; il y avait chez tous ces hommes de cœur tant de noble et généreuse volonté de vaincre ou de mourir, tant d'ardeur pour sauver la République, tant d'abnégation, qu'il était impossible de ne pas espérer avec eux la victoire, malgré tous les traîtres. Ils quittaient tout volontiers, femme, enfants, ateliers, travail rémunérateur, pour s'enrôler parmi les défenseurs de la Révolution. A cette époque, ils ne touchaient pas encore de prêt et ne savaient même point si on leur en donnerait jamais ou si on les laisserait mourir de faim. N'importe, la patrie était en danger, ne fallait-il pas souffrir pour elle? Ils allaient stoïquement, pendant les froides nuits d'automne, monter la garde aux remparts en blouses, avec des chaussures percées; ils grelotaient de froid, ne mangeaient presque pas; aucun d'eux ne se plaignait.

Ils mettaient tant de zèle, tant d'intelligence à apprendre les exercices et les manœuvres, à bien manier leurs armes! En trois jours ils en savaient plus que les conscrits n'en apprennent en trois mois. Ils avaient d'excellents instructeurs et en profitaient fort bien. Belleville, où les loyers sont beaucoup moins chers qu'au centre de Paris, renferme un grand nombre d'anciens sous-officiers de l'armée, renvoyés par la loi Niel à la vie civile. Ces sous-officiers faisaient de très-bons capitaines et lieutenants. Avec les ouvriers de Paris, de Lyon et de Marseille, si intelligents et si braves, on pourrait former une armée au moins égale aux armées prussiennes, bien supérieure à nos armées de villageois conscrits, éduqués par les curés de campagne. Mais une armée tellement révolutionnaire, qu'elle ne permettrait plus à aucun souverain de régner en France. Bonaparte Ier aimait mieux voir les Cosaques maîtres de sa capitale que d'armer le faubourg Antoine.

Paris tout entier n'était plus qu'un vaste camp. On choisissait pour chefs de bataillons les hommes qui avaient

donné le plus de preuves d'énergie, qui avaient montré le plus de convictions républicaines. Chacun était soldat, et, pour retrouver les victoires de 1793, il suffisait de ne pas entraver l'élan populaire. Entre peuple et bourgeoisie l'union était parfaite, la confiance réciproque immense. Des citoyens du faubourg Saint-Germain offraient à Flourens le commandement d'un bataillon.

On n'était impatient que d'une seule chose : marcher en avant. A chaque moment, on s'attendait à recevoir l'ordre si désiré de partir. On sentait le prix du temps, on comprenait que du bon ou mauvais emploi de ce mois de septembre dépendait le salut ou la perte de Paris. On avait appris en quelques heures le maniement du fusil, on marchait par pelotons bien alignés, on exécutait déjà les divers mouvements avec précision et rapidité. Même armée des vieux fusils à piston que Trochu donnait seuls à la garde nationale, réservant les chassepots à ses Bretons, la garde nationale tout entière voulait marcher de suite à l'ennemi. Sentant bien mieux que les paysans du Finistère, quelque braves que puissent être ces jeunes gens, la nécessité de défendre ses foyers, elle aurait fait des merveilles. A elle seule, sans le concours des deux cent mille soldats que Trochu maintenait dans une inaction honteuse, elle aurait pu, bien commandée, percer dix fois les lignes prussiennes, si clairsemées alors, donner la main aux armées de province, ravitailler et, partiellement au moins, débloquer Paris.

Le plan de Trochu s'opposait formellement à ces audaces. Il avait un souverain mépris pour la garde nationale. Tout en l'accablant d'éloges outrés en public, il prétendait dans l'intimité, qu'elle lâcherait pied dès qu'elle apercevrait l'ennemi. En réalité, il voulait pour occuper le peuple et l'empêcher de se mutiner, le faire jouer quelque temps au soldat, le militariser, le tenir en laisse par la solde des trente sous accordés aux hommes, et ensuite des quinze sous accordés aux femmes, aux femmes « légitimes » seules s'entend, car le saint homme n'aurait consenti, pour rien

au monde, à encourager le vice, et le pudibond Jules Favre n'admet même pas qu'une femme « non légitime » ait droit à l'existence.

Il voulait éteindre peu à peu ce beau feu d'ardeur patriotique, si incommode pour son plan de capitulation, en lassant les citoyens par des patrouilles et d'inutiles gardes aux remparts, par l'oisiveté de la vie de garnison insupportable à qui n'en a pas l'habitude, par cette eau-de-vie empoisonnée des bivouacs, qui aide à tuer le temps et qui tue l'homme plus sûrement encore, qui, même à petite dose, congestionne immédiatement le cerveau, par la famine enfin, qui, avec ce système de défense, ne devait pas tarder à venir, par la famine, qui débilite le corps et rend le cœur lâche. Afin de tuer la Révolution et de sauver ses amis les jésuites, la garde nationale devait jouer dans le plan de Trochu le rôle qu'ont joué en 1848 les ateliers nationaux. Avec la différence que, pour dissoudre ces nouveaux ateliers, les troupes du roi de Prusse remplaceraient avantageusement l'armée du général Cavaignac.

Comptant sur le courage de Flourens, dix mille citoyens vinrent de suite se faire inscrire dans son bataillon. Au lieu d'un bataillon, il eut une division pleine d'impatience fiévreuse de marcher à l'ennemi. Il était péniblement ému de voir tous ces braves gens, à peine vêtus, souffrir du froid. Il travailla de toutes ses forces, sans une minute de relâche, à les vêtir, à les chausser, à les équiper, à les exercer, et au bout de dix jours, malgré toutes les entraves d'une administration routinière et paresseuse, il eut la bien vive satisfaction d'être prêt à entrer en ligne. Il avait établi dans Belleville des ateliers de couture, où les femmes gagnaient leur vie en cousant les vareuses de leurs fils et de leurs maris. Si l'Hôtel de Ville avait bien voulu décentraliser partout le travail de cette manière, les autres bataillons auraient pu être habillés beaucoup plus tôt.

Ne pouvant conserver cinq bataillons avec le cadre d'officiers d'un seul, Flourens alla trouver le général Trochu

pour aplanir cette difficulté. Celui-ci répondit que la véritable unité de combat, d'après lui, était le bataillon. Idée absurde, puisque, avec cinq cents hommes en ligne, un chef militaire, faute de cohésion avec les bataillons voisins, ne peut rien faire. D'ailleurs, M. Trochu a pris soin de se contredire lui-même quelque temps après. Quand il a prétendu se servir réellement de la garde nationale pour tenir campagne, il a formé avec les bataillons mobilisés des régiments, et il a confié le commandement de ces régiments à des officiers dont il se croyait sûr.

Voyant pourtant que le 63e bataillon ne voulait pas abandonner le chef en qui il avait confiance, et que le cadre d'officiers d'un bataillon ne pouvait suffire à dix mille hommes, M. Trochu se décida enfin. Le grade de colonel dans la garde nationale lui répugnait trop en ce moment. Il inventa celui de « major de rempart, » vaine et pitoyable dénomination, puisqu'il devait laisser le rempart de Paris si paisible, puisqu'il devait l'abaisser lui-même devant les Prussiens. Et il conféra ce grade au commandant du 63e bataillon.

L'interlocuteur de M. Trochu, aspergé par lui d'eau bénite de cour, sortit de cet entretien plus désolé que jamais. « Oui, je sauverai Paris, lui dit le général, d'un ton pénétré, convaincu, patelin. Oui, je sauverai Paris, j'en ai la ferme conviction. Rien ne pourra m'en empêcher, j'ai mon plan. Pourvu seulement que les Parisiens ne s'effrayent pas trop de voir leurs maisons écrasées par les obus et les bombes! » Il y avait visiblement chez cet homme une affection sénile que les médecins appellent ramollissement, un certain mode de dégénérescence du tissu cérébral qui produit le verbiage incessant, incohérent, vide d'idées, plein d'infatuation de soi. D'ailleurs, regard vague et toujours indécis, une ressemblance par le côté fourbe avec Bonaparte, mais l'audace et surtout le Morny manquant pour faire un coup d'État.

Autre ruine, siégeait à la place Vendôme, Tamisier, commandant en chef de la garde nationale. Un vieux brave

homme, type d'épicier retraité, qui, sans doute, il y a vingt ans, dut avoir de l'énergie, mais qui aura passé le reste de sa vie à se repentir de cette énergie. Un inoffensif. Ne comprenant pas combien il était criminel de collaborer à la ruine de son pays, ce vieillard aidait de sa faiblesse, de son incapacité, la trahison de Trochu. Il paraissait ne pas se douter qu'il y eût des Prussiens autour de Paris. Mais, dans les premiers jours de septembre, il avait bien peur des faubourgs et demandait à chacun des nouvelles rassurantes. Ensuite il se calma, fit meilleure contenance, vint même, à la mairie du vingtième arrondissement, entretenir pendant une heure douze chefs de bataillons de la nécessité de prohiber toute réunion populaire à l'église de Ménilmontant, de la nécessité d'empêcher le peuple de rentrer en possession de ces édifices municipaux usurpés par le clergé catholique. Et cependant les Prussiens commençaient alors à serrer leurs lignes et à affamer Paris.

Imaginez les Grecs du Bas-Empire s'agitant pour savoir si la lumière qui sortait du nombril de Jésus-Christ était créée ou incréée, tandis que les Turcs appliquaient leurs échelles sur les murs de Byzance !

X

Journée du 5 octobre.

Nous étions prêts à marcher. Nous sentions que chaque journée perdue dans l'inaction emportait irrévocablement nos meilleures chances de succès; que, là où il serait encore aisé de percer les lignes prussiennes, il faudrait, un peu plus tard, sacrifier des centaines d'hommes pour s'ouvrir une voie. Le sang nous bouillait dans les veines, la terre nous brûlait sous les pieds. Que faire? Les réclamations les plus ardentes des journaux républicains étaient nulles et

non avenues. Trochu continuait à dormir ou à aller faire d'inutiles promenades aux forts et aux avant-postes. Nous devions agir, ou bien nous devenions complices de la trahison.

Dans la soirée du 4 octobre eut lieu une réunion des officiers de Belleville, sous la présidence de Flourens. Il y fut décidé qu'on irait le lendemain à l'Hôtel de Ville, avec les cinq bataillons, demander au gouvernement les dix mille chassepots laissés inutiles dans les magasins de l'État, la levée en masse, le changement complet de système militaire, la sortie immédiate contre les Prussiens en nombre suffisant pour vaincre, et non par petites colonnes, les élections municipales, le réquisitionnement et le rationnement de toutes les subsistances, qui décroissaient déjà sensiblement. Ces mesures, quoique tardives, pouvaient encore tout sauver. La manifestation n'avait rien d'illégal. Elle ne pouvait se faire qu'en armes ; d'ailleurs, les armes n'offraient rien de menaçant, mais étaient nécessaires pour assurer le bon ordre de la manifestation, pour distinguer les gardes nationaux de la foule sans armes. C'était une véritable revue de cinq bataillons, animés du plus pur et du plus sincère patriotisme, que devait passer le gouvernement, averti dès le matin par Flourens.

Tout se fit dans le plus grand calme et avec la dignité la plus grande. Les bataillons se rangèrent sur la place de Grève; puis l'état-major monta à l'Hôtel de Ville. Il y était attendu par Trochu, Gambetta, Dorian, Garnier-Pagès, Pelletan, Jules Ferry, Étienne Arago, maire de Paris. Flourens présenta ses réclamations avec une grande modération, mais avec fermeté. Trochu, visiblement embarrassé, chercha à s'esquiver en blessant Flourens, dont il se dit d'âge à être le père, en blessant tous les officiers, auxquels il reprocha d'avoir abandonné le rempart, que les Prussiens attaquaient peut-être en ce moment, pour venir manifester à l'Hôtel de Ville, en prétendant qu'on l'attendait aux avant-postes pour livrer une bataille, et que si cette bataille était perdue en

son absence, la faute en serait à Belleville. Flourens l'arrêta alors en lui donnant sa démission. « Vous n'avez pas le droit de la donner ! s'écria le jésuite ; nous nous devons tous au salut de la patrie, et aucun de nous n'a le droit de donner sa démission avant de l'avoir sauvée. » Comme Flourens persistait, « Eh bien, alors, moi aussi, je donne ma démission. — Nous la donnons tous ! » exclament en chœur les autres gouvernants, non moins comédiens que leur chef.

Pendant le mouvement général produit par ce coup de théâtre, Trochu, grâce à sa petite taille, parvint enfin à s'esquiver. Sans doute il craignait que cela ne finît mal, et était inquiet de se voir entouré de tant de bataillons républicains. Gambetta reprit la parole pour prouver l'impossibilité des élections municipales pendant l'état de siége. Ces mêmes élections avaient déjà été successivement promises et refusées deux fois par le gouvernement, et ont fini par être accordées. Tous les actes de ces gens-là portent la trace de l'indécision, de l'incapacité et de l'entêtement le plus aveugle. Gambetta, l'avocat, fit du pathos ; Arago, le vaudevilliste, fit du drame. Mais, en somme, ils essayèrent, en vrais saltimbanques, de jouer d'honnêtes gens par de vaines paroles, et ne voulurent rien changer à leur système de trahison de Paris.

Flourens, incapable de manquer de parole aux citoyens qu'il avait conduits à cette manifestation, et pourtant impuissant, devant ce refus obstiné du gouvernement, à satisfaire leurs si légitimes réclamations, maintint sa démission. En vain les officiers insistèrent pour la lui faire reprendre, en vain Ferry s'écria : « Si le sang coule ce soir dans Paris, « on dira que c'est à cause d'une démission qui ne devait « pas être donnée. » Flourens sortit de l'Hôtel de Ville, persuadé qu'il faudrait, pour sauver Paris, en venir aux mains avec ces gens-là, car ils ne voulaient ni écouter les bons conseils, ni laisser agir les bons citoyens.

On lui a reproché de n'en avoir pas fini de suite avec ces traîtres, de n'avoir pas arrêté Trochu s'enfuyant, investi

l'Hôtel de Ville avec ses bataillons, fait un appel au peuple par des élections immédiates, qui auraient remis dans des mains plus dignes le mandat usurpé si indignement par les acclamés du 4 septembre. Certes, ce n'est ni la conviction qu'il fallait des mesures énergiques et promptes pour tout sauver, ni la volonté de prendre ces mesures, qui lui a manqué. Mais nul n'a jamais sauvé un peuple malgré lui. Si Flourens avait fait cela, il se serait trouvé tout seul, et sans aucune puissance morale le lendemain. Paris croyait encore à cette époque à Trochu. Il passait pour un honnête homme, tant la tartuferie a de succès, pour un homme un peu mou, qu'il était bon de pousser en avant; mais qui finirait, grâce à son plan, par sauver Paris tout doucement et sans perdre beaucoup de monde. Aucun des journalistes républicains, ni Delescluze, ni Blanqui, ni Félix Pyat, n'était parvenu encore à persuader au peuple qu'il ne fallait rien attendre d'un sauveur, et tout de lui-même.

Ceci fut une faute: la probité qui engagea Flourens à maintenir sa démission. Contre ces gens si déloyaux il devait se servir d'armes moins loyales. Il devait conserver le commandement des cinq bataillons, force imposante, les maintenir dans le même esprit révolutionnaire, attendre patiemment l'heure, et, au 31 octobre, quand le peuple fut prêt, comprit la trahison et voulut renverser les traîtres, mettre au service de cette volonté la force matérielle nécessaire. Avec dix mille hommes, il aurait enveloppé aisément l'Hôtel de Ville, et fait tomber, même sans collision, le pouvoir des mains qui le détenaient pour le malheur commun. Ce qui lui fut impossible, comme on le verra plus tard, par la faute d'autrui, non par la sienne, et quoiqu'il ait fait, dans la nuit du 31, tout le devoir d'un bon citoyen.

Cependant, la manifestation du 5, bien que ses réclamations n'aient obtenu, en apparence, qu'une fin de non-recevoir générale, produisit un effet relativement utile, ce fut l'envoi de Gambetta en province.

Voyant d'une part qu'aucune négociation à l'étranger n'aboutissait, d'autre part que le peuple de Paris ne voulait pas capituler, les dictateurs infaillibles de l'Hôtel de Ville changèrent leurs batteries. Plus d'espoir de secours à l'étranger, espérons dans la province. Afin d'empêcher Paris de se battre, de se sauver lui-même, feignons d'attendre notre salut de la province. Nous parviendrons ainsi à faire prendre patience au peuple, à lui faire perdre un temps précieux, manger les dernières provisions, en lui affirmant chaque matin que les armées françaises arrivent à marches forcées au secours de la capitale, qu'à Rambouillet, à Étampes, à Corbeil, à Mantes, on entend la canonnade des Français, et que nous devons rester tranquilles jusqu'au moment décisif, prévu et mystérieusement préparé par Trochu, où nous n'aurons qu'à sortir pour voir les Prussiens s'enfuir devant nos troupes, et pour joindre victorieusement les armées libératrices de la province.

Comme nous monopolisons en nos mains toutes les nouvelles, comme nous interdisons aux journaux toute discussion des opérations de guerre, il nous sera très-facile de tromper Paris avec la province et la province avec Paris. Aux provinciaux les ballons, aux Parisiens les pigeons, et le tour sera joué. Grâce aux mensonges des pigeons, nous amuserons les Parisiens, nous les gouvernerons aisément, leur tenant le nez perpétuellement levé en l'air pour y regarder si le salut n'arrive point sur les ailes d'un bienheureux pigeon, nous les conduirons, sans émeute, jusqu'au dernier morceau de pain, et alors nous leur mettrons aux mains les menottes prussiennes, sans même qu'ils puissent résister.

TROISIÈME PARTIE

DÉFAITES DE TROCHU

I

Gambetta s'envole à Tours. — État moral de la province. — Les gardiens de la paix publique. — Lettre à Rochefort.

Confier aux airs la fortune de la France, en la personne de Gambetta, n'était pas une mince entreprise. Les vents semblaient ne pas se douter quel poids glorieux ils allaient porter. Deux jours ils contrarièrent le départ de l'illustre voyageur. Enfin, plus cléments pour notre salut, ils enlevèrent le vaisseau aérien chargé de Gambetta et le déposèrent au Nord, à Montdidier. Arrivé à Tours, l'avocat-proconsul ne trouva naturellement rien de fait. La délégation grotesque : le Fourichon, le Crémieux, le Glais-Bizoin, vieillards goutteux admirablement choisis pour électriser la province, l'armer toute entière et la lancer au secours de Paris, avaient paisiblement digéré et dormi, reçu de nombreux solliciteurs, casé les protégés de leurs femmes de chambre, puis repris leur somme.

Une population de trente millions d'hommes assistait impassible, inerte, à son envahissement et à sa ruine par quelques centaines de mille hommes d'Allemagne. La longue

habitude d'obéir servilement aux ordres venus de Paris rendait la province incapable d'agir par elle-même. Paris supprimé, il semblait que la province fût décapitée.

Si différente de la centralisation républicaine nécessaire pour affranchir la volonté du peuple, pour tuer les féodalités renaissantes et les despotismes locaux, la centralisation monarchique avait supprimé dans les départements toute spontanéité, tout esprit d'initiative, tout nerf et toute énergie. Sous l'empire, c'était bien la province qui régnait en France, puisqu'elle imposait, de par ses suffrages, aux capitales, à Paris, à Lyon, à Marseille, le régime impérial dont ne voulaient point ces capitales. Mais elle ne gouvernait point. Elle était même durement gouvernée par les ministres que ses élus, ou plutôt les élus des préfets, avaient pour unique mission de soutenir toujours et quand même. Son conservatisme aveugle lui coûtait le plus pur de son sang versé dans des expéditions insensées, le plus clair de ses ressources absorbé par les milliards de la dette publique, des favoris et des favorites, de l'expédition mexicaine et des tripoteurs d'argent. Elle votait tout par ordre, elle aurait voté la vente de la moitié de la France pour acheter des diamants à l'impératrice, tant elle était terrorisée, depuis le Deux décembre, par les préfets de l'Empire et autres agents électoraux, maires, gendarmes et gardes champêtres!

Imaginez la stupeur de cette population moutonnière, quand elle vit disparaître par un effondrement subit l'écrasant despotisme qui pesait sur elle. Elle n'eut ni joie de l'Empire tombé, ni crainte des Prussiens, elle resta indifférente, attendant ce que Paris déciderait, ce que Paris ferait pour chasser l'envahisseur étranger, tant vingt années d'Empire ont bien réussi à extirper de nos cœurs tout germe de vertus civiques, à n'y laisser que vil et stupide égoïsme! Bien manger étant la principale satisfaction de la province sous l'Empire, le bourgeois continua à bien manger; l'ouvrier continua à jeuner mélancoliquement; les dames continuèrent à aller à confesse et à mettre leurs fils en pension

chez les jésuites; les messieurs « les plus avancés » continuèrent à lire les livres de M. About sur le Progrès, et ceux de M. Renan sur la vie de Jésus; l'herbe continua à pousser dans les rues, et les Prussiens continuèrent à avancer.

Comment d'ailleurs aurait-on pu s'entendre? Où étaient les citoyens, capables de défendre leur patrie, dans la France impériale? Une bourgeoisie corrompue, un peuple ignorant et soumis, voilà tout ce que renfermait la France.

Le parti républicain, égorgé aux journées de juin et au Deux décembre, décimé par la misère, la fièvre et la faim, à Cayenne, à Lambessa, proscrit, éparpillé dans le monde entier, constamment traqué, pourchassé de ville en ville, de village en village, pendant les vingt années d'Empire, n'était ni en nombre ni en force.

Le pouvoir judiciaire restait aux mains de ces magistrats qui ont fait l'opprobre de la France, en condamnant avec une servilité inouïe tous les républicains. Les misérables tremblèrent d'abord, puis, voyant qu'on n'osait pas toucher à leur inamovibilité, ils reprirent courage et continuèrent leurs intrigues réactionnaires. Le pouvoir administratif fut occupé par des envoyés de Paris, par de nouveaux préfets, fruits secs du barreau parisien, inconnus aux pays qu'ils devaient administrer, n'ayant ni le courage, ni le talent nécessaire pour grouper autour d'eux un parti républicain, pour donner carrière à l'initiative individuelle de chacun, pour agir révolutionnairement.

Le pouvoir représentatif fut laissé pendant longtemps à ceux qui avaient livré la France désarmée d'abord au despotisme de Bonaparte, et ensuite à l'invasion des Prussiens, aux conseils généraux de l'Empire. De leurs mains qui, pour gagner la sportule des faveurs impériales, avaient applaudi à la guerre, ces infâmes osèrent voter les subsides nécessaires à la défense du pays. Ah! vous n'avez plus le droit de défendre la France, vous tous qui l'avez trahie vingt ans, serviteurs bien rétribués des crimes de Bonaparte. Vous

approuviez tout, dette publique sans cesse croissante, guerre du Mexique et guerre de Prusse, agiotages des banquiers juifs, des Fould, des Mirès et des Pereire, démoralisation de la jeunesse, écrasement de la pensée, suppression de la science véritable, tout vous était bon, même la plus effroyable décadence, pourvu que vos ventres s'arrondissent et que vos fils fussent bien casés. Vous étiez quelques familles qui dévoraient la France, et vous prétendez maintenant la sauver. Arrière! Vous n'avez ni le droit de veiller à son salut, ni même le droit de verser votre sang pour elle. Allez rendre gorge, allez expier dans quelque cachot le mal que vous nous avez fait. Nous ne vous pardonnerons pas, car demain vous recommenceriez.

Tous les ravages faits par les Prussiens, depuis le commencement de cette guerre, n'équivalent pas aux ravages moraux qu'a faits dans nos cœurs la corruption bonapartiste propagée par ces vendus. L'invasion prussienne a montré au peuple, qui ne voulait pas nous croire, nous les républicains, « les exaltés, » dans quelle pourriture nous vivions. Peut-être nous sera-t-elle bonne et salutaire en cela. Peut-être, fléau nécessaire, nous aura-t-elle sévèrement châtiés d'avoir subi tant de turpitudes, d'en avoir empoisonné le monde pendant vingt ans, nous donnera-t-elle la force de revivre d'une vie saine, jeune, pure et honnête, si nous en sommes encore capables.

Quoique n'ayant pas puisé dans les habitudes du barreau les inspirations élevées que les hommes de 1793 trouvaient dans la méditation constante des grands penseurs, Gambetta ne manquait pas d'intentions meilleures que celles de ses collègues. Quand il tomba des airs en province, on lui montra ce qu'il y avait déjà de fait, c'est-à-dire rien. Quelques agitations confuses, sans élan et sans entente, à droite, à gauche. Nul ne dirigeant le mouvement, tous ceux qui avaient pris les armes s'occupaient uniquement de défendre chacun sa ville natale, ce qui était le meilleur moyen de livrer aux Prussiens la France entière. Gambetta se mit à

l'œuvre. Nous le retrouverons plus tard. Quoiqu'il ait aidé avec ses pigeons aux mensonges qui nous ont perdus, nous lui devons cette justice qu'il n'a pas, comme Trochu, voulu trahir. Sa grande faute, la faute qui a stérilisé tous ses efforts, c'est de n'avoir pas renié Trochu et Favre dès le début, et de ne s'être pas étroitement allié avec les républicains. Si, au 5 octobre, il s'était uni à nous, au lieu de se jouer de nos réclamations avec des phrases pompeuses, il aurait pu arrêter le triomphe de la réaction et sauver Paris.

Une nouvelle manifestation eut lieu à l'Hôtel de Ville, trois jours après la première. Celle-ci fut tumultueuse. Flourens n'y était pas. M. le comte de Kératry, cet orléaniste zélé qui s'était emparé de la préfecture de police le 4 septembre, se signala ce jour-là avec sa brigade de sûreté. Car elle vivait encore cette odieuse brigade qui, sous l'Empire, s'était tant illustrée par des exploits vraiment bonapartistes, accablant « de bourrades » des vieillards, des femmes et des enfants, blessant à coups de casse-têtes ou d'épées des passants inoffensifs. Elle était seulement travestie et rasée. Sous ce règne du mensonge, on avait trouvé ingénieux d'appeler les anciens agents de police « gardiens de la paix publique, » de leur couper la barbe, de les habiller de cabans de pêcheurs, de les promener d'abord trois par trois le long des boulevards, puis enfin de leur rendre tous les postes de police des quartiers du centre, en attendant les autres. Partout hypocrisie, mensonge et réaction.

Cherchant successivement tous les moyens d'agir, cruellement tourmenté de voir le temps se perdre à ne rien faire, Flourens écrivit le 9 octobre une lettre à Rochefort. C'était le seul homme du gouvernement qui eût encore quelque popularité. Il l'y adjurait, au nom de cette popularité, au nom du salut commun, de donner immédiatement sa démission de membre du gouvernement : « Ne restez pas plus longtemps avec des traîtres, lui disait-il, ne devenez pas davantage complice de Trochu, le plus inepte et le plus funeste des temporisateurs. » Le lendemain parut en tête du *Rappel*

la réponse de Rochefort : « J'ai fouillé dans les sous-sols les plus impénétrables de ma conscience, j'en suis sorti convaincu que je devais continuer de siéger au gouvernement. »

Furieux de se voir ainsi attaqués, menacés de perdre ce reste de popularité qu'ils avaient l'impudence de vouloir encore conserver, les traîtres décidèrent l'arrestation de Flourens. Rochefort, craignant de l'avoir compromis par la publication de sa réponse, vint dans la nuit l'avertir de se mettre en sûreté. Le lendemain, d'ailleurs, ils changèrent d'avis. Trochu ne se sentait pas encore assez maître de la situation pour vouloir la guerre civile. Il désavoua Kératry, lui refusa les deux mesures que celui-ci réclamait : l'arrestation de Flourens et la fermeture des clubs, l'obligea même à donner sa démission. Le noble comte, laissant là ses fidèles agents de police, s'envola en ballon, et s'en alla reprendre en province le fil de ses menées orléanistes.

II

Trochu se fait battre. — Nous sommes vainqueurs au Bourget malgré lui. — Il nous y laisse écraser par les Prussiens.

Tandis que tombaient une à une toutes nos places fortes de l'Est, tandis que Toul capitulait, tandis que toutes nos villes, tous nos villages restaient ouverts sans défense aux Prussiens, Trochu, toujours impassible, attendait. Pour occuper le tapis et faire croire aux Parisiens qu'il se battait, il avait soin chaque nuit de troubler leur sommeil par le tir des forts. Ce tir dans l'obscurité ne produisait que du bruit, et ce que M. de Bismark a si justement appelé « un gaspillage inutile de munitions. » Depuis la défaite de Chevilly et de l'Hay au 30 septembre, M. Trochu avait passé les premiers jours d'octobre sans rien faire que le tir des forts. Il

avait pourtant une excellente armée, toute prête à marcher, bien supérieure en nombre à celle qui investissait alors Paris, il avait le temps le plus favorable pour faire de grandes sorties.

L'opinion publique s'inquiétait de cette inaction prolongée, même les dévots au plan commençaient à trouver l'attente longue. Pour satisfaire tout le monde, M. Trochu sortit en guerre le 13 octobre, et alla se faire battre à Châtillon. Même histoire que pour toutes ces rencontres, nous cesserons désormais de la répéter : les soldats, pleins d'ardeur, enfoncent tout, s'élancent à la baïonnette sur les Prussiens et les font fuir, il n'y a qu'à marcher en avant, et nous sommes vainqueurs ; mais M. Trochu a eu soin de n'engager les Français qu'au nombre de un contre dix Prussiens, le reste de son armée est mis prudemment « en réserve. » Revenus de leur première surprise, les Prussiens s'aperçoivent du petit nombre des Français, les enveloppent, font donner toutes leurs réserves, forcent nos braves soldats à abandonner, la rage dans le cœur, toutes les positions conquises au prix de leur sang, et à se replier derrière les forts, mutilés, impuissants, découragés.

Quand il est battu d'un côté, M. Trochu va se faire battre d'un autre, se heurtant lourdement et toujours au hasard, sans aucun plan, contre les murailles de la prison qu'il a laissé construire autour de lui.

Le 21, il marcha sur la Malmaison et Montretout, y versa du sang, puis recula derrière les forts. Cependant, le 28, et bien malgré lui, nous prîmes le Bourget. Ce fut notre seul succès pendant les cinq mois du siége de Paris, et ce succès fut obtenu par le courage et l'initiative des francs-tireurs et des gardes mobiles parisiens, malgré la défense expresse du général Trochu de triompher sur aucun point de notre ligne. Aussi, de combien de malédictions n'accabla-t-il pas ces vainqueurs, qui avaient commis le crime de montrer combien il était facile de vaincre et qui avaient fait palpiter de joie le cœur de la population parisienne tout entière.

Cela n'était pas dans son plan. Le succès de son plan était même compromis par ce succès d'un genre tout différent. Prendre le Bourget, quelle folie! le conserver, plus grande folie encore! Cette position était tout à fait inutile; il fallait la sacrifier de suite, la laisser reprendre aux Prussiens, car elle sortait de la ligne d'opérations combinée par Trochu, dans le silence du cabinet, pour le salut de Paris. O misérable menteur, comment cette position pouvait-elle vous être si inutile, puisque vous avez ensuite versé tant de sang pour la reprendre, sans y réussir, il est vrai! Ou elle était nécessaire à la défense de Paris dès le 28 octobre, ou elle ne l'a jamais été. D'ailleurs, il suffit de jeter les yeux sur la carte pour s'assurer de son importance.

Les infortunés mobiles, coupables d'avoir battu les Prussiens, furent condamnés à mort dans le cerveau infâme de M. Trochu. Haineux comme tout Tartufe qui se voit pris en flagrant délit de trahison, il se promit aussitôt une vengeance terrible contre ces braves jeunes gens. Elle était facile, il n'y avait qu'à les laisser au poste qu'ils avaient conquis, sans leur envoyer aucun secours. Le retour offensif des Prussiens était inévitable. Il eut lieu le 30. Un seul choix restait alors aux Parisiens trahis : se sauver ou se faire tous tuer. Ah! s'ils s'étaient déshonorés par la fuite, comme il aurait triomphé ce bon M. Trochu. « Voyez donc, se serait-il écrié, combien il est impossible de se battre avec de pareilles troupes qui s'enfuient dès qu'elles voient l'ennemi; combien j'ai raison de ne jamais attaquer les Prussiens en rase campagne, de rester enfermé derrière mes murailles, afin d'éviter de grands désastres et de grandes hontes. »

Ils préférèrent mourir. Aussi grands que les trois cents Spartiates, n'attendant plus aucun secours, mais espérant qu'au moins leur mort ouvrirait les yeux aux Parisiens sur la trahison de Trochu et sauverait leur Paris bien-aimé, ils attendirent de pied ferme, sans aucun trouble, les masses formidables de l'ennemi. Ils furent tous écrasés. Pas un homme ne bougea pour les secourir. Trochu savoura sa

vengeance. Ainsi fut exterminée dans cè guet-apens la fleur de la jeunesse de Montmartre. Vieux mont des martyrs, tu fus encore digne de ton nom!

Il fallait expliquer cette boucherie aux Parisiens, la leur faire même approuver. Une réflexion bien simple devait se présenter à tous les esprits : si le Bourget était si inutile qu'il fallût l'abandonner, pourquoi n'avoir pas envoyé de suite aux mobiles qui l'avaient occupé l'ordre de le quitter, de se replier sur nos avant-postes. S'il fallait, au contraire, le garder, pourquoi n'y avoir pas envoyé assez de troupes et d'artillerie pour le défendre. M. Trochu prit la plume, rejeta tout le blâme sur « la faute d'une troupe qui s'était laissé surprendre par l'ennemi, après l'avoir surpris! » Mais, grand général, vous qui avez des prétentions d'écrivain et d'orateur, vous qui avez écrit un livre, vous ignorez donc les éléments mêmes du langage militaire. Vous ignorez qu'une troupe est toujours commandée par quelqu'un, et que ce quelqu'un est seul responsable, s'il se laisse surprendre.

Vous avez ensuite rejeté la faute sur M. de Bellemare, qui a été décoré par vous pour le récompenser d'avoir si bien coopéré à votre plan. Eu réalité, M. le général de Bellemare ne vaut ni plus ni moins que vous; tous, vous êtes traîtres, soit par incapacité, soit de parti pris. Vous avez même daigné expliquer à des gardes nationaux réactionnaires qui commençaient à douter un peu de votre génie, « que si vous aviez voulu sauver les mobiles du Bourget, il vous aurait fallu engager vingt mille hommes, que les Prussiens n'auraient pas manqué d'en envoyer quarante mille, que vous auriez dû alors en engager cent mille, et que de fil en aiguille l'armée entière y aurait passé, qu'il valait donc infiniment mieux pour tout le monde que les mobiles aient succombé. »

Convaincus par ce raisonnement lumineux, les braves réactionnaires n'ont pas manqué de crier : Vive Trochu ! et sont allés raconter à leurs femmes que décidément vous étiez plus grand homme encore qu'ils ne l'avaient pensé.

III

La trahison de Bazaine cachée aux Parisiens par Jules Favre.

Les électeurs de Rochefort, qui composaient les bataillons de Belleville, désiraient revoir l'homme qu'ils avaient envoyé en 1869 au Corps législatif, pour y faire triompher leur volonté, et renverser l'Empire. Ils voulaient le recevoir sous les armes. Donc, le 26 octobre, au nom de ces bataillons, Flourens, accompagné d'un de ses amis, le capitaine de Croëz, et dans la voiture de celui-ci, alla chercher Rochefort. En montant à Belleville, la conversation porta naturellement sur l'état de nos armées de proviuce. « Il y a peu d'espoir, répondit Rochefort à une interrogation du capitaine de Croëz. Nous ferons même bien de ne pas compter sur les secours de la province, de ne compter que sur nous-mêmes. Bazaine surtout nous donne de l'inquiétude. Depuis la proclamation de la République, il n'a pas répondu à une seule de nos dépêches. Il paraît même qu'en ce moment il a envoyé à Versailles un général traiter de la reddition de Metz, au nom de l'empereur Napoléon III. » Puis, se reprenant: « Ne dites rien de cela, » ajouta Rochefort.

Cette affreuse nouvelle émut profondément Flourens. Il vit se réaliser toutes ses craintes à l'endroit des généraux bonapartistes, et en particulier de Bazaine. Il s'enferma seul, et y réfléchit tout le reste de la journée. Dans le soin pris par le gouvernement de tenir cachée cette nouvelle, il sentit qu'il y avait quelque trame odieuse et scélérate dont Rochefort ne se rendait pas compte. Il comprit qu'il n'avait pas le droit, puisque le hasard le rendait possesseur d'un secret d'État d'où dépendait peut-être le salut de la France, de le tenir caché une seule minute. Le salut du peuple est

la loi suprême. Le soir venu, à l'heure où Félix Pyat se rend à ses bureaux, Flourens courut à la rue Tiquetonne. — « En attendant que le plan de Trochu se réalise, voici déjà le plan de Bazaine réalisé. Metz est trahi, livré aux Prussiens ! » Félix Pyat fut atterré. — « En êtes-vous bien sûr ? » Flourens lui raconta de quelle manière il le savait. — « Eh bien, il faut le publier, dit Pyat, notre devoir de bons citoyens est de le faire savoir immédiatement au peuple, afin qu'il avise. » Ils rédigèrent ensemble la note qui parut le lendemain, encadrée de noir, en tête du *Combat*.

Le 27, le jour même où, la mission infâme du général Boyer à Versailles ayant abouti, Metz l'imprenable, Metz la pucelle capitulait, malgré l'indignation de la population civile et de quiconque dans l'armée avait un cœur d'homme, Paris apprenait ce désastre par le *Combat*. Habitué aux mensonges des ministres de l'Empire et de leurs continuateurs, aux défaites transformées en victoires, Paris ne voulait pas qu'on lui dît la vérité.

Si Félix Pyat avait annoncé que Bazaine victorieux accourait à marches forcées sur Paris pour nous délivrer, la foule aurait couvert Félix Pyat de couronnes. Mais, apprendre que notre dernier, que notre plus fort boulevard venait de succomber, que la trahison de Sedan était dépassée, que dans quelques jours, par suite de cette trahison nouvelle, les assiégeants allaient recevoir cent mille hommes de renfort, et surtout ces énormes batteries de siége occupées jusqu'alors autour de Metz, cela irritait profondément la foule. Son indignation aurait dû se porter tout entière contre l'Empire qui l'avait trahie à Sedan et continuait à la trahir à Metz, contre le gouvernement de Jules Favre qui avait laissé aux généraux bonapartistes nos armées à commander, et qui s'efforçait perfidement de nous tenir cachées des nouvelles si graves.

Elle aima mieux accuser du mal celui qui avait le courage de le lui révéler, le noble citoyen qui, à peine revenu de vingt ans de proscription, et tandis que d'autres proscrits

jouissaient dans un repos profond de la considération publique due à leur grand caractère, n'avait cessé de veiller nuit et jour au salut public, exposant sa liberté, sa vie même sous ce gouvernement de traîtres dont il révélait chaque perfidie, combattant dans chacune de ses pages les Bazaine et les Trochu, prophète éloquent, convaincu, véridique, mais nullement écouté par un peuple frivole, de tous les malheurs qui nous arrivaient. Félix Pyat fut maudit, non Bazaine. Ainsi l'enfant s'irrite contre la main bienfaisante qui le délivre de sa plaie. Ah ! nous sommes tombés bien bas, nous avons à faire bien des progrès pour redevenir un peuple raisonnable et viril !

Il était facile de tourner à l'aigu ces mauvaises dispositions de la foule contre Félix Pyat. C'est ce que ne manquèrent pas de faire les sbires de M. Jules Favre, déguisés en gardes nationaux; mêlés à la foule, ils l'excitaient. Dès trois heures, s'étaient formés sur les boulevards intérieurs des rassemblements menaçants. « Cet homme est vendu aux Prussiens; il accuse Bazaine qui défend la France. — Où est son journal? — Rue Tiquetonne. — Allons-y briser ses presses. » D'ignobles mouchards avinés criaient : « J'ai une balle dans mon fusil, elle sera pour Pyat, il faut faire un bon exemple de tous ces agents de Bismark! » Averti à temps, Félix Pyat put sortir, avec Gambon, par un chemin de derrière, ôter à M. Favre la satisfaction de constater au *Journal officiel* du lendemain : « Que le peuple de Paris, si intelligent et si patriotique, avait fait justice de l'un des traîtres vendus à la Prusse. »

L'invasion policière fut reçue par Odilon Delimal, secrétaire de la rédaction. Elle voulut le faire prisonnier pour le conduire s'expliquer à l'Hôtel de Ville. « Je veux bien y aller avec vous, répondit Delimal, mais libre. » A l'Hôtel de Ville on trouva Rochefort. Celui-ci s'emporta contre Félix Pyat, bien innocent pourtant de la trahison de Bazaine.

Au *Journal officiel* du lendemain parut une note révoltante de M. Jules Favre, pris en flagrant délit de mensonge

et de perfides manœuvres, furieux contre Félix Pyat de la courageuse révélation qui semblait devoir ruiner son plan de capitulation. Cette note était pleine d'effusions lyriques sur « le glorieux Bazaine qui tenait l'épée de la France d'une main si ferme et si loyale! » Et cependant M. Jules Favre, en écrivant ce mensonge, savait très-bien que Bazaine avait trahi; mais il voulait réserver cette nouvelle pour en faire usage un peu plus tard, quand il jugerait le moment opportun d'abattre entièrement le courage des Parisiens et de capituler.

Félix Pyat, traité en plein *Journal officiel* d'agent prussien, était mis hors la loi, voué à l'exécration publique. Les plus odieuses attaques, les plus grossières calomnies ne suffisaient pas à la colère de Jules Favre. Ce lourd rhéteur faisait platement de l'esprit : « le *Combat* de Félix Pyat était le combat des Prussiens contre la France ! »

Inquiet pour son ancien camarade de proscription à Londres, Flourens, aussitôt qu'il apprit la manifestation policière des boulevards, était accouru aux bureaux du *Combat*. Il y arriva au moment où Delimal venait de partir pour l'Hôtel de Ville, et où l'escalier était encore encombré d'une foule menaçante. N'ayant pas rencontré Pyat, il l'alla chercher successivement chez deux amis où celui-ci se réfugie souvent, et ne l'y trouva pas davantage. Il voulait lui dire ceci : « Rejetez sur moi toute la responsabilité de cette nouvelle. Dites que c'est moi qui vous l'ai révélée. Épargnez seulement Rochefort. Quant à moi, je m'inquiète peu de la fureur de nos gouvernants. S'ils me font interroger par leur justice, s'ils me demandent comment je sais que Bazaine a trahi, je leur répondrai : Vous nous avez séquestrés du monde entier, privés de toute communication avec le dehors. J'affirme ce fait, mais je ne puis, étant séquestré, en établir la vérité, c'est à vous de démontrer qu'il est faux, si vous le pouvez. »

En réponse à la note outrageante du *Journal officiel*, Pyat, dans le *Combat* du lendemain 29, publia ceci : « C'est

le citoyen Flourens qui m'a révélé la trahison de Bazaine. Il en tenait la nouvelle de Rochefort. » Ce dernier accourt aussitôt à Belleville, prie Flourens de le mettre à couvert. Il ne pouvait, en effet, continuer à siéger dans un gouvernement dont il aurait eu l'air de trahir les secrets d'État. Flourens l'avait engagé récemment à donner sa démission de ce gouvernement; le contraindre à la donner en le prenant dans une sorte de piége, en le faisant tomber dans un guet-apens, cela répugnait trop à Flourens. Il y aurait eu là indélicatesse grave, même déloyauté.

D'ailleurs, Flourens réfléchit que peu importait de qui venait la nouvelle, pourvu qu'elle fût sue de tous et fermement maintenue. C'est pourquoi, dans une lettre qu'il adressa ce jour même à Pyat, il prit sur lui seul toute la responsabilité, en déchargea Rochefort. Un autre membre du gouvernement pouvait aussi bien que celui-ci avoir commis l'indiscrétion. En allant le soir à la réunion des chefs de bataillons de la garde nationale, convoquée par Jules Favre à la place Vendôme, au Club des mirlitons, Flourens apprit, en effet, du commandant Longuet que Pelletan avait lui aussi divulgué le secret d'État de M. Favre.

IV

Les bataillons de marche de la garde nationale.

Afin d'occuper l'attention publique, de contenter la garde nationale qui s'impatientait de ne rien faire, Jules Favre et Trochu avaient imaginé de former « les compagnies de marche de la garde nationale. » A cet effet, fut convoquée, seulement pour la forme, une réunion de tous les chefs de bataillons de Paris. Selon ses habitudes autocratiques, M. Jules Favre n'entendait nullement laisser rien discuter du décret qui était déjà tout fait; il voulait satisfaire les chefs de bataillons en paraissant les consulter. Il leur

annonça que « la garde nationale allait enfin être appelée à jouer dans la défense de Paris le rôle important auquel l'appelait son patriotisme, que chaque bataillon devrait fournir quatre compagnies de marche entièrement mobilisées et qui recevraient le campement et l'équipement complet de guerre, que ces compagnies seraient formées au moyen des catégories suivantes : les volontaires, les jeunes célibataires, et enfin les plus jeunes mariés si les deux catégories précédentes ne suffisaient point, que la garde nationale ainsi mobilisée serait mise à la disposition des généraux de l'armée pour être employée en réserve, ou au besoin même pour marcher au combat derrière les troupes de ligne et de mobile. »

Rochebrune, le héros de la Pologne, que nous avons eu la douleur de voir quelque temps après tomber à Montretout, s'éleva avec force contre ce décret injurieux et perfide. Il peignit admirablement l'ardeur de la garde nationale, affirma qu'elle se battrait héroïquement, lui-même nous l'a montré. Il demanda « que la garde nationale ne fût pas ainsi fractionnée, qu'on eût plus de confiance en elle, qu'on la laissât constituer une armée, ce qui centuplerait sa force morale. Mise à la disposition des généraux de la ligne par petites troupes, elle n'aurait ni esprit de corps qui la soutînt, ni gloire à conquérir, ni drapeau à défendre. Elle ne servirait à rien, elle resterait isolée par petites fractions dans chaque engagement et ne pourrait que se faire tuer inutilement. Qu'on ne refusât pas aux citoyens de Paris, le droit de sauver leurs foyers. »

Imaginez une armée de la garde nationale parisienne commandée par des hommes tels que Rochebrune, au lieu de l'être par des épiciers retraités tels que Tamisier, ou par des gendarmes émérites tels que Clément Thomas. Que de prodiges n'aurait-elle pas faits ! Mais elle serait devenue la grande armée de la Révolution, elle aurait fondé la République universelle, ce que ne voulaient à aucun prix les alliés des Prussiens contre la Révolution, le jésuite Jules

Favre, le chouan Trochu. Plutôt mille fois les Prussiens à Paris que la République en France.

Millière réclama très-sensément contre ce singulier mode de formation des compagnies de marche qui aurait pour résultat inévitable de désorganiser la garde nationale, d'en militariser une partie et d'en démoraliser le reste. Il demanda l'élimination par en bas, et non point par en haut : c'est-à-dire qu'au lieu d'enlever aux bataillons tout ce qu'ils avaient de meilleur, de plus jeune, de plus actif, de plus énergique, pour en former des compagnies de marche, on leur enlevât tout ce qu'ils avaient de moins bon, hommes âgés, débiles, inaptes à la guerre, pour en former des compagnies de dépôt, des compagnies sédentaires chargées de la surveillance urbaine, de la garde aux boucheries et de la garde aux remparts. Si on procédait autrement, on mutilerait, on décapiterait la principale force de la défense, celle qui, bien commandée, bien organisée, pouvait sauver Paris.

Flourens protesta énergiquement contre tant de retards qui aggravaient chaque jour notre situation. Il affirma pourtant que nous pouvions encore être sauvés, à condition d'agir immédiatement, de distribuer de suite à la garde nationale les armes à tir rapide qui lui avaient été refusées au commencement du mois, et celles fabriquées depuis par Dorian, et de marcher aux Prussiens en corps d'armée comme le voulait Rochebrune, en ne laissant derrière soi que les non-valeurs, comme le voulait Millière. Il n'eut pas de peine à démontrer que le décret de M. Favre conduisait non-seulement à la désorganisation de la garde nationale, mais même aux iniquités les plus révoltantes. Des bataillons, nouvellement constitués, composés d'hommes jeunes et énergiques, étaient prêts à marcher tout entiers, tandis que des bataillons anciens, obligés de fournir le même contingent de quatre compagnies, seraient réduits à former ces compagnies d'hommes tous mariés et d'un âge peu militaire. Flourens conclut en demandant une sortie générale immédiate, qu'on

fût suffisamment bien armé ou non, suffisamment organisé ou non, puisqu'il était encore plus facile de vaincre à cette époque, même avec de mauvaises armes, qu'il ne le serait avec des armes excellentes au bout d'un nouveau mois perdu à s'organiser.

Ayant consulté sa montre, tandis que Flourens parlait, et s'étant convaincu que l'heure de son dîner était venue, M. Jules Favre se leva majestueusement, et avec la magnifique ampleur de geste qu'on lui connaît : « Au revoir, messieurs, dit-il d'un ton pénétré et pompeux. Nous sommes persuadés que chacun de vous continuera à faire noblement son devoir pour sauver cette admirable ville de Paris, dont l'abnégation, l'héroïsme, l'inébranlable fermeté, sont au-dessus de tous les éloges, et font l'admiration du monde entier ; nous sommes persuadés que le commandant Flourens, qui a si vaillamment défendu la cause des Crétois, ne montrera pas moins d'ardeur pour défendre sa ville natale. Au revoir, messieurs, portez-vous bien ; j'aurai toujours un plaisir infini à me retrouver parmi vous. »

Ayant achevé cette distribution générale d'eau bénite de cour, le grand homme, d'un geste noble, congédia l'assemblée, descendit de l'estrade et s'en alla dîner. Ah ! vil comédien, vous osez vous jouer ainsi des hommes et de tout ce qu'il y a de plus sacré dans l'humanité. Un peuple entier vous a confié le soin de veiller à son salut, d'honnêtes gens viennent à votre appel conférer sur les moyens d'assurer ce salut, et vous ne daignez même pas écouter leurs justes et légitimes remarques. Afin de vous débarrasser d'eux, vous leur lancez l'encensoir en pleine figure; vous méprisez tellement l'humanité, vous croyez les autres hommes tellement bêtes et vaniteux, que vous espérez les satisfaire ainsi. La désolation règne en France, on y meurt de faim par centaines, et on y meurt aussi d'opprobre, les meilleurs se font sauter la cervelle. M. Jules Favre a juré de trahir son pays jusqu'au bout, de le livrer tout entier aux Prussiens. A ceux qui l'arrêtent dans cette voie d'infamie et lui montrent la

bonne voie, il répond par de flatteuses banalités et s'esquive rapidement, car un dîner refroidi ne vaut rien.

Encore plus que l'astuce jésuitique de M. Favre, nous pûmes remarquer dans cette réunion sa profonde nullité. Cet homme n'a absolument que la forme, il manque tout à fait de fond. Ce n'est pas un homme politique, ce n'est même pas, si vous le sortez de la chicane et des périodes parlementaires, une intelligence de moyenne force. Il ne comprend rien aux questions les plus simples qu'il discutera, si vous le laissez parler, pendant des heures entières, à la tribune. Chez lui tout se borne à un verbiage harmonieux. Comme le colimaçon laisse sur son passage une trace argentée, Jules Favre, à tout ce que touche sa parole, met un certain vernis brillant, voilà tout. La grande éloquence, celle qui fait les vrais orateurs, celle des pensées élevées, des sentiments généreux, celle qui vient du cœur, inutile de dire qu'il ne l'a pas, il n'a pas de cœur.

Rien n'est plus propre que le régime parlementaire à faire illusion sur la valeur des hommes, à transformer un beau parleur, tel que Jules Favre, esprit très-borné, très-superficiel, très-ignorant, en grand homme d'État.

Cette réunion nous fit voir encore combien est aisément trompé le suffrage universel, combien nous avons d'efforts à faire pour nous élever de l'état de pays monarchique et catholique, où l'homme ne comprend pas la valeur de son suffrage et le vend pour un plat de lentilles, à l'état de nation où chaque citoyen défend par son suffrage ses intérêts les plus sacrés, son indépendance individuelle, son droit au travail et à sa légitime portion dans les fruits du travail commun, comme cela se passe en Amérique. Des bataillons très-républicains s'étaient choisi des commandants qui ne représentaient nullement leur opinion. Séduits par la position sociale de tel personnage, par les services que tel autre avait rendus ou affirmait avoir rendus dans l'armée, ces bataillons avaient élu, pour les représenter, pour les commander, leurs adversaires politiques. La richesse rend un

homme conservateur aveugle, le pousse à tout perdre, l'honneur d'abord et ensuite la fortune d'un pays, dans l'espoir insensé de conserver intact, de soustraire tout entier à la ruine générale son bien personnel. L'armée, en France, n'est qu'une école d'obéissance passive; on y apprend à n'agir et à ne penser que par commandement, à fusiller ses concitoyens, à livrer à ses ennemis Sedan, Metz et Paris.

Beaucoup de commandants n'écoutaient donc Rochebrune, Millière et Flourens, qu'à contre-cœur et avec des signes bruyants de désapprobation, parce que ces trois orateurs osaient contredire le tout-puissant Jules Favre. Il fallait que des collègues, plus sensés et plus indépendants, voulussent bien imposer silence à ces mameluks; mais, quand le maître, quand le Dieu, quand Jules Favre ouvrait la bouche, il fallait voir leur extase et leurs enthousiastes applaudissements. Dans ce honteux servilisme, il y avait déjà le gage de tous les plébiscites et de toutes les capitulations qu'il plairait à la dictature de Jules Favre et de Trochu d'imposer à Paris.

Malgré les observations pleines de justesse de Rochebrune et de Millière, les bataillons de marche furent organisés selon le plan détestable de M. Jules Favre. On prit les pères de famille et on refusa de prendre les jeunes gens. On enleva le plus possible aux bataillons tout leur élément viril, afin d'affaiblir, de réduire à rien la majeure partie de la garde nationale, toutes les compagnies qui devaient demeurer sédentaires. On militarisa le plus possible les compagnies mobilisées, en leur faisant perdre, sous prétexte de discipline, l'esprit civique et républicain; on transforma chaque bataillon de marche en une chiourme, dont le commandant, payé trois cents francs par mois à cet effet, devenait le garde-chiourme. Et on ne voulut encore admettre ces bataillons de marche qu'au poste le plus humble de la ligne de bataille, en serre-files de la mobile et de la troupe de ligne, en réserves, et par petits corps, la plupart du

temps inutiles au combat, sous le commandement de généraux qui ne daignaient même pas s'occuper de ces pékins, qui ne leur envoyaient aucun ordre ni d'avancer, ni de se replier, ni d'ouvrir, ni de cesser le feu.

On donna le campement à toutes les compagnies mobilisées, cela ne devait servir qu'à fatiguer du poids des sacs les épaules et les reins des hommes. La campagne à faire n'était pas si longue, et il ne fallait malheureusement pas tant de jours de marche pour atteindre l'ennemi. Il ne manquait pas de maisons françaises prises par les Prussiens aux environs de Paris, où l'on aurait pu loger beaucoup mieux que sous la tente, si l'on avait le courage de marcher en avant, de chasser l'ennemi, de sortir des remparts et de tenir la campagne quelques jours.

Mais il fallait bien enrichir les ignobles spéculateurs qui, trafiquant des malheurs publics, recevaient la commande de ces fournitures, tripotaient dans l'ombre avec leurs protecteurs et s'enrichissaient de millions volés à la France agonisante. Race toute-puissante dans les bureaux des ministères, ces gens-là ont fourni à la garde nationale des draps très-mauvais payés fort cher, des chaussures à semelles de carton-pâte, des équipements qui ne pouvaient faire aucun usage. Pas un d'eux n'a été châtié. Au contraire, on a châtié ceux qui se sont permis de les dénoncer. Dès les premiers jours de la soi-disant République, le citoyen Vésinier a été arrêté par les sbires de Kératry, emprisonné pour avoir flétri ces agiotages infâmes, pour avoir osé s'attaquer au Godillot de l'Empire et de la République.

A donner le campement aux bataillons de marche, il y avait encore un avantage plus grand et d'un ordre plus élevé que l'enrichissement des fournisseurs, amis des chefs de division et des chefs de bureau des ministères. Dans le plan de Trochu, les bataillons de marche de la garde nationale allaient pendant un mois, pour distraire et occuper les badauds parisiens, pour faire perdre le temps et avancer l'heure de la reddition, remplacer les barricades de Roche-

fort, dont l'effet, toujours excellent, ne suffisait pourtant plus. Combinés avec les pigeons qui apportaient du dehors des mensonges sur les mouvements d'armées de province qui existaient à peine, les bataillons de marche devaient rassurer les esprits, conduire Paris, sans qu'il s'en aperçût à son dernier morceau de pain.

Le campement était un trait de génie. Par ce charlatanisme sublime, on s'assurait l'admiration et l'appui de tous les esprits perçants qui, malgré le mystère dont Trochu couvrait si bien son plan pour en dérober la connaissance à l'ennemi, voyaient clair dans les profondeurs de ce plan. Trochu, évidemment, préparait quelque magnifique et vaste campagne jusqu'à Berlin, au moins jusqu'au Rhin. Il attendait, calme et recueilli, l'heure fixée dans son esprit pour la réalisation de cette grande idée. A un signal secrètement parti du Louvre, les armées de province convergeraient toutes vers Paris, écraseraient les Prussiens ; Trochu, alors s'élançant à travers leurs lignes brisées, sauverait la France, s'avancerait triomphalement jusqu'en Allemagne. C'est pourquoi il donnait le campement à la garde nationale mobilisée, qui devait aller avec l'armée, sous le commandement de ce grand chef, conquérir la rive droite du Rhin.

Paris a cru aux bataillons de marche, comme il a cru aux barricades, comme il a cru aux pigeons. Nous sommes tellement infatués de nous, que, quoique intelligents, nous tombons dans la niaiserie la plus puérile dès qu'on flatte notre vanité. Tandis que les nouvellistes forgeaient et prêtaient à Trochu tous ces beaux plans, il n'en avait aucun. « Il perdait tout par son inaction, » comme le lui a reproché plus tard Gambetta. Il laissait écraser les armées de province, à peine étaient-elles formées, en permettant aux Prussiens de disposer de presque tout leur effectif, de ne garder devant Paris, suffisamment investi par la trahison de son chef, qu'un mince rideau de troupes, d'envoyer par les voies rapides leurs meilleurs soldats terrasser de suite quiconque prenait les armes en province.

V

La trahison de Bazaine avouée aux Parisiens par Jules Favre. — Matinée du 31 octobre.

Cependant Jules Favre espérait bien, grâce à ses ingénieuses combinaisons, pouvoir en finir avec la résistance de Paris, avant d'avoir organisé les bataillons de marche. Picard, le ministre des finances, comptait n'avoir pas même à débourser l'argent nécessaire à cette organisation. Puisque les Prussiens devaient, selon lui, finir tôt ou tard par entrer dans Paris, mieux valait, assurait-il, les y recevoir de suite, que d'éterniser les ennuis, les tracas et les dépenses d'une lutte inutile. Le *Figaro* et autres journaux mondains de la basse police impériale, depuis longtemps, parlaient ouvertement de paix. Les regrets des absents, les joies de la famille interrompues par le siége, les foyers déserts, étaient pour ces journaux un thème inépuisable de perfides insinuations en faveur de la paix. Thiers négociait à Versailles, tout était parfaitement préparé pour capituler sous le nom d'armistice.

« Le moment est venu, se dit Jules Favre. Passons le Rubicon. Que Paris apprenne, en s'éveillant demain, nos désastres et la paix. En province, Metz obligé de capituler; sous les murs de Paris, le Bourget repris par les Prussiens. Déguisons seulement la paix sous le nom d'armistice, afin de ménager la sensibilité nerveuse de la population parisienne. « L'effet psychologique, » attendu par le compère Bismark et le compère Trochu sera produit. Qui osera donc parler de résistance, quand on saura que le glorieux Bazaine lui-même y a renoncé, et que les canons Krupp, tant désirés par nous, s'acheminent enfin vers Paris, accompagnés de 100,000 Prussiens de renfort. » Il dit, et envoya à l'imprimerie les deux placards infâmes, dont l'un annonçait

nos revers, avouait la trahison de Bazaine, démentie impudemment la veille, dont l'autre concluait à la paix.

Au petit jour du 31 octobre, tout Paris lut ces affiches. Un frisson d'indignation parcourut la populeuse cité. Une lueur de clairvoyance illumina tous les esprits. On comprit qu'il y avait trahison. Plein de mépris pour l'aveugle confiance du peuple, Jules Favre n'avait guère, en effet, pris la peine de masquer sa trame de perfidie. Ces deux affiches semblaient dictées par Bismark lui-même; l'une était la menace, l'autre était la proposition honteuse. Des groupes se formèrent partout, discutant ces étranges nouvelles, si surprenantes pour une population que deux mois d'inexplicable temporisation n'avaient pas encore déshabituée de la confiance en ses chefs. Un mot circula dans tous les groupes, dans toutes les rues, dans toutes les maisons : trahison !

Ne voulant pas croire encore que tout cela fût possible, une nombreuse foule, venue de tous les quartiers de Paris, se porta vers l'Hôtel de Ville dans l'espoir d'y obtenir des éclaircissements. On envoya délégués sur délégués demander au gouvernement dit de la défense nationale si tout cela était bien vrai. Plusieurs encore doutaient, affirmaient, malgré la couleur blanche et officielle des affiches, qu'il y avait là-dessous quelque épouvantable manœuvre des « rouges » pour discréditer ce bon gouvernement.

Les délégués furent éconduits avec la phraséologie pompeuse et vide de Jules Favre par Jules Ferry qui imite tant bien que mal son patron. Cet homme de peine du gouvernement, spécialement chargé de recevoir les députations, de payer le peuple en monnaie de singe, affirma « que les bons citoyens devaient se rassurer, que rien ne serait fait sans avoir préalablement consulté la souveraineté nationale, que nos désastres étaient grands, mais que notre force morale pour les supporter était plus grande encore, que le gouvernement veillait au salut de la patrie avec cette haute intelligence et cette fermeté, avec ce dévouement patrioti-

que et cette abnégation sans bornes qui faisaient l'admiration du monde entier. » Étienne Arago, maire de Paris, ce vieux directeur de théâtres, répéta pour la millième fois cette bêtise : « que, lui vivant, les Prussiens n'entreraient pas dans l'Hôtel de Ville ! » Certes, les Prussiens ne se détourneraient pas de leur chemin pour éviter la mort de M. Étienne Arago, lequel d'ailleurs, aux dernières nouvelles, et malgré la capitulation de Paris, continue à se porter fort bien.

Ces balivernes, d'ordinaire, suffisent à la foule. Chacun retourne chez soi, en disant : « Comme il a bien parlé. » Nous sommes tous en France acteurs ou spectateurs. Mais, ce jour-là, surexcitée par les malencontreuses nouvelles de M. Favre, la foule voulait quelque chose de mieux que des paroles. Elle devenait à chaque minute plus nombreuse, plus animée, plus menaçante.

Les maires, représentants naturels du peuple, quoique non encore élus par lui, entrèrent à l'Hôtel de Ville, vinrent faire part au gouvernement de ces dispositions générales hostiles, de l'agitation croissante des quartiers qu'ils administraient : « Vous avez perdu la confiance du peuple, dirent-ils aux gouvernants. A tort ou à raison, il s'imagine que vous voulez conclure, avant d'avoir épuisé tous les moyens de défense, une paix qui serait désastreuse pour la France. Il confond l'armistice avec la capitulation, croyant que vous pourrez difficilement obtenir d'un ennemi toujours vainqueur armistice et maintien du *statu quo*. Il pense que pour entrer en négociation, vous serez obligés de céder tel point de notre ligne de défense dont la cession rendrait toute lutte désormais impossible. Et il ne veut point d'une cession pareille. Il ne veut pas davantage d'un armistice sans ravitaillement, qui deviendrait un piége ; car Paris serait bien vite affamé et obligé de se rendre à merci, tandis que les négociations traîneraient en longueur. Avisez au plus tôt, afin de sauver la situation. Peut-être les élections municipales, tour à tour accordées, puis refusées par vous, sauveraient-elles tout,

rendraient-elles confiance au peuple, si vous les accordiez de suite. »

Jules Favre saisit la balle au bond, fit une bonne restriction mentale qui devait lui permettre ensuite de nier effrontément sa promesse formelle et sacrée, dès qu'il se sentirait en force d'écraser le peuple, promit, avec une magnifique sincérité apparente, les élections immédiates de la Commune de Paris. Sentant lui-même son indignité profonde, et, en ce moment de trouble, se rendant justice, il chercha deux hommes honnêtes qui ne se fussent pas dépopularisés, avilis par trop d'accointance avec lui, afin de les charger de présider aux élections, afin de donner garantie de probité au scrutin. On lui désigna Dorian et Schœlcher. Il les prit. Une foule de petits papiers avec cette inscription : « Élection immédiate de la Commune de Paris, sous la présidence de Dorian et de Schœlcher, » fut jetée, par les fenêtres de l'Hôtel de Ville, en pâture au peuple qui attendait bouche béante.

Rochefort, le populaire, se mit à la fenêtre, annonça la bonne nouvelle. Lui, au moins, parlait de bonne foi. Mais, peu satisfait des dispositions de la foule contre le gouvernement criminel dont il avait le tort de faire partie, il prit une feuille de papier, écrivit sa démission, la laissa sur la table des dictateurs, et rentra chez lui.

C'est qu'en effet, après une première et aussi avérée perfidie de Jules Favre, la foule, devenue défiante, en attendait une seconde, et ne vit pas autre chose dans les petits papiers qui tombaient des fenêtres de l'Hôtel de Ville. — « Vous verrez qu'ils ne feront pas encore la Commune, et qu'ils cherchent à nous tromper par de vaines promesses. — Il faut la faire nous-mêmes. » — Voilà ce qui se répétait de toute part, et déjà les groupes plus rapprochés de l'Hôtel de Ville, pressés par ceux qui s'accumulaient derrière eux, franchissaient la grille qui sépare l'édifice de la place. Le lieutenant-colonel de mobiles, qui commandait à l'intérieur, fit fermer les portes. Quelques jeunes gens, alertes et bra-

ves, soldats de Tibaldi et dignes de leur chef, se trouvaient là. Ils étaient venus demander l'armement de leur bataillon qui n'avait pas encore reçu ses fusils, et l'ordre de marcher, sans délai, à l'ennemi. L'un d'eux avise une croisée demeurée ouverte, y grimpe, se glisse à l'intérieur, fait tomber les verroux d'une porte. La foule entre; malgré quelques résistances des mobiles, elle devient maîtresse d'un palais où de prétendus républicains faisaient plus de mal à la France que n'en fit jamais aucun roi aux Tuileries!

Cela se passait à deux heures de l'après-midi. Dès qu'il voit ses collègues envahis, le petit Picard prudemment s'esquive pour veiller au salut « de ses chers amis. » Il court au Louvre. Le fidèle Schmitz, portier-consigne de l'endroit, à ses demandes de secours immédiat pour Trochu assiégé dans l'Hôtel de Ville, répond avec le flegme martial dont cet illustre guerrier ne se départ jamais : « Avez-vous un ordre écrit de mon général en chef? Sinon, pas un homme ne bougera. Je ne connais que ma consigne, moi! » Picard est obligé d'avouer que, dans sa précipitation à se sauver de l'Hôtel de Ville, il a oublié ce détail. « Alors, bonsoir; repassez avec un ordre écrit, quand vous voudrez. »

Picard se garde bien de retourner à l'Hôtel de Ville chercher l'ordre; depuis que le peuple y était, cet hôtel avait perdu pour lui tous ses charmes. Néanmoins, infatigable, brûlant de sauver ses chers amis, à condition de ne pas s'exposer lui-même, il s'élance vers la place Vendôme. Là il trouve moins de consigne et plus d'intelligence que chez Schmitz. Il parvient à obtenir qu'on batte le rappel de la garde nationale, au moins de cette garde nationale, amie de l'ordre toujours et quand même, qui a trop d'horreur des républicains et pas assez des Prussiens.

Étienne Arago, maire de Paris, qui avait juré de mourir plutôt que de laisser entrer les Prussiens à l'Hôtel de Ville, s'assure bien que les envahisseurs ne sont pas des Prussiens. Après avoir constaté qu'ils sont tous Français, il juge plus prudent de battre en retraite, de réserver toute sa va-

leur pour le jour où les Prussiens seront dans Paris, et où il les empêchera d'entrer à l'Hôtel de Ville. Il rentre chez lui. Depuis, il s'est tout doucement laissé remplacer à la mairie de Paris par le valeureux Ferry, et a pris en échange de ce poste périlleux une pacifique et lucrative sinécure à la Monnaie. Le patriotisme de ces gens-là ne connaît pas de bornes.

VI

Soirée du 31 octobre. — Comité provisoire chargé des élections.

Il aurait fallu, en ce moment, que les cinq bataillons de Belleville, commandés par un seul chef, fussent venus prendre possession de l'Hôtel de Ville, afin d'en interdire l'accès aux réactionnaires, aux soldats de Bismark habillés en Français. Cinq bataillons auraient pu aisément occuper l'intérieur du palais et ses abords, la place Saint-Jean et la place de Grève, le quai et la rue de Rivoli. Il n'y aurait eu aucune lutte fratricide, aucune effusion de sang. En présence de cette manifestation calme et puissante de la volonté populaire, toute idée de résistance se serait évanouie; le gouvernement traître aurait pu être arrêté paisiblement, et le peuple remis paisiblement en possession de sa souveraineté, du droit d'élire, de mettre à sa tête une Commune composée d'hommes instruits, intelligents, courageux, honnêtes.

Par malheur, Flourens avait donné sa démission du commandement en chef des cinq bataillons après le 5 octobre. Il ne conservait plus qu'une force très-minime dont il pût disposer immédiatement, 400 hommes, composant le 1er bataillon de marche de Paris, appelé « tirailleurs de Flourens. » Ces hommes, excellents républicains, tout dévoués au chef qu'ils avaient choisi, étaient tous volontaires. Armés de chassepots et exercés au maniement de cette arme dès

le mois de septembre, ils formaient une troupe excellente, mais qui ne pouvait à elle seule tenir tête aux 30,000 Bretons de Trochu.

Les cinq bataillons jadis commandés par Flourens avaient conservé le même esprit républicain, au moins parmi les gardes. Tous les simples gardes aimaient leur ancien chef, qui s'était donné de tout cœur à eux, et n'avait rien négligé pour servir leurs intérêts de toutes ses forces. Mais, parmi les officiers, une cabale jésuitique avait été montée par le commandant du secteur de l'enceinte fortifiée, auquel appartenait Belleville, général de sacristies, patelin et faux. Cette cabale avait pour but d'enlever son influence morale au chef démissionnaire, de rassurer ainsi les dictateurs de l'Hôtel de Ville, auxquels tout patriotisme était odieux et redoutable. Elle avait en partie réussi auprès de quelques esprits. Néanmoins, Flourens ne désespéra pas, dans une circonstance aussi grave, d'entraîner les cinq bataillons, et, dans la matinée du 31 octobre, il en réunit, aux bureaux de l'un d'eux, les cinq chefs auxquels il n'avait plus d'ordres à donner, mais qu'il devait s'attendre au moins à voir suivre ses conseils.

Ces conseils, en effet, deux commandants se déclarèrent prêts à les suivre. Mais un troisième, M. Durand, en dissuada les autres, et parvint à empêcher la résolution unanime demandée par Flourens, qui aurait certainement assuré le succès de la journée. Le premier auteur de l'échec du parti révolutionnaire et patriotique, au 31 octobre, est, à coup sûr, M. Durand. Soit par crainte de se compromettre et de perdre son grade, soit par tout autre sentiment, il ne voulut point de l'action immédiate. Lorsqu'il s'était agi de nommer des officiers, et même des commandants, à ses bataillons, Flourens, par sentiment de délicatesse, de respect pour l'indépendance absolue du suffrage universel, avait, quoique invité aux réunions électorales, constamment refusé de s'y rendre. Évidemment, il avait eu tort, dans ce cas-ci en particulier surtout. L'intérêt de la cause souffrait d'une erreur du

suffrage universel, que peut-être il aurait pu empêcher.

M. Durand prétendit qu'il avait besoin de consulter son bataillon. Il le consulta en effet, eut soin de dicter lui-même la réponse négative qu'il voulait. Quelques paroles d'allocution énergique et chaleureuse auraient entraîné ce brave bataillon, tout prêt à se compromettre pour sauver la République. M. Durand ajouta « que Belleville avait déjà, au 5 octobre, fait une manifestation sans résultat, qu'il fallait attendre, pour agir, l'adhésion des autres faubourgs de Paris, afin de ne point paraître s'arroger le monopole du patriotisme, afin de ne point s'engager à la légère dans une entreprise que peut-être réprouverait le reste de la population parisienne. » Flourens consentit à cette convocation, envoya même des lettres à cet effet pour prier une trentaine de ses collègues de se rendre au café de la Garde-Nationale, en face l'Hôtel de Ville. Mais, persuadé que les événements allaient se hâter, rendre inutile cette seconde convocation, persuadé qu'il n'y avait pas une minute à perdre, il engagea ceux des chefs de bataillons de Belleville qu'avaient pu émouvoir les remarques de M. Durand, à suivre chacun son inspiration individuelle. Car, il n'avait plus le droit, étant démissionnaire, de leur donner ordre de marcher, en assumant toute la responsabilité sur lui seul.

Quant à lui, il monta à cheval, et descendit vers l'Hôtel de Ville à la tête de ses quatre cents tirailleurs, auxquels il avait fait distribuer, à tout risque, un paquet de cartouches par homme. La place regorgeait de citoyens avides de savoir ce qui se passait à l'intérieur du palais. L'intérieur était tellement encombré, qu'on y était porté sur les épaules les uns des autres. Il était quatre heures du soir. Depuis deux heures, les traîtres étaient en présence du peuple. Trochu, Jules Favre, Jules Ferry, Jules Simon, Emmanuel Arago, Garnier-Pagès, et en seconde ligne le général Tamisier, réfugiés dans la salle du fond, étaient assis derrière une table comme des accusés sur la sellette. De toute part le

peuple les entourait, ils ne pouvaient plus fuir par aucune issue, comme avait fui l'heureux Picard.

Ayant laissé son bataillon sur le quai, Flourens entra seul dans l'Hôtel de Ville. Les citoyens qui le reconnurent, lui demandèrent de les aider à faire ce que voulait le peuple, de les aider à remplacer les traîtres par des hommes ayant la confiance de tous, et uniquement chargés de veiller à ce que les élections de la Commune fussent accomplies de suite et en toute sincérité. Il ne s'agissait nullement, comme on l'a prétendu à tort par malveillance de recommencer la faute du 4 septembre, d'usurper à nouveau la dictature, de substituer à des acclamés d'autres acclamés. Il s'agissait de se prémunir contre les perfidies probables de gens qui promettaient la Commune en ce moment, parce qu'ils étaient les plus faibles, et qui demain la refuseraient s'ils redevenaient forts. Il s'agissait de former un comité provisoire, chargé de veiller au salut général, en s'emparant de l'intérim du pouvoir, en empêchant qu'on ne nous livrât aux Prussiens ou à la réaction. C'est ce que tous les citoyens honnêtes auraient dû comprendre, quel que fût leur parti. La Commune n'était pas une usurpation, ce n'était qu'une rentrée en possession de soi, qu'une revendication de son droit par le peuple. Au 31 octobre, la Commune, en donnant une direction toute différente à la défense, pouvait encore très-bien nous sauver.

Le plus profond silence s'étant établi, sur la demande de Flourens, parmi les sept ou huit mille citoyens placés sur le grand escalier intérieur et dans les salons environnants, des noms furent prononcés. Quelques-uns de ces noms furent repoussés, d'autres universellement acclamés. A mesure qu'un nom obtenait l'unanimité, Flourens l'inscrivait sur une liste qu'il relut ensuite et qui fut une seconde fois consacrée par l'approbation générale. Voici quelle fut cette liste : « Dorian, Flourens, Mottu, Victor Hugo, Louis Blanc, Delescluze, Blanqui, Avrial, Raspail, Ledru-Rollin, Félix Pyat, Millière, Ranvier, Rochefort. » Tous ces noms, excepté

celui de Rochefort, qui fut un peu discuté, obtinrent l'assentiment de chacun.

Certes, tous ces hommes ne combattaient point sous le même drapeau, mais tous combattaient pour le salut public. Tous se seraient unis, auraient passagèrement laissé de côté leurs opinions divergentes pour sauver la République. Tous étaient d'honnêtes gens. Pas un d'eux n'aurait trahi, comme l'ont fait les Jules Favre et consorts. L'acclamation populaire du 31 octobre était un grand progrès sur celle du 4 septembre. Elle montrait que le peuple avait réfléchi, su distinguer ses vrais amis, su distinguer, malgré la modestie de son rôle, Dorian qui, seul au gouvernement, accomplissait son devoir.

Flourens relut cette liste dans tous les salons qu'il traversa ensuite. Partout elle fut chaleureusement approuvée. On vint, à plusieurs reprises, lui demander d'aller au salon du fond où était prisonnier le gouvernement déchu. Il s'y rendit. Là, il vit un bien odieux spectacle : des imposteurs qui, depuis deux mois, se jouaient de la bonne foi d'un peuple, et qui cherchaient, quoique pris en flagrant délit de trahison, à le jouer encore. Cependant, ils avaient beaucoup perdu de leur morgue et de leur jactance habituelle.

Jules Ferry, debout, gesticulait, s'époumonnait, débitait des lieux communs sur la nécessité de l'union et de la concorde. L'écume lui venait aux lèvres, il se donnait beaucoup de peine, et n'émouvait personne. Plus calme, au moins en apparence, Jules Favre était assis à côté de lui. Pour se donner une contenance, il tenait une plume, et traçait sur le papier des figures géométriques. Mais, sa face était décolorée, son regard, si hautain d'ordinaire, était humble et timide, ou parfois s'illuminait d'un éclair de haine sournoise et féroce. Le troisième Jules, le philosophe Jules Simon, tout piteux et déconfit comme un écolier pris en faute par son magister, pelotonné sur lui-même et ne faisant qu'un avec son siége, cherchait dans sa philosophie des remèdes à cette aventure, et n'en trouvait pas.

Le quatrième Jules, le guerrier Jules Trochu, n'avait pas l'air à son aise du tout. Assis à l'extrémité de la table, il tournait le dos à ses collègues et le visage au peuple, afin de ne plus voir personne. Tout entier à sa fervente prière, il recommandait son âme à Dieu, il promettait à Notre-Dame d'Auray de beaux cierges, de belles robes de dentelles toutes neuves, si elle l'arrachait à ce péril. Il ne disait rien, il ne songeait même plus à son plan, il n'attendait de secours que d'en haut. Il ôta un moment de dessus son visage sa main droite qui le couvrait obstinément. Ce fut pour arracher son crachat qu'il mit en poche. Sans doute un vœu à la sainte Vierge, il s'engageait à renoncer aux vanités de ce monde, une fois sauvé, à s'en aller, dans quelque couvent de la Trappe, glorifier Jésus tout le jour. Hélas ! promesse oubliée, comme tant d'autres.

Le vieux Garnier-Pagès avait complètement perdu la tête et mouillé son faux-col. Il se démenait comme un possédé, il se parlait tout haut à lui-même, il pleurait et il riait tour à tour. Toute cette soirée et toute cette nuit, affolé par la peur, il ne vit que canons de fusils et de revolvers braqués sur lui, que gens « à figure sinistre » le menaçant du regard. Il prenait les mains de Flourens, et lui bégayait ceci : « Je vais rentrer chez moi, dans ma famille ; à partir d'aujourd'hui, je ne me mêlerai plus de politique. » Le lendemain, le vieux parjure signait de gaieté de cœur, avec ses collègues, des ordres de proscription, des mandats d'amener contre des citoyens qu'il s'était engagé « sur l'honneur » à ne pas laisser inquiéter !

Parmi les insignifiants, Pelletan brillait par son absence. Tamisier tout hébété, ne comprenait rien. Emmanuel Arago, cette grande nullité, aurait bien voulu jouer un rôle. Mais on lui accorda si peu d'attention, qu'il put sortir librement, quand cela lui fit plaisir, sans qu'on y prît garde. Bienheureux les pauvres d'esprit, ils peuvent s'associer aux plus criminelles entreprises, à la trahison de leur patrie, sans en éprouver même le plus léger remords. Cet Arago,

tout fier de son nom, s'en alla tranquillement dîner, quand l'heure fut venue, sans plus s'inquiéter de ses collègues. Qui nous délivrera de l'hérédité du nom, un des pires fléaux de la démocratie. Cette hérédité nous a valu les Cavaignac, les Carnot, les Garnier-Pagès, les Arago.

VII

Nuit du 31 octobre. — Le commandant Millière.

Le calme s'étant rétabli, à l'arrivée de Flourens, dans la salle où se trouvait le gouvernement, des voix s'élevèrent de tous côtés : « La déchéance des traîtres, l'arrestation immédiate ! » Flourens monta sur la table, afin de se faire entendre de tous, et de là répondit ceci : « Qu'il était convaincu plus que personne de la nécessité d'en finir immédiatement avec les traîtres, qu'il allait les garder à vue, en attendant l'arrivée d'une force suffisante pour s'emparer d'eux et de l'Hôtel de Ville. » Il donna lecture des noms acclamés pour constituer le comité provisoire, chargé de veiller aux élections de la Commune. En même temps, il envoya ordre aux quatre cents tirailleurs de prendre possession de l'Hôtel de Ville, ce qui ne s'effectua pas sans difficulté tant la foule était compacte, tant il était difficile à une troupe de se mouvoir à travers ces flots de citoyens.

Sans perdre une minute, Flourens s'assit à la table, et se mit au travail. Il envoya d'abord prier tous les membres du Comité provisoire de salut public, qui pouvaient se trouver dans d'autres pièces de l'Hôtel de Ville, de vouloir bien venir se joindre à lui, ou de lui désigner un autre lieu de réunion qui leur conviendrait mieux. Puis il dicta à des citoyens de bonne volonté une notification des événements qui venaient de se passer, adressée à la population parisienne. Il envoya à l'Imprimerie nationale copie de cette notifica-

tion, avec ordre de la placarder de suite dans tout Paris. Il en envoya vingt autres copies, une à chaque mairie, afin que la bonne nouvelle se répandît immédiatement partout.

Quarante tirailleurs, étant entrés par son ordre dans la salle, gardèrent à vue le gouvernement déchu. En ce moment arriva l'un de ses collègues, Millière. Celui-ci rédigea « un ordre à la force publique » d'arrêter Jules Favre et ses complices. Il présenta cet ordre à Flourens, en lui demandant de le signer. Celui-ci refusa. Où était la force publique dont disposait Millière pour mettre cet ordre à exécution? Donner des ordres, sans avoir la force de les faire exécuter, rien n'est moins révolutionnaire. Une feuille de papier avec deux signatures peut sauver une nation, si cette feuille de papier représente à la fois la responsabilité de ceux qui commandent et l'obéissance immédiate de ceux qui exécutent. Sinon, cette feuille de papier n'est que ridicule. Que Flourens eût signé. Qu'en serait-il arrivé ? Millière, avec cette signature, aurait-il fait obéir la gendarmerie et la police, aurait-il trouvé d'autre force disponible en ce moment que les quatre cents tirailleurs amenés par Flourens ? Cette force suffisait tout au plus à garder le vaste Hôtel de Ville; elle ne pouvait se partager en deux moitiés, dont l'une serait restée à son poste, dont l'autre aurait conduit les prisonniers à Mazas.

Quant à l'idée de séquestrer, dans une autre chambre de l'Hôtel de Ville, Jules Favre et compagnie, idée émise aussi par Millière, nous ne la discuterons même pas. Qu'ils fussent gardés dans une chambre de droite ou de gauche, du premier étage ou du second, en quoi cela pouvait-il changer le résultat de la journée?

Ah! si Millière avait amené son bataillon complet de douze cents hommes, comme Flourens avait amené son bataillon de marche de quatre cents, avait fait entrer ses douze cents hommes dans l'Hôtel de Ville, puis avait dit à son collègue : « Vous, avec vos tirailleurs, gardez l'Hôtel de Ville; moi, avec mon bataillon, je vais conduire les traîtres

à Mazas, » Flourens aurait donné toutes les signatures voulues, voyant une entreprise sérieuse et qui devait réussir, non pas un vain simulacre d'énergie, bon tout au plus à se ménager ensuite une facile apologie. Est-il besoin de le dire? Flourens voulait l'arrestation des traîtres beaucoup plus encore que ne pouvait la vouloir Millière, et il a plus fait que lui pour l'assurer.

Le bataillon de Millière vint plus tard se ranger en bataille sur la place de Grève. Millière alla lui parler. Loin de le faire entrer dans l'Hôtel de Ville et d'agir énergiquement à sa tête, comme c'était son devoir de bon citoyen, il le renvoya. « Il ne voulait pas, dit-il, l'exposer plus longtemps au danger. » N'y étions-nous pas exposés à ce danger, nous tous qui restions à notre poste? Ce bataillon, pour peu que son chef l'y eût invité, n'était-il pas prêt à courir les mêmes périls que nous, sans s'inquiéter plus que nous ne le faisions de ces périls. Le commandant Millière, sans doute, n'avait pas sur son bataillon une influence morale suffisante pour oser lui proposer de concourir au renversement des traîtres. Il aura craint d'éprouver de la résistance, de trouver de l'opposition parmi les citoyens auxquels il avait l'honneur de commander. C'est pourquoi il s'est abstenu de faire marcher sur l'Hôtel de Ville cette force qui aurait déterminé le succès de la journée, c'est pourquoi il a renvoyé son bataillon à Ménilmontant, au lieu de le mettre aux ordres de la volonté populaire.

Millière a sans doute rendu des services sérieux à la cause populaire; Millière a d'excellentes qualités; mais il n'est pas homme d'action. Il l'avait déjà prouvé à Flourens, le 7 février, lors de l'arrestation de Rochefort : placé au bureau, derrière Flourens qui présidait, non-seulement il ne l'aida point dans sa tentative d'insurrection, mais il dissuada même plusieurs citoyens d'y prendre part. Il c urut aux bureaux de *la Marseillaise*, véritable souricière, où il se fit arrêter. Quiconque était compromis dans l'élection de Rochefort devait éviter soigneusement de se rendre à ces bureaux ce

soir-là ; y aller, c'était se constituer prisonnier dans les mains de la police. Millière a mieux encore prouvé à Flourens, dans la soirée du 31 octobre, qu'il n'était pas homme d'action.

Il l'a prouvé aussi à son bataillon. C'est pourquoi il a senti la nécessité d'écrire une brochure apologétique de sa conduite. Il y accable d'éloges, d'eau bénite de cour, ce bataillon qui pouvait décider du succès de la Commune, et ne l'a point fait par le manque de fermeté de son chef. Cela est bien. Ce qui est mieux encore, c'est de rejeter sur Flourens, prisonnier d'État alors et qui ne pouvait répondre, le blâme de l'insuccès, de tromper ainsi l'opinion publique.

Si l'on n'a pas réussi au 31 octobre, c'est la faute de Flourens. Premier grief. Flourens devait signer l'ordre d'arrestation déjà signé par Millière. Nous venons de voir que cette signature ne pouvait produire aucun effet utile, et que Flourens, voulant agir sérieusement et non pas faire du charlatanisme, a eu raison de ne pas la donner.

Second grief. Flourens était entouré de ses tirailleurs qu'il aurait dû employer uniquement à combattre les mobiles de Trochu. Millière ignore que Charles Ferry, à la tête de gardes nationaux réactionnaires, a essayé par deux fois pendant cette soirée d'arrêter Flourens. Si celui-ci n'avait pas eu constamment une escorte de dix à douze tirailleurs, il se serait vu arrêté dès six heures du soir. Il n'aurait pu, à force de fermeté et de calme, éviter l'effusion du sang républicain que désirait tant la réaction, les nouvelles journées de juin dont Trochu et Jules Favre n'attendaient que le prétexte.

Troisième grief. Flourens avait pris à lui seul toute la direction du mouvement. Il est vrai que Millière constate lui-même un peu plus loin combien est inexacte cette assertion. Dès que ses collègues, ou plutôt quelques-uns de ses collègues, furent arrivés, Flourens s'empressa d'agir en commun avec eux. Seulement, comme il était le premier rendu à son poste, comme les minutes pressaient, il crut

ne pas devoir les attendre les bras croisés, mais en agissant.

Flourens n'a eu qu'une pensée et qu'une tactique dans toute cette soirée du 31 octobre : mettre hors d'état de nuire au peuple les traîtres, en les arrêtant. Employer à ce service toutes les forces disponibles qu'il avait sous la main, c'est-à-dire les quatre cents tirailleurs, en attendant d'autres forces plus considérables, convoquées par lui, et capables d'assurer le plein succès de cette opération. Ces forces plus considérables ne s'étant pas rendues à son appel, il a dû céder devant le nombre, mais avec beaucoup de dignité, et en ne quittant la place qu'avec les honneurs de la guerre. Millière au contraire, comme le prouve son mémoire, n'avait aucun plan arrêté. Tantôt il insiste énergiquement sur l'absolue nécessité de garder prisonniers les traîtres. Tantôt, se contredisant lui-même, il ne voit pas cette nécessité, du moment où leur déchéance a été acclamée, et propose de les mettre en liberté. Hélas ! n'a-t-il pas vu quel détestable usage ils ont fait de cette liberté?

VIII

Fraude du 106e bataillon. — Guet-apens du souterrain. — Convention.

Picard ayant fait battre le rappel, la garde nationale s'en émut fort peu. Les citoyens, qui ne voulaient pas prendre parti contre le gouvernement, sentaient trop bien, en ce moment de surexcitation, qu'ils ne devaient pas le soutenir. Ils comprenaient combien était prussienne la politique de ceux qui, ayant laissé prendre Metz, engageaient, à l'occasion de ce désastre, Paris à se rendre. Un seul bataillon, qui revenait de la garde aux remparts, consentit à marcher contre le salut de la patrie. C'était le 106e commandé par M. Ibos, bataillon du faubourg Saint-Germain qui renfermait bon nombre de marguilliers. Deux compagnies, cependant, plus éclairées et plus sages, ayant su ce qu'on leur deman-

dait de faire, s'y refusèrent, et, protestant énergiquement, abandonnèrent leur commandant à quelque distance de l'Hôtel de Ville.

Avec les compagnies qui lui restaient, M. Ibos arriva à la grille gardée par les tirailleurs. Ceux-ci lui refusèrent l'entrée. « Vive la Commune! » s'écrièrent jésuitiquement ces marguilliers. Les tirailleurs, croyant avoir affaire à un bataillon républicain venu pour les aider, leur ouvrirent la grille. Une fois entré, grâce à cette trahison, M. Ibos laissa au rez-de-chaussée une partie de ses forces, et monta avec deux compagnies dans la salle où était Flourens. Voyant qu'il y avait là une quarantaine de tirailleurs seulement: « A bas la Commune! » crient de toutes leurs forces les hypocrites. Ils menacent Flourens de mort. Celui-ci s'efforce de leur tenir tête, et méprise leurs menaces. Ibos monte sur la table, ses hommes envahissent la salle, débordent les tirailleurs. Pendant qu'Ibos occupe l'attention de Flourens en gesticulant, un suisse d'église, homme de haute taille et de forte corpulence, saisit le petit Trochu dans ses bras, l'enveloppe dans sa capote, lui met son képi de simple garde sur la tête, cache le képi galonné du général, et se sauve comme un voleur, avec quelques-uns de ses camarades.

Profitant du désordre qu'amène cet incident, Jules Ferry, peu remarqué en ce moment, s'enfuit à la suite du général. Flourens, parvenant à se débarrasser d'Ibos qui lui a masqué cette scène rapide, saute derrière la table à temps pour empêcher ses autres prisonniers de fuir. Il fait fermer la porte, et repousser les autres compagnies d'Ibos qui accouraient pour délivrer Jules Favre. Le capitaine Greffier nommé par Flourens, commandant de l'Hôtel de Ville, met en arrestation Ibos, fait expulser le 106e bataillon par les tirailleurs, s'empare de toutes les issues, place des tirailleurs aux fenêtres.

La nuit tombait. Quoique Trochu fût délivré par cette trahison et cette surprise, la situation des républicains n'était pas encore mauvaise. Le devoir de Flourens était de se

maintenir à l'Hôtel de Ville, même y fût-il assiégé par tous les mobiles bretons de Trochu. Au matin, Paris, en s'éveillant, aurait appris que quelques braves tenaient ferme le drapeau de l'indépendance communale contre les janissaires du dictateur Trochu. Tous les faubourgs auraient pris les armes et seraient venus au secours des républicains.

Pour accomplir ce devoir de résister à outrance, Flourens n'avait et n'a jamais eu à sa disposition que ses quatre cents tirailleurs. Cela lui suffisait. Deux compagnies d'un autre bataillon sont restées à l'Hôtel de Ville jusqu'à minuit ; voyant alors que nous étions cernés et qu'il n'y avait plus de lutte possible, elles sont parties. Des cinq bataillons de Belleville, un seul est venu sur la place de Grève, y a passé quelque temps, puis est parti sans même être entré à l'Hôtel de Ville, et sans avoir rien fait. Même remarque pour les trois ou quatre autres bataillons républicains qui sont venus, à divers moments de la soirée, prendre position sur la place, et qui, croyant notre victoire assurée, sont repartis tranquillement.

Quant à la foule qui avait longtemps stationné sur la place, elle s'était peu à peu dissipée. Mouillés par une pluie fine et pénétrante, affamés, fatigués par une longue journée d'émotions, les citoyens étaient rentrés chez eux manger du pain, se coucher, raconter à leurs femmes le triomphe de la cause populaire. Ils croyaient tout fini. Ils se rappelaient le 4 septembre, où l'invasion de la Chambre avait décidé le succès. Ils ne réfléchissaient pas qu'à ce moment la force publique était aux mains de Trochu, et que Trochu trahissait l'Empire, était d'accord avec Jules Favre. Quelle différence au 31 octobre, où le mouvement n'était soutenu par aucune force organisée !

Pendant qu'une partie des sacristains d'Ibos délivrait Trochu, quelques-uns de leurs camarades virent passer un petit vieillard, d'apparence frêle, mais à regard énergique et à cheveux blancs vénérables. « Voilà Blanqui ! » s'écria l'un d'eux. Aussitôt ces misérables se précipitent lâche-

ment sur ce vieillard désarmé, l'accablent de coups, lui arrachent les cheveux, lui serrent la cravate jusqu'à l'étrangler, et le laissent pour mort sur une banquette. Il leur vient une idée. N'osant l'achever là, ils l'enlèvent : « Place à un malade, messieurs ; laissez passer un malade ; » et ils emportent hypocritement Blanqui respirant à peine, comme s'ils voulaient lui porter secours, le reconduire chez lui.

Averti par Jaclard de cette infamie, Flourens envoie des tirailleurs dégager Blanqui. Celui-ci arrive, boit un verre d'eau, et se met immédiatement au travail. Ce verre d'eau est la seule chose que Blanqui ait prise à l'Hôtel de Ville dans la nuit du 31. Flourens y a bu un verre de vin et mangé un morceau de pain que son ami Greffier lui avait apportés; Blanqui a refusé de partager ce frugal repas. Et cependant le parti des calomniateurs quand même, le parti jésuite, persuadera aux provinciaux qu'on a fait des orgies dans cette nuit-là à l'Hôtel de Ville, et cela se répétera peut-être encore dans cent ans. Quant aux tirailleurs, ils mangèrent le dîner des mobiles, dont ils occupaient la place, et certes ils y avaient bien droit.

Ranvier vint joindre ses collègues Millière, Blanqui et Flourens. Plus tard vinrent aussi Mottu et Delescluze. On se mit à l'œuvre. Le plus urgent était de convoquer les bataillons républicains par ordres réguliers, afin d'assurer le libre fonctionnement du nouveau pouvoir intérimaire, afin de défendre l'Hôtel de Ville. C'est ce qui fut fait. On envoya également des citoyens dévoués prendre possession des mairies, ordonner la stricte fermeture des portes, afin que la trahison des généraux ne pût livrer Paris aux Prussiens. On songea aussi à mettre dans les forts des délégués chargés d'en prendre le commandement, de les faire sauter plutôt que de les rendre.

Le travail avançait. Les choses prenaient une tournure régulière. Les tirailleurs de garde ne laissaient plus entrer, ni sortir personne, sans un laisser-passer signé des membres du comité provisoire.

Cependant, rentré à son état-major, Trochu avait envoyé en tous sens aides de camp, estafettes, ordres sur ordres, dépêches sur dépêches. En cinq heures, il avait réuni des forces considérables, des forces qui auraient suffi, et au delà, à nous épargner la honteuse catastrophe du Bourget, à faire même la trouée à travers les Prussiens. Ces forces s'acheminaient vers l'Hôtel de Ville; dès onze heures et demie, elles commençaient à prendre position sur la place de Grève. En même temps, Jules Ferry, à la tête de gardes nationaux réactionnaires, voulait forcer l'entrée de la salle Saint-Jean. Ces gardes nationaux frappaient, à grands coups de crosses de fusils, sur la porte, ce qui n'émouvait guère les tirailleurs. A l'intérieur, on barricadait le passage et l'on étayait la porte avec les voitures de gala de M. Haussmann renversées. La petite garnison de l'Hôtel de Ville se préparait à tenir bon, et voyait, avec le plus grand calme, se masser autour d'elle les forces écrasantes de l'ennemi.

Vers une heure et demie du matin, tandis que Flourens travaillait paisiblement avec ses collègues, les tirailleurs lui amènent un sergent de mobiles bretons avec quatre hommes qu'ils viennent de faire prisonniers dans une cave. Ils étaient assis tranquilles auprès du feu, quand ils avaient vu ce sergent soulever une trappe. Cet Hôtel de Ville est machiné comme un dessous de scène; on n'y rencontre que trappes et souterrains, on n'y voit que fausses portes. Ceux qui y jouent l'odieuse comédie de tromper le peuple ont voulu, en cas de surprise, se ménager des issues pour la fuite. Flourens fait désarmer et mettre en arrestation le sergent breton. Mais, hélas! cet homme n'était que l'avant-garde de deux bataillons qui, en ce moment même, pénétraient par les caves dans l'Hôtel de Ville.

Flourens ignorait complétement l'existence du souterrain qui relie l'Hôtel de Ville à la caserne Napoléon située derrière. Personne ne lui en avait parlé dans la soirée. Prévenu, il l'aurait fait inonder d'eau.

La situation des républicains changeait tout à fait. Ce

n'étaient pas seulement deux bataillons de Bretons, c'était l'armée entière de Trochu qui pouvait maintenant les tourner par cette voie. L'ennemi était maître de la place. Il ne restait plus qu'à éviter une effusion de sang inutile, dangereuse pour la cause, qu'à laisser le gouvernement déchu faire l'appel au peuple, qu'à délivrer les prisonniers après avoir reçu d'eux promesse formelle, garantie sur leur honneur, de mettre aux voix librement et sincèrement la Commune, qu'à se retirer enfin dignement, avec les honneurs de la guerre.

Excités par le lieutenant-colonel de mobiles qui commandait à l'Hôtel de Ville lors de l'envahissement, et qui les avait guidés à travers le souterrain, excités aussi par deux de leurs officiers, ennemis acharnés des républicains, les mobiles étaient prêts à faire feu. On vint le dire à Flourens. Il commanda beaucoup de prudence et de fermeté, donna ordre de se replier sur le grand escalier. Puis, il alla trouver Dorian. Celui-ci, quoique membre du gouvernement déchu, avait été acclamé par le peuple en même temps que Flourens. On pouvait donc s'entendre avec lui dans un but de conciliation, afin d'éviter la guerre civile.

Dorian était dans le bureau du maire de Paris. Dès que Flourens lui eut dit de quoi il s'agissait, Dorian, plein de zèle patriotique : « Marchez, je vous suis. » Arrivés dans la cour, ils avancèrent seuls en parlementaires. Les mobiles bretons, l'œil hagard et menaçant, le pouce sur la détente, baïonnettes croisées, étaient massés dans le passage de la salle Saint-Jean. Ils étaient si troublés qu'ils ne voulaient rien entendre. Ce ne fut qu'à force de leur crier : « Faites venir votre commandant. Voici un ministre qui a des ordres à lui donner, » que Flourens parvint à entrer en relations avec eux. Enfin, le commandant consentit à venir; Dorian lui parla avec fermeté, lui ordonna d'attendre, sans engager aucune lutte, ce qui allait se décider.

Millière, Ranvier, Delescluze, Blanqui et Flourens convinrent de ceci avec Dorian : « que le gouvernement dit de

la défense nationale s'engageait librement, ***sur son honneur***, à laisser faire le lendemain, sous la présidence de Dorian et de Schœlcher, les élections de la Commune, et deux jours après celle d'un gouvernement nouveau, que, pour éviter l'effusion du sang et la guerre civile, les acclamés du 4 septembre et ceux du 31 octobre allaient sortir ensemble de l'Hôtel de Ville et retourner chacun à leur domicile sans que l'un des deux partis pût ensuite, à l'occasion de cette soirée, inquiéter l'autre. » Millière et Dorian se chargèrent de porter ces conditions à Jules Favre qui les accepta librement, sans qu'aucune pression ait été exercée sur lui.

Il ne restait plus qu'à exécuter cette convention. Ceux qui l'avaient conclue, allaient le faire. Mais, des citoyens qui étaient demeurés jusqu'alors autour du gouvernement déchu, surexcités par le danger de la situation et ne comprenant pas cette situation, s'y opposèrent énergiquement. Ils se serraient autour de Jules Favre, et ne voulaient pas le laisser partir. Le leur enlever était difficile, en ce moment où un accident malheureux aurait fait tant de tort à la cause républicaine. On usa de tous les moyens de persuasion, et pendant que l'on perdait le temps en ces discussions inopportunes et stériles, l'Hôtel de Ville s'emplissait d'ennemis. Les mobiles bretons en avaient ouvert une porte à Jules Ferry, qui parvint enfin à y pénétrer avec ses gardes nationaux réactionnaires. »

Se présentant en parlementaire, Ferry vint dire ceci à Flourens : « Quittez l'Hôtel de Ville et rendez-nous vos prisonniers. Toute résistance est impossible, nous amenons quarante mille hommes qui vous entourent. — Nous n'avons pas attendu votre sommation, lui répondit Flourens, pour conclure une convention avec vos collègues. Cette convention, nous sommes en train de l'exécuter. »

En ce moment, fit irruption une bande de réactionnaires très-animée, baïonnettes aux fusils. Afin de prévenir toute lutte, Flourens prit avec lui le général Tamisier. « Respectez votre général, » cria-t-il à ces gardes nationaux. Tamisier

leur adressa une petite allocution qui les calma. Puis Jules Favre et ses collègues se sauvèrent avec quelques amis par une porte de derrière. Tamisier, donnant le bras à Blanqui, descendit. Ayant rallié ses tirailleurs, Flourens partit à leur tête pour Belleville, à travers les flots épais de mobiles. Il était quatre heures du matin. Sans doute, Jules Ferry avait exagéré, il n'y avait pas quarante mille hommes sur la place. Mais, il y en avait bien vingt mille.

Seule opération militaire réussie par Trochu pendant tout le siége. A vingt mille soldats contre quatre cents républicains! Et encore, si les républicains n'avaient pas été tournés par un souterrain, jamais il ne leur aurait repris l'Hôtel de Ville. Ce qu'il n'a pu leur reprendre, c'est le serment de ses collègues, c'est l'honneur de Jules Favre qui avait juré la Commune et qui a donné le plébiscite.

IX

Le plébiscite de Jules Favre.

Le parti républicain devait se réjouir de la journée du 31. Par sa fermeté il avait évité la guerre civile, il avait obtenu pacifiquement qu'il fût fait droit à toutes ses réclamations. La République était sauvée. Il suffisait pour cela que le gouvernement tînt sa promesse sacrée, remît au suffrage populaire la libre élection des magistrats, restituât au peuple sa souveraineté usurpée.

Par l'astuce et la déloyauté de Jules Favre tout cela fut changé. Remis de sa peur, ce méchant homme chercha par quels moyens il pourrait éluder son engagement et conserver le pouvoir. Il accumula mensonges sur mensonges, calomnies sur calomnies, trahisons sur trahisons. Il couvrit les murailles de Paris d'infâmes placards, pleins de provocations à la guerre civile et d'outrages révoltants contre les républicains.

Tantôt il les accusait d'être soudoyés par l'or de Bismark, « qui connaissait dès le 28 le mouvement préparé pour le 31, qui citait les noms des promoteurs de ce mouvement. » M. Thiers, délégué de M. Jules Favre, qui se trouvait alors à Versailles, s'est chargé involontairement de convaincre, « son cher ami » de n'être qu'un vil imposteur. M. Thiers constate quel fut l'étonnement de M. de Bismark, en apprenant le 1er novembre qu'il y avait eu la veille une insurrection à Paris. Insurrection toute spontanée d'ailleurs que personne n'avait préparée, excepté M. Jules Favre en écrivant ses placards du 31.

Tantôt, se contredisant lui-même, il les accusait d'avoir renversé le plan d'armistice conclu entre lui, Jules Favre, et M. de Bismark. Dans cette seconde hypothèse, plus rapprochée de la vérité, c'était lui qui trahissait Paris et les républicains qui l'avaient empêché de consommer sa trahison. Il n'a pu la consommer que le 28 janvier! Mais, par un monstrueux mensonge, il déguisait cette capitulation honteuse, que nous venons de subir, sous le nom d'armistice. L'armistice, empêché, assurait-il, par l'insurrection des républicains, nous aurait obtenu « une paix honorable. »

Admettons un moment cette absurdité; supposons que les Prussiens aient offert à Versailles, le 31 octobre, « la paix honorable » refusée par eux à Ferrières le 19 septembre. Comment l'insurrection des républicains aurait-elle empêché cet armistice et cette paix, puisque les républicains ont été vaincus, emprisonnés, puisque leur mouvement a donné à M. Jules Favre l'occasion de faire son plébiscite, puisque ce plébiscite lui a valu une éclatante confirmation, au moins apparente, de pouvoirs qu'il tenait jusqu'alors d'une simple acclamation, puisque les moyens de traiter sérieusement avec l'ennemi lui manquaient auparavant, puisqu'il a dû ces moyens au plébiscite. Avant le plébiscite, M. de Bismark penchait encore à traiter avec Bonaparte; il n'a voulu traiter avec le gouvernement de la défense nationale qu'après avoir reçu de ce gouvernement des gages sé-

rieux de réactionnarisme : l'emprisonnement arbitraire des républicains, l'asservissement du suffrage universel par le plébiscite.

Mais M. de Bismark n'a daigné traiter avec M. Jules Favre que de très-haut et en l'accablant de tout le mépris qu'il mérite. Il ne lui a jamais rien offert « d'honorable. »

Quel tissu de mensonges et de contradictions! Jamais on n'a si impudemment abusé de la crédulité publique; jamais on n'a méprisé un peuple au point de lui donner, pour vérités, d'aussi plates bourdes!

La conclusion de tous ces mensonges était naturellement qu'il fallait, sous peine de perdre la République, laisser le pouvoir à M. Jules Favre et consorts. Le gouvernement avait promis qu'on ferait librement les élections de la Commune, cela était vrai; le gouvernement s'était engagé sur son honneur, cela était vrai. Mais il en avait si peu d'honneur! Perdre le peu qui lui restait et conserver le pouvoir, en vérité, c'était un troc excellent.

D'ailleurs, quand il avait promis, le gouvernement « était séquestré, n'avait pas son libre arbitre. » Imposture! Le gouvernement n'a fait que promettre toute la journée du 31 octobre. Il a promis le matin à la réunion des maires, à une heure, où il n'y avait pas trace d'envahissement de l'Hôtel de Ville, il a renouvelé le soir sa promesse à Dorian et à Millière, sans qu'aucune pression ait été exercée sur lui pour l'obtenir. Il a mis sa promesse, pour la rendre plus sainte et plus sacrée, sous la garantie d'hommes estimés, de Dorian et de Schœlcher.

Enfin, « il y avait impossibilité matérielle à faire des élections, le temps manquait pour la confection des listes électorales. » Mensonge! On avait tout le temps voulu pour improviser des listes. La preuve, c'est qu'on a voté le 3 novembre pour le plébiscite, le 7, pour l'élection des maires et adjoints de Paris, le 8 février pour l'élection des députés à l'Assemblée de Bordeaux, avec les anciennes listes de l'Empire, plus ou moins régulièrement modifiées.

Parmi les plus tristes souvenirs des derniers jours de l'Empire, il en était un qu'il ne fallait à aucun prix évoquer: c'était le plébiscite, cette abdication de la volonté d'un peuple dans les mains d'un homme, cette impardonnable lâcheté si promptement châtiée par l'invasion. Le plébiscite nous avait précipités dans l'abîme, avait couvert la France de ruines et de désolations. Il fallait mettre en oubli ce lugubre souvenir.

M. Jules Favre se dit: Ce qui a réussi à Bonaparte doit me réussir aussi. Faisons un plébiscite. Le peuple dit toujours oui. D'ailleurs on ne comprendra pas. La plupart croiront que dire non, c'est désavouer la République; que dire oui, c'est dire : « Oui, nous voulons la République, nous ne voulons plus de l'Empire qui nous a fait tant de mal. » On votera pour moi, parce que j'ai le pouvoir et parce que j'ai les urnes en main. L'inconnu effraye. La foule est timide. Elle aime mieux suivre jusqu'au précipice son guide habituel, que d'en prendre un nouveau.

Cet homme sans cœur qui a sacrifié la France à son ambition, qui nous a perdus pour satisfaire son immense orgueil par le pouvoir, et son immense avarice par l'argent que procure le pouvoir, se mit à préparer son terrain plébiscitaire. Pour le peuple, le « oui » était la consécration de la République. A force de mensonges, il parvint à donner au « oui » une autre signification pour la bourgeoisie. Il lui fit signifier : « Nous voulons au plus vite la paix. » Que lui importait, pourvu qu'il régnât, d'affaiblir encore le peu de considération dont nous jouissions au dehors, de mettre à nu notre plaie morale devant l'ennemi, de montrer à M. de Bismark quels vils sentiments de peur et d'égoïsme nous animaient, de rendre plus dures les conditions de la paix, en faisant voir aux vainqueurs tout notre abattement. Prostituer sa mère, sa patrie, n'est qu'un jeu pour l'ambition de Jules Favre!

Il s'efforça de déconsidérer le plus possible ses adversaires : « Que veulent-ils? Nous avons déjà la République.

Ils veulent donc le pillage! » Calomnie tirée chaque matin par centaines de mille exemplaires dans tous les journaux de M. Jules Favre, calomnie qui faisait son chemin parmi les cerveaux faibles. Il fit de la Commune un épouvantail, une sorte de bête féroce qui dévore les petits garçons et viole les jeunes filles. Cependant, on a une Commune partout en France, excepté à Paris. Même à Quimper-Corentin, où la Commune n'a jamais empêché personne de dormir tranquille. Il poussa l'impudence jusqu'à promettre que si le vote du plébiscite donnait un résultat négatif, il laisserait Paris libre de lui préférer « messieurs Félix Pyat, Flourens, Blanqui et leurs amis! »

Vous ne comprenez donc pas, monsieur Favre, que la personnalité de ces citoyens n'était nullement en cause le 31 octobre. Ce qui était en cause, c'était le salut commun; ce qui était en cause, c'étaient des principes. Et si ces principes avaient triomphé, si la levée en masse, si la républicanisation immédiate de l'armée avaient été décrétées, nous n'aurions pas honteusement capitulé. Les hommes que vous insultez ne voulaient rien pour eux. Mais, pour la République, ils voulaient tout: le sang de chacun de ses enfants, le leur tout d'abord, la fortune de chacun de ses enfants, la leur tout d'abord. Ils voulaient se dévouer tout entiers au salut public, y sacrifier leur vie, ou disparaître, après la patrie sauvée et la République fondée, dans quelque Caprera, non se gorger, comme vous, de traitements monstrueux, de dépouilles arrachées à une population ruinée.

Enfin, comme tout bon stratégiste électoral, M. Jules Favre eut sa manœuvre de la dernière heure. Un ami discret fit parvenir au journal *le Temps* la nouvelle d'une victoire de nos armées en province. Nouvelle fausse, manœuvre excellente. L'arme était à double tranchant, et les deux tranchants blessaient la République. Avant le vote, ce mensonge persuadait aux badauds de voter pour la dictature victorieuse de Jules Favre. Après le vote, ce mensonge, rejeté sur les républicains, permettait de les accuser de n'être que



de vils faussaires. « Les sceaux du gouvernement ont été dérobés dans la nuit du 31 ! s'écrie l'imposteur. Les républicains ont fabriqué à l'aide de ces sceaux, et ont émis avant le vote, une fausse nouvelle favorable au gouvernement, afin de pouvoir ensuite l'accuser d'une infamie. » Monsieur Jules Favre, regardez-nous donc en face. C'est vous qui êtes le faussaire.

Ainsi préparé, le résultat de cet escamotage du suffrage universel n'était pas douteux. Quelques républicains eurent pourtant le courage de douter jusqu'à la dernière minute, croyant que le succès d'un plébiscite, possible dans nos villages, serait impossible dans une ville instruite et intelligente comme Paris. Hélas! Paris dit oui le 3 novembre. Paris se renia lui-même, abdiqua sa volonté dans les mains d'un homme. Nous voyons aujourd'hui les inévitables résultats de ce vote désastreux. Le plébiscite Bonaparte avait livré la France aux Prussiens, le plébiscite Favre leur a livré Paris!

Belleville seul, plus perspicace, dit « non. » Il y eut dans tout Paris 60,000 votes négatifs et beaucoup d'abstentions. Nombre de citoyens qui ne jugeaient pas le suffrage sincère, et se défiaient, à juste titre, des gens qui tenaient les urnes, ne voulurent pas voter. Trochu, qui affirmait tant n'avoir pas de soldats pour se battre, en trouva des centaines de mille pour les faire voter oui « par ordre. »

La réaction triompha sans vergogne, espérant voir entrer en même temps dans Paris victuailles et Prussiens. Pour quiconque avait plus d'or dans la bourse que de cœur dans la poitrine, ce vote signifiait : « Paris pour un bon dîner! » Pauvres gastronomes, malgré votre oui servile, combien de temps encore vous n'avez eu que du cheval à manger. Le parti jésuite, qui avait si bien travaillé le plébiscite, exulta de joie, en voyant l'apothéose de ses deux coryphées, politique et militaire, de Jules Favre et de Trochu. Plus de levée en masse, plus de crainte pour sa peau, plus d'enrôlement forcé des curés et des moines, travestis en ambulanciers; plus de réquisitionnement à

redouter pour les abondantes provisions de bouche des couvents. On respira, on se sentit renaître. Vive Trochu et vive Bismark, mais à bas le peuple! Donnons aux Prussiens Paris et toute la France, s'ils le veulent, mais, pour Dieu, ne partageons pas notre dîner avec les meurt-de-faim. Tout ce clergé ventru et couard, séculier et régulier, jésuites et jésuitesses, opprobre de la France, se dilata d'aise. Il avait eu grand'peur; grâce à la protection de cette bonne sainte Vierge, il était enfin sauvé!

X

Arrestation des républicains. — Organisation municipale. — M. Jules Ferry.

En voyant l'impudent manque de foi des gouvernants, tous les honnêtes gens qui avaient accepté des fonctions publiques depuis le 4 septembre, tous les hommes qui avaient souci de leur dignité, donnèrent leur démission. Rochefort avait déjà donné la sienne. Edmond Adam, préfet de police; Floquet, adjoint de la mairie centrale, et bon nombre de délégués aux mairies d'arrondissements l'imitèrent. Ils furent remplacés par des réactionnaires, par des gens qui avaient toute honte bue, et auxquels le parjure, pourvu qu'il fût au pouvoir et donnât des places, ne déplaisait point.

On chercha un homme qui fût assez infâme pour oser mettre la main sur les républicains coupables d'avoir voulu sauver Paris, et d'avoir cru à la parole de Jules Favre. Cet homme fut difficile à trouver. On pensa même un moment que, pour faire cette sale besogne, il faudrait prendre un brigadier de gendarmerie, et l'affubler du titre de préfet de police. Enfin, pour la honte de la France, l'homme voulu fut trouvé. Triste preuve de la démoralisation profonde où nous a plongés l'Empire! Un nommé Cresson, avocat in-

connu, ami de Picard, consentit, moyennant bon payement, à se charger de la préfecture de police et des arrestations de républicains.

Il lança quarante mandats d'amener. Confiants dans la promesse formelle du gouvernement, que nul ne serait inquiété à raison des faits du 31, la plupart des républicains compromis étaient chez eux en pleine sécurité. Ils furent aisément arrêtés. Tibaldi, Vésinier, Vermorel, Lefrançais, conduits à la Conciergerie, puis à Vincennes, et enfin à Pélagie, traînés de cachot en cachot, exténués par la famine et le froid, ont attendu, pendant quatre mois, d'être enfin jugés et acquittés. Ranvier, Jaclard, Bauer, Félix Pyat, Goupil, Tridon, après avoir été arbitrairement arrêtés, ont été non moins arbitrairement relâchés. Millière, Blanqui et Flourens furent assez heureux pour se dérober à temps aux poursuites. Flourens fut pris ensuite dans un guet-apens militaire, aux avant-postes, à Maisons-Alfort, et incarcéré à Mazas. Mais le peuple a forcé Mazas, et l'a délivré.

Oui, il s'est rencontré trois hommes capables, tandis que les Prussiens affamaient Paris et l'écrasaient d'obus, de tenir sous les verroux des citoyens qui voulaient défendre Paris. Ces citoyens, Jules Favre les regardait comme des obstacles à sa politique de trahison; il les détestait à cause de leur ardent patriotisme, et il a pu trouver trois hommes pour servir d'exécuteurs à ses basses vengeances contre eux!

Ces trois hommes, l'histoire doit noter soigneusement leurs noms. Ils s'appellent : l'un, Cresson, préfet de police; l'autre, Henri Didier, procureur de la République; le troisième, Leblond, procureur général. Trinité amie de Picard et de Jules Favre. Ils ont été aidés dans leur œuvre criminelle par un auxiliaire si inintelligent, qu'il n'a presque pas conscience de ses actes : c'est Emmanuel Arago, soi-disant ministre de la justice, qui faisait parvenir aux détenus mille protestations de bon vouloir, mais ne consentait

point à les relâcher; qui, à bout de ressources, finit par les livrer à la juridiction militaire. Qu'il ait sa part de flétrissure!

Les Jeffreys du Bas-Empire, les âmes damnées de Bonaparte, Delesvaux, Grandperret, Zangiacomi, étaient pour nous de moins déloyaux ennemis. Ils n'usurpaient pas le nom de la République pour nous condamner. Les Prussiens n'étaient pas aux portes, nous n'avions pas à remplir ce devoir de défendre nos familles contre l'invasion, à l'heure où ils nous envoyaient dans les cachots impériaux. Enfin, ils nous condamnaient, durement il est vrai. N'étaient-ils pas payés pour cela? ne voulaient-ils pas faire leur métier consciencieusement? Ils nous condamnaient, tandis que Didier et Leblond ne veulent même pas nous juger, éternisent notre détention préventive, nous transforment en prisonniers d'État.

Où trouver une juridiction qui puisse condamner des citoyens dont le seul crime est d'avoir accompli leur devoir civique? La cour d'assises : on y pense. Mais le jury nous acquittera à l'unanimité. Quel Parisien, fût-il réactionnaire entre tous, quand nous viendrons lui dire : Nous avons voulu empêcher ta maison d'être écrasée par les boulets prussiens, ton petit enfant de mourir faute de lait, ta ville d'être envahie et rançonnée par l'étranger, quel Parisien ne nous acquittera de grand cœur? Décidément la cour d'assises ne vaut rien. Répondez, dit Jules Favre à l'ami Didier, « qu'il est impossible de la convoquer à cause de l'état de siége. »

Envoyez-les devant les conseils de guerre de la garde nationale. Les conseils de guerre se déclarent incompétents. Devant les cours martiales de l'armée. Les cours martiales se récusent. Alors il faut en créer de nouvelles, véritables tribunaux exceptionnels, qui, l'état de siége étant fini et Paris rendu, jugeront pourtant selon la loi de l'état de siége. Et en attendant ce jugement, on se décide à maintenir indéfiniment notre détention illégale.

Voulant compenser par une mesure populaire ce que le plébiscite avait de trop dictatorial, M. Jules Favre, dans sa haute sagesse, pensa qu'il n'y aurait pas péril à laisser la population parisienne élire les maires et adjoints d'arrondissements. Il eut soin de préciser dans son affiche que cette élection « n'était en rien celle de la Commune. » Les maires ainsi nommés ne devaient être que des agents subalternes, « simples commis de la mairie centrale, » dit-il dédaigneusement. Le maire de Paris, le seul maire réel et effectif, n'était pas soumis à l'élection. M. Jules Favre le choisissait. Au peuple de nommer les commis, à M. Jules Favre de nommer le chef de ces commis. C'était dans l'ordre, un seul Jules Favre est plus sage que deux millions de Parisiens.

Aucune mesure aussi détestable ne pouvait être prise, assurément. Au lieu d'une seule mairie, d'un conseil municipal unique, nous étions donc condamnés, par ce décret insensé, à en avoir vingt. Au lieu de l'ordre et de l'harmonie, la confusion, le chaos. Dans les distributions de vivres, dans les rationnements, plus d'homogénéité possible. Trop de telle subsistance dans tel arrondissement, pas assez dans tel autre. Des queues interminables à la porte des boucheries d'un côté, et le même service moins mal organisé un peu plus loin. Au moral, même confusion. Comment pouvaient s'entendre, pour représenter dignement leurs électeurs, pour défendre les intérêts si compromis de la cité, des hommes qui n'avaient même pas le droit de délibérer en commun sans l'autorisation de la mairie centrale.

C'est ce que voulait Jules Favre. De cette anarchie sortait la ruine de Paris et la sécurité de sa dictature. Périsse Paris, vive Jules Favre ! Toujours la vieille maxime jésuitique : divisez pour régner. Et à ce poste si important de maire de Paris, qui a-t-il mis ? Une nullité complète, son fidèle séide, M. Jules Ferry. Le mal qu'a fait ce dernier est immense. Il n'a jamais eu qu'un mérite, ne pas offusquer Jules Favre. L'incapacité, l'incurie et l'inhumanité personnifiées, voilà Jules Ferry tout entier. Un homme qui n'a jamais rien su

prévoir. Les farines s'épuisent, mais il y a encore des grains en magasins. Ces grains, il faudrait les moudre à l'avance, pour que les boulangeries ne chôment pas, ni les estomacs non plus. L'enfant de dix ans comprendrait cela. Un beau matin, les boulangers ne reçoivent plus de farine. « Où y a-t-il donc des moulins, s'écrie Jules Ferry, pour moudre nos grains? Vite, des moulins, trouvez-moi des moulins! » Paris souffre patiemment, croyant ces souffrances nécessaires à la République. Cependant, après trois jours passés presque sans pain, après trois jours d'angoisse et de famine, on ose un peu réclamer. Ferry rédige une longue et verbeuse proclamation en deux colonnes, où il ne tarit pas d'éloges sur lui-même, sur sa prévoyance et sa perspicacité.

L'hiver, il faut du bois pour se chauffer. C'est ce que tout le monde sait, le suisse de M. de la Palisse le savait, Jules Ferry l'ignore. Vous verrez le dernier commandant de place forte assiégée s'assurer qu'il y a des provisions de bois en suffisance dans toutes les caves; s'il n'y en a pas assez, faire couper du bois vert, et le mettre sécher. Les froids arrivent, Paris tout entier grelotte, M. Jules Ferry, prend sa bonne plume. Ce jour-là il a marché sur un poëte, sur un Legouvé quelconque, il est d'un lyrisme effréné. Il annonce aux Parisiens « que les dures nécessités de la guerre l'obligent à un cruel sacrifice. Cette couronne d'ombrages et de verdure qui fait le charme et la joie des environs de Paris, il va l'abattre. Il va l'abattre, avec discernement, sur une grande échelle. » On ne pouvait plus poétiquement parler de bûches.

Mais, malheureux, vos bûches sont vertes. Comment les faire brûler dans ces petits poêles en fonte qui sont l'unique moyen de chauffage des ouvriers parisiens, des deux tiers de la population. Comment attendre quatre ou cinq jours que vous les ayez abattues. Nous souffrons de la faim, il faut bien cuire nos aliments; nous souffrons du froid, nos greniers sont si glacés. Désespérés, plusieurs s'en vont prendre

ces planches qui servaient de clôtures aux terrains vagues et indiquaient les futures rues d'Haussmann. On saisit ces malheureux, on les emprisonne. Nous avons vu à Mazas de pauvres pères de familles, condamnés à six mois de prison par les juges inamovibles de l'Empire qui siégent au Palais de Justice, pour avoir pris le morceau de bois destiné à cuire un peu de soupe à leurs petits enfants. Sans doute ce sont là « ces gredins » dont parle Trochu dans une de ses premières lettres aux Parisiens : « cette classe spéciale de gredins qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire des appétits détestables. »

Nous craignons beaucoup, M. le général Trochu, que, malgré toute votre sagacité, vous n'ayez fait une grave erreur, et que cette classe spéciale de gredins, qui voient dans les malheurs publics l'occasion de satisfaire des appétits détestables, ne soit pas où vous pensez. Nous irions la chercher dans les palais de tous ceux que le siége a enrichis, fonctionnaires et spéculateurs, plutôt que dans les greniers où n'a pas cessé d'habiter la misère. Nous aimerions mieux avoir pris une planche pour chauffer nos enfants, et expier ce crime à Mazas, nous aimerions mieux être le « repris de justice » qui a « volé » une planche, et que vous flétrirez à cause de cela pendant le reste de sa vie, que d'être « l'honnête homme » qui a livré Paris !

Le gredin, c'est celui qui nous a laissé mourir de faim et de froid par incurie. Le gredin, c'est celui qui a pris dans nos forêts du bois nous appartenant, ne coûtant que la peine d'être coupé, et qui nous l'a ensuite vendu si cher. Comment vouliez-vous, M. Jules Ferry, qu'avec nos trente sous de gardes nationaux nous puissions acheter le bois vendu par vous trois francs? Le gredin, c'est celui qui a souffert que de malheureux soldats, blessés pour nous défendre, fussent déposés dans des locaux humides, étroits, malsains, sous des hangars en planches, couchés sur des grabats infects. Tandis que le mot « ambulance » décorait tant de palais. Indigne spéculation, on écrivait « ambulance » sur sa maison pour

la protéger contre le pillage si complaisamment annoncé par Trochu et Favre, et auquel personne, excepté eux, n'a songé dans Paris. Ces deux hypocrites s'y sont très-bien pris pour diviser la population, afin de la gouverner et de la trahir plus aisément. On mettait à toutes ses fenêtres, on mettait sur son toit le drapeau international de Genève, pour indiquer la présence de blessés et se protéger contre le bombardement. Peine perdue, les Prussiens auraient eu trop à faire s'ils avaient dû, avant de tirer un obus, s'inquiéter de tant de drapeaux. Mais on ne recevait presque pas de blessés. Deux ou trois pour la grimace. De vastes salons restaient déserts et inutiles, tandis que régnait sous les hangars un encombrement meurtrier.

Une Commune républicaine aurait développé dans tout Paris un immense esprit de fraternité, aurait occupé les femmes à soigner les blessés au lieu de les laisser oisives, aurait employé tous les logements inoccupés. Disciple du jésuite Jules Favre, député des couvents du faubourg Saint-Germain, M. Ferry s'inquiétait fort peu des blessés. Il s'inquiétait surtout de ne pas déplaire, en occupant leurs hôtels, à ses amis du « noble faubourg. » Ceux-ci ont eu pourtant le mauvais goût de ne pas le réélire.

XI

Rationnements. — Réquisitionnements. — Payement des loyers prorogé.

Tous les actes administratifs de M. Ferry portent au plus haut point le cachet de l'injustice, de l'imprévoyance et de l'ineptie. Il ne sait jamais prendre une mesure complète, décisive, vraiment utile. Toujours des demi-mesures, toujours il tâtonne; toujours il est surpris, hésitant, et capricieux, tyrannique en même temps. Sa maladresse dépasse

toutes les bornes ; et, s'il ne cherche pas, de parti pris, à inquiéter la population; au moins il fait tout ce qui est nécessaire pour cela.

Ses rationnements des subsistances sont le comble de l'impéritie. Il attend toujours le moment, où l'on va périr par le manque d'une subsistance, pour s'apercevoir qu'il est temps de la rationner. Un jour il déclare que le pain ne sera jamais rationné, le lendemain il réduit à 300 grammes la portion de chacun. On s'effraye, on réclame, on trouve à juste titre cela insuffisant. « Mettons que je n'ai rien dit, répond Ferry. Oui, décidément cela est à refaire. Nous allons vous rationner sur d'autres bases. » Et pourtant sa provision de grains et de farines n'a point changé, elle ne s'est pas accrue d'un gramme. S'il y avait nécessité la veille, pour sauver Paris, de ne manger chacun que 300 grammes de pain, il y avait nécessité bien plus forte encore le lendemain. En réalité, M. Jules Ferry n'a jamais su ni ce qu'il y avait de blés dans Paris, ni dans quel but il rationnait le pain, ni à combien de grammes chaque habitant devait être rationné. Il n'a fait que sottises sur sottises.

Le *Journal officiel de la République française* qui a enregistré, jour par jour, la série des méprises, des mécomptes et des déconvenues de ces grands hommes, serait grotesque s'il n'était lugubre. Chaque numéro est en contradiction formelle avec le numéro précédent. Messieurs Jules Ferry et Jules Favre décommandent le lendemain ce qu'ils avaient commandé la veille. Ou bien leurs décrets sont tellement obscurs et inintelligibles, qu'il faut les faire suivre de commentaires destinés à en élucider le texte. L'historien de cette dictature bâtarde sera obligé de deviner le *Journal officiel* comme on devine énigmes et rébus.

Pires encore que les rationnements de M. Ferry, si cela est possible, sont ses réquisitionnements. D'abord, ils ont un résultat inattendu et tout à fait décourageant, c'est de faire entièrement disparaître la subsistance dont on a besoin et que l'on veut assurer à tous. Ils sont si mal faits, avec

tant de fracas, de moyens vexatoires, et si peu d'esprit pratique ! Ce précieux aliment, les pommes de terre, se trouvait encore dans Paris. M. Ferry le réquisitionne. Impossible, dès lors, de plus trouver une seule pomme de terre à manger. D'ailleurs, ce n'est pas pour distribuer au fur et à mesure des besoins, c'est pour emmagasiner et perdre que M. Ferry réquisitionne. Ce qu'il a trouvé de pommes de terre, il le laisse gâter dans ses caves, puis le jette. Ce qu'il a trouvé de fromages, il le laisse dévorer par les rats.

Enfin, d'accord avec l'économiste Cernuschi et le ministre Magnin, il finit par organiser et salarier la délation. Autant la perquisition, qui prévient les accaparements, est un acte moral et légal, autant la dénonciation est une vilenie, bonne seulement à démoraliser un peuple. Mais la perquisition aurait pu faire découvrir les subsistances cachées dans les couvents, ou dans les somptueux hôtels du faubourg Saint-Germain. A aucun prix il n'en fallait. La délation, procédé jésuitique, n'avait pas cet inconvénient : ni les loups, ni les jésuites ne se mangent entre eux. Les jésuites seuls dénoncent, et ils ne dénoncent que les honnêtes gens. C'est pourquoi nos gouvernants promirent une prime à quiconque leur dénoncerait du blé caché. Inutile de dire que cette turpitude ne servit à rien, ne fit rien trouver. Encore une comédie, destinée à faire croire qu'avant de se rendre on épuisait tous les moyens de prolonger la résistance.

Une prorogation du payement des effets de commerce était nécessitée par la suspension de toute activité commerciale et industrielle depuis le commencement du siége. Pour bien résoudre cet embarras financier, il fallait se montrer radical, trancher hardiment dans le vif, mettre le salut commun et la fortune publique au-dessus des intérêts particuliers. Quelle que fût l'issue du siége, il fallait surtout que l'activité de chacun, toute prête, aussitôt la paix conclue, à réparer les désastres de la guerre, ne se trouvât pas

entravée par de maladroites demi-mesures mortelles au crédit. Les Ferry et consorts, hommes d'État novices, ignorants et présomptueux, firent tout le contraire. Ils trouvèrent le moyen de régler cette question à la fois contre les créanciers et contre les débiteurs. Solution originale!

Par une série de pitoyables moyens termes, ils ruinèrent tout le monde. Ils n'osèrent rien faire de bon, et ils osèrent faire beaucoup de mal. Ils laissèrent en permanence contre les capitaux une menace de non-payement à l'échéance. Ils se firent ainsi complices de toutes les fraudes possibles. Ils ôtèrent ainsi aux débiteurs et ils continuent de leur ôter, même après le siége fini, tout moyen de trouver des capitaux disponibles et de se libérer en travaillant. Ils firent rentrer l'argent dans les caves, empêchèrent à l'avance toute reprise des affaires et toute réapparition du crédit.

La question des loyers n'était pas moins grave et essentielle, surtout à Paris où, depuis Haussmann, le logement coûte si cher. Ce larron patenté, grâce à ses spéculations sur les terrains, et à ses agiotages sur les maisons, avait rendu notre ville à peu près inhabitable, excepté pour les riches. C'est ce qu'il voulait, dans un but politique et dans un but d'enrichissement : chasser le peuple de la capitale, y rendre ainsi toute révolution impossible, n'avoir plus dans Paris qu'une ville de luxe au centre, caravansérail cosmopolite, où on ne vivrait pas à moins de vingt mille francs de rente, et à la périphérie, des faubourgs de petits rentiers et de petits employés, gens paisibles.

Cet enchérissement constant et démesuré des loyers accablait le peuple. L'homme qui vit non de rentes ni d'un emploi, le père de famille qui n'a pas de revenu fixe, le prolétaire qui vit au jour le jour et fait vivre les siens d'un travail variable, soumis aux chômages et aux mortes saisons, l'ouvrier peut très-difficilement payer son propriétaire. Pourvoir au morceau de pain quotidien, on y parvient à la rigueur; mettre de côté une somme pour le terme,

voilà qui est à peu près impossible. Les petits ménages se ressentaient cruellement de l'inhumaine spéculation d'Haussmann. Déjà ils étaient à bout de ressources et ne vivaient plus qu'à grand'peine, quand la guerre vint subitement les ruiner tout à fait.

Afin d'arriver à quelque popularité, M. Ferry s'était donné le rôle d'adversaire spécial de M. Haussmann. Il était tenu à faire mieux que l'homme si vertement critiqué par lui. Il réussit à faire encore pis. Au moins, avec Haussmann on n'avait qu'un terme à payer à la fois. Ce terme était fort cher, mais quand on l'avait payé, on trouvait quelque répit. Ferry parvint à accumuler sur la tête des malheureux locataires une série de trois ou quatre termes arriérés, qu'ils ne pourront jamais payer. Les contributions de guerre écrasantes qu'il nous faudra verser aux Prussiens grâce à votre trahison, qu'il nous faudra prendre sur notre nourriture, sur notre vêtement, sur la subsistance de nos femmes et de nos enfants, vont-elles nous aider à acquitter cette dette, ô monsieur Jules Ferry ! La somme de travail perdue pendant le siége, la somme d'argent correspondant à ce travail, où la retrouverons-nous ? Comment pourrons-nous conserver un toit sur la tête de nos petits enfants, tout malades, tout affaiblis à force de privations ? En mettant nos derniers effets au mont de piété, en vendant notre grabat.

Ah ! vous ne savez rien de tout cela, monsieur Ferry, et vous ne vous en inquiétez guère. Né sous une heureuse étoile, vous n'avez qu'à mettre la main dans les caisses publiques pour y trouver de riches traitements. Jamais vous n'êtes en peine de bailleurs de fonds. Vos candidatures ne vous coûtent guère, les princes en font les frais. Quant à nous, si les princes daignent puiser dans nos poches, nous ne daignons pas les prendre pour caissiers.

Le premier devoir du gouvernement, le plus sacré de tous, était de donner pleine sécurité pour l'avenir de leurs familles aux défenseurs de la République qui allaient se faire tuer. Qu'il ne fût pas possible à un propriétaire inhumain de jeter leurs

femmes et leurs enfants dans la rue le lendemain de leur mort. Il fallait, cela était facile à cause des circonstances exceptionnelles du siége, des dangers communs et des intérêts communs, il fallait, au lieu de diviser les citoyens, les unir doucement et insensiblement par mille liens de bons services et de reconnaissance réciproque, les rendre tous solidaires, fonder la fraternité dans les cœurs et n'en pas écrire seulement le nom sur les murailles.

Cette prorogation des termes, inventée par Ferry et consorts, c'est la ruine de tous dans un avenir prochain. C'est la guerre civile dans nos rues, aussitôt la paix conclue avec l'ennemi. C'est l'éviction à bref délai d'un peuple de locataires, chassés de leurs toits pour récompense de leur patriotisme pendant le siége. Épouvantable résultat de cette politique de gens sans principes, sans convictions, qui vivent au jour le jour d'expédients, qui ne cherchent jamais qu'à parer aux difficultés de l'heure présente en sacrifiant l'avenir: Ce gouvernement n'a pas cru un seul instant à la délivrance de Paris. Il attendait impatiemment pour chaque lendemain la capitulation, comme la fin de tous ses embarras.

XII

Queues aux portes des boucheries. — Mairies d'arrondissements — Proclamations de M. Clément Thomas.

Le triste chef-d'œuvre de l'administration de M. Ferry, c'est l'invention des queues aux portes des boucheries, des boulangeries et des marchands de bois pour attendre les distributions. Cet homme, qui avait centralisé toute l'existence municipale de Paris dans sa mairie centrale, voulut également centraliser pour chaque quartier la distribution des subsistances dans trois ou quatre locaux. Il fit fermer les anciennes boucheries, et n'autorisa plus qu'un petit nombre de boucheries municipales. A cette centralisation il

trouvait l'avantage de simplifier le service administratif du rationnement de la viande de cheval d'abord, et ensuite du pain et du bois. Simplifier, mais au prix de quelles tortures des administrés.

Après une longue attente, on parvenait enfin à entrer dans la bienheureuse boutique. Qu'y trouvait-on ? Un seul individu chargé de servir six cents personnes, un seul délégué de la mairie chargé de pointer six cents cartes de rationnement. Et quelle incurie ! Jamais il n'y avait le nombre de portions voulues. C'est pourquoi la mère, qui voulait donner à manger à ses enfants, faisait bien de veiller toute la nuit à la porte de la boucherie ou de la boulangerie. Sinon rien, absolument rien pour les derniers venus. Que devenaient donc les parts qui manquaient au compte de chaque délégué distributeur. On n'en savait rien. Et cependant, chaque jour était mise en répartition et en vente la quantité de parts voulue pour que chacun mangeât. Rationnez, fort bien, si cela est nécessaire. Mais, au moins, faites-le d'une manière humaine. Donnez à chacun sa portion ; en la donnant posément, régulièrement, vous ne serez pas obligé de distribuer un gramme de plus, et tout le monde aura à manger. Ne faites pas acheter à une mère le pain de ses enfants par une maladie souvent mortelle.

Il fallait, au contraire, afin d'éviter l'encombrement, ouvrir à deux battants toutes les boucheries existantes. Et si elles ne suffisaient pas, manquait-il de locaux vides, de boutiques inoccupées, qu'il était facile de réquisitionner pour ce service. Manquait-il d'employés pleins de bonne volonté, capables de surveiller les distributions dans ces nouveaux locaux. Était-il impossible, afin de prévenir même tout semblant d'attente, d'assigner à chaque groupe de citoyens une heure différente pour venir retirer leurs parts de subsistances. Dès qu'on aurait vu des distributions régulières et bien faites, chacun se serait habitué très-volontiers à ne venir qu'à l'heure indiquée.

Mais non, malgré toutes les réclamations de la presse,

ce despote asiatique qui a nom Jules Ferry n'a rien voulu changer, pendant tout le siége, à l'ordre stupide et inhumain réglé dans son étroite cervelle. Ce caprice odieux aurait été capable de faire détester le nom de République à une population qui, sous aucun monarque, n'a jamais rien subi de pareil. Ceux qui ne réfléchissent pas, et il y en a malheureusement beaucoup parmi les ignorants, parmi les femmes, allient dans leurs souvenirs l'idée de République à celle de ces queues. M. Ferry l'a-t-il fait exprès pour dépopulariser la République, pour faciliter l'avénement de ses princes? Nous ne le croyons pas capable de tant de machiavélisme, cela dépasse probablement sa portée intellectuelle. Mais nous le croyons très-capable de servir d'instrument aveugle et inconscient à une trame infernale de ce genre.

Cet hiver du siége a eu des froids précoces et terribles. A deux heures du matin, M. Ferry dormait chaudement dans son lit. On voyait déjà à travers les ténèbres, car il n'y avait plus d'éclairage au gaz dans les rues, de petits enfants venir s'accroupir sur le pas en pierre des portes de boucheries. Ils tombaient de sommeil, mais il leur fallait lutter contre le froid pour ne pas mourir gelés. Ils se dressaient tout raides, frappaient leurs petits pieds contre le trottoir glacé, soufflaient dans leurs mains inertes, puis ils retombaient sur la pierre. Si, passant près d'eux, vous allumiez une bougie pour les voir, vous leur trouviez la face verdâtre et toute crispée, les dents grinçantes, les lèvres blêmes. A peine s'ils vous regardaient, ils étaient hébétés par la souffrance. Pour se protéger contre le froid, ils n'avaient souvent qu'une blouse de toile, et en guise de pardessus quelque vieux sac. Heureux ceux qui sous la blouse avaient un tricot de laine.

A deux heures et demie arrivaient les femmes. Elles commençaient à s'aligner en longues files. On parlait peu, on était trop gelé et trop désespéré. Un morne silence pesait sur tous ces misérables, sur tous ces déguenillés, couverts

10.

de haillons, car les meilleurs vêtements étaient allés au mont de piété. Le froid mordait cruellement cette foule muette. Les longues heures s'écoulaient lentement. A quelque clocher d'église voisine on entendait tinter d'un son lugubre, comme cela tinte dans la nuit, successivement trois heures, quatre heures, cinq heures. Toujours nuit close et froid impitoyable. De temps en temps, on s'agitait confusément, à droite, à gauche, dans les ténèbres; on se battait les flancs pour essayer de s'échauffer un peu. Mais, s'échauffer devenait impossible; des extrémités glacées le froid remontait jusqu'au cœur. La file s'allongeait : des vieillards, des hommes, prenaient rang. Parfois une estafette passait au galop. « Est-il heureux celui-là! disait quelque femme, au moins il peut se faire tuer. Nous ne pouvons nous faire tuer, nous. »

Le jour apparaissait, un jour triste, terne et blafard d'hiver. Cependant il ranimait, il réchauffait un peu les cœurs, en indiquant que le supplice approchait de sa fin. Le froid aussi devenait un peu moins aigu, quelque mouvement commençait dans la rue. Enfin, à huit heures, la boutique ouvrait. Ceux qui attendaient là depuis les deux heures entraient un à un. Les autres n'en avaient plus que pour deux ou trois heures d'attente. Et encore, au prix de toute cette attente meurtrière et contre son argent, qu'avait-on? 300 grammes de pain : M. Ferry, qui n'a jamais vécu à la ration, s'étant trompé dans son compte et n'ayant attribué à chacun pas même de quoi ne pas mourir de faim.

Et cette torture recommençait toutes les nuits. Et elle a duré tout l'hiver, tous ces longs mois de novembre, décembre et janvier. Et ce n'était pas la nuit seulement qu'il fallait faire queue, mais toute la journée aussi. La queue, finie à la boucherie, recommençait à la boulangerie; finie à la boulangerie, recommençait au bois. Si bien que l'existence d'une malheureuse mère de famille était occupée tout entière à attendre devant des portes fermées, et qu'il

ne lui restait plus aucun temps pour nourrir et soigner ses enfants. Et tout cela, c'était le caprice d'un homme, de M. Jules Ferry, qui l'imposait à la population parisienne; tout cela, la Commune aurait pu le supprimer en une heure.

En vérité, M. Ferry nous a fait bien plus de mal que M. de Bismark. Que de fluxions de poitrine, que de maladies de tout genre, ont été prises pendant ces nuits du siége, quand il fallait passer debout à la même place, afin de ne pas perdre son rang, six heures en plein air! Que de convois de pauvres mères suivis par de petits orphelins! Que de vides irréparables dans les familles! que de larmes et de désespoirs! Que d'enfants resteront chétifs, débiles et malingres, exténués par ces souffrances!

La mortalité a cru prodigieusement dans Paris pendant le siége. Vous le disiez chaque jour dans votre *Journal officiel*, afin d'effrayer la population, afin de la décourager de toute résistance et d'amener enfin la capitulation tant désirée par vous. Mais qui a fait croître cette mortalité, si ce n'est M. Jules Ferry lui-même? Vous avez donné le relevé de toutes les femmes et de tous les enfants écrasés par les obus de M. de Bismark; mais, vous n'avez pas donné celui des femmes et des enfants tués par les procédés administratifs de M. Jules Ferry.

Combien chèrement on a fait expier au peuple de Paris son vote du plébiscite Trochu! Ce peuple n'est coupable que de trop de crédulité et de trop de docilité. Il n'est pour rien dans l'opprobre de la capitulation, il a été indignement trompé. Il était prêt à tous les héroïsmes, à l'héroïsme actif du champ de bataille, il l'a fait voir à Montretout; à l'héroïsme passif de la famine, courageusement soufferte, il l'a montré dans Paris. Croyant ses souffrances et ses privations nécessaires au salut de la République, il les a supportées avec une abnégation sublime. Hélas! on abusait de sa confiance. Ceux qui lui imposaient tous ces maux ne croyaient ni à la République, ni à la délivrance de Paris. Et ils ne vou-

laient pas se retirer du pouvoir, laisser la place à d'autres plus courageux, plus dévoués et plus intelligents qu'eux. En public, ils appelaient la résistance de Paris « folie héroïque, » dans l'intimité, ils l'appelaient « stupidité ». Et ils en riaient.

La plus vulgaire probité ne leur ordonnait-elle pas, s'ils voulaient tant conserver à tout prix le pouvoir, de dire au peuple dès le mois de septembre : « Cessons de nous défendre, rendons-nous de suite, » et de livrer immédiatement aux Prussiens le mont Valérien. Cela n'aurait-il pas mieux valu que de prolonger cinq mois à travers tant de misère, tant de famine et tant de cadavres cette lugubre comédie?

Paris a mangé du cheval, Paris a mangé de toutes les choses immondes, du chat, du chien et du rat. Paris n'a eu qu'un pain de sable, de paille, de son et d'avoine pendant un mois. Tout cela n'est rien. Paris aurait volontiers souffert bien davantage encore pour arriver à un résultat utile et glorieux. Mais Paris peut se convaincre aujourd'hui qu'il a souffert tout cela en pure perte, que les traîtres ne lui ont imposé tant de souffrances que pour le dégoûter de son héroïsme, qu'ils n'ont jamais eu la volonté, même l'idée, de tirer parti de cet héroïsme pour vaincre. Voilà ce qui est affreux et profondément criminel!

Selon les ordres de M. Jules Favre, l'élection des maires et adjoints d'arrondissements, qui ne devaient être que les satellites de M. Jules Ferry, eut lieu le 7 novembre. Paris se releva par ce vote de la surprise du vote plébiscitaire, montra qu'il avait été trompé par un tour d'escamotage, mais que son cœur n'était pas avec M. Jules Favre et compagnie. Autant le vote du oui et du non est obscur, sujet à erreurs, autant le choix d'une personnalité est facilement compris de tous. Quelques élections dans les faubourgs furent vraiment significatives, vraiment républicaines, témoignèrent d'une opposition radicale contre la dictature acclamée le 4 septembre et plébiscitée le 3 novembre.

Un des maires, nommés le 4 septembre, s'était signalé entre tous par son ardent dévouement aux intérêts de ses administrés. Les dictateurs naturellement l'avaient révoqué. Car il avait déplu à la confrérie. Il avait osé, l'infâme, préférer à l'enseignement clérical, qui fait des sujets, l'enseignement laïque, qui fait des citoyens. Il avait osé reprendre possession, au nom de sa municipalité, de locaux usurpés par les frères ignorantins, ces suppôts des jésuites. Pour tous ces méfaits impardonnables, il avait été révoqué, et Jules Simon, cet hypocrite qui, sous l'Empire, se faisait une popularité en plaidant pour l'enseignement laïque, s'était bien gardé de le soutenir. Les électeurs remirent le citoyen Mottu à la tête de la mairie qu'il administrait si bien.

Belleville sut accentuer nettement son opposition en ne nommant que des hommes du 31 : Ranvier, Millière, Flourens et Lefrançais. Si bien que toute la municipalité du vingtième arrondissement se trouva ou emprisonnée ou proscrite. Le suffrage universel, en nous confiant ce mandat, aurait dû nous ouvrir toutes grandes les portes de nos cachots. Personnellement élus, nous étions même de bien plus légitimes représentants de la volonté populaire que les plébiscités du 3 novembre, que ces hommes dont deux seulement ont été nommés députés de Paris le 8 février !

Mais le tout-puissant Jules Favre en jugea autrement. Nous mettre en liberté lui aurait trop coûté. Que lui importe la souveraineté du peuple; il est habitué à faire bon marché de tout principe qui le gêne. Il annula par un de ses ukases notre élection. Il chargea son acolyte Ferry de pourvoir à notre remplacement. Ferry, qui ne doute de rien, trouva une bande de complaisants, et la colloqua à la mairie du vingtième. Même procédé fut employé un peu plus tard par le même Ferry à la mairie du dix-neuvième, quand Delescluze et les adjoints eurent donné leur démission. Une autre bande de complaisants fit l'affaire. Voilà comment on se moque de toi, ô peuple souverain !

Le pauvre vieux Tamisier, n'ayant pu fusiller personne au 31, fut chassé, remplacé au commandement en chef de la garde nationale par un gendarme émérite, M. Clément Thomas, homme à poigne solide. Le principal mérite militaire de ce général était d'avoir lancé des gendarmes sur le peuple désarmé avec ce mot : « Chargez-moi cette canaille. » Il nous fit bien voir du reste, dès le début de son règne, quelle estime il faisait de nous, et il nous traita véritablement en canaille. Il fut merveilleusement secondé dans cette tâche par le colonel Montagu, le Schmitz de l'endroit, de même force que Schmitz comme guerrier, mais plus méchant.

A eux-deux, Clément Thomas et Montagu souillèrent les murs de Paris d'une série de proclamations scandaleuses, de révoltantes insultes contre la garde nationale. Si, dans l'enrôlement fait aux premiers jours de septembre, avec une précipitation inévitable, il s'était glissé parmi nous quelques indignes, la garde nationale toute entière, sauf quelques exceptions, n'en était pas moins honorable. Elle se composait de très-braves gens, dont le dernier valait infiniment mieux que MM. Clément Thomas et Montagu, dont le dernier travaillait et produisait, tandis que ces Messieurs ne font que consommer et coûter fort cher à l'État.

Eh bien, ils ont trouvé moyen d'outrager grossièrement tous ces honnêtes gens : à les en croire, la garde nationale n'aurait été qu'un ramassis d'ivrognes, de voleurs et de pillards, de lâches qui fuyaient devant le premier casque prussien.

Ils ont fini, peu de temps avant que nous nous fissions écharper héroïquement à Montretout, par se demander si la garde nationale « ne serait pas plutôt un embarras qu'un secours pour la défense. » Ce qui voulait dire : « Vous n'êtes qu'une horde de lâches coquins, de mendiants auxquels nous voulons bien donner trente sous par jour, comme à Rome on donnait sa sportule à la plèbe, mais vous êtes

incapables de vous battre. » Certes, MM. Clément Thomas et Montagu auraient été payés par Bismark pour décourager et démoraliser les Parisiens, ils n'auraient pu s'y prendre mieux; ils auraient été payés pour confirmer les Prussiens, qui lisaient tous nos journaux, dans l'opinion de Bismark sur « la vile populace » de Paris, ils n'auraient pu faire mieux.

QUATRIÈME PARTIE

CAPITULATION

I

Arrivée des canons Krupp. — Sortie de Ducrot. — Fausses nouvelles de la province.

Jusqu'à la fin d'octobre, le siége de Paris n'avait été que fictif; les Prussiens l'investissaient pour la forme, mais ne l'assiégeaient pas. Ils avaient beaucoup de peine à organiser leurs convois de vivres pour se ravitailler, et ils avaient dû consacrer tous leurs moyens de transport à faire venir des subsistances. Le pays était désert; tous les habitants des villages voisins étant rentrés dans Paris, ils ne trouvaient rien à manger. Les francs-tireurs leur coupaient souvent leurs convois de vivres, faisaient dérailler les trains de provisions sur les chemins de fer. Cela les inquiétait beaucoup. Ils n'osaient même s'aventurer dans le pays par petites troupes pour aller fourrager, tant ils craignaient ces redoutables adversaires.

Bien organisés et suffisamment nombreux, les francs-tireurs auraient pu sauver la France. Rien de tel qu'une guerre de partisans pour avoir raison d'un envahisseur. Qu'importent les grandes victoires de l'ennemi, avec les

guérillas vous pouvez l'enfermer, l'affamer et le vaincre au centre même de votre pays conquis par lui. Les guérillas ont vaincu les Français en Espagne et au Mexique, et sauvé leur patrie. Avec de bons francs-tireurs répandus dans tout l'est de la France, nous aurions pu rendre le siége de Paris impossible, sans perdre beaucoup de monde; nous aurions pu empêcher les Allemands de faire passer un seul train de provisions de bouche et de matériel d'artillerie. Mais cela n'entrait pas dans le plan de Trochu, qui montra toujours pour les francs-tireurs autant d'aversion qu'en montrait Bismark lui-même.

Après la prise de Metz, les Prussiens purent disposer de troupes nombreuses et d'un matériel d'artillerie redoutable. D'autre part, ils avaient eu le temps d'assurer leurs communications avec l'Est, de faire avancer des armées vers l'Ouest, le Midi et le Nord. Leur position, qui pouvait devenir bien critique, si Trochu avait été un autre homme, s'était beaucoup améliorée. Ils avaient commis une grande imprudence en avançant sur Paris avant d'avoir pris Metz; une seule bataille perdue sous les murs de Paris, et c'en était fait d'eux, faute d'une base d'opérations solide et d'une ligne de retraite assurée. Pas un d'eux n'aurait repassé libre le Rhin. Pour ne pas périr sous les coups de fourches des paysans champenois, lorrains et alsaciens, qu'ils foulaient aux pieds naguère, ils auraient dû mettre bas les armes et se rendre au général assez intelligent pour les attaquer un peu vivement. Et maintenant, grâce à l'ineptie ou à la trahison des généraux français, tout leur souriait, tout leur réussissait. Ils communiquaient si librement avec l'Est qu'ils pouvaient faire venir et mettre en bataille sous les murs de Paris leurs énormes canons Krupp, leurs batteries d'artillerie de siége si difficiles à transporter.

Trochu les laissa faire, comme si cela ne le regardait pas. Les inquiéter dans cette opération, qui devait hâter l'heure de la reddition, eût été tout à fait contraire à son plan. Il se tint coi et tranquille au Louvre pendant une vingtaine de

jours, se reposant de la chaude alerte du 31. L'opinion publique à la fin s'impatienta, exigea de lui qu'il fît quelque chose. Cédant à cette pression, il alla se faire battre. A tout hasard, et sans avoir aucune raison d'aller de ce côté, il engagea, le 29 novembre, une action à Chevilly, Thiais, Choisy-le-Roi.

Mais voici bien mieux, à grand fracas on ferme les portes afin que les Prussiens n'en ignorent; puis on colle sur tous les murs de Paris des affiches pleines d'une forfanterie révoltante. Il y en avait de Trochu, il y en avait de Jules Favre, il y en avait surtout une de Ducrot dans le style du capitaine Fracasse. Ducrot prétendait ne devoir rentrer dans Paris que « mort ou victorieux. » Hélas! ni l'un ni l'autre. Le 30 novembre, bataille de la Marne, de Champigny. Le 2 décembre, sur la Marne, Ducrot fait tuer beaucoup de monde. Il avait une rivière à passer, et il ne sait pas se munir de ponts assez longs pour bien effectuer ce passage. Opération pourtant élémentaire. Il perd des heures précieuses, il donne à l'ennemi le temps d'arriver en forces. Et pourtant les forces prussiennes, devant lesquelles il recule, étaient inférieures aux siennes. Nous l'avons appris depuis par les Prussiens eux-mêmes. Il n'avait qu'à marcher hardiment en avant, la trouée était faite, Paris était débloqué.

Pour excuser son impardonnable imprévoyance à l'égard des ponts qui a tout fait manquer, il invente et nous raconte la plus invraisemblable histoire de crue subite de la Marne, d'écluses rompues, de barrages ouverts par les Prussiens. Puis, il va cacher sa honte à Vincennes, sans avoir rien fait que de sacrifier inutilement beaucoup de monde. Tandis que ses soldats gèlent, meurent de froid dans le bois de Vincennes, à deux pas de Paris, d'où Trochu ne sait pas même leur envoyer des couvertures, les nouvellistes s'en vont à travers les rues, racontant mystérieusement que le plan de jonction avec les armées de province est enfin exécuté, que Ducrot a forcé les lignes prussiennes. Le len-

demain, Paris apprend encore une fois que nous avons été obligés de nous replier en bon ordre.

Paris se serait découragé à la fin, et aurait jeté à bas cette dictature incapable qui ne lui valait que défaites sur défaites, si on n'avait pris soin de réchauffer de temps en temps sa croyance dans le plan Trochu au moyen de fausses nouvelles de la province. Paris s'impatientait, vite un pigeon. Un pigeon arrivait à tire d'ailes, et juste à point, au colombier de l'Hôtel de Ville. Un pigeon suffisait à occuper la crédulité publique pendant six à huit jours. Le temps pour les journaux de commenter ses dépêches, de les expliquer. A un pigeon usé succédait un autre pigeon. Et quels effrontés menteurs que ces pigeons ! A beau mentir qui vient de loin. Quand les Parisiens voyaient rentrer Ducrot vaincu, on ne pouvait aisément leur persuader qu'il était victorieux. Mais, avec les pigeons, l'imagination se donnait librement carrière sur nos succès en province ; impossible aux Parisiens, étroitement emprisonnés par Bismàrk et surtout par Trochu, de rien vérifier.

Déjà Gambetta avait arrangé ses pigeons de manière à nous les rendre agréables, à nous prouver qu'il ne perdait pas le temps en province. Là où il avait dix mille hommes, il en marquait cent mille ; là où s'était livré un engagement obscur et insignifiant, il écrivait grande et décisive bataille ; là où commandait un piètre général, il s'écriait avec enthousiasme : le sauveur est trouvé ! Et toutes ces falsifications des pigeons ne suffisaient pas encore à nos dictateurs de Paris. Ils ajoutaient, ils retranchaient, ils mettaient le pigeon au goût de Paris, l'accommodaient à la sauce des derniers événements, nous révélaient que « Paris faisait l'admiration du monde entier, » et que « la province entière marchait à notre secours. »

Parfois les pigeons avaient de singulières et inconvenantes boutades. Ils venaient, par exemple, dire à Trochu : « Votre inaction a tout perdu. » Cette phrase de mauvais aloi était vite remplacée par une autre plus polie, on faisait l'édu-

pour délivrer Paris. Même avec les plus faibles forces, cela, mené hardiment, devait réussir. Croira-t-on jamais qu'une nation de trente millions d'hommes n'ait pu, en cinq mois, rien faire de décisif pour le salut de sa capitale. A moins que Gambetta, à l'instar de Trochu, n'ait eu, lui aussi, son plan, et que ce plan n'ait consisté à sacrifier Paris, à ne considérer la capitale que « comme une place forte assiégée devant succomber tôt ou tard. » D'une part, Gambetta interdisait à ses généraux de nous secourir, d'autre part, Trochu nous interdisait de nous défendre ; il fallait bien que Paris capitulât ! Nous saurons à quoi nous en tenir sur cette autre trahison, grâce à l'enquête qui sera faite forcément quelque jour sur les agissements de M. Gambetta en province.

Nous aurons à apprendre toute l'histoire de la province pendant l'investissement de Paris autrement que par des pigeons menteurs. Nous savons des noms de batailles livrées, de victoires et de défaites, mais tout cela confusément et vaguement, sans grande confiance dans la source dont nous le tenons, mieux souvent même par nos ennemis que par nos gouvernants. Une seule chose paraît évidente dès aujourd'hui, c'est que, tandis que Gambetta nous étourdissait de ses pompeuses énumérations d'armées, d'armées du Nord et d'armées de l'Ouest, d'armées de l'Est et d'armées de la Loire, de ses découvertes de généraux miraculeux et de leurs prodigieuses manœuvres, de ses grands et de ses petits « mouvements tournants, » de ses camps retranchés de Conlie et de Marans, il n'y avait en réalité dans toute la province que ceci : une détestable direction de la guerre, capricieuse, tyrannique, ignorante, due à M. Gambetta ; des armées, ou plutôt des masses d'hommes incohérentes, qu'on laissait mourir de faim, éparpillées à droite, à gauche, qu'on n'exerçait pas, qu'on n'aguérrissait point par une petite guerre si aisée à faire, si utile à l'enseignement du soldat et à nos intérêts, si préférable pour nous aux grandes batailles où nous devions toujours avoir le dessous ; à la tête des armées, des généraux absolument pa-

reils à ceux qui venaient de se faire si bien battre avec Bonaparte, des camarades de ces vaincus, recrutés par M. Gambetta dans le cadre des retraités et des inactifs.

Paris s'est pourtant épris de passion successivement pour chacun de ces beaux héros. Un pigeon arrivait. Il nous apportait un grand homme, entièrement inconnu la veille, mais qui n'en devenait pas moins le Dieu du jour. Tous les journaux entonnaient l'hosanna, la foule brûlait l'encens. Puis, le lendemain, on découvrait que le grand homme était un traître ou un imbécile, qu'il nous avait fait battre encore une fois à plate couture. L'enthousiasme pourtant ne se décourageait pas, il changeait seulement d'objet; dans chaque nouveau général vanté par Gambetta, il voyait le messie guerrier attendu par la France.

Kératry est un grand homme, il opère dans l'Ouest. — Pardon, Monsieur, vous êtes en retard de quatre heures. Un nouveau pigeon vient d'arriver, Kératry n'est qu'un vil conspirateur orléaniste. C'est Aurelle de Paladines qui est en train, à l'heure qu'il est, de nous sauver. Il vient de reprendre Orléans aux Prussiens. — Les Prussiens viennent de reprendre Orléans à Aurelle de Paladines. Il ne vaut plus rien. C'est Chanzy qui est l'homme de la situation aujourd'hui. Mac-Mahon le recommande, l'américain Washburne l'estime, les Anglais en font grand cas.— Eh! que nous importe l'opinion des Anglais sur Chanzy, s'il nous laisse mourir de faim dans Paris, et ne fait pas plus que ses collègues pour nous débloquer.

Comme des ombres chinoises défilent tous ces sauveurs, dont chacun a eu son quart d'heure de popularité, et dont pas un n'a fait œuvre d'homme. Voici venir Bourbaki, général de la garde impériale, confident de l'impératrice. Mais ce n'est pas encore Bourbaki, malgré tous ces titres, qui sauvera la République. Aimez-vous mieux Faidherbe, ex-gouverneur bonapartiste au Sénégal? Ou bien l'amiral Moulac, ou bien le capitaine Cremer, promu général d'hier? Dans ce panthéon choisissez, selon votre goût, une idole.

En fait de généraux, rien n'est plus facile que de faire prendre à Gambetta une huître pour un phénix. Qu'un porte-épaulettes quelconque vienne lui parler avec un air profond et convaincu « de plans tournants, » ou d'autres billevesées de même force, Gambetta, tout fier de cette confidence militaire, s'écrie : « J'ai trouvé mon homme ! » Il s'imagine que l'art de la guerre est quelque algèbre indéchiffrable, qu'il faut être initié pour en avoir la clef. Il ne comprend pas que c'est le même bon sens, la même intelligence, qui décide des succès militaires et civils, que l'art spécial de la guerre est fort peu de chose, qu'un ouvrier ou un commerçant intelligent et courageux fera un général infiniment supérieur à tous les polytechniciens et à tous les saint-cyriens. Il se persuade que le verbiage pédantesque des officiers intrigants de sa petite cour est le commencement du savoir militaire. Et pour se montrer à la hauteur des fonctions de général en chef du peuple français, dont il s'est investi lui-même, il émaille ses dépêches d'un grotesque étalage de phrases techniques.

Un seul général a constamment fait son devoir, un seul général a constamment vaincu. Celui-là, ce n'est point par les réclames de Gambetta, par les pigeons menteurs, que nous connaissons ses succès. Ce sont les Prussiens eux-mêmes qui nous les ont appris. Victorieux des Prussiens, il les forçait à l'estimer, à l'admirer. Et pourtant, quand il vint servir la France, de combien d'avanies ne fut-il pas accablé ! Pas un général français ne voulait servir à côté de lui. Cela était prudent de leur part ; sous ses ordres, ils n'auraient pas pu fuir ou se rendre. Ni distributions de vivres, ni vêtements, ni armes, ni munitions pour ses troupes. Accueil glacial partout. A chaque pas, le mauvais vouloir de l'administration semait obstacles et entraves sous ses pas.

A force d'abnégation, de foi, d'ardeur pour la cause républicaine, il sut triompher de toutes ces difficultés. Il sut enflammer ses soldats, leur verser au cœur son souffle héroïque, les rendre invincibles. Commandés par ce héros

véritable, les auxiliaires étrangers se battirent mieux pour la France que tous les Français. S'il avait eu une grande armée, il nous aurait sauvés; avec les 20,000 hommes qu'on voulut bien lui laisser, il fit des prodiges. Il coupa les convois des Prussiens, les sépara un moment de l'Allemagne, les vainquit toujours. Quoique déjà âgé, quoique fatigué par de longues campagnes dans les deux hémisphères pour la cause des peuples, il fut toujours à la tête de ses troupes.

O notre cher vieux général! ô Garibaldi! combien vous avez été bon et grand de venir à notre secours! Nous vous avions pourtant fait bien du mal. C'est la France de Bonaparte qui, en maintenant le pape à Rome, tuait à petit feu votre patrie, l'Italie; c'est la même France qui vous a fait blesser à Aspromonte par les sicaires de Victor-Emmanuel, qui a massacré dans le guet-apens de Mentana vos enfants, les garibaldiens. Tous ceux qui vous aiment en Italie vous disaient: « N'allez pas au secours de la France, vous n'y trouverez qu'une république de jésuites. » Et ils avaient raison. Pour prix de tant de services que nous a rendus votre inépuisable bonté, on vous a renvoyé conspué, honni. Ils n'ont même pas voulu vous écouter à leur Assemblée de Bordeaux. Infamie! Jamais la France n'a été avilie à ce point. Nous vengerons son honneur et le vôtre, ô notre général bien-aimé!

III

Emprunt de Laurier. — Bombardement des forts. — Conférence de Londres.

Ce qu'il y eut de plus clair dans la gestion de nos affaires par Gambetta, ce fut le bon tour que joua à nos finances son ami et associé Laurier. La considération d'un peuple, comme celle d'un individu, se mesure à son crédit. Un honnête homme solvable trouve aisément crédit gratuit, ou à très-bon marché. La France est très-solvable; et, malgré nos

plus mauvais gouvernements, nous avions toujours passé à l'étranger pour un peuple honnête, payant scrupuleusement ses dettes. M. Laurier, tripoteur d'emprunts turcs, de saletés ottomanes et de canailleries égyptiennes, trouva moyen de nous faire perdre cette bonne renommée. Il conclut à Londres un emprunt malpropre à taux usuraire. Laurier est un malin. Le tour était bon pour ses compères et pour lui. Qu'importent à ces gens-là l'honneur, le crédit, les intérêts de la France!

Ce qui fut clair aussi, ce fut la reprise d'Orléans par les Prussiens. A peine avions-nous occupé cette ville, où il était si facile de se maintenir, nous la perdîmes. Trochu craignit que cela ne causât quelque émotion dans Paris, comme en avait causé la prise de Metz. C'est pourquoi, le 6 décembre, il envoya tous ses sbires, toute la brigade de sûreté, toute la police dans les faubourgs. C'est pourquoi il s'occupa activement de faire arrêter et incarcérer Flourens, dont il redoutait fort le patriotisme ardent. Flourens, depuis le 31 octobre, s'était soustrait aux recherches de la police, en demeurant enfermé dans la maison d'un ami.

Mais, ayant appris que ses tirailleurs avaient été envoyés aux avant-postes, qu'ils y avaient eu un engagement avec les Prussiens, que trois d'entre eux avaient été tués, il n'avait pu résister au désir d'aller les joindre à Maisons-Alfort. On lui tendit le guet-apens suivant. Tandis qu'il était allé seul à Créteil, le bataillon de tirailleurs reçut l'ordre de rentrer immédiatement à Paris. A son retour à Maisons-Alfort, un officier de chasseurs à pieds, qui y commandait, le fit prier très-poliment de venir le voir. Flourens se rendit sans défiance à cette invitation. L'officier lui annonça, tout en rougissant de jouer ce rôle ignoble de policier, qu'il était chargé par le général Clément Thomas de le faire arrêter. Flourens fut conduit au fort voisin, de là à la Conciergerie où il passa une nuit, et enfin à Mazas. Tels furent les plus brillants exploits de l'armée française pendant cette campagne de Paris, arrêter, à cinq cents hommes, un républicain trop

confiant, en fusiller d'autres sur la place l'Hôtel de Ville.

N'étant gênés dans ce travail ni par les armées de province ni par celle de Paris, les Prussiens s'étaient solidement établis dans tous les villages qui entourent Paris. Ils avaient puissamment remué le sol, fortifié chaque passage avec des remparts de terre armés de canons, placé leurs batteries de siége sur toutes les hauteurs. Ce n'était plus un siége fictif, un trompe-l'œil. C'était bien maintenant, grâce à l'incurie de Trochu, un cercle de fer et de feu qui assiégeait Paris. Le 21 décembre, Trochu essaya de reprendre le Bourget; mais, selon sa glorieuse habitude, il ne réussit qu'à faire tuer du monde et à se faire battre. Les Prussiens avaient maintenant tout ce qu'il leur fallait pour nous bombarder.

Ils hésitaient pourtant. Du dehors deux courants d'impulsions contraires leur venaient. Des autres peuples de l'Europe, un courant de réprobation. Car, tout bombardement est une chose lâche, infâme, qui épargne les soldats pour frapper la foule désarmée dans ses maisons, femmes, vieillards, enfants. L'Europe avait compassion de ce pauvre Paris, où l'on venait naguère de toute part s'amuser aux fêtes malsaines du Bas-Empire, comme jadis au carnaval de Venise, de cette ville de luxe et de plaisirs que les obus prussiens menaçaient d'écraser. Après avoir corrompu le monde par notre dépravation, nous lui faisions pitié par nos défaites et notre avilissement.

De l'Allemagne venait aux Prussiens un courant de colère. Tout le monde était lassé de cette guerre. Chaque famille pleurait un parent, un fils, tué ou absent. Il fallait en finir, même par le bombardement. N'étaient-ce pas les Français qui avaient provoqué, ne devaient-ils pas expier ce crime d'avoir envahi l'Allemagne, d'avoir voulu conquérir la Prusse? Pouvait-on terminer la guerre sans avoir pris Paris? Et puisque Paris était assez déraisonnable et obstiné pour refuser de se rendre, ne fallait-il pas employer les grands moyens pour l'y contraindre? Voilà ce que répétaient chaque jour les journaux d'outre-Rhin. Même, ne

connaissant rien à Paris, croyant que Trochu l'obligeait, malgré lui, à résister, et que « la populace vile » avait peur, voulait se rendre, ces journaux engageaient le roi Guillaume à commencer le bombardement par les faubourgs populeux de Belleville et de la Villette. Cela offrait double avantage : écraser plus de monde, écraser les familles des ouvriers qui, alors, feraient émeute, obligeraient le gouverneur de la place à capituler.

A la fin, ce bon roi Guillaume, prenant en pitié les souffrances de son peuple, se décida. Il commença par bombarder nos forts de l'est le 27 décembre. Tout ce fracas épouvantable eut « un effet psychologique » entièrement différent de celui qu'il en attendait. Personne n'eut peur dans le peuple; nous n'en fûmes que plus irrités, plus ardents à vouloir nous mesurer contre l'ennemi, homme à homme, poitrines contre poitrines, comme il sied à des braves. Mais, ces généraux, chamarrés de décorations, il fallait les voir, suant la peur à grosses gouttes, grinçant des dents, blottis derrière quelque muraille à l'abri du danger.

Ils eurent tellement peur au plateau d'Avron, que nous en perdîmes cette position. Elle était pourtant si importante pour nous, si nécessaire à garder, puisqu'elle dominait d'un côté trois faubourgs de Paris, de l'autre les approches de l'ennemi. Nous l'occupions depuis trois semaines. Le temps ne nous avait pas manqué pour en faire un Mamelon vert imprenable. Mais, le génie s'était croisé les bras, et quand la mitraille prussienne vint balayer ce plateau, il n'offrait aucun abri à nos troupes. Il fallut l'abandonner avec une précipitation honteuse.

Ce nouveau Bourget, moins la catastrophe des troupes, fit impression à Paris. Quelle preuve plus forte vouliez-vous, ô réactionnaires, de la complète impéritie du général adoré par vous ! Même la presse conservatrice, qui avait le plus aidé au plébiscite, fut indignée. Tout le monde attaqua Trochu. Jules Favre se sentit mal à l'aise. Ayant si bien

conduit les affaires de l'Occident, il éprouva un vif désir d'aller à Londres s'occuper de celles d'Orient. Il se fit adresser par le compère Gambetta des invitations pressantes à partir. Paris était bombardé, Paris commençait à mourir de faim et à ne plus croire du tout au plan de Trochu, il était temps de s'en aller avec un bon sauf conduit prussien. Le ballon étant au-dessous de la dignité de Jules Favre. Pigeons sur pigeons. Il faut partir, disaient d'un ton suppliant les premiers pigeons. « Partez à tout prix, le salut de la patrie l'exige, » disaient impérieusement les derniers pigeons. Ces pigeons paraissaient fort suspects à tout le monde. Généralement, on croyait qu'ils n'avaient fait d'autre voyage que de l'Hôtel de Ville à l'Imprimerie nationale. Le grand homme, malgré tous ses pigeons, fut contraint par l'opinion publique à rester.

Les lâchetés de Jules Favre et de Trochu nous coûteront tout le déshonneur imaginable, la perte de deux provinces, une rançon de cinq milliards. Fallait-il donc que, pour colorer d'un prétexte plausible sa fuite honteuse d'une ville perdue par lui, M. Jules Favre voulût encore nous accabler de cette humiliation suprême. Aller nous représenter à Londres, qui donc l'en avait prié ? Il s'en était chargé lui-même, il s'en était fait charger par un de ses commis, par son chargé d'affaires en Angleterre. Pitoyable comédie ! Et que faire à Londres ? Aller au bas bout de la table, dans l'attitude humble et soumise du vaincu, autoriser de sa présence un acte odieux de brigandage royal. Quand un simple particulier manque à ses engagements, on le met au bagne. Dès qu'un souverain ne veut plus tenir les siens, dès qu'il a intérêt à les rompre et se sent de force à le faire sans danger, « il dénonce un traité. » Tout est dit. Que la Russie prenne Constantinople, si elle le veut, Paris assiégé, bombardé, n'y peut rien, n'a pas à y intervenir. [La République française, triomphante quelque jour, saura bien rendre à tous les peuples la libre disposition d'eux-mêmes !]

« Mais ce n'est pas pour Constantinople que je veux aller

à la conférence de Londres, dit Jules Favre d'un ton profond. C'est pour Paris. A peine rangé autour du tapis vert diplomatique, j'introduirai la question française. On voudra m'empêcher d'en parler. Je serai beau d'indignation. On m'écoutera. Je serai tendre, passionné, émouvant. Je verserai des larmes. Tous les trésors de la rhétorique, je les prodiguerai : tropes, métaphores, hyperboles. J'aurai le cœur brisé, la mort dans le cœur. » — On sait que Jules Favre a perpétuellement le cœur ravagé à l'excès, et pourtant se porte à merveille. — « Ah ! il faudrait qu'ils fussent bien barbares tous ces diplomates pour ne pas s'attendrir avec moi, pleurer avec moi, pour ne pas intervenir de suite et chasser les féroces Prussiens. Laissez-moi aller à Londres, et vous serez sauvés. »

Bien peu de badauds se prirent à ces mirages séduisants, bien peu allèrent supplier à deux genoux le grand homme de partir. On savait que la conférence s'était formellement interdit de traiter la question française. Et, d'ailleurs, si cette question avait pu être traitée, les supplications, les larmes, les jérémiades de M. Jules Favre à Londres, après celles de Ferrières, n'auraient-elles pas été pour nous le coup de pied de l'âne !

IV

Paris bombardé. — Couronnement de l'empereur d'Allemagne.

Les Prussiens s'impatientaient. Le 5 janvier, ils se mirent à bombarder les forts du sud. Cette fois, ils bombardèrent aussi la ville, surtout la rive gauche de Paris. On ne put croire à leurs premiers obus. Trochu avait tant de fois répété : « Paris est imprenable. » « Les batteries à longue portée des Prussiens, maintenues à distance par nos forts, n'enverront pas de boulets pouvant produire un effet

utile par delà l'enceinte bastionnée, » disaient les gens de l'art. « Nous n'avons qu'un seul point faible et vulnérable, affirmaient les initiés : c'est le Point-du-Jour. » Aussi que de charretées de terre on apportait à cet endroit, et comme on y remuait la terre, afin d'amuser les curieux. Il aurait mille fois mieux valu ne rien faire au Point-du-Jour, et ne pas laisser prendre aux Prussiens le plateau de Châtillon, d'où ils pouvaient si bien écraser nos maisons. Il aurait fallu transformer en autant de monts Valériens chacun des plateaux qui dominent Paris. Car, nous n'avons que ce fort de bien situé, tous les autres sont dans des trous.

Évidemment, ces obus qui se permettaient, contre toutes les règles de l'art, d'entrer dans Paris, ce ne pouvait être des obus prussiens. Ce devait être des obus français égarés; sans doute, des pointeurs très-maladroits qui, visant les Prussiens, atteignaient les Parisiens, puisque nous étions imprenables. Hélas! il fallut bien vite reconnaître la triste vérité. Trompés encore une fois par Trochu! Nous étions si bien prenables, que c'était un jeu pour les Prussiens de nous écraser des quartiers entiers. Mirant quelque tour, quelque clocher, et tirant à toute volée, ils pouvaient de nuit et de jour nous tuer dans nos maisons. Voilà comment se jouent « des pékins » ces messieurs du génie. Et il en sera de même tant que les Français auront le préjugé stupide de l'épaulette, admireront les oripeaux de théâtre dont s'affublent les traîneurs de sabre, croiront que la guerre est une science mystérieuse, occulte, abstruse, à laquelle on ne peut rien entendre, si l'on ne porte pantalon rouge. Un Américain appliquera son bon sens, son intelligence, à comprendre les choses de la guerre comme celles de la paix. S'il voit une colline en face de sa ville, il dira : « Prenons-la, fortifions-la ; l'ennemi pourrait s'en emparer, nous écraser de là. » Les pompeuses absurdités de tous les officiers du génie possibles ne l'en feraient pas démordre.

Grenelle, Montrouge, le faubourg Saint-Germain, le faubourg Saint-Jacques, le faubourg Saint-Marceau souffrirent

cruellement de la pluie d'obus. Femmes, enfants écrasés; maisons trouées. Plus de sécurité nulle part. On se réfugia dans les caves. Aussi, bonnes gens, pourquoi ce point d'honneur insensé : ne pas vouloir vous rendre aux Prussiens, quand Trochu le veut ? vous êtes dignes d'être écrasés ! On alla dans d'autres arrondissements chercher un peu de repos. M. Jules Ferry trouva moyen d'insulter ces malheureux réfugiés, refusa de les nourrir dans leurs nouveaux quartiers, proposa à ces pères de famille, par une révoltante ironie, de loger en commun leurs femmes et leurs enfants sous des baraquements en planches et en toiles, et cela au cœur de l'hiver et tandis qu'il y avait tant de beaux appartements vacants, entièrement libres. Ces souffrances aiguës, jointes à la famine, n'abattirent pas le courage des Parisiens.

En cette extrémité terrible, Paris voulut savoir combien il lui restait de pain. On ne pouvait demeurer impassible sous les bombes, laisser lâchement écraser femmes et enfants. Il fallait tenter quelque entreprise, quelque sortie désespérée qui réussirait à coup sûr, tant la population était exaspérée. Combien avions-nous encore de vivres ? A cette question on ne put obtenir du gouvernement des traîtres que réponses évasives et mensonges. Ils voulaient amener insensiblement la population à son dernier morceau de pain, à l'heure suprême où il n'y aurait plus rien à faire qu'à se rendre.

En vain, quelques maires et quelques adjoints luttèrent énergiquement pour qu'il fût pris une mesure radicale de salut. Le gouvernement trouva, chose incroyable, des apologistes parmi les magistrats qu'avait élus le peuple pour défendre ses intérêts. Delescluze, Émile Oudet eurent mille fois raison, et ne furent pas écoutés. Ils donnèrent leur démission; la mairie du dix-neuvième arrondissement, comme celle du vingtième, fut occupée par des agents de M. Jules Ferry. Plusieurs citoyens, délégués des vingt arrondissements, signèrent courageusement et firent afficher des placards rouges, invitant le peuple à prendre une résolution.

La police arrêta dans leurs domiciles quelques-uns de ces citoyens et les enferma à Mazas.

Trochu parla de se suicider. Mais, il ne se suicida pas plus qu'il ne vainquit. Il était trop bon chrétien pour commettre ce péché. C'est vraiment une chose terrible que d'être si bon chrétien ; pour un homme qui aurait de l'honneur, ce serait excessivement gênant. Tout le gouvernement de la défense nationale, du reste, a des sentiments analogues. N'avaient-ils pas, au 4 septembre « juré de se faire tuer jusqu'au dernier? » Ils ont fait tuer en province et autour de Paris des milliers de nos frères, ils nous ont ruinés, réduits à l'esclavage des Prussiens, et pas un d'eux ne s'est fait tuer. Au contraire, ils engraissent, tandis que la France meurt de faim. Ils ont bu à l'Hôtel de Ville, ces assermentés, ces laquais de Bonaparte, quarante mille bouteilles de vins fins volées à leur maître.

Autre comédie. L'infaillible Trochu n'avait consenti jusqu'ici à communiquer son plan à personne. Lui et son plan, cela devait suffire. Absolutisme complet, entière dictature, dans son humilité jésuitique, il ne trouvait pas que cela fût trop pour lui. A présent que tout semblait perdu, il consentit à réunir des conseils de guerre, composés de culottes de peau qui, naturellement, ne lui donnèrent aucun bon avis. Cela n'avait, d'ailleurs, nul autre but que de satisfaire un peu l'opinion publique.

Tandis que Paris trahi se débattait dans cette misérable agonie, le 18 janvier, son vainqueur ceignit la couronne impériale d'Allemagne dans le Versailles de Louis XIV. Pour rehausser l'éclat de cette cérémonie, des rois et des électeurs vassaux, des valets couronnés, vinrent en foule d'Allemagne. Ainsi, blanchissaient dans nos champs, sous le vent et la pluie, les ossements de tant de braves jeunes Allemands. Ainsi, par delà le Rhin, tant de veuves, distribuant aux orphelins une mince nourriture, leur disaient : Pauvres petits, vous n'avez plus de père. Ainsi, entre deux nations sœurs, faites pour s'aimer, coulait à présent un vaste fleuve

de sang. Et ce monarque était content de cela, et il en triomphait, et il trouvait d'autres monarques pour applaudir à sa manie sanglante. O peuples, quand deviendrez-vous raisonnables, quand, supprimant la race féroce des porte-couronnes, finirez-vous vos discordes internationales par un embrassement universel!

Combien de fois, tandis qu'ils assiégeaient Paris, des Allemands intelligents et doux furent tentés de jeter bas les armes, de fraterniser avec nous, de donner dans la métropole de l'Occident ce sublime exemple de deux peuples qui se reconnaissent frères, ne veulent plus s'entre-déchirer pour servir l'ambition des rois. Hélas! ils étaient espionnés. Cette généreuse conspiration était sue de leurs tyrans, à peine l'avaient-ils communiquée à quelques camarades. Une discipline sauvage réprimait alors. On les fusillait sans pitié, afin d'arrêter la contagion de l'esprit républicain dans l'armée. Officiers polonais, officiers bavarois périrent de cette mort pour la sainte cause de l'humanité!

Toujours sacrifiés à l'avant-garde, les Bavarois étaient mécontents et fatigués, prêts à se révolter. Les Polonais, esclaves, ne se battaient qu'à contre-cœur pour faire de la France une nouvelle Pologne. Tout le monde dans cette armée, même les Prussiens que soutenait le plus l'orgueil de la victoire, était épuisé d'une campagne si meurtrière et si rapide. On ne souhaitait que la paix et revoir l'Allemagne. Ces germes de rébellion grandissaient secrètement dans les cœurs. Que les Parisiens eussent remporté un seul succès sérieux, l'armée du roi Guillaume s'évanouissait comme une ombre.

Tous ces expatriés de la grande Allemagne, menés par force au delà des frontières nationales, un souvenir perpétuellement les obsédait. Le souvenir de ce bon vieux foyer germanique, si calme, si patriarcal. Casanier entre tous les peuples, l'Allemand n'aime que son foyer. Bon émigrant parce qu'il est casanier, il transporte avec lui ce cher foyer sous toutes les latitudes habitables à l'homme blanc. Plus

frivole, le Français préfère souvent aux joies paisibles du foyer domestique l'éclat, les distractions bruyantes du monde extérieur: c'est pourquoi il n'est heureux que dans une ville française.

Sous les murs de Paris, l'image de la patrie absente n'était point si douce aux Allemands. Ils renversaient le foyer des Français, ils se sentaient complices d'un grand crime. Et la crainte leur venait que le châtiment de ce crime ne volât sur des ailes légères, que le fléau de l'invasion française ne s'abattît sur leur chère patrie avant la chute de Paris. Ce qu'ils faisaient de mal aux Français, ces femmes échevelées s'enfuyant à travers la nuit des villes et des villages ruinés, sans pain désormais et sans asile, ces petits enfants pleurant et gémissant, ces maisons saccagées, éventrées par les obus, ces ouvriers de Châteaudun, gisant au seuil de leur porte, baignés dans leur sang, la main crispée sur la hache et l'œil encore menaçant, toutes les scènes de désolation qu'ils apportaient en France, ils voyaient dans leurs songes les Français reporter ces mêmes scènes de désolation en Allemagne.

Leurs lettres en font foi. Telle lettre écrite au bivouac, interrompue par le boute-selle, nous est parvenue, parce que le fils pieux qui l'écrivait à sa mère et n'avait pas eu le temps de l'achever a été tué par nous. Sur son cadavre nous l'avons retrouvée, nous y avons lu ces inquiétudes poignantes : « Ah ! bien chère mère, jamais nous n'entrerons dans Paris. Ce siége ne finit point. Les Français sont trahis par tous leurs généraux, mais ne veulent point se rendre. Combien nous craignons tous ici que, tandis que nous assiégeons leur capitale, ils n'aillent envahir l'Allemagne ! »

Découragement, démoralisation profonde ! Chacun, même le plus ignorant, sentait combien peu cette guerre était nationale, combien, depuis Sedan, elle devenait funeste à l'Allemagne aussi bien qu'à la France. On avait délivré la France d'un empereur, on versait son sang maintenant pour en imposer un à l'Allemagne. On perdait chaque jour de plus

en plus la foi dans le succès du siége. On savait les courageux sentiments des Parisiens par ces nombreux espions que Bismark entretenait à Paris, que nous y avons souvent arrêtés, et que Trochu faisait immédiatement relâcher. On savait que l'armée de Paris était plus nombreuse que l'armée assiégeante. De là ces paniques à Versailles, chaque fois que l'armée de Paris faisait une sortie. Nos ennemis sentaient fort bien à quel point il nous était facile de les écraser. Hélas! ils ne savaient point par quels misérables nous étions commandés.

Voulant combattre ces dispositions inquiétantes de son armée, empêcher surtout l'Allemand de s'entendre avec le Français, Bismark fit semer les plus odieux mensonges. — Les Français auraient mutilé, massacré leurs prisonniers, achevé des blessés. — Malheureux Allemands, vous avez cru ces infamies. Si vous saviez combien, au contraire, vos blessés nous ont été sacrés, combien nous les avons traités en frères. Ils vous le diront à leur retour parmi vous. Aux rois seuls nous voulons mal de mort.

V

Affaire de Montretout. — Prise de Mazas.

Cependant, M. Trochu voulait décidément et à tout prix en finir, arriver à son but, capituler. Comme il ne pouvait décemment faire mettre bas les armes à cinq cent mille hommes, livrer aux Prussiens tant de canons, de munitions, de forts, sans un simulacre au moins de dernière bataille, il organisa une sortie pour le 19 janvier. Il résolut de faire donner la garde nationale, qui l'impatientait en lui demandant chaque jour de se battre. Pensée criminelle! Car il n'avait pas l'intention de vaincre, mais seulement de faire tuer du monde, de prouver que les Prussiens étaient invin-

cibles, de jouer enfin le dernier acte de sa lugubre comédie de capitulation. C'est pour cette chute du rideau que seize cent quatre-vingts gardes nationaux, tués ou blessés, ont été sacrifiés à Montretout.

Sacrifiés, complétement sacrifiés. Il était si facile de vaincre. On était d'abord victorieux sur tous les points. Les Prussiens reculaient partout, pour la première fois nous les avions surpris, sérieusement et réellement surpris : plus d'indiscrétion de M. Schmitz cette fois. La journée était trop belle, Paris respirait trop joyeusement, il fallut qu'un autre traître s'en mêlât pour tout perdre. Ce fut M. Ducrot. Les Prussiens avaient besoin de deux heures pour se remettre de leur surprise, faire avancer des réserves écrasantes, nous battre. M. Ducrot se fit attendre deux heures. Nous fûmes battus.

Certes, Rochebrune et tous les gardes nationaux qui ont succombé héroïquement dans cette journée auraient bien eu le droit de ne point vouloir marcher sous d'aussi mauvais chefs. Après tant de preuves flagrantes de l'incapacité complète ou de la trahison de ces chefs, ils savaient fort bien qu'on les menait à la mort et non à la victoire. Ils ont voulu mourir. Nous leur sommes profondément reconnaissants de ce noble trépas, qui les a montrés aimant mieux mourir que se rendre. Par la grandeur morale, le seul beau combat de toute cette triste campagne, c'est Montretout.

Au lieu de se mettre à la tête des troupes, de marcher avec elles d'un invincible élan jusqu'à Versailles, de tout écraser sur son passage, M. Trochu ne fit qu'arrêter cet élan, qu'envoyer l'ordre d'attendre, quand il aurait fallu avancer pour vaincre. Enfin, lorsque la journée fut perdue, il se garda bien de rassurer la population parisienne, de réparer sa faute en surprenant les Prussiens sur quelque autre point, ce qui lui était toujours facile, car il occupait le centre et eux la périphérie, de gagner quelque victoire. Il alla s'enfermer au mont Valérien, et de là, pour achever de décourager la population, pour compléter « l'effet psychologique »

de la défaite, il expédia les dépêches les plus alarmantes. « Envoyez-moi vite tout ce que vous pourrez trouver de voitures d'ambulances, de brancards, de civières, pour transporter nos blessés. » C'était le rôle d'un intendant de deuxième classe, et non d'un général en chef, de faire venir ces voitures. Mais presque tout Paris avait des parents qui s'étaient battus à Montretout; faire croire que la garde nationale entière y avait péri, livrer toutes les familles à de terribles angoisses, cela faisait partie du plan de Trochu, cela menait à la capitulation.

Quand les journaux osaient timidement l'accuser de vouloir capituler, il s'indignait : « Le gouverneur de Paris ne capitulera pas, » répondait-il d'un ton superbe et la main sur le cœur. En même temps que cette promesse, il faisait une bonne restriction mentale. Son affiche ne disait point : Paris ne capitulera pas, mais simplement : le gouverneur de Paris ne capitulera pas. Il n'y avait qu'à supprimer ce titre de gouverneur, et alors on pourrait capituler sans manquer à sa parole. Ce qui fut fait. Le moment de la capitulation venu, ce titre de gouverneur fut anéanti; Trochu resta pourtant membre du gouvernement, remit le commandement de l'armée à Vinoy, et put capituler en toute sûreté de conscience. O restriction mentale, que vous êtes une belle et merveilleuse chose!

Vinoy n'accepta qu'en rechignant ce poste de déshonneur. « Je suis un soldat, il me faut bien obéir. L'heure critique est venue, » dit-il dans sa proclamation aux Parisiens. Interprétez ainsi tous ces mensonges : Il y a longtemps que vous auriez dû capituler. Il est temps d'en finir et nous ne voulons plus que cela traîne. Malheur à qui essayera d'empêcher la capitulation. L'armée dont nous n'avons pas voulu nous servir contre les Prussiens, nous l'emploierons à fusiller les citoyens de Paris. Hélas! Vinoy en ceci n'a que trop tenu parole.

L'indignation était grande, l'effervescence à son comble dans les faubourgs. Ceux même qui avaient voté oui au plé-

biscite comprenaient maintenant la trahison. La légion garibaldienne et la ligue républicaine, qui s'étaient engagées par serment à résister à outrance, ne voulaient point se soumettre sans tenter quelque effort. Emprisonné à Mazas depuis le 7 décembre, Flourens y préparait sa délivrance avec les amis dont il recevait les visites. Ceux-ci ne voulaient point le laisser en otage dans les mains du gouvernement, à l'heure où Paris appartiendrait aux Prussiens.

A première vue, Mazas semble imprenable. La Bastille moderne n'a point de pont-levis, ni de fossés comme l'ancienne, mais elle a de hautes et épaisses murailles, une lourde porte de fer blindée. Pourtant elle peut être prise par des hommes intelligents, qui en ont bien étudié les abords, et ne redoutent pas de se faire tuer, s'il le faut, pour atteindre à leur but. L'enterrement de notre pauvre ami Rochebrune avait lieu le 21. Rendez-vous y fut pris. Cent trente hommes du complot s'y trouvèrent. Des tambours furent réquisitionnés, le drapeau rouge arboré, et la petite colonne se mit fièrement en marche.

A côté de la grande porte de fer de Mazas, par où entrent les voitures cellulaires, se trouvent : à droite, une petite porte de service, à gauche, un poste occupé par une trentaine de gardes nationaux. A l'intérieur de la prison, qui contient douze cents détenus, tout le service de nuit est fait par six gardiens, un pour chaque division, et par un sous-brigadier. Comme le directeur, les greffiers, le brigadier-chef et les sous-brigadiers sont logés dans le pavillon faisant face à l'entrée, la petite porte de service reste ouverte jusqu'à minuit et même au delà pour laisser entrer ces employés et leurs familles.

S'emparer de cette porte par une surprise habilement menée, tout le succès de l'opération était là. Une fois maître de cette entrée, on était maître de la prison. Maître pour toute la nuit, car Mazas n'a pas de communications électriques souterraines avec Paris ; maître, sans qu'il fût possible au poste de garde nationale de résister. Aux approches

de Mazas la petite colonne s'arrêta un moment, quatre hommes déterminés furent envoyés en avant qui surprirent la porte de service sans coup férir. Alors la colonne avança, tambours battant la charge. Afin de procéder en bon ordre, au lieu d'envahir la prison, on envoya au directeur des délégués en parlementaires : « Nous sommes l'avant-garde de six mille hommes qui marchent sur Mazas. N'essayez pas de résister. Rendez-nous de suite le citoyen Flourens qui est illégalement détenu ici. » Le directeur ayant voulu refuser, on le menaça de mort, on l'obligea à céder à la force.

C'était le samedi 21 janvier, à onze heures et demie du soir. Ses amis lui ayant promis que la semaine ne s'écoulerait pas sans qu'il fût délivré, Flourens attendait dans sa cellule, tout prêt à partir. Ses amis arrivent. Maître de la prison, il fait alors délivrer les détenus politiques qui s'y trouvaient dans d'autres divisions. Puis il fait former sa petite troupe, et monte à Belleville. Maire-adjoint du vingtième arrondissement, il s'empare de la mairie où l'avait appelé le suffrage de ses concitoyens, et où trônait illégalement la commission nommée par M. Jules Ferry. Il envoie prier ses collègues légitimes à cette mairie de venir se joindre à lui, pour y constituer un pouvoir populaire. Il envoie, au nom du peuple, ordre aux chefs de bataillons de l'arrondissement de prendre position sur le boulevard de Puebla. Il voulait, dès qu'il aurait eu ces bataillons à sa disposition, s'emparer avec l'un de l'état-major de la garde nationale, avec les autres de l'Hôtel de Ville et de la préfecture de police. Il était temps encore de tout sauver. Réorganiser l'armée révolutionnairement en trois jours, puis marcher aux Prussiens, et vaincre, cela était possible.

Beaucoup des libérateurs de Flourens venaient des avant-postes, n'avaient rien pu trouver à manger depuis le matin. Il prend vingt francs dans sa bourse, envoie chercher du pain dans le voisinage. A cette heure avancée de la nuit, il fut impossible d'en trouver nulle part. Alors, il fait donner à chaque homme très-régulièrement, et contre réquisition

signée de lui, un petit morceau de pain et un verre de vin, pris sur les provisions de la mairie. Ils étaient cent hommes, et rien de plus ne fut pris à la mairie.

Le lendemain, tous les journaux reproduisaient un télégramme du commandant du 2e secteur, d'après lequel « Flourens aurait pris deux mille rations de pain ! » L'exagération même et l'absurdité de cette odieuse calomnie auraient dû la faire tomber, eh bien ! il y a des gens qui l'ont crue. Calomniez, calomniez, comme dit Basile, il en reste toujours quelque chose. Le lendemain, M. Jules Ferry ne laissa pas faire de distribution de pain chez les boulangers de Belleville. Peut-être d'honnêtes gens se sont-ils imaginé, grâce à cette manœuvre infâme, que Flourens les avait privés de pain.

Il aurait dû être inutile de dire ici que Flourens a dépensé beaucoup de son argent pour l'organisation de la garde nationale, qu'il n'a pas touché un seul sou des traitements auxquels il a eu droit sous la République, ni du traitement mensuel de trois cents francs comme membre de la commission des barricades, ni de celui de trois cents francs comme chef d'un bataillon de marche, ni de celui de trois cents francs comme maire-adjoint d'un des arrondissements de Paris. Et le voilà transformé en voleur de pain ! Monsieur Jules Ferry, quand donc nous rendrez-vous vos comptes ?

Un seul chef de bataillon se rendit à l'appel de Flourens, et encore sans son bataillon, et déclarant qu'il n'y avait rien à faire en ce moment, que l'on n'était pas assez animé contre les traîtres, que toute tentative d'action serait stérile et sans effet. L'esprit de plusieurs chefs de bataillons avait bien changé, depuis que le gendarme Clément Thomas les tenait sous son sceptre de fer. Des amis, venus d'autres quartiers où ils avaient vu l'état moral de la population, engagèrent fortement Flourens à laisser un peu venir les événements. Il y consentit, voyant qu'il n'y avait rien de mieux à tenter pour le moment, licencia sa petite troupe et rentra en maison sûre.

VI

Sapia assassiné. — L'armistice conclu. — Reddition des forts.

A peine Jules Favre sut-il la prise de Mazas, il rédigea une affiche qu'il fit signer par Clément Thomas. Cette révoltante affiche mettait Flourens et ses amis hors la loi. Nous ne voulions pas consentir à la capitulation, au déshonneur de Paris, à la ruine de la France, nous étions donc des ennemis publics qu'il fallait exterminer par le feu et par le fer. C'est ce dont furent chargés les mobiles bretons qui encombraient l'Hôtel de Ville.

A deux heures, la foule était nombreuse sur la place de Grève, foule toute désarmée, composée de femmes et d'enfants surtout. Quelques gardes nationaux seulement passaient avec leurs fusils. Les portes de l'Hôtel de Ville étaient fermées, les fenêtres toutes garnies de Bretons. Des délégations demandaient à être introduites. Comme on leur refusait, et comme elles insistaient un peu vivement pour être admises à entrer, tout à coup, sans aucune provocation de la foule, sans qu'on lui eût adressé aucune sommation d'avoir à se retirer, un des officiers de mobiles, placé derrière la grille, frappe contre la grande porte trois coups du pommeau de son sabre.

A ce signal convenu, les mobiles, qui auraient pu tirer en l'air s'ils étaient obligés par la discipline à tirer, visent le peuple, et dirigent, contre l'immense foule qui couvrait la place, un feu de pelotons bien nourri. A force de leur répéter chaque jour que le peuple de Paris s'opposait à la conclusion de la paix et à la fin de leurs ennuis, Trochu était parvenu à leur rendre ce peuple haïssable. C'est pourquoi ils n'éprouvèrent pas de remords à tirer sur des citoyens désarmés et inoffensifs, sur des femmes et des enfants.

Ce fut un spectacle épouvantable. Chacun se précipitait pour fuir, et la place était jonchée de cadavres et de blessés. Ceux qui n'étaient que légèrement blessés s'en allèrent chez eux cacher leurs blessures, afin de n'être pas le lendemain arrêtés, emprisonnés, torturés par le gouvernement même qui les avait fait blesser.

Heureusement, quelques gardes nationaux étaient armés et purent riposter. Exaspérés de cette attaque perfide et féroce, ils saisissent leurs fusils et font feu. Mais, l'ennemi était protégé par les murailles épaisses de l'Hôtel de Ville, où les balles n'avaient point prise, tandis qu'il tirait sur la foule en pleine chair. Une barricade fut essayée sous le feu meurtrier et continu de l'Hôtel de Ville. On n'était pas en nombre pour la défendre. D'ailleurs, Vinoy, tout fier de ce premier succès de ses troupes contre le peuple rebelle à la capitulation, et jaloux d'inaugurer son commandement par une plus vaste tuerie de Parisiens, tournait la barricade avec des forces considérables. Ce général arriva à temps pour faire des arrestations nombreuses.

Cette journée du 22 janvier, ce guet-apens meurtrier nous a coûté de bien braves cœurs. On ne sait pas encore le nombre exact des morts et des blessés! La démocratie a fait ce jour-là l'irréparable perte de ce pauvre Théodore Sapia. Il n'avait pour arme qu'une baguette; il fut reconnu, désigné à un Breton qui visa bien, le tua raide. Plein d'intelligence et de courage, écrivain distingué, tout jeune encore, Sapia rédigeait un journal *la Résistance*. Il avait commandé un bataillon, et avait été privé de ce commandement pour cause de républicanisme. Il savait émouvoir, passionner la foule. Il aurait puissamment servi notre cause. Toujours nous le regretterons; sans doute un jour nous pourrons le venger, punir ses assassins.

Tuer les gens, puis les accuser de ce meurtre, cela semble dépasser les limites de l'impudence et du mensonge. M. Jules Ferry l'osa pourtant. Dans une proclamation, il accusa « des gardes nationaux factieux d'avoir tiré sur la

garde nationale et sur l'armée. » Le soir, Paris s'indigna contre ces factieux, contre ces gardes nationaux qui n'avaient tiré cependant que pour protéger la retraite des femmes et des enfants de leurs concitoyens.

Laisser discuter ses actes devient impossible, quand on a osé de pareils crimes et de pareils mensonges. Il faut alors tuer la vérité, ou être tué par elle. C'est pourquoi les journaux républicains, *le Combat, le Réveil,* furent supprimés et leurs rédacteurs arrêtés. Félix Pyat put se mettre à l'abri de l'incarcération chez un ami. Delescluze, auquel son âge et son caractère méritent tant d'égards, fut emprisonné dans un cachot humide et infect à Vincennes, torturé de mille manières. Il fallait faire le silence dans Paris, afin de pouvoir le livrer aux Prussiens.

Avant de se rendre, on fit encore pourtant quelques simagrées de velléités guerrières, afin de se ménager une apologie plus tard. Perpétuelle comédie ! On convoqua de jeunes officiers, on leur demanda un avis. Ces jeunes officiers ne pouvaient rien répondre de bon. Habitués à toujours donner raison à leurs chefs, ils répondirent qu'il n'y avait plus rien à faire. Cette réponse leur était dictée d'ailleurs par le soin qu'on prenait de les informer d'abord qu'il ne restait plus rien à manger. Dorian, réputé populaire, fut chargé de consulter l'opinion publique, de s'entendre avec les journalistes. L'opinion publique, quelle amère dérision ! est-ce que, depuis cinq mois, la France n'avait point, pour seule opinion, l'opinion de M. Jules Favre ?

Ce grand homme, pleurnichant en apparence, en réalité enchanté, s'en alla donc à Versailles, le 23 janvier, ouvrir les pourparlers de la capitulation, déguisée sous le nom d'armistice. Car il avait besoin de toujours mentir, et n'aurait point voulu appeler une seule chose par son vrai nom. Pour nous consoler de cette horrible chute : « Nous devions succomber, » nous dit-il avec un fatalisme tout oriental et une résignation parfaite.

Le 28 janvier, fut signé cet armistice de malheur, sauf ratification et conclusion de la paix par l'Assemblée nationale que l'on devait élire. Ratification d'ailleurs inévitable, puisque les signataires de l'armistice tenaient en mains les urnes. Pourtant, une dernière résistance avait été encore essayée contre leur trahison. Une réunion de quarante chefs de bataillons de la garde nationale, tenue l'avant-veille, vota la continuation de la lutte, et choisit pour généraux les braves colonels Brunel et Piazza. L'ayant appris, Flourens alla les joindre, rédigea une proclamation au peuple que Brunel envoya à l'imprimerie. Au petit jour, tandis que Flourens leur amenait du secours, Brunel et Piazza furent arrêtés. Cette généreuse tentative leur a valu une condamnation à deux années d'emprisonnement par la cour martiale. Heureusement, le peuple, imitant la prise de Mazas, est allé forcer la prison de Pélagie et les a délivrés dans la nuit du 26 au 27 février.

L'amiral Saisset avait annoncé qu'il ne rendrait pas son fort à l'ennemi, et l'on crut un moment pouvoir compter sur cet homme. Hélas! à peine en eut-il reçu l'ordre de Trochu, il s'empressa de livrer aux Prussiens armes, fort, canons, munitions, tout ce qu'ils voulurent. Ils sont tous de même force, ces gens-là ; ils annoncent qu'ils ne capituleront pas, et, le moment venu, ils capitulent fort bien.

Reproduisant la tactique du 31 octobre, où il avait annoncé les désastres du Bourget et de Metz à côté de la proposition d'armistice, Jules Favre lança sur la population parisienne une avalanche de mauvaises nouvelles des armées de province. La veille, ces armées, à l'en croire, étaient héroïques, admirables, repoussaient partout l'ennemi. Le jour de la capitulation, elles ne valurent plus rien, elles n'existèrent même plus; il n'y eut en France que « des débris d'armées, » partout vaincus. Nous avons cependant appris, depuis, que Garibaldi, arrêté en plein cours de ses victoires par la trahison de l'armistice, avait encore vaincu à Dijon, le 25 janvier. Nous avons appris que Chanzy et Faidherbe avaient

chacun 80,000 hommes, que Bourbaki en pouvait réunir 40,000, que les recrues du Sud dépassaient le chiffre de 100,000 hommes. A quels misérables tours d'escamotage vous vous livrez, monsieur Jules Favre, et comme vous mentez impudemment! Vous aviez jusqu'alors obstinément refusé de dire combien il nous restait de vivres. Tout à coup, quand cela est nécessaire à votre capitulation, vous nous affirmez, jurant vos grands dieux, qu'il n'y a plus rien à manger.

Le soi-disant armistice livra tout aux Prussiens, les forts, les canons et les munitions, les armes de la garnison qui devint prisonnière de guerre, l'enceinte fortifiée qui fut désarmée de toutes ses batteries, l'entrée dans Paris, tout ce qu'ils voulurent. Ils auraient demandé que l'on fît sauter la moitié de la ville, Jules Favre l'aurait accordé « les yeux humides de larmes et le cœur brisé. » Par bonheur, ils voulurent bien se montrer bons princes, et se contentèrent du défilé honteux de nos soldats allant leur remettre des monceaux de baïonnettes vierges et de fusils qui n'avaient guère fait feu. Pendant des journées entières, on leur conduisit tous ces canons qui n'avaient pas servi contre eux et dont ils se serviront peut-être un jour contre nous. On mit une telle précipitation à leur livrer nos forts, qu'on y laissa non-seulement tout un matériel nous appartenant, mais même les provisions de bouche dont Paris avait tant besoin alors. Il n'y eut qu'au fort de Montrouge un homme d'honneur, un capitaine de frégate, qui se fit sauter la cervelle, quand le dernier marin eut fait le dernier pas hors du fort.

Une exception fut faite à ce désarmement général en faveur de douze mille hommes de l'armée, mobiles bretons et soldats de ligne. Ces troupes devaient former la garde impériale de M. Jules Favre, fournir des juges à ses cours martiales pour condamner les républicains. La garde nationale reçut aussi permission de conserver ses armes et ses canons. En apparence, c'était un honneur rendu à son courage ; en réalité, c'était un piége terrible qui

lui était tendu. C'était une tentation qu'on lui donnait de se servir de ces armes et de ces canons, si elle ne pouvait supporter patiemment l'humiliation de voir les Prussiens maîtres de Paris. Un pareil soulèvement, quelle belle occasion pour les ennemis de « la vile multitude » de la massacrer, d'exterminer, avec le concours de leurs fidèles alliés les Prussiens, nos meilleurs patriotes, de faire des journées de juin en grand avec la mitraille franco-prussienne dans les rues et les canons Krupp sur les hauteurs, et le mont Valérien dont les batteries sont tournées contre nous et pourraient écraser en deux heures un de nos quartiers !

Aussitôt l'armistice conclu, et la suspension des hostilités commencée, on songea au ravitaillement de Paris. Mais ce ravitaillement fut fait avec une lenteur, une incurie et une maladresse sans exemple. Plus d'un mois après le 28 janvier, Paris n'avait encore ni éclairage au gaz, ni charbon. Un Anglais charitable, nommé Wallace, resté parmi nous pendant le siége, avait eu pitié de nous, et avait distribué aux pauvres ses richesses. Des villes eurent également pitié de nos souffrances ; dès que les communications furent rétablies, Londres, New-York, Boston nous envoyèrent des vivres, des cadeaux que M. Jules Ferry ne nous a guère distribués. Malheureuse France, réduite à l'état de ces pauvres honteux qui n'osent demander, et auxquels les bonnes âmes envoient l'aumône.

Avec un laisser-passer, on pouvait sortir de Paris. Une foule de Parisiens, heureux comme des écoliers en vacance, s'éparpillèrent dans les provinces ; mais ils n'y trouvèrent que désolation. Autour de Paris, le désert. Plus loin, des populations ravagées, tombées dans un morne accablement, des terres non ensemencées, des champs incultes et des villages ruinés. Ah ! vous ne savez pas encore, malheureux citoyens français, ce que vous ont coûté vos deux plébiscites, le plébiscite Bonaparte et le plébiscite Trochu !

L'armistice avait été conclu primitivement de 21 jours, moyennant payement d'une contribution de guerre de

200 millions. Durée insuffisante qui ne permettait guère de nommer, de réunir et de constituer une Assemblée nationale chargée d'élire un pouvoir exécutif et de statuer sur la paix ou la guerre. Comme tout ce que fit le gouvernement de la défense nationale, cela était mal fait. Des prorogations furent nécessaires. Il fallut les acheter au prix de nouveaux sacrifices pécuniaires. Il fallut, par ordre de Bismark, roi de France, livrer aux Prussiens, le 12 février, Belfort, un de nos boulevards qui se défendait encore courageusement. Jules Favre sera parvenu à ne rien laisser debout en France.

VII

Décrets de Gambetta. — Élection d'une Assemblée nationale. — La paix.

Tout réussissait à souhait aux traîtres. La France était livrée, mais ils avaient conservé le pouvoir. En public, ils pleuraient; dans l'intimité, ils riaient de joie et se frottaient les mains. Une partie de la province, en apprenant que Paris s'était rendu, avait bien ressenti la plus vive indignation; mais comment protester? Démoralisée par Gambetta, la province n'avait ni centre de pouvoir, ni moyens d'action. Une chaude alerte arracha pourtant tout à coup les traîtres à leur douce satisfaction. Chose surprenante, elle leur vint de Gambetta! Après s'être fait si longtemps leur complaisant, après avoir dépensé toute son énergie contre la République et les républicains, contre le mouvement communal de Lyon et de Marseille, Gambetta devenait révolutionnaire. Il avait déjà renversé les conseils généraux de l'Empire.

Par un nouveau décret, il frappa d'inéligibilité l'ancienne majorité bonapartiste du Corps législatif. Décret maladroit, plutôt nuisible qu'utile, comme tout ce qui vient de Gambetta. Décret incomplet, les orléanistes étant bien plus dan-

gereux aujourd'hui pour la République que les bonapartistes. Une fois engagé dans cette voie, il devait frapper de mort politique aussi bien les orléanistes que les bonapartistes, l'un et l'autre parti nous étant également hostile. Ce dictateur en papier mâché n'osa tuer que des gens déjà morts et enterrés. L'événement l'a bien montré. Abandonnées à elles-mêmes, les populations n'ont envoyé à l'Assemblée nationale que cinq souteneurs de Bonaparte!

Ce décret inoffensif parut cependant à Jules Favre le comble de l'audace révolutionnaire. Il alla trouver son cher maître Bismark, lui peignit la situation en un langage ému, lui fit comprendre quel danger il y aurait de ne voir jamais la paix conclue si tant de braves réactionnaires étaient exclus de l'Assemblée, lui demanda de l'aider à conjurer cet affreux péril. Dédaigneusement Bismark lança un ukase par lequel il déclarait ne point vouloir traiter avec l'Assemblée, si elle était élue dans de telles conditions.

L'insinuant Jules Simon fut envoyé à Bordeaux pour circonvenir Gambetta, pour l'amener à céder, à abroger son décret. Et de peur que Jules Simon ne suffît pas, Favre envoya à la rescousse toutes ses doublures du gouvernement, Garnier-Pagès, Pelletan, Emmanuel Arago. Le jésuitisme est un puissant dissolvant de toute énergie morale, Jules Simon réussit à démoraliser Gambetta. Il n'eut pas à lutter, d'ailleurs, contre des principes bien fermes et des convictions bien arrêtées. Gambetta est avocat, plaide le pour et le contre. Ainsi fut évitée cette terrible menace de scission entre Paris trahi et la province qui n'aurait pas voulu l'être, de sécession des départements et de continuation de la résistance après la chute de la capitale. Bismark, Jules Favre, Trochu furent rassurés et contents.

Le décret contre l'éligibilité des princes de la famille d'Orléans, que M. Jules Favre a laissé subsister, n'est qu'un trompe-l'œil. Qu'importe que ces princes ne siégent pas à l'Assemblée nationale. Leurs serviteurs, leurs partisans, leurs amis y sont en majorité, veillent à leurs intérêts, n'at-

tendent que le moment opportun pour faire voter une loi qui les rappelle et les mette sur le trône. Ils préparent peut-être en ce moment avec la diplomatie prussienne quelque article additionnel secret au traité de paix, par lequel telle province serait rendue à la France, comme don de joyeux avénement, si elle prenait un roi. Ainsi serait enterrée la République française, dont le nom seul est un épouvantail pour toute l'Europe monarchique.

Il y avait encore un décret de Gambetta qui ôtait aux magistrats de l'ordre judiciaire, complices de tous les crimes de Bonaparte, leur inamovibilité. Ce décret, qui aurait dû être rendu le premier de tous, Jules Favre n'osa point le rapporter. Il n'osa pas non plus déplaire à ces chers juges, en leur enlevant leurs siéges. Il les pria bassement de ne point faire d'esclandre, de vouloir bien patienter un peu jusqu'à ce que leur situation fût régularisée.

Le 8 février, furent faites les élections de l'Assemblée nationale qui devait siéger à Bordeaux. La France eut à nommer 750 représentants, au scrutin de liste. Un tiers du pays vota sous les yeux des envahisseurs prussiens. Ces élections se firent dans les conditions les plus détestables pour l'honneur de la France et le salut de la République, dans les conditions les plus propres à donner une majorité monarchiste, soumise à Bismark, capable de lui céder tout ce qu'il voudrait prendre en France, capable de signer une paix honteuse. Au 4 septembre on avait refusé de nous laisser voter, sous prétexte qu'il ne fallait pas s'exposer à avoir une Assemblée réactionnaire. Les élections se seraient pourtant faites dans un bien meilleur esprit le 4 septembre que le 8 février.

Ce mode de votation par scrutin de liste se prête d'ailleurs beaucoup aux surprises de la bonne foi publique, et par là est favorable aux réactionnaires. Comment, à Paris, par exemple, où l'on avait quarante-trois représentants à élire, pouvoir discuter suffisamment quarante-trois noms ; comment faire de bonnes et sérieuses listes en aussi peu de

temps. Un collége électoral, qui n'a qu'un seul représentant à élire, peut, au contraire, très-bien connaître et apprécier son élu.

Une fausse manœuvre de Gambetta, toujours maladroit, contribua beaucoup à rendre l'Assemblée monarchiste. Il fit passer aux républicains le mot d'ordre de l'abstention. « Laissons nos adversaires voter une paix déshonorante, se ruiner moralement par là, et ensuite nous leur enlèverons sans peine le pouvoir. » Politique d'écolier! Vous ne comprenez donc pas, M. Gambetta, que c'est la République qu'ils ruinent, et la monarchie qu'ils fondent. Il ne leur est que trop facile d'aller dire aux populations ignorantes de nos villages : « Voyez combien sont cruelles vos souffrances, combien vous êtes malheureux chaque fois que la France est en République. Abandonnons cette maudite République, et faisons vite un roi qui nous rendra heureux. » Et les paysans, accablés d'impôts par suite de la guerre, les croiront.

Nous n'avons que le nom de la République, cela est vrai; mais, si nous voulons un jour en voir triompher la réalité, nous devons défendre ce nom. Les républicains n'ont pas le droit de se désintéresser des malheurs de la France, de la laisser ensevelir, en disant : « Ce n'est pas nous qui l'avons tuée, nous nous en lavons les mains. » En s'abstenant, ils s'annulent. Ils avaient une attitude toute différente à prendre, et un moyen plus énergique que l'abstention de rejeter la responsabilité de la trahison sur la tête des traîtres.

Tandis que le soi-disant républicain Gambetta faisait prévaloir en province l'abstention, le monarchiste Thiers envoyait tous ses amis aux urnes et s'emparait du pouvoir. Ce n'est pas avec des décrets révolutionnaires lancés à grand fracas, puis retirés, que Thiers se saisit de la France, c'est avec de bonnes intrigues, savamment ourdies. Nous savons maintenant ce qu'il faisait en province, tandis que nous étions enfermés dans Paris, et pourquoi il ne venait

pas rejoindre ses chers collègues du gouvernement. Il tissait ses fils d'araignée, il ourdissait la trame orléaniste où la France vient de se trouver tout à coup prise. Il faisait nommer des princes d'Orléans dans quatre départements, et leurs amis partout. Lui-même se préparait ce magnifique succès de vingt-deux élections, de vingt-deux départements l'acclamant sauveur. Ses partisans allaient répétant : « Ah ! si l'on avait écouté Thiers, on n'aurait pas fait cette guerre, on n'aurait pas les Prussiens en France. » Et chacun s'empressait d'élire Thiers le prophète, Thiers le patriote, Thiers l'unique défenseur des intérêts français.

Ce rusé vieillard avait dit : « La République est le gouvernement qui nous divise le moins ; » et il nous prépare tout doucement le retour de la monarchie constitutionnelle. A moins que le parti républicain ne trouve, pour défendre ses intérêts, des politiques plus intelligents que M. Gambetta.

Le général Trochu fut élu dans onze départements. En Bretagne, cela était bien naturel. Tous les clochers bretonnants sont fiers de cette illustration locale. Hors de Bretagne, cette élection serait inexplicable, si la province savait ce qui s'est passé à Paris. Il paraît que les ballons l'ont bien mal renseignée. En nommant Trochu, on a cru honorer la défense de Paris, dont il était le chef. On a élu l'homme qui a le plus fait pour nous perdre.

A Paris, les élections furent relativement meilleures, quoique nombre de républicains, proscrits, emprisonnés, sous le coup de mandats d'amener, n'aient pu y prendre part, se rendre aux réunions électorales, y défendre les noms qu'ils croyaient les plus dignes des suffrages populaires. Le dépouillement des votes se fit avec une lenteur scandaleuse. Pendant dix jours les urnes restèrent ouvertes. Enfin, le dixième jour, Paris apprit avec stupeur que parmi ses quarante-trois élus figuraient Thiers et Jules Favre. Tout à coup, le dépouillement de trois sections retardataires avait suffi à faire enfler démesurément le chiffre de votes appartenant à chacun d'eux. Ce prodige était nécessaire. Les élec-

tions qu'ils avaient obtenues en province n'auraient point donné, à elles seules, une autorité suffisante à Thiers et à Jules Favre pour leur permettre de conserver le pouvoir. Il fallait qu'ils eussent aussi la confiance de la capitale, qu'ils y fussent élus. Paris apprit avec regret qu'il n'avait nommé ni M. Jules Ferry, ni M. Trochu.

Le résultat des maladresses de Gambetta, et des adresses de Thiers, ce fut que nous eûmes en 1871 une chambre introuvable, des revenants, des gens que l'on croyait morts depuis longtemps, et qui paraissaient tout étonnés eux-mêmes d'être encore en vie; des marquis et des abbés qui avaient, sans aucun doute, siégé aux états généraux de 1789 sur les bancs de la noblesse et du clergé; une collection de crânes chauves, d'oreilles sourdes, d'yeux clignotant au moindre rayon de soleil. Cette Assemblée fossile aurait dû prendre pour concierge un fossoyeur. Elle voulut s'affirmer, se donner à elle-même le diapason, et pour cela elle insulta ce grand et noble vieillard Garibaldi. La surdité du président d'âge Benoist-d'Azy l'empêcha d'entendre Garibaldi demander la parole; sa cécité l'empêcha de voir Garibaldi se lever pour parler. Heureusement, tous les Français ne sont pas sourds, aveugles, et septuagénaires.

A ces hiboux, le cri de Vive la République! parut un outrage intolérable. Pour se protéger contre de tels outrages, il leur fallut une armée, cavalerie, infanterie, artillerie, une occupation militaire de Bordeaux.

Comptant que ses voleurs de plébiscite ne l'abandonneraient pas, Bonaparte s'agitait dans sa somptueuse prison de Wilhemshœhe. Il avait fondé deux journaux, *la Situation* et *le Drapeau*, l'un à Bruxelles, l'autre à Londres. Argent perdu, on ne le lisait plus. Voyant les élections, il crut l'occasion propice pour se rappeler au souvenir de son bon peuple de France. Il lança des manifestes, des proclamations. Cela remua peu. Élu par la Corse, son secrétaire, M. Conti, voulut le défendre par-devant la chambre, au moment du vote de la paix. M. Conti obtint cinq voix. Cinq fidèles, c'est

peu, pauvre empereur! L'invasion a été un remède héroïque, qui a bien radicalement et définitivement guéri la France du culte bonapartiste, des idées napoléoniennes, et des hommes providentiels.

Le 19 février, l'Assemblée nomma Thiers chef du pouvoir exécutif de la République française, président du conseil des ministres. Il composa ce conseil en grande partie de ses anciens collègues au gouvernement provisoire du 4 septembre. Ces gens-là, qui avaient tant de comptes à nous rendre, furent assez impudents pour accepter. Ils nous gouvernent aujourd'hui encore, après nous avoir livrés à l'ennemi. Une commission fut nommé pour aller à Versailles négocier avec le chancelier de l'empire d'Allemagne. D'anciens parlementaires du temps de Louis-Philippe furent envoyés représenter la France à l'étranger. Toutes les puissances, d'ailleurs, s'empressèrent de reconnaître cette République bâtarde, cette France si amoindrie qui ne faisait plus peur à personne.

Les derniers délais de l'armistice expiraient le 26 février à minuit. A cette heure les préliminaires de paix devaient être signés à Versailles, sauf ratification par l'Assemblée de Bordeaux. Les Prussiens pouvaient donc entrer dans Paris cette nuit même. A l'idée de cette dernière humiliation, fruit de tant de sottises et de trahisons, les plus calmes se sentirent la rage au cœur. Trochu proposa dans une lettre de fermer les portes, de contraindre les Prussiens à les briser à coups de canons. Conseil insensé, comme tout ce qui vient de cet homme. Manquer ainsi à la convention, c'eût été donner aux Prussiens un prétexte plausible d'écraser Paris avec les canons de nos forts, de piller la ville, de tuer femmes et enfants. Dans la soirée, la garde nationale alla délivrer Piazza et Brunel à Pélagie. Elle se rendit en grand nombre sur la place de la Bastille, et jura, autour de la colonne de juillet, de venger la patrie, de sauver la République. Elle amena tout auprès ses canons, restés jusqu'alors au parc de la place Wagram. Les meilleurs voulaient

résister, ne pas laisser les ennemis entrer dans la capitale.

Une affiche du gouvernement annonça que l'entrée des Prussiens serait remise au 1er mars, à 10 heures du matin, qu'ils occuperaient seulement le quartier des Champs-Élysées et quitteraient Paris, dès que les préliminaires de paix auraient été ratifiés par l'Assemblée de Bordeaux. Pour faire subir aux Parisiens cet affront de l'occupation, le gouvernement leur déclara, avec son machiavélisme habituel, qu'à ce prix ils conserveraient Belfort à la France. En réalité, on était convenu avec le compère Bismark de ceci : de peser, au moyen de l'occupation de Paris, sur les délibérations de l'Assemblée, de lui mettre le couteau sur la gorge, de la forcer à signer la paix séance tenante pour ne pas prolonger le supplice de la capitale.

Le 1er mars, en effet, l'Assemblée ratifia les préliminaires, à la majorité de 546 voix contre 107. A ce prix, l'armée allemande consentit à quitter Paris, le 3 mars, à onze heures du matin.

Voici quelles étaient ces conditions de paix :

Cession à l'empire d'Allemagne de l'Alsace moins Belfort, d'une partie de la Lorraine y compris Metz, payement de cinq milliards de francs en trois ans, occupation, aux frais de la France, d'une partie du territoire français jusqu'à l'entier versement des cinq milliards, les Prussiens restant sur la rive droite de la Seine, dans nos forts, jusqu'au payement du premier demi-milliard.

Jamais, la France n'avait été aussi humiliée.

ÉPILOGUE

Solution américaine et solution française. — Exemples de l'Espagne, du Mexique. — Bourgeoisie et peuple. — L'égalité.

A la situation malheureuse de la France, deux solutions viriles et raisonnables s'offraient le 4 septembre :

La solution américaine et la solution française.

La solution américaine, celle des gens pratiques, consistait à conclure immédiatement la paix avec la Prusse, à lui céder ce qu'elle exigeait, ce qu'elle avait droit d'exiger. Car elle avait été injustement attaquée par la France, et elle était victorieuse.

Il fallait alors ne considérer tant de pertes que comme le fait de l'Empire, et non de la République. Certes, la République n'avait pas à se rendre solidaire et responsable des crimes, des folies et des rapines de son assassin.

L'Empire avait fait banqueroute. Son bilan se soldait par un gigantesque déficit. Le rôle de la République n'était pas de prendre la suite de ces mauvaises affaires, mais de liquider au plus vite.

Débarrassée de ces entraves, la République devait consacrer toutes ses forces à se donner de bonnes institutions, capables de prévenir à tout jamais le retour de pareils malheurs.

Instruire tous les citoyens de leurs droits et de leurs de-

voirs, organiser une bonne armée nationale, et non plus dynastique, réparer vite les ruines, et démocratiser profondément le pays, en assurant le crédit à tout citoyen honnête, telles devaient être les préoccupations d'hommes sensés et intelligents.

Mise à ce régime fortifiant et salubre, la France serait devenue digne de tenir place parmi les peuples libres, capable de reconquérir un jour tout ce qu'elle perdait.

La solution française, celle des enthousiastes, consistait à se battre. Mais, révolutionnairement, comme en 1793, guerre à outrance, vaincre ou mourir.

Il fallait alors prendre au pays toutes ses ressources, tous ses hommes, toutes ses forces, et, avec la rage et l'énergie terrible du désespoir, vaincre l'invasion allemande.

Verser beaucoup de sang, se ruiner, mais enfin vaincre.

Chacune de ces deux solutions avait ses avantages. L'une ou l'autre pouvait sauver la France. Mais, il n'y avait pas de moyen terme pour des hommes sensés, il n'y avait pas de compromis acceptable entre ces deux alternatives : agir révolutionnairement, ou bien traiter avec l'ennemi.

Continuer la lutte selon le système impérial, maintenir les généraux de l'Empire, c'était se faire battre à coup sûr.

Cette troisième solution, bâtarde et funeste, a pourtant été préférée par les hommes qui ont usurpé la dictature au 4 septembre.

Ils devaient infailliblement trouver l'abîme au bout de cette voie.

Ils l'ont trouvé, et nous y ont précipités avec eux.

Certes, nous sommes bien accablés. D'autres pays ont été plus accablés que nous et se sont relevés.

L'Espagne n'avait pas d'armée. Napoléon Ier envoyait contre elle les meilleures troupes de l'Europe, celles qui avaient vaincu en batailles rangées toutes les armées régulières du continent.

Le frère de Napoléon, le roi Joseph, trônait dans la capi-

tale de l'Espagne, à Madrid. L'invasion française paraissait bien maîtresse du pays.

Cependant, ni les paysans, ni les ouvriers espagnols ne voulaient rester esclaves de l'étranger. C'est pourquoi ils se soulevèrent, et, sans armées régulières, sans généraux chamarrés d'or, sans batailles rangées, défirent et chassèrent les troupes de Napoléon.

Le Mexique, cette Espagne américaine, n'avait pas d'armée. Napoléon III l'envahit avec de telles forces, qu'il put écraser toute résistance, conquérir la capitale, y renverser la République, et y introniser un empereur, Maximilien.

Ce Maximilien régna à Mexico quatre années entières!

Tout semblait bien perdu et désespéré. Le président de la République, le seul pouvoir légitime, l'indomptable patriote, le grand citoyen Juarez, errait proscrit, trahi à chaque pas, dans les steppes du Rio-Grande au Sacramento.

Les meilleurs esprits niaient que les efforts de Juarez pussent jamais réussir, et qu'il y eût une délivrance possible.

Et cependant, aidé d'hommes énergiques, de généraux républicains, de Porfirio Diaz, d'Alvarez, d'Escobedo, d'Ortega, le noble Juarez a vaincu.

Il a enfermé l'ennemi dans sa conquête. Au champ de mars de Queretaro, Maximilien, assassin de la souveraineté nationale d'un peuple, a expié son crime.

Le Mexique est redevenu indépendant.

Nous sommes dans une bien moins mauvaise situation que n'étaient le Mexique et l'Espagne. Nous avons tout un grand pays qui est resté intact, toute une France, celle du Midi, où l'ennemi n'a point pénétré.

Nous ne sommes pas moins braves que les Mexicains et les Espagnols, mais nous sommes plus corrompus.

Ou plutôt, la bourgeoisie, classe dominante parmi nous, qui a en main le pouvoir et le capital, est plus corrompue.

Parvenue à la toute-puissance en 1789, par sa victoire sur la noblesse, elle s'est aussitôt dépravée, et elle en

meurt. Ainsi mouraient de corruption, avant leur trentième année, tous les rois mérovingiens, ces barbares subitement entrés dans la civilisation romaine.

Ne voulant point partager les fruits de la victoire avec le peuple, comme l'exigeait la justice, elle a cherché une arme contre les légitimes réclamations populaires.

Elle a trouvé cette arme dans le jésuitisme. Alliance entre les fils de Voltaire et les fils de Loyola. Ce monstrueux embrassement la tue.

Elle y a perdu toute virilité, toute rectitude de jugement, toute élévation de sentiments.

Elle y a perdu le sens de l'utile, le sens politique. Elle ne songe qu'à se donner un maître, jamais à se donner des institutions. Elle ne songe qu'à faire des restaurations monarchiques. Dynasties qui avortent à peine nées. Trônes qui durent quinze ou vingt ans, puis sont brisés. Avant-hier Louis-Philippe, hier Louis Bonaparte, aujourd'hui le comte de Paris, demain peut-être le fils de Bonaparte!

Elle y a perdu le sens du juste, le sens moral. Sa devise, c'est le mot de Guizot, coryphée du parti: Enrichissez-vous. Pourvu qu'elle pût s'enrichir, acheter coupons de rente, maisons, actions de chemin de fer, elle acceptait la pourriture impériale, même elle aimait cette pourriture. Tant que Bonaparte a été debout, elle lui a servilement voté tous ses plébiscites, elle a traité de fous et d'ennemis publics ceux qui osaient l'attaquer. Elle ne l'exècre aujourd'hui que parce qu'en tombant il a fait tomber la rente!

Elle y a perdu le sens du vrai et du beau. Elle a aimé « l'art pour l'art » qui envahit tout, beaux-arts et littérature. Écrivains, artistes se conforment à son goût, ne lui peignent plus que jouissances et triomphe de la matière. Nulle inspiration grande, nul sentiment élevé.

Sénile et niaise infatuation de soi, chauvinisme, dédain stupide des autres peuples, dont la plupart valent mieux que nous.

Si quelque heureuse convulsion ne vient enlever le pouvoir

à la bourgeoisie, nous ne serons bientôt plus qu'une nation de baladins et de mandarins, de proxénètes et de vendus, d'agioteurs et de repus, de rhéteurs et de grammairiens.

Pour l'observateur superficiel, la France est finie aujourd'hui. Ce n'est pourtant que la fin d'un système politique et d'une caste.

Au siècle dernier, quand l'Europe voyait la lâcheté des généraux de Louis XV, la trahison de ses ministres, la sottise de ses diplomates, et la frivolité de la nation qui chansonnait ses défaites, l'Europe disait : Nation finie.

Pourtant la France vivait encore et vivait très-bien par la bourgeoisie. Politiquement le tiers état n'était rien, il payait ses nobles maîtres et obéissait. Par la vitalité du génie, il était tout. Nourri de la forte moelle des encyclopédistes, élève des grands penseurs, de Rousseau, de Montesquieu, de Voltaire, il fit la révolution de 1789. Ses principes étaient incomplets, mais vrais, puisqu'ils sont devenus féconds.

Aujourd'hui, la France vit encore et vit très-bien par le peuple. La bourgeoisie, héritière de la noblesse, a commis la même faute qu'elle et en meurt. Elle a tout pris pour soi, n'a rien laissé au peuple. Elle a seulement changé le privilége du sang, en privilége de l'argent.

Ses fils commandent seuls. Pour commander dans l'armée de terre ou dans la marine, il faut être fils d'épicier enrichi ou d'usurier, il faut avoir payé pension aux Écoles militaires. Le sous-officier, fils du peuple, brave et sachant bien son métier, ne commandera jamais parce que son père n'a eu ni négoce, ni boutique, n'a pu vendre de la cassonnade mauvaise, voler ses clients, amasser des gros sous. Ce sont les fils de la bourgeoisie, officiers par droit d'argent, qui viennent de nous faire battre dans toute cette lugubre campagne, comme les fils de la noblesse, officiers par droit de naissance, faisaient battre la France à Rossbach.

Dans cette lutte contre la Prusse, l'essor du peuple a été constamment réprimé par ses maîtres. Il n'a pu rien faire que se faire tuer obscurément et inutilement.

Qu'un étranger, Américain ou Anglais, juge impartial des partis français, examine la conduite du parti démocratique pendant le siége de Paris. Il n'y verra que sérieux et réel patriotisme, abnégation, courage. Il se dira : « Là, il y a des hommes; là, il y a de la vitalité, de l'avenir. »

Il faut à l'Europe, si elle ne veut finir bientôt comme le Bas-Empire romain, un principe nouveau qui la sauve du bourbier monarchique;

Un principe qui l'affranchisse de ce perpétuel brigandage des rois, de cette vieille politique de rapine conduisant tour à tour le Prussien à piller la France, et le Français à piller la Prusse;

Un principe fécond en institutions capables d'assurer la sécurité des peuples, de prévenir à tout jamais le retour de ces antiques fléaux de l'humanité, l'absolutisme monarchique, les castes, la théocratie, les luttes internationales.

Ce principe, le peuple l'a; il l'aime, il le défend de toutes ses forces, il veut le faire triompher à tout prix.

Ce principe n'a jamais été appliqué politiquement dans le monde. Il y a seulement été prêché au point de vue sentimental et religieux.

Et pourtant, il peut seul sauver l'humanité, parce qu'il est la justice. Il peut seul fonder l'ordre et la liberté, déshabituer du brigandage les nations et les individus, résorber la bourgeoisie dans le peuple, réformer l'individu par l'éducation, procurer à chacun le bonheur véritable, qui consiste non dans la rapine, mais dans l'accomplissement de tous les devoirs, dans la jouissance de tous les droits du citoyen, créer enfin un nouveau monde, une jeune Europe toute différente de l'ancienne.

Ce principe, c'est l'égalité!

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos. . . . .

PREMIÈRE PARTIE. — Fin de l'Empire.

I. *La Lanterne* de Rochefort. — Les réunions publiques. — Victor Noir assassiné, ses funérailles. — Autorisation de poursuites contre Rochefort. 3
II. Arrestation de Rochefort. — Barricades de Belleville. — Plan d'invasion des Tuileries. 7
III. Tibaldi à Londres. — Nécessité du régicide. — Le citoyen Bradlaugh. — Le parti républicain anglais. 12
IV. Conspirations militaires à Paris. — Souffrances de l'armée sous l'Empire. — Les soldats régicides. — La logique des événements 16
V. Le plébiscite de Bonaparte. — Procès de Blois. — Crime de Bonaparte en Orient, une insurrection trahie. 20
VI. Ineptie des diplomates de l'Empire. — Candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. — Antagonisme nécessaire entre la Prusse et la France impériale. 25
VII. La Prusse examine les forces de sa rivale. — Décadence militaire du Bas-Empire français. — Décadence civile. — La cour des Tuileries 29
VIII. Progrès civils des Prussiens. — Origines de la Prusse. — Le grand Frédéric. — Waterloo. — Découragement universel de l'Europe en 1815. — Les doctrinaires. — Sublime élan de 1848. 34
IX. Progrès militaires des Prussiens. — Passion du roi Guillaume pour les choses de la guerre. — État-major, de Moltke.. 39
X. Campagne des duchés. — Campagne de Bohême. — L'Allemagne soumise à la Prusse par la politique de Bismark. — Résistances. 43

XI. Déclaration de guerre. — Les Prussiens de Paris. — Incurie de Bonaparte.— Défaites des Français. 49
XII. Le plan de Bonaparte. — Sa déchéance militaire prononcée par le Corps législatif. — Il cherche à se venger. — Paris renie l'Empire. 55

SECONDE PARTIE. — Inaction de Trochu.

I. Les assermentés. — Déchéance de l'Empire. — Dissolution du Corps législatif. — La force morale et les Bretons de Trochu. 59
II. Le plan du bon sens opposé à celui de Trochu. 64
III. Impossibilité de sauver la République avec de tels dictateurs. — Confiance que Paris accorde à Trochu. — Son incapacité complète. 70
IV. Les collaborateurs de Trochu. — État-major de la défense : Schmitz, Ducrot, Vinoy. 76
V. Les généraux qui commandent en sous-ordre. — Leur sénilité. — Leur inertie et leur mauvais vouloir. 81
VI. Thiers mendie le secours des monarques et ne l'obtient pas. — Trochu refuse l'alliance des républicains. 85
VII. Les Allemands sous les murs de Paris. — Siége fictif des premiers temps.— Trochu reste immobile, ou ne fait rien qui vaille. 91
VIII. Tactique de Trochu. — Rapports du fidèle Schmitz. — Le fameux plan à l'œuvre. — Pigeons et ballons. — La Commission des barricades. 96
IX. Ardeur de la garde nationale. — Trochu la méprise. — Entretien avec ce sauveur. 101
X. Journée du 5 octobre. 106

TROISIÈME PARTIE. — Défaites de Trochu.

I. Gambetta s'envole à Tours. — État moral de la province. — Les gardiens de la paix publique. — Lettre à Rochefort. 111
II. Trochu se fait battre. — Nous sommes vainqueurs au Bourget malgré lui. — Il nous y laisse écraser par les Prussiens. 116
III. La trahison de Bazaine cachée aux Parisiens par Jules Favre. 120
IV. Les bataillons de marche de la garde nationale. 124
V. La trahison de Bazaine avouée aux Parisiens par Jules Favre. — Matinée du 31 octobre. 132
VI. Soirée du 31 octobre. — Comité provisoire chargé des élections. 137
VII. Nuit du 31 octobre. — Le commandant Millière. 143
VIII. Fraude du 106e bataillon. — Guet-apens du souterrain. — Convention. 147
IX. Le plébiscite de Jules Favre. 154

X. Arrestation des républicains. — Organisation municipale. — M. Jules Ferry. 160
XI. Rationnements. — Réquisitionnements. — Payement des loyers prorogé. 166
XII. Queues aux portes des boucheries. — Mairies d'arrondissements. — Proclamations de M. Clément Thomas. 171

QUATRIÈME PARTIE. — CAPITULATION.

I. Arrivée des canons Krupp. — Sortie de Ducrot. — Fausses nouvelles de la province. 180
II. La Révolution tuée en province par Gambetta. — Ses généraux. — Garibaldi. 184
III. Emprunt de Laurier. — Bombardement des forts. — Conférence de Londres.. 189
IV. Paris bombardé. — Couronnement de l'empereur d'Allemagne. 194
V. Affaire de Montretout. — Prise de Mazas. 200
VI. Sapia assassiné.— L'armistice conclu. —Reddition des forts. 206
VII. Décrets de Gambetta. — Élection d'une Assemblée nationale. — La paix 212

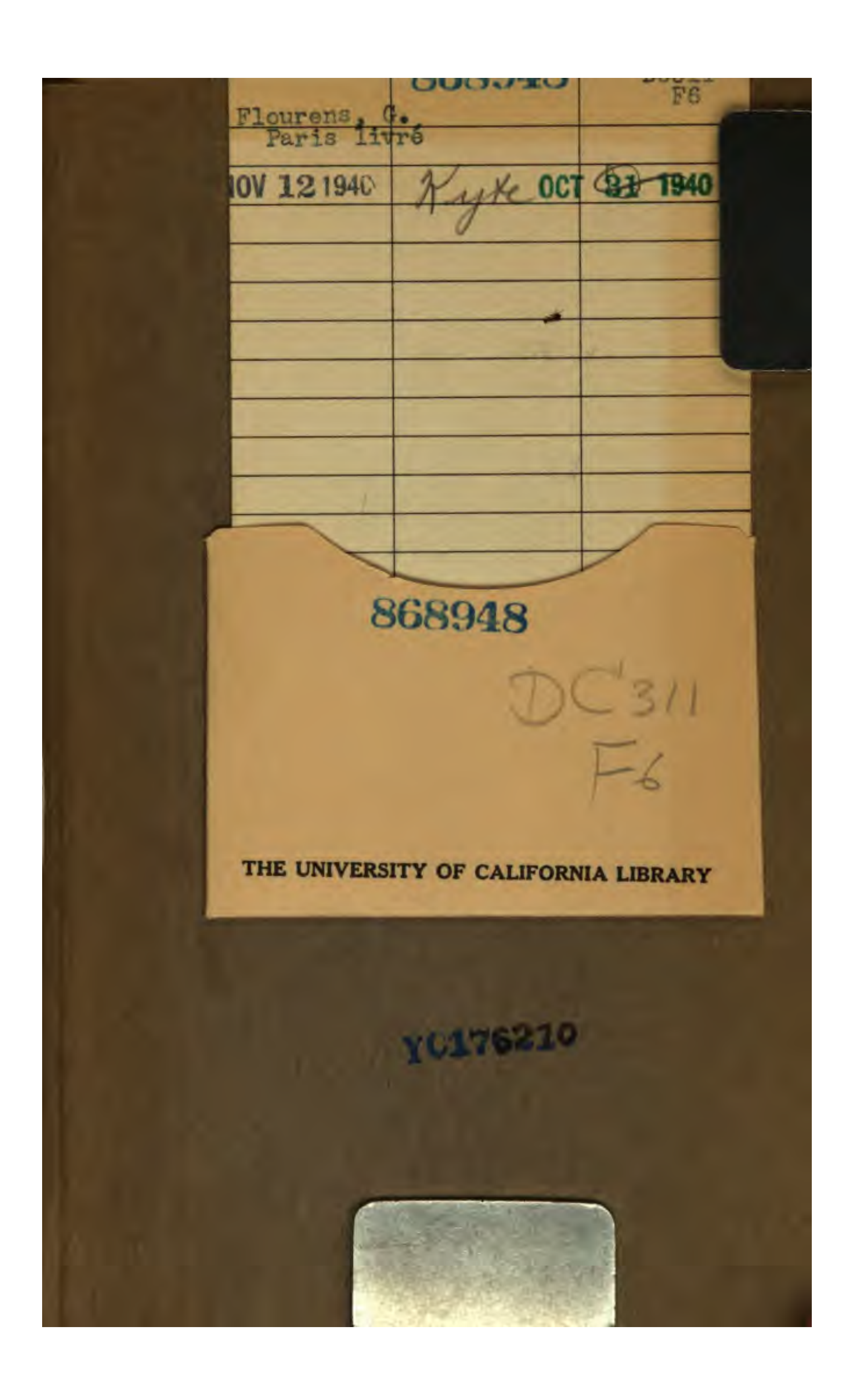
ÉPILOGUE.

Solution américaine et solution française. — Exemples de l'Espagne, du Mexique. — Bourgeoisie et peuple. — L'égalité. . . 220

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1






Flourens, G.
Paris livré
NOV 12 1940
Kyte OCT 31 1940
868948
DC311
F6
THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
YC176210